99e ANNÉE
VOL. 99

N° 26
3887

Gazette officielle de Québec

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

Québec, vendredi 30 juin 1967

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la reine, Hôtel du Gouvernement, Québec.

2° Fournir le texte de l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est envoyée dans une seule langue la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Indiquer le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous, excepté lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. En ce cas, l'intéressé doit acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Tout paiement doit être fait par chèque ou mandat à l'ordre du Ministre des Finances.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, expire à midi, le ***mercredi***, à moins que ce jour soit un jour férié. Dans ce cas, l'ultime délai expire à midi, le mardi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toute demande d'annulation ou tout paiement sont soumis aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en aviser l'Imprimeur de la reine avant la seconde insertion et ce, afin d'éviter de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

Quebec, Friday, June 30, 1967

Rules

1. Address all communications to: The Queen' Printer, Parliament Buildings, Quebec.

2. Supply advertising copy in the two official languages. When copy is supplied in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Pay cash and before publication for advertising copy according to the rates set forth below, exception when the copy is to be published several times. It that event, the interested party shall pay upon receipt of his account and before the second insertion: otherwise this insertion will be suspended without further notice and without prejudice to the Queen's Printer who will refund any overpayment.

5. Subscriptions, price of documents, etc., are payable strictly in advance.

6. Remittance must be made to the order of the Department of Finance, by cheque or money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the dead line for receiving notices, documents or advertising copy expires at noon on ***Wednesday***, unless it is a holiday. In that event the dead line is noon, on Tuesday. Notices, documents or advertising copy not received on time will be published in a subsequent edition. Moreover, the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, because of their length or for reasons of administration.

8. Any demand for cancellation or any remittance of money is subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE / PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT
L'Imprimeur de la reine, ROCH LEFEBVRE, *Queen's Printer* — Québec

Tarif des annonces, abonnements, etc.

Première insertion: 30 cents la ligne agate, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 270 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 10 cents la ligne agate pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: $1 des 100 mots.

Exemplaire séparé: 40 cents chacun.

Feuilles volantes: $1.50 la douzaine.

Abonnement: $10 par année à compter de janvier.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier nombre réfère à notre numéro de facture; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertion, et la lettre « o » signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seul fois ne sont suivis que de notre numéro de facture.

L'Imprimeur de la reine,
ROCH LEFEBVRE

Hôtel du Gouvernement,
Québec, 5 mai 1962

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 30 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, or 270 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 10 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (lists of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: $1 per 100 words.

Single copies: 40 cents each.

Slips: $1.50 per dozen.

Subscriptions: $10 per year from January.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third to the number of insertion, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notices published but once are followed only by our document number.

ROCH LEFEBVRE,
Queen's Printer

Parliament Buildings,
Quebec, May 5, 1962

13377 — 1-52-o

Le Ministère des Postes, à Ottawa, a autorisé l'affranchissement en numéraire et l'envoi comme objet de deuxième classe de la présente publication.
Authorized as second class mail by the Post Office Department, Ottawa, and for payment of postage in cash.

Lettres patentes

A. & G. Fashions Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de mai 1967, constituant en corporation: Nathaniel H. Salomon, 95, chemin Dufferin, Hampstead, Nahum Gelber, 4115, Jean-Brillant, Bernard Reis, 4906, Fulton, tous deux de Montréal, et Robert S. Litvack, 590, Stanstead, Mont Royal, tous quatre avocats, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles, de construction et de placements, et confectionner toutes sortes de vêtements et articles vestimentaires, en faire le commerce sous le nom de « A. & G. Fashions Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 36,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5700, rue Iberville, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238 1900-67

A & W Enterprises Inc.
Les Entreprises A & W inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de mai 1967, constituant en corporation: Walter Rancourt, vendeur, 1013, Bérard, Louis Morency, assureur,

Letters Patent

A. & G. Fashions Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Nathaniel H. Salomon, 95 Dufferin Road, Hampstead, Nahum Gelber, 4115 Jean-Brillant, Bernard Reis, 4906 Fulton, both of Montreal, and Robert S. Litvack, 590 Stanstead, Mount Royal, all four advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction and investment company and to manufacture and deal in clothing and wearing apparel of all kinds, under the name of "A. & G. Fashions Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of the par value of $1 each and 36,000 preferred shares of the par value of $1 each.

The head office of the company is at 5700 Iberville Street, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

2023S-o 1900-67

A & W Enterprises Inc.
Les Entreprises A & W inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of May, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Walter Rancourt, salesman, 1013 Bérard, Louis Morency, underwriter, 800

800, Plessis, Lionel Roy, industriel, 569, 7e rue, et Jean-M. Lhoumeau, comptable agréé, 838, 3e avenue, tous quatre de Val d'Or, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « A & W Enterprises Inc. — Les Entreprises A & W inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune, 1,500 actions privilégiées classe « A » et $10 chacune et en 1,500 actions privilégiées class « B » de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Val d'Or, district judiciaire d'Abitibi.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238-o 2002-67

Adminex inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de mai 1967, constituant en corporation: Maurice Martel, avocat et conseil en Loi de la reine, 1301, St-Viateur ouest, Outremont, Fernande Perreault, secrétaire, fille majeure, 2825, boulevard St-Joseph est, Montréal, et Lucille Roy, secrétaire, épouse de Jean-Claude Blais, 24, rue Gilles, Sainte-Thérèse-Ouest, pour les objets suivants:

Faire affaires comme décorateurs et dessinateurs, sous le nom de « Adminex inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 9,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238-o 2156-67

Ariel Building Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de mai 1967, constituant en corporation: Jason Ruby, 47 Place Dubois, Dollard-des-Ormeaux, John Michelin, 5754, Lockwood, Côte Saint-Luc, tous deux avocats, Louis Orenstein, avocat et conseil en Loi de la reine, 5654, MacDonald, Hampstead, et Evlyn Raphael, secrétaire, épouse séparée de biens de Charles Raphael, 4895, Carlton, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de construction et d'immeubles, sous le nom de « Ariel Building Corp. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238 2340-67

L'Association des Employés Civils du Bas St-Laurent inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de mai 1967, constituant en corporation sans capital-actions: Guy Hins, fonctionnaire, Case postale 999, Notre-Dame-du-Sacré-Coeur, Georges Bouillon, Plessis, Lionel Roy, industrialist, 569, 7th Street, and Jean-M. Lhoumeau, chartered accountant, 838, 3rd avenue, all four of Val d'Or, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "A & W Enterprises Inc. — Les Entreprises A & W inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each, 1,500 class "A" preferred shares of $10 each and 1,500 class "B" preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Val d'Or, judicial district of Abitibi.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238 2002-67

Adminex inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Maurice Martel, lawyer and Queen's Counsel, 1301 St-Viateur West, Outremont, Fernande Perreault, secretary, fille majeure, 2825 St-Joseph Boulevard East, Montreal, and Lucille Roy, secretary, wife of Jean-Claude Blais, 24 Gilles Street, Sainte-Thérèse-West, for the following purposes:

To carry on business as decorators and designers, under the name of "Adminex inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and into 9,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238 2156-67

Ariel Building Corp.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jason Ruby, 47 Place Dubois, Dollard-des-Ormeaux, John Michelin, 5754 Lockwood, Côte Saint-Luc, both advocates, Louis Orenstein, advocate and Queen's Counsel, 5654 MacDonald, Hampstead, and Evlyn Raphael, secretary, wife separate as to property of Charles Raphael, 4895 Carlton, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Ariel Building Corp.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Saint-Laurent, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238-o 2340-67

L'Association des Employés Civils du Bas St-Laurent inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Guy Hins, civil servant, Post Office Box 999, Notre-Dame-du-Sacré-Coeur, Georges Bouillon,

50, Tessier, Wilson Janelle, 14 St-Laurent, Phil Mongrain, 111, Moreau, tous trois commis, Adrien Michaud, 102, 4e rue, Raymond Caissie, 604, St-Germain, tous deux fonctionnaires, Léopols Vézina, commis-chef, 58, d'Auteuil, et Antonio Bergeron, technicien, 156, St-Pierre, ces sept derniers de Rimouski, pour les objets suivants:

Étudier, promouvoir, protéger et développer de toutes manières les intérêts économiques, sociaux et professionnels de ses membres, sous le nom de « L'Association des Employés Civils du Bas St-Laurent inc. ».

Le montant auquel est limités la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $50,000.

Le siège social de la corporation est à Rimouski, district judiciaire de Rimouski.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238-o 2018-67

50 Tessier, Wilson Janelle, 14 St-Laurent, Phil Mongrain, 111 Moreau, all three clerks, Adrien Michaud, 102, 4th Street, Raymond Caissie, 604 St-Germain, both civil servants, Léopold Vézina, head clerk, 58 d'Auteuil, and Antonio Bergeron, technician, 156 St-Pierre, the latter seven of Rimouski, for the following purposes:

To study, promote, protect and develop in every way the economical, social and professional interests of its members, under the name of "L'Association des Employés Civils du Bas St-Laurent inc.".

The amount to which is limited the value of the immoveable property which the corporation may acquire and possess, is $50,000.

The head office of the corporation is at Rimouski, judicial district of Rimouski.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238 2018-67

Association des Manufacturiers de chaussures de Chauveau

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de mai 1967, constituant en corporation sans capital-actions: Réal Forest, avocat, 3177, de la Concorde, Sainte-Foy, Lise Lamarre, 1730, 1re avenue, app. 1, Québec, et Colette Brat, 10, Dumoncelle, Beauport, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Étudier, promouvoir, protéger et développer de toutes manières les intérêts économiques, sociaux et professionnels de ses membres, sous le nom de « Association des Manufacturiers de chaussures de Chauveau».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $100,000.

Le siège social de la corporation est 75, Grande-Allée est, Québec, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238-o 2430-67

Association des Manufacturiers de chaussures de Chauveau

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Réal Forest, advocate, 3177 de la Concorde, Sainte-Foy, Lise Lamarre, 1730, 1st Ave., Apt. 1, Quebec, and Colette Brat, 10 Dumoncelle, Beauport, the two latter secretaries, filles majeures, for the following purposes:

To study, promote, protect and develop in all ways the economic, social and professional interests of its members, under the name of "Association des Manufacturiers de chaussures de Chauveau".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation is at 75 Grande-Allée East, Quebec, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238 2430-67

L'Association des Propriétaires de Parc RoCo inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de mai 1967, constituant en corporation sans capital-actions: Roger Rousseau, 157, avenue Bréboeuf, Sainte-Catherine-d'Alexandrie-de-Laprairie, Yvon St-Georges, 2168, Rachel est, Montréal, tous deux opérateurs, et Yvan Comeau, marchand, Saint-Gabriel-de-Brandon, pour les objets suivants:

L'organisation des loisirs, sous le nom de « L'Association des Propriétaires de Parc RoCo inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $50,000.

Le siège social de la corporation est à Saint-Gabriel-de-Brandon, rang St-Augustin, district judiciaire de Joliette.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238-o 2356-67

L'Association des Propriétaires de Parc RoCo inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Roger Rousseau, 157 Bréboeuf Avenue, Sainte-Catherine-d'Alexandrie-de-Laprairie, Yvon St-Georges, 2168 Rachel East, Montreal, both operators, and Yvan Comeau, trader, Saint-Gabriel-de-Brandon, for the following purposes:

The organization of a recreational centre, under the name of "L'Association des Propriétaires de Parc RoCo inc.".

The amount to which is limited the immoveable property which the corporation may acquire and possess, is $50,000.

The head office of the corporation is at Saint-Gabriel-de-Brandon, St-Augustin Range, judicial district of Joliette.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238 2356-67

Les Ateliers Bodyguard ltée
Bodyguard Shops Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de mai 1967, constituant en corporation: C. Stephen Cheasley, 3440, rue Peel, Montréal, Richard J. F. Bowie, 952, Grou, Saint-Laurent, tous deux avocats, et Marguerite Gravel, secrétaire, fille majeure, 1418, rue Joliette, Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter et entretenir des magasins de carrosserie, garages, stations de service, entrepôts et autres endroits similaires pour le traitement, nettoyage et réparations d'automobiles et de véhicules automobiles de toutes sortes, sous le nom de « Les Ateliers Bodyguard ltée — Bodyguard Shops Ltd. », avec un capital-actions divisé en 10,000 actions ordinaires sans valeur au pair et 36,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238 2217-67

Les Ateliers Bodyguard ltée
Bodyguard Shops Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: C. Stephen Cheasley, 3440 Peel Street, Montreal, Richard J. F. Bowie, 952 Grou, Saint Laurent, both advocates, and Marguerite Gravel, secretary, fille majeure, 1418 Joliette Street, Montreal, for the following purposes:

To operate and maintain body shops, garages, service stations, warehouses and other like places for the treatment, cleaning and repair of motor cars and vehicles of all kinds, under the name of "Les Ateliers Bodyguard ltée — Bodyguard Shops Ltd.", with a capital stock divided into 10,000 common shares without par value and 36,000 preferred shares of the par value of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238-o 2271-67

Les Ateliers Morissette inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour d'avril 1967, constituant en corporation: François Ross, comptable, Gérard Dionne, notaire, et Irène Parent, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Gérard Dionne, tous trois d'Amqui, pour les objets suivants:

Faire le commerce de moteurs, machines, leurs parties et accessoires et autres instruments et appareils, sous le nom de « Les Ateliers Morissette inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune, 250 actions privilégiées classe « A » de $100 chacune et en 150 actions privilégiées classe « B » de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Causapscal, district judiciaire de Rimouski.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238-o 1822-67

Les Ateliers Morissette inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of April, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: François Ross, accountant, Gérard Dionne, notary, and Irène Parent, housewife, wife contractually separate as to property of the said Gérard Dionne, all three of Amqui, for the following purposes:

To carry on business dealing in motors, machines, their parts and accessories and in other instruments and apparatus, under the name of "Les Ateliers Morissette inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 100 common shares of $100 each, 250 preferred class "A" shares of $100 each and 150 preferred class "B" shares of $100 each.

The head office of the company is at Causapscal, judicial district of Rimouski.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238 1822-67

Auberge Etna inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de mai 1967, constituant en corporation: Yvan Macerola, 2805, Marquette, James Galileo, 1607, Massenet, tous deux de Laval, et Bruno Pateras, 11818 Frigon, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, tavernes, auberges et restaurants, sous le nom de « Auberge Etna inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1702, rue Bourgogne, Chambly, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238-o 2360-67

Auberge Etna inc.

Notice is given zthat under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Yvan Macerola, 2805 Marquette, James Galileo, 1607 Massenet, both of Laval, and Bruno Pateras, 11818 Frigon, Montreal, all three lawyers, for the following purposes:

To operate hotels, taverns, inns and restaurants, under the name of "Auberge Etna inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 1702 Bourgogne Street, Chambly, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238 2360-67

Autodrome Gentilly inc.
Gentilly Speedway Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de mai 1967, constituant en corporation: André Villeneuve, Charles-Édouard Villeneuve, tous deux notaires, et Pierrette Turcotte, secrétaire, fille majeure, tous trois de Bécancour, pour les objets suivants:

Opérer, gérer, administrer, construire et maintenir une piste de courses, sous le nom de « Autodrome Gentilly inc. — Gentilly Speedway Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 30,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 400 actions privilégiées de $25 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Bécancour, district judiciaire de Nicolet.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238-o 2338-67

Au Vallon inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de mai 1967, constituant en corporation: Michael D. Magna, 1630, Mon-Repos, Gilles Richard, 3049, Hochelaga, tous deux de Sainte Foy, et Fernand Audet, 2046, Parc Gomin, Sillery, tous trois hommes d'affaires, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, tavernes, auberges et restaurants, sous le nom de « Au Vallon inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2500, chemin Ste-Foy, Sainte-Foy, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238-o 2373-67

Barrie Marine Enterprises Inc.
Les Entreprises maritimes Barrie inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de mai 1967, constituant en corporation: Donald W. Seal, 371, Alexis-Nihon, Gary Moscowitz, 260, St-Aubin, tous deux de Saint-Laurent, et David Goldenblatt, 7925, Kingsley, Côte Saint-Luc, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs et constructeurs généraux, sous le nom de « Barrie Marine Enterprises Inc.— Les Entreprises maritimes Barrie inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $1 chacune et 3,600 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4405, chemin Côte de Liesse, Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238 2222-67

Bastien & Murphy inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour d'avril 1967, constituant en corporation: Fernand Bastien,

Autodrome Gentilly inc.
Gentilly Speedway Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: André Villeneuve, Charles-Édouard Villeneuve, both notaries, and Pierrette Turcotte, secretary, fille majeure, all three of Bécancour, for the following purposes:

To operate, direct, administer, build and maintain a raceway, under the name of "Autodrome Gentilly inc. — Gentilly Speedway Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 30,000 common shares of $1 each and into 400 preferred shares of $25 each.

The head office of the company is at Bécancour, judicial district of Nicolet.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238 2338-67

Au Vallon inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Michael D. Magna, 1630 Mon-Repos, Gilles Richard, 3049 Hochelaga, both of Sainte-Foy, and Fernand Audet, 2046 Parc Gomin, Sillery, all three businessmen, for the following purposes:

To operate hotels, taverns, inns and restaurants, under the name of "Au Valon inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 1,000 common shares of $100 each.

The head office of the company is at 2500 Ste-Foy Road, Sainte-Foy, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238 2373-67

Barrie Marine Enterprises Inc.
Les Entreprises maritimes Barrie inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Donald W. Seal, 371 Alexis-Nihon, Gary Moscowitz, 260 St. Aubin, both of Saint-Laurent, and David Goldenblatt, 7925 Kingsley, Côte Saint-Luc, all three attorneys, for the following purposes:

To carry on business as general contractors and builders, under the name of "Barrie Marine Enterprises Inc.—Les Entreprises maritimes Barrie inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $1 each and 3,600 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 4405 Côte de Liesse Road, Saint-Laurent, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238-o 2222-67

Bastien & Murphy inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of April, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Fernand Bastien, butcher, Halina

boucher, Halina Sankirska, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Fernand Bastien, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de 7281, 10e avenue, Saint-Michel, Carl Murphy, boucher, et Aline Grisé, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Carl Murphy, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, ces deux derniers de 1863, Place Beauchesne, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme épiciers-bouchers, sous le nom de « Bastien & Murphy inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 3,500 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238-o 1906-67

Bérard & Dutil Cie ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour d'avril 1967, constituant en corporation: Pierre Dutil, courtier d'assurances, Joselyne Bérard, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Pierre Dutil, tous deux de 6026, Charny, Montréal-Nord, et J.-Adrien Bédard, courtier d'assurances, 5777, 15e avenue, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme courtiers et agents en assurance, sous le nom de « Bérard & Dutil Cie ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 6026, Charny, Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238-o 1883-67

J. M. Boucher inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de mai 1967, constituant en corporation: André-P. Casgrain, rue de la Sapinière, Notre-Dame-du-Sacré-Coeur, Marcel Crevier, 211, St-Jean-Baptiste, tous deux avocats, et Géraldine Landry, secrétaire, fille majeure, 87, St-Jean-Baptiste, ces deux derniers de Rimouski, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « J. M. Boucher inc. », avec un capital total de $60,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 5,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Bic, district judiciaire de Rimouski.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238-o 2363-67

Bourget Motel Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de mai 1967, constituant en corporation: Hélène Pagé, 5138, 16e

Sankirska, housewife, wife contractually separate as to property of the said Fernand Bastien, and duly authorized by him for the purpose of these presents, both of 7281, 10th Avenue, Saint-Michel, Carl Murphy, butcher, and Aline Grisé, housewife, wife contractually separate as to property of the said Carl Murphy, and duly authorized by him for the purposer of these presents, the latter two of 1863 Place Beauchesne, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as grocers-butchers, under the name of "Bastien & Murphy inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 500 common shares of a nominal value of $10 each and 3,500 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238 1906-67

Bérard & Dutil Cie ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of April, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the province, incorporating: Pierre Dutil, insurance broker, Jocelyne Bérard, housewife, wife contractually separate as to property of the said Pierre Dutil, both of 6026 Charny, Montreal-North, and J.-Adrien Bédard, insurance broker, 5777, 15th Ave., Montreal, for the following purposes:

To carry on business as insurance brokers and agents, under the name of "Bérard & Dutil Cie ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 6026 Charny, Montreal-North, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238 1883-67

J. M. Boucher inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: André-P. Casgrain, de la Sapinière St., Notre-Dame-du-Sacré-Coeur, Marcel Crevier, 211 St-Jean-Baptiste, both advocates, and Géraldine Landry, secretary, fille majeure, 87 St-Jean-Baptiste, the two latter of Rimouski, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "J. M. Boucher inc.", with a total capital stock of $60,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 5,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Bic, judicial district of Rimouski.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238 2363-67

Bourget Motel Corp.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Hélène Pagé, 5138, 16th Avenue, Nicole

avenue, Nicole Charron, 1444, Sherbrooke, toutes deux secrétaires, célibataires, de Montréal, et Bernard Sivak, avocat, 225, Olivier, Westmount, pour les objets suivants:

Établir, entretenir et exploiter des hôtels, cabines, camps pour touristes, cabines pour touristes, hôtels et résidences d'été, sous le nom de « Bourget Motel Corp. », avec un capital total de $40,000, divisé en 390 actions ordinaires de $100 chacune et 1,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238 2183-67

La Boutique Le Patrimoine inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de mai 1967, constituant en corporation: Bruno Colpron, 3860, Rosemont, Robert Forest, 3342, Place de Léry, tous deux avocats, et Louise Godon, secrétaire, fille majeure, 6999, Bordeaux, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme merciers, tailleurs, modistes et couturiers, sous le nom de « La Boutique Le Patrimoine inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 6990, rue St-Hubert, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238-o 1972-67

Bowling & Billiard Ste-Agathe Inc.
Quilles & Billard Ste-Agathe inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de mai 1967, constituant en corporation: Louis-Marie Cloutier, marchand, 31, Préfontaine, Jean-Paul Villeneuve, industriel, 10, St-Louis, tous deux de Sainte-Agathe-des-Monts, et Mathieu Ferron, entrepreneur, Saint-Adolphe-d'Howard, pour les objets suivants:

Faire l'exploitation de salles de spectacles, de salles d'amusement pour le public, sous le nom de « Bowling & Billiard Ste-Agathe Inc. — Quilles & Billard Ste-Agathe inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $10 chacune et en 360 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sainte-Agathe-des-Monts, district judiciaire de Terrebonne.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238-o 2240-67

Burton Sales Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de février 1967, constituant en corporation: Morris Chaikelson, avocat, 4950, Ponsard, Esther Ménard, secrétaire, épouse séparée de biens de Pierre Ménard, 5133, Saint-Hubert, app. 40, tous deux de Mont-

Charron 1444 Sherbrooke, both secretaries, spinsters, of Montreal, and Bernard Sivak, advocate, 225 Olivier, Westmount, for the following purposes:

To establish, maintain and operate hotels, lodges, tourist camps, tourist lodges, summer hotels and summer resorts, under the name of "Bourget Motel Corp.", with a total capital stock of $40,000, divided into 390 common shares of $100 each and 1,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238-o 2183-67

La Boutique Le Patrimoine inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Bruno Colpron, 3860 Rosemont, Robert Forest, 3342 Place de Léry, both advocates, and Louise Godon, secretary, fille majeure, 6999 Bordeaux, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as haberdashers, tailors, milliners and dressmakers, under the name of "La Boutique Le Patrimoine inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 6990 St-Hubert St., Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238 1972-67

Bowling & Billiard Ste-Agathe Inc.
Quilles & Billard Ste-Agathe inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Louis-Marie Cloutier, merchant, 31 Préfontaine, Jean-Paul Villeneuve, industrialist, 10 St-Louis, both of Sainte-Agathe-des-Monts, and Mathieu Ferron, contractor, Saint-Adolphe-d'Howard, for the following purposes:

To operate entertainment halls, amusement halls for the public, under the name of "Bowling & Billiard Ste-Agathe Inc. — Quilles & Billard Ste-Agathe inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $10 each and 360 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Sainte-Agathe-des-Monts, judicial district of Terrebonne.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238 2240-67

Burton Sales Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of February, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Morris Chaikelson, lawyer, 4950 Ponsard, Esther Ménard, secretary, wife separate as to property of Pierre Ménard, 5133 St-Hubert Apt. 40, both of Montreal, and Leo Kravitz,

réal, et Léo Kravitz, avocat, 2305, rue Paton, Saint-Laurent, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une agence de vente, sous le nom de « Burton Sales Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238 588-67

C. & J. construction inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de mai 1967, constituant en corporation: Benoit Côté, 2150, Jean-Bousquet, Varennes, Joseph Jolicoeur, 111, De Montbrun, Boucherville, tous deux menuisiers, et Armand Paquette, comptable, 622, Joliette, app. 2, Longueuil, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « C. & J. construction inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 111, rue De Montbrun, Boucherville, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238-o 2279-67

C Y L Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de mai 1967, constituant en corporation: Théodore H. Polisuk, avocat, 71, chemin Hampstead, Hampstead, Estelle Rosen, secrétaire, épouse séparée de biens de Victor Grusko, 3587, rue University, Montreal, et Libby Dunsky, secrétaire, fille majeure, 6609, chemin Côte St-Luc, Côte Saint-Luc, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « C Y L Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Bruno-de-Montarville, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238 2237-67

Les Cadets de l'École St-Philippe inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de mai 1967, constituant en corporation sans capital-actions: Gérard Carrier, camionneur, 311, Bureau, Frère Paul-Henri Lemire, professeur, Frère Onil Pinard, directeur, tous deux de 481, Bureau, et Josaphat Héon, tailleur, 657, Lavérendrye, tous quatre de Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Établir et diriger un corps de cadets, sous le nom de « Les Cadets de l'École St-Philippe inc. ».

lawyer, 2305 Paton Street, Saint-Laurent, for the following purposes:

To carry on the business of a sales agency, under the name of "Burton Sales Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238-o 588-67

C. & J. construction inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Benoit Côté, 2150 Jean-Bousquet, Varennes, Joseph Jolicoeur, 111 De Montbrun, Boucherville, both joiners, and Armand Paquette, accountant, 622 Joliette, Apt. 2, Longueuil, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "C. & J. construction inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 111 De Montbrun St., Boucherville, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238 2279-67

C Y L Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Théodore H. Polisuk, advocate, 71 Hampstead Road, Hampstead, Estelle Rosen, secretary, wife separate as to property of Victor Grusko, 3587 University Street, Montreal, and Libby Dunsky, secretary, fille majeure, 6609 Côte St. Luc Road, Côte Saint-Luc, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "C Y L Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Saint-Bruno-de-Montarville, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238-o 2237-67

Les Cadets de l'École St-Philippe inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Gérard Carrier, trucker, 311 Bureau, Brother Paul-Henri Lemire, professor, Brother Onil Pinard, director, both of 481 Bureau, and Josaphat Héon, tailor, 657 Lavérendrye, all four of Trois-Rivières, for the following purposes:

To establish and direct a cadet corps, under the name of "Les Cadets de l'École St-Philippe inc.".

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $5,000.

Le siège social de la corporation est 481, rue Bureau, Trois-Rivières, district judiciaire de Trois-Rivières.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238-o 2375-67

L. Cale & Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de mai 1967, constituant en corporation: Aaron Pollack, 900, Rockland, Baruch Pollack, 6085, De Vimy, tous deux avocats, et Leon Cale, marchand en installations, 2720, Darlington, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un magasin à rayons, sous le nom de « L. Cale & Co. Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238 2177-67

Camaro Building Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de mai 1967, constituant en corporation: Daniel Morris, avocat, 6165, Notre-Dame-de-Grâce, Georgette Lavoie, 9340, Lajeunesse, Jill Harkness, 5020, Hampton, toutes deux secrétaires, filles majeures, tous trois de Montréal, Irving Halperin, avocat, 5609, chemin Queen Mary, Hampstead, et Phyllis Yaphe, secrétaire, fille majeure, 2200, Gold, Saint-Laurent, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs et de constructeurs, sous le nom de « Camaro Building Corp. », avec un capital total de $40,000, divisé en 390 actions ordinaires de $100 chacune et 100 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 45, chemin Belsize, Hampstead, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238 2345-67

Camping St-Edmond inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de mai 1967, constituant en corporation sans capital-actions: Roland Poissant, sergeant détective, 152, Mayrand, Ludger Béliveau, journalier, 252, Fortin, et Cécile Poissant, ménagère, épouse séparée de biens de Claude Longpré, 206, Mayrand, tous trois de Saint-Jean, pour les objets suivants:

Former et exploiter un club sportif et promouvoir en particulier le sport du camping, sous le nom de « Camping St-Edmond inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $40,000.

The amount to which is limited the value of the immoveable property which the corporation may acquire and possess, is $5,000.

The head office of the corporation is at 481 Bureau Street, Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238 2375-67

L. Cale & Co. Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Aaron Pollack, 900 Rockland, Baruch Pollack, 6085 De Vimy, both advocates, and Leon Cale, installment merchant, 2720 Darlington, all three of Montreal, for the following purposes:

To operate a departmental store, under the name of "L. Cale & Co. Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of the par value of $10 each and 3,000 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238-o 2177-67

Camaro Building Corp.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Daniel Morris, advocate, 6165 Notre-Dame-de-Grâce, Georgette Lavoie, 9340 Lajeunesse, Jill Harkness, 5020 Hampton, both secretaries, filles majeures, all three of Montreal, Irving Halperin, advocate, 5609 Queen Mary Road, Hampstead, and Phyllis Yaphe, secretary, fille majeure, 2200 Gold, Saint-Laurent, for the following purposes:

To carry on business as contractors and builders, under the name of "Camaro Building Corp.", with a total capital stock of $40,000, divided into 390 common shares of $100 each and 100 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 45 Belsize Road, Hampstead, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238-o 2345-67

Camping St-Edmond inc.

Notice is given that under Part III fo the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Roland Poissant, detective sergeant, 152 Mayrand, Ludger Béliveau, labourer, 252 Fortin, and Cécile Poissant, housewife, wife separate as to property of Claude Longpré, 206 Mayrand, all three of Saint Johns, for the following purposes:

To form and operate a sports club, and to promote camping in particular, under the name of "Camping St-Edmond inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is tofe limited, is $40,000.

Le siège social de la corporation est 230, boulevard Gouin, Saint-Jean, district judiciaire d'Iberville.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238-o 2343-67

The head office of the corporation is at 230 Gouin Blvd., Saint Johns, judicial district of Iberville.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238 2343-67

Canadian Ceramic Tile Importers Ltd.
Tuiles céramiques importées (Canada) ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour d'avril 1967, constituant en corporation: Pierre Dessaulles avocat et conseil en Loi de la reine, 812, Upper Landsdowne, Westmount, John H. Dawson, avocat, 28, chemin Stratford, Hampsttead, et Eileena Murphy, secrétaire, célibataire, 18, chemin Salisbury, Pointe-Claire, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de tuile, céramique, terra cotta, brique de toute sorte et de toute description, sous le nom de « Canadian Ceramic Tile Importers Ltd. — Tuiles céramiques importées (Canada) ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238 1583-67

Canadian Ceramic Tile Importers Ltd.
Tuiles céramiques importées (Canada) ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of April, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Pierre Dessaulles, advocate and Queen's Counsel, 812 Upper Landsdowne, Westmount, John H. Dawson, advocate, 28 Stratford Road, Hampstead, and Eileena Murphy, secretary, spinster, 18 Salisbury Road, Pointe-Claire, for the following purposes:

To manufacture and deal in tiles, ceramics, terra cotta, bricks of every kind and description, under the name of "Canadian Ceramic Tile Importers Ltd. — Tuiles céramiques importées (Canada) ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of the par value of $1 each and 3,000 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238-o 1583-67

Cartorama ltée
Cartorama Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de mai 1967, constituant en corporation: Ronald Béliveau, représentant, 9135, 24e avenue, Charles Béliveau, menuisier, 9135A, 24e avenue, et Victor Sundue, peintre, 4197, 43e rue, tous trois de Saint-Michel, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs et conseillers en publicité, sous le nom de « Cartorama ltée — Cartorama Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 100 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238-o 2143-67

Cartorama ltée
Cartorama Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Ronald Bélibeau, representative, 9135, 24th Avenue, Charles Béliveau, carpenter, 9135A, 24th Avenue, and Victor Sundue, painter, 4197, 43rd Street, all three of Saint-Michel, for the following purposes:

To carry on business as publicity counsellors and contractors, under the name of "Cartorama ltée — Cartorama Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 3,000 common shares of $10 each and into 100 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238 2143-67

Cedars Dragway (1967) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de mai 1967, constituant en corporation: Harold Gossack, avocat, 7025, Chester, Montréal, Rosa Gualrieri, avocate et fille majeure, 80, Hudson, app. 10, Mont Royal, et Kathleen Brawley, secrétaire, épouse séparée de biens de James Brawley, 8549, Brown, LaSalle, pour les objets suivants:

Exploiter des pistes de courses, pistes d'accélération, parc pour les courses et la présentation de toutes les sortes et descriptions de véhicules automobiles, sous le nom de « Cedars Dragway

Cedars Dragway (1967) Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of May, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Harold Gossack, advocate, 7025 Chester, Montreal, Rosa Gualtieri, advocate, fille majeure, 80 Hudson, Apt. 10, Mount Royal, and Kathleen Brawley, secretary, wife separate as to property of James Brawley, 8549 Brown, LaSalle, for the following purposes:

To operate race track, raceway, drag strip, park, for the racing and exhibition of motor vehicles of all kinds and descriptions, under the name of "Cédars Dragway (1967) Ltd.", with a

(1967) Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et 20,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238 2200-67

total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 20,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238-o 2200-67

Centre d'entraînement de Dactylographie inc. Typewriter Training Center Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de mai 1967, constituant en corporation: Thérèse Gagnon, secrétaire, épouse contractuellement séparée de biens de Roméo Dorion, 1476, boulevard Lebel, Maurice Marquis, avocat, et Cécile Boissonneault, ménagère, épouse commune en biens dudit Maurice Marquis, ces deux derniers de 1559, rue Gagné, tous trois de Chambly, pour les objets suivants:

Établir et diriger un centre de formation et de perfectionnement pour les secrétaires, afin de les familiariser avec les machines modernes de bureau, sous le nom de « Centre d'entraînement de Dactylographie inc.— Typewriter Training Center Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238-o 1155-67

Centre d'entraînement de Dactylographie inc. Typewriter Training Center Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Thérèse Gagnon, secretary, wife contractually separate as to property of Roméo Dorion, 1476 Lebel Boulevard, Maurice Marquis, lawyer, and Cécile Boissonneault, housewife, wife common as to property of said Maurice Marquis, the latter two of 1559 Gagné Street, all three of Chambly, for the following purposes:

To establish and direct a formation and perfecting center for secretaries, in order to familiarize them with modern office machines, under the name of "Centre d'entraînement de Dactylographie inc.— Typewriter Training Center Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 500 common shares of $10 each and into 3,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238 1155-67

Centre Martel & frères inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de février 1967, constituant en corporation: Gédéon Martel, mécanicien, 344, boulevard l'Ormière, Loretteville, Lionel Martel, commerçant, et Roland Robitaille, commis, ces deux derniers de Sainte-Catherine, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, moteurs, machines et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « Centre Martel & frères inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 347, boulevard l'Ormière, Loretteville, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de ta province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238-o 469-67

Centre Martel & frères inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of February, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gédéon Martel, mechanic, 344 l'Ormière Blvd., Loretteville, Lionel Martel, trader, and Roland Robitaille, clerk, the two latter of Sainte-Catherine, for the following purposes:

To carry on business as garagemen, and to deal in automobiles, motors, machines and all their accessories and parts, under the name of "Centre Martel & frères inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 347 l'Ormière Blvd., Loretteville, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238 469-67

Centre social de L'Islet inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de mai 1967, constituant en corporation sans capital-actions: Georges Caron, marchand, Jean-Marc Gagnon, commis de bureau, et Pierre Fafard, restaurateur, tous trois de L'Islet, pour les objets suivants:

Former et exploiter un club sportif et promouvoir en particulier le sport de l'auto-neige et du tennis, sous le nom de « Centre social de L'Islet inc. ».

Centre social de L'Islet inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Georges Caron, marchant, Jean-Marc Gagnon, office clerk, and Pierre Fafard, restaurateur, all three of L'Islet, for the following purposes:

To form and operate a sports club, and to promote in particular skidooing and tennis, under the name of "Centre social de L'Islet inc.".

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $50,000.

Le siège social de la corporation est à L'Islet, district judiciaire de Montmagny.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238-o 2324-67

Le Chapitre des Chevaliers de Colomb de Montréal inc.
The Montreal Knights of Columbus Chapter Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de mai 1967, constituant en corporation sans capital-actions: Rolland Leclerc, gérant de banque, 475, Stannoch, Mont-Royal, M. l'abbé Alide Lessard, aumônier diocésain, 11786, de St-Réal, H.-Paul Vidal, chaudronnier, 763, Laporte, Conrad Touchette, opticien d'ordonnance, 1112, Mont-Royal est, Alexandre Gagnon, vérificateur, 4921, Lafontaine, J.-Hervé Lefebvre, agent-vérificateur, 521, Sherbrooke est, Roger Laframboise, gérant, 5726, boulevard Pie IX, Henri-R. Choquette, courtier d'assurance, 10200, Christophe-Colomb, tous sept de Montréal, René Gravel, assistant-directeur, 5993, Merriam. Anjou, et Jacques Richard, avocat, 827, boulevard Décarie, Saint-Laurent, pour les objets suivants:

S'occuper des questions relatives au bien-être et à la bonne conduite des Chevaliers de Colomb, sous le nom de « Le Chapitre des Chevaliers de Colomb de Montréal inc.— The Montreal Knights of Columbus Chapter Inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $100,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238-o 947-67

Chauffage Roger Fortin inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de mai 1967, constituant en corporation: Pierre Lalande, avocat, Charlotte Dubois, ménagère, épouse séparée de biens dudit Pierre Lalande, tous deux de 3000, boulevard Ste-Rose, Laval, et Ginette Huneault, secrétaire, fille majeure, 7283, rue Berri, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs en plomberie, chauffage et en réfrigération, sous le nom de « Chauffage Roger Fortin inc. », avec un capital divisé en 1,000 actions ordinaires sans valeur nominale et en 3,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Amos, district judiciaire d'Abitibi.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238-o 2120-67

Chez Paul Hôtel inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de mai 1967, constituant en corporation: Yvon Séguin, comp-

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $50,000.

The head office of the corporation is at L'Islet, judicial district of Montmagny.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238 2324-67

Le Chapitre des Chevaliers de Colomb de Montréal inc.
The Montreal Knights of Columbus Chapter Inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Rolland Leclerc, bank manager, 475 Stannock, Mount Royal, Father Alide Lessard, diocesan chaplain, 11786 St-Réal, H.-Paul Vidal, tinman, 763 Laporte, Conrad Touchette, dispensing optician, 1112 Mount-Royal East, Alexandre Gagnon, verifier, 4921 Lafontaine, J.-Hervé Lefebvre, verifying agent, 521 Sherbrooke East, Roger Lafontaine, manager, 5726 Pie IX Boulevard, Henri-R. Choquette, insurance broker, 10200 Christophe-Colomb, all seven of Montreal, René Gravel, assistant director, 5993 Merriam, Anjou, and Jacques Richard, lawyer, 827 Décarie Boulevard, Saint-Laurent, for the following purposes:

To occupy oneself with questions relative to the welfare and orderly conduct of the Knights of Columbus, under the name of "Le Chapitre des Chevaliers de Colomb de Montréal inc.— The Montreal Knights of Columbus Chapter Inc.".

The amount to which is limited the value of the immoveable property which the corporation may acquire and possess, is $100,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238 947-67

Chauffage Roger Fortin inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Pierre Lalande, advocate, Charlotte Dubois, housewife, wife separate as to property of the said Pierre Lalande, both of 3000, Ste-Rose Boulevard, Laval, and Ginette Huneault, secretary, fille majeure, 7283 Berri Street, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as plumbing, heating and refrigeration contractors, under the name of "Chauffage Roger Fortin inc.", with a capital-stock divided into 1,000 common shares without nominal value and 3,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Amos, judicial district of Abitibi.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238 2120-67

Chez Paul Hôtel inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Yvon Séguin, accountant, 225 Montcalm,

table, 225, Montcalm, Rita Demers, sténographe, épouse de Roger Demers, 119, Charlevoix, tous deux de Hull, et Paul Séguin, gérant, 139, Maple Grove, Lucerne, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, tavernes, auberges et restaurants, sous le nom de « Chez Paul Hôtel inc. », avec un capital total de $10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Pointe-Gatineau, district judiciaire de Hull.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238-o 2280-67

Circuit Mont St-André inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de mai 1967, constituant en corporation: François Pharand, plombier, Pierre Bourgeois, coiffeur, Jean-Paul Rousson, garagiste, Robert Blais, bijoutier, et Gilles Lanthier, courtier d'assurances, tous cinq de Saint-André-Avellin, pour les objets suivants:

Exploiter une piste de courses d'automobiles, de chevaux et de chiens, sous le nom de « Circuit Mont St-André inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-André-Avellin, district judiciaire de Hull.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238-o 1779-67

Circuit St-Eugène inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de mai 1967, constituant en corporation sans capital-actions: Gabriel Biron, assistant de personnel, 3965, des Cyprès, Trois-Rivières, Chris Picoulas, homme d'affaires, 21, rue Hogan, Ottawa, Province d'Ontario, Jacques Fifle, vendeur d'assurances, 57, chemin Granville, Hampstead, et Andrew Melville, agent d'achat, 733, avenue Moffat, Verdun, pour les objets suivants

Promouvoir, organiser et diriger un club social, une propriété convenable pour piste de courses de véhicules moteurs, que ce soit des automobiles, des motocyclettes ou tous autres types de véhicules, sous le nom de « Circuit St-Eugène inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur de la propriété immobilière que la corporation peut posséder ou détenir est de $200,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province
RAYMOND DOUVILLE.

20238 2079-67

Clinique de Cardiologie de Montréal inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de mai 1967, constituant en corporation: Pierre Lalande, avocat, Charlotte Dubois, ménagère, épouse séparée de biens dudit Pierre Lalande, tous deux de 3000, boulevard Ste-Rose, Laval, et Ginette Huneault, secrétaire, fille majeure, 7283, rue Berri, Montréal, pour les objets suivants:

Rita Demers, stenographer, wife of Roger Demers, 119 Charlevoix, both of Hull, and Paul Séguin, manager, 139 Maple Grove, Lucerne, for the following purposes:

To operate hotels, taverns, inns and restaurants, under the name of "Chez Paul Hôtel inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 1,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Pointe-Gatineau, judicial district of Hull.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238 2280-67

Circuit Mont St-André inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: François Pharand, plumber, Pierre Bourgeois, hairdresser, Jean-Paul Rousson, garageman, Robert Blais, jeweller, and Gilles Lanthier, insurance broker, all five of Saint-André-Avellin, for the following purposes:

To operate an automobile, horse and dog race track, under the name of "Circuit Mont St-André inc.", with atotal capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Saint-André-Avellin, judicial district of Hull.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238 1779-67

Circuit St-Eugène inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Gabriel Biron, staff assistant, 3965 des Cyprès, Trois-Rivières, Chris Picoulas, businessman, 21 Hogan Street, Ottawa, Province of Ontario, Jacques Fifle, insurance salesman, 57 Granville Road, Hampstead, and Andrew Melville, purchasing agent, 733 Moffat Avenue, Verdun, for the following purposes:

To promote, organize, conduct and manage a social Club, a suitable property for the holding of motor races, be it automobiles, motorcycles or any other type of vehicle, under the name of "Circuit St-Eugène inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which may be owned or held by the corporation is to be limited, is $200,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238-o 2079-67

Clinique de Cardiologie de Montréal inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Pierre Lalande, advocate, Charlotte Dubois, housewife, wife separate as to property of the said Pierre Lalande, both of 3000 Ste-Rose Blvd., Laval, and Ginette Huneault, secretary, fille majeure, 7283 Berri St., Montreal, for the following purposes:

Posséder, maintenir et administrer un laboratoire d'électrocardiographie et exercer tous actes et pouvoirs accessoires ou reliés à l'opération d'un tel laboratoire, sous le nom de « Clinique de Cardiologie de Montréal inc. », avec un capital divisé en 1,200 actions ordinaires sans valeur nominale et en 3,880 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3875, rue St-Urbain, suite 503, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238-o 1868-67

To own, maintain and administer an electrocardiography laboratory, and to perform all the deeds and duties necessary or relative to the operation of such a laboratory, under the name of "Clinique de Cardiologie de Montréal inc.", with a capital stock divided into 1,200 common shares of no nominal value and 3,880 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 3875 St. Urbain St., suite 503, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238 1868-67

Cobra Stables Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour d'avril 1966, constituant en corporation: Ezra Leithman, avocat et conseil en Loi de la reine, 371, chemin Dufferin, Hampstead, Harvey Yarosky, 1255, carré Phillips, Morris J. Fish, 5218, Ponsard, tous deux de Montréal, et Sidney Leithman, 45, Brittany, Mont Royal, ces trois derniers avocats, pour les objets suivants:

Améliorer et encourager l'élevage et assister dans la mise en marché de chevaux de chasse et autres chevaux d'équitation ou de voiture, ou pour des fins militaires, sous le nom de « Cobra Stables Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238 2092-66

Cobra Stables Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of April, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Ezra Leithman, advocate and Queen's Counsel, 371 Dufferin Road, Hampstead, Harvey Yarosky, 1255 Phillips Square, Morris J. Fish, 5218 Ponsard, both of Montreal, and Sidney Leithman, 45 Brittany, Mount Royal, the latter three advocates, for the following purposes:

To improve the breed, and promote the breeding and assist in the marketing of hunters and other horses used for riding or driving, or for military purposes, under the name of "Cobra Stables Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $100 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238-o 2092-66

Collinge Holdings Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de mai 1967, constituant en corporation: Raymond Eric Parsons, 11, De Casson, Michael Dennis, 681, Grosvenor, et Graham Nesbitt, 250, Clarke, tous trois avocats, de Westmount, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de portefeuille, sous le nom de « Collinge Holdings Limited », avec un capital total de $401,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et 4,000 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238 2310-67

Collinge Holdings Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Raymond Eric Parsons, 11 De Casson, Michael Dennis, 681 Grosvenor, and Graham Nesbitt, 250 Clarke, all three advocates, of Westmount, for the following purposes:

To carry on the business of a holding company, under the name of "Collinge Holdings Limited", with a total capital stock of $401,000 divided into 1,000 common shares of $1 each and 4,000 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238-o 2310-67

P. & D. Comb, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de mai 1967, constituant en corporation: J.-Daniel Cormier, rentier, 2828, boulevard Laurier, Louis-Philippe Dallaire, industriel, 1094, avenue Labarre, tous deux de Sainte-Foy, et Jean-Marie Paradis, courtier, 1070, Place Bon Air, Charlesbourg, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'un produit désigné sous le nom de « Curette », ainsi que de toutes les matières brutes qui servent à sa fabrication et tous

P. & D. Comb, Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: J.-Daniel Cormier, annuitant, 2828 Laurier Blvd., Louis-Philippe Dallaire, industrialist, 1094 Labarre Ave., both of Sainte-Foy, and Jean-Marie Paradis, broker, 1070 Place Bon Air, Charlesbourg, for the following purposes:

To carry on business dealing in a product known as "Curvette", as well as in all raw materials used in making it and all products which

produits qui lui ressemblent, sous le nom de « P. & D. Comb, Inc. », avec un capital total de $70,000, divisé en 700 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1094, avenue Labarre, Sainte-Foy, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238-o 2162-67

Comptoir postal La Patelle inc.
La Patelle Mail-Order House Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de mai 1967, constituant en corporation: Cécile Handfield, ménagère, épouse de Rodolphe Phaneuf, 147, Charles-Aubertin, Boucherville, Albert Handfield, menuisier-ébéniste, 4542, Chabot, et Alberte Viger, secrétaire, veuve non remariée d'Adolphe Viger, 8014, De Lanaudière, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce par courrier postal d'articles d'utilité générale pour l'individu, le foyer, l'artisanat, le commerce et l'industrie, sous le nom de « Comptoir postal La Patelle inc. — La Patelle Mail-Order House Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 147, rue Charles-Aubertin, Boucherville, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238-o 2003-67

Conseil économique régional de La Mauricie inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de mai 1967, constituant en corporation sans capital-actions: G.-André Ringuette, ingénieur, 4110, Louis-Franquet, Jean-Jacques Lacroix, estimateur, 990, Arthur-Bettez, tous deux de Trois-Rivières, Normand Toupin, administrateur, 621, Carbin, Cap-de-la-Madeleine, Marcel Duchesne, 160, rue St-Jean, Yamachiche, J.-Daniel Thibault, 10141, London, Montréal-Nord, tous deux industriels, Pierre-André Julien, économiste, 197, Bellevue, Trois-Rivières-Ouest, Roland Bédard, contrôleur, 1525, 123e rue, Shawinigan-Sud, et Yves Langlois, notaire, 1270, 12e avenue, Grand'Mère, pour les objets suivants:

Unir les agents et forces économiques de la région susceptibles d'agir sur les variables de l'économie, sous le nom de « Conseil économique régional de La Mauricie inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $100,000.

Le siège social de la corporation est à Trois-Rivières, district judiciaire de Trois-Rivières.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238-o 2233-67

Construction Quebomont ltée
Quebomont Construction Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-

resemble it, under the name of "P. & D. Comb, Inc.", with a total capital stock of $70,000, divided into 700 common shares of $100 each.

The head office of the company is at 1094 Labarre Ave., Sainte-Foy, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238 2162-67

Comptoir postal La Patelle inc.
La Patelle Mail-Order House Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Cécile Handfield, housewife, wife of Rodolphe Phaneuf, 147 Charles-Aubertin, Boucherville, Albert Handfield, joiner-cabinet-maker, 4542 Chabot, and Alberte Viger, secretary, unremarried widow of Adolphe Viger, 8014 De Lanaudière, the two latter of Montreal, for the following purposes:

To operate a mail-order business for articles of general use for the individual, the home, handicrafts, business and industry, under the name of "Comptoir postal La Patelle inc. — La Patelle Mail-Order House Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferree shares of $10 each.

The head office of the company is at 147 Charles-Aubertin St., Boucherville, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238 2003-67

Conseil économique régional de La Mauricie inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: G.-André Ringuette, engineer, 4110 Louis-Franquet, Jean-Jacques Lacroix, appraiser, 990 Arthur-Bettez, both of Trois-Rivières, Normand Toupin, adminstrator, 621 Carbin, Cap-de-la-Madeleine, Marcel Duchesne, 160 St-Jean Street, Yamachiche, J.-Daniel Thibault, 10141 London, Montreal-North, both industrialists, Pierre-André Julien, economist, 197 Bellevue, Trois-Rivières West, Roland Bédard, controller, 1525, 123rd Street, Shawinigan-South, and Yves Langlois, notary, 1270, 12th Avenue, Grand-Mère, for the following purposes:

To unite economical agents and forces from the region susceptible to act upon the fructuations of the economy, under the name of "Conseil économique régional de La Mauricie inc.".

The amount to which is limited the value of the immoveable property which the corporation may acquire and possess, is $100,000.

The head office of the corporation is at Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238 2233-67

Construction Quebomont ltée
Quebomont Construction Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the

gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de mai 1967, constituant en corporation: Calogero Alacchi, 9053, Verville, Vincenzo Alacchi, 9051, Verville, tous deux constructeurs, de Montréal, et Léonile Millette, comptable, 100, Louise est, Carignan, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Construction Quebomont ltée — Quebomont Construction Ltd. », avec un capital total de $70,000, divisé en 300 actions ordinaires de $100 chacune et en 400 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Gaspé, district judiciaire de Gaspé.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238-o 2359-67

Coval Medical Test Centre Inc.
Centre d'Analyse médicale Coval inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de mai 1967, constituant en corporation: Paul J. De Dongo, avocat, 3510, rue Mountain, Montréal, David Clark, 4324 ouest, rue Sherbrooke, Montréal, Fernand Daigle, 50, les Bouleaux, Laval, tous deux administrateurs, et Marilyn Wray, secrétaire, épouse de Keith M. Wray, 196, chemin Stonehenge, Beaconsfield, pour les objets suivants:

Entretenir et exploiter des laboratoires de produits chimiques et faire des enquêtes chimiques et analytiques, sous le nom de « Coval Medical Test Centre Inc.— Centre d'Analyse médicale Coval inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 48,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3465, Côte des Neiges, suite 11, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238 1940-67

Dan-Bar Fine Furs Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de mai 1967, constituant en corporation: Saul Handelman, 5532, Rosedale, Lawrence L. Fligel, 5711, Edgemore, tous deux avocats, et Anne Brown, secrétaire, célibataire, et jouissant de ses droits légaux, 5501, Adalbert, tous trois de Côte St-Luc, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de fourrure au gros et en détail, sous le nom de « Dan-Bar Fine Furs Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1485, rue Bleury, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238 2201-67

Dancing Waters Quebec Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-

25th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Calogero Alacchi, 9053 Verville, Vincenzo Alacchi, 9051 Verville, both constructors of Montreal, and Léonile Millette, accountant, 100 Louise East, Carignan, for the following purposes:

To carry on business as constructors and general building contractors, under the name of "Construction Quebomont ltée — Quebomont Construction Ltd.", with a total capital stock of $70,000, divided into 300 common shares of $100 each and into 400 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Gaspé, judicial district of Gaspé.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238 2359-67

Coval Medical Test Centre Inc.
Centre d'Analyse médicale Coval inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of May, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Paul J. De Dongo, advocate, 3510 Mountain Street, Montreal, David Clark, 4324 Sherbrooke Street West, Montreal, Fernand Daigle, 50 les Bouleaux, Laval, both executives, and Marilyn Wray, secretary, wife of Keith M. Wray, 196 Stonehenge Road, Beaconsfield, for the following purposes:

To maintain and operate chemical laboratories and carry on chemical and analytical investigations, under the name of "Coval Medical Test Centre Inc.— Centre d'Analyse médicale Coval inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 2,000 common shares of the par value of $1 each and 48,000 preferred shares of the par value of $1 each.

The head office of the company is at 3465 Côte des Neiges, Suite 11, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238-o 1940-67

Dan-Bar Fine Furs Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of May, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Saul Handelman, 5532 Rosedale, Lawrence L. Fligel, 5711 Edgemore, both advocates, and Anne Brown, secretary, spinster in the full exercise of her legal capacity, 5501 Adalbert, all three of Côte Saint-Luc, for the following purposes:

To carry on a wholesale and retail fur business, under the name of "Dan-Bar Fine Furs Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 1485 Bleury Street, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238-o 2201-67

Dancing Waters Quebec Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the

gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de mai 1967, constituant en corporation: Julian Kotler, 5806, Hudson, Stanley R. Shuster, 5526, Ashdale, tous deux de Côte Saint-Luc, et Harold W. Ashenmil, 5911, Dolbeau, Montréal, tous les trois avocats, pour les objets suivants:

Faire connaître, vendre, annoncer, distribuer ou introduire tous et aucun des produits manufacturés, marchandises propriété personnelle et sujets de commerce ou de négoce de toutes sortes et genres se rapportant à la production de « Dancing waters », sous le nom de « Dancing Waters Quebec Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238 2389-67

G. Dansereau construction inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de mai 1967, constituant en corporation: Claude Dansereau, constructeur, Cécile Dansereau, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Claude Dansereau, tous deux de 961, rue Marie-Anne Messier, et Roméo Boyer, comptable agréé, 16, boulevard Varennes, tous trois de Boucherville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « C. Dansereau construction inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $10 chacune et en 380 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 961, rue Marie-Anne Messier, Boucherville, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238-o 2150-67

Claude Dauphin inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de mai 1967, constituant en corporation: Claude Dauphin, courtier, Rachel Trudeau, ménagère, épouse séparée de biens dudit Claude Dauphin, tous deux de 27, Beaulieu, Lacolle, et Jean-Paul Grégoire, comptable agréé, 38, St-Denis, Saint-Jean, pour les objets suivants:

Faire affaires comme courtiers en douanes et compagnie de transport, sous le nom de « Claude Dauphin inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 27, rue Beaulieu, Lacolle, district judiciaire d'Iberville.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238-o 2342-67

Delivro inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des

26th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Julian Kotler, 5806 Hudson, Stanley R. Shuster, 5526 Ashdale, both of Côte Saint-Luc, and Harold W. Ashenmil, 5911 Dolbeau, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To promote, sell, advertise, distribute or introduce any and all manufactured products, merchandise, personal property, and subjects of trade or commerce of every kind and nature related to the production of "dancing waters", under the name of "Dancing Waters Quebec Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238-o 2389-67

G. Dansereau construction inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Claude Dansereau, constructor, Cécile Dansereau, housewife, wife contractually separate as to property of said Claude Dansereau, both of 961 Marie-Anne Messier Street, and Roméo Boyer, chartered accountant, 16 Varennes Boulevard, all three of Boucherville, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors, under the name of "C. Dansereau construction inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $10 each and into 380 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 961 Marie-Anne Messier Street, Boucherville, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238 2150-67

Claude Dauphin inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Claude Dauphin, broker, Rachel Trudeau, housewife, wife separate as to property of said Claude Dauphin, both of 27 Beaulieu, Lacolle, and Jean-Paul Grégoire, chartered accountant, 38 St-Denis, Saint-Jean, for the following purposes:

To carry on business as customs brokers and to act as a transport company, under the name of "Claude Dauphin inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at 27 Beaulieu Street, Lacolle, judicial district of Iberville.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238 2342-67

Delivro inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of May, 1967, have been issued by the

lettres patentes, en date du 8e jour de mai 1967, constituant en corporation: Gilles Bertrand, avocat, 5640, Decelles, Andrée L'Heureux, secrétaire, épouse contractuellement séparée de biens de Hubert Lamarche, 1020, Bossuet, app. 8, et Henriette Laforest, secrétaire, fille majeure, 2139, Nicolet, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « Delivro inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238-o 2023-67

Delson Trailers Home Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de mai 1967, constituant en corporation: Marc de Goumois, 1210, St-Cyrille ouest, Ghislain Bouchard, 985, Sir Adolphe-Routhier, tous deux avocats, et Rose Parent, secrétaire, veuve d'Edgar Parent, 1120, chemin Ste-Foy, tous trois de Québec, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, restaurants, auberges, boulangeries, tavernes, camps et maisons de touristes, stations estivales, terrains de camping et parcs à roulottes, sous le nom de « Delson Trailers Home Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2, avenue Chauveau, Québec, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238-o 2251-67

Détecteur de faux Argent inc.
Phoney Money Detector Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de mai 1967, constituant en corporation: Guy Baril, 476, rue d'Iberville, Beloeil, Jean-Paul Pelletier, 47, rue Garden, Lucerne, tous deux fonctionnaires fédéraux, et Jean-Noël Lagacé, industriel, 82, boulevard Cartier, Rivière-du-Loup, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de procédés de détection et dépistage de faux documents en général, sous le nom de « Détecteur de faux Argent inc. — Phoney Money Detector Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Rivière-du-Loup, district judiciaire de Kamouraska.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238-o 1262-67

Détecteur Global inc.
Global Detector Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de mai 1967, constituant en corporation: Harry Blank, 4625,

Government Administrator of the Province, incorporating: Gilles Bertrand, advocate, 5640 Decelles, André L'Heureux, secretary, wife contractually separate as to property of Hubert Lamarche, 1020 Bossuet, Apt. 8, and Henriette Laforest, secretary, fille majeure, 2139 Nicolet, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a transport company, under the name of "Delivro inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238 2023-67

Delson Trailers Home Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Marc de Goumois, 1210, St-Cyrille, West, Ghislain Bouchard, 985 Sir Adolphe-Routhier, both advocates, and Rose Parent, secretary, widow of Edgar Parent, 1120 Ste-Foy Road, all three of Quebec, for the following purposes:

To operate hotels, restaurants, inns, bakeries, taverns, camps and tourist houses, summer resorts, camping lots and parking for trailers, under the name of "Delson Trailers Home Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 2 Chauveau Avenue, Quebec, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238 2251-67

Détecteur de faux Argent inc.
Phoney Money Detector Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Guy Baril, 476 d'Iberville Street, Beloeil, Jean-Paul Pelletier, 47 Garden Street, Lucerne, both federal civil servants, and Jean-Noël Lagacé, industrialist, 82 Cartier Boulevard, Rivière-du-Loup, for the following purposes:

To manufacture and deal in processes of detection and discovery of false documents in general, under the name of "Détecteur de faux Argent inc.— Phoney Money Detector Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Rivière-du-Loup, judicial district of Kamouraska.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238 1262-67

Détecteur Global inc.
Global Detector Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Harry Blank, 4625 Miller Avenue, Con-

avenue Miller, Conrad Shatner, 4725, avenue Fulton, tous deux avocats, et Rhoda Cohen, secrétaire, fille majeure, 6427, avenue MacDonald, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer des détecteurs de machinerie, engins, outils, instruments, et articles de quincaillerie de toutes sortes, en faire le commerce, sous le nom de « Détecteur Global inc. — Global Detector Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238 2274-67

Distribec (1967) ltée
Distribec (1967) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour d'avril 1967, constituant en corporation: Réal Dion, avocat, 355, Goineau, Laval, Robert Vachon, 22, Ainslie, Outremont, Raymond Robitaille, 7333, boulevard St-Michel, Saint-Michel, tous deux administrateur, et Jean-Marie Dubois, constructeur, 60, Gosselin, Drummondville, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de marchandises de toutes sortes, sous le nom de « Distribec (1967) ltée — Distribec (1967) Ltd. », avec un capital total de $400,000, divisé en 250 actions de catégorie «A» de $10 chacune, 250 actions de catégorie «B» de $10 chacune, 250 actions de catégorie «C» de $10 chacune, 250 actions de catégorie «D» de $10 chacune et en 3,900 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Laval, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238-o 1843-67

J. Guy Drolet ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de mai 1967, constituant en corporation: Lucien Drolet, industriel, Madeleine Savary, ménagère, épouse séparée de biens dudit Lucien Drolet, et Jeanne d'Arc Savary, caissière, fille majeure, tous trois de 358, d'Aiguillon, Québec, pour les objets suivants:

Fabrication et commerce de matériaux de construction, sous le nom de « J. Guy Drolet ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 437, rue des Commissaires, Québec, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238-o 2331-67

Les Éditions des Deux Mondes, ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de mai 1967,

rad Shatner, 4725 Fulton Avenue, both advocates, and Rhoda Cohen, secretary, spinster of the full age of majority, 6427 MacDonald Avenue, all three of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in machinery detectors, engines, tools, implements and hardware of all kinds, under the name of "Détecteur Global inc. — Global Detector Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238-o 2274-67

Distribec (1967) ltée
Distribec (1967) Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of April, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Réal Dion, advocate, 355 Goineau, Laval, Robert Vacnon, 22 Ainslie, Outremont, Raymond Robitaille, 7333 St-Michel Boulevard, St-Michel, both executives, and Jean-Marie Dubois, builder, 60 Gosselin, Drummondville, for the following purposes:

To manufacture and deal in goods of all kinds, under the name of "Distribec (1967) ltée — Distribec (1967) Ltd.", with a total capital of $400,000, divided into 250 class "A" shares of $10 each, 250 class "B" shares of $10 each, 250 class "C" shares of $10 each, 250 class "D" shares of $10 each and 3,900 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Laval, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238 1843-67

J. Guy Drolet ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Lucien Drolet, industrialist, Madeleine Savary, housewife, wife separate as to property of said Lucien Drolet, and Jeanne d'Arc Savary, cashier, fille majeure, all three of 358 d'Aiguillon, Quebec, for the following purposes:

The manufacturing and dealing in construction material, under the name of "J. Guy Drolet ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and into 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 437 des Commissaires Street, Quebec, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238 2331-67

Les Éditions des Deux Mondes, ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incor-

constituant en corporation: André Lajoie, 15, Maple Crescent, Dollard-des-Ormeaux, Gilbert Martinet, 15677, du Bousquet, Pierrefonds, et Denis Chartier, 4175, Frontenac, Douville, tous trois industriels, pour les objets suivants:

Faire affaires comme éditeurs, imprimeurs, graveurs et relieurs, sous le nom de « Les Éditions des Deux Mondes, ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $1 chacune et en 3,990 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 112, Leacock Road, Pointe-Claire, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238-o 2347-67

porating: André Lajoie, 15 Maple Crescent, Dollard-des-Ormeaux, Gilbert Martinet, 15677 du Bousquet, Pierrefonds, and Denis Chartier, 4175 Frontenac, Douville, all three industrialists, for the following purposes:

To carry on business as editors, printers, engravers and book-binders, under the name of "Les Éditions des Deux Mondes, ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $1 each and 3,990 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 112 Leacock Road, Pointe-Claire, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238 2347-67

Elec Air Service Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de mai 1967, constituant en corporation: Pierrette Cloutier, 1884, rue Rachel, Montréal, Ginette Alarie, 4370, rue Bourdages, Saint-Léonard, toutes deux secrétaires, filles majeures, et Ronald-E. Laviolette, notaire, 1259, rue Berri, suite 230, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme électriciens et faire le commerce de toutes sortes d'appareils ou systèmes de chauffage, de réfrigération, d'humidification et de ventilation, sous le nom de « Elec Air Service Inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 7,500 actions ordinaires de $10 chacune et en 250 actions prvilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238-o 2174-67

Elec Air Service Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Pierrette Cloutier, 1884 Rachel Street, Montreal, Ginette Alarie, 4370 Bourdages Street, Saint-Léonard, both secretaries, filles majeures, and Ronald-E. Laviolette, notary, 1259 Berri Street, suite 230, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as electricians and to deal in all kinds of apparatus or heating, refrigeration, moistening and ventilation systems, under the name of "Elec Air Service Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 7,500 common shares of $10 each and 250 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238 2174-67

Elemec inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de mai 1967, constituant en corporation: J.-Laurent Vaillancourt, agent, 83, 58e avenue, Laval, G.-Wilfrid Gagnon, électricien, et Thérèse Vaillancourt, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit G.-Wilfrid Gagnon, ces deux derniers de 15, 1re rue, Cadillac, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction, de placement et de portefeuiole (holding), sous le nom de « Elemec inc. », avec un capital total de $110,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 10,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238-o 2004-67

Elemec inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: J.-Laurent Vaillancourt, agent, 83, 58th Avenue, Laval, G.-Wilfrid Gagnon, electrician, and Thérèse Vaillancourt, housewife, wife contractually separate as to property of said G.-Wilfrid Gagnon, the latter two of 15, 1st Street, Cadillac, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, construction, investment and holding company, under the name of "Elemec inc.", with a total capital stock of $110,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and into 10,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238 2004-67

Les Entreprises de Grammont inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de mai 1967, constituant en corporation: Pierre Lalande, avocat, Charlotte Dubois, ménagère, épouse séparée de biens dudit Pierre Lalande, tous deux

Les Entreprises de Grammont inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Pierre Lalande, advocate, Charlotte Dubois, housewife, wife separate as to property of said Pierre Lalande, both of 3000 Ste-Rose

de 3000, boulevard Ste-Rose, Laval, et Ginette Huneault, secrétaire, fille majeure, 7283, Berri, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction, de placement et de portefeuille (holding), sous le nom de « Les Entreprises de Grammont inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 20 actions ordinaires de $50 chacune, 1,000 actions privilégiées classe « A » de $1 chacune et en 980 actions privilégiées classe « B » de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 62, boulevard Maroy, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238-o 1706-67

Les Entreprises Jasphalt inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de mai 1967, constituant en corporation: Jean Boudreault, entrepreneur, 4063, de la Pépinière, Montréal, Jean-Philippe Savard, courtier en immeuble, 33, 32e avenue, Pointe-aux-Trembles, et Georges Boudreault, gérant, 8371, Villandry, Anjou, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en travaux de pavage et construction de toutes sortes, sous le nom de « Les Entreprises Jasphalt inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 500 actions ordinaires de $1 chacune et en 395 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 33, 32e avenue, Pointe-aux-Trembles, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238-o 1992-67

Les Entreprises Raska inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de mai 1967, constituant en corporation: Bertrand Lacombe, 5311, Sherbrooke ouest, Jean Sansoucy, 1485, Bernard ouest, tous deux de Montréal, et J.-Lambert Toupin, 227, avenue Lockhart, Mont-Royal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de gestion mobilière et immobilière, de portefeuille et de placement, sous le nom de « Les Entreprises Raska inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238-o 2336-67

Les Entreprises R.G. Balc inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de mai 1967, constituant en corporation: Lionel Jacques, 795, Armitage, André Charpentier, 1071, Prospect, tous deux comptables agréés, Gérald Desmarais, avocat, 477, La Sapinière, Claudette Vachon, secrétaire, fille majeure et usant de ses droits,

Boulevard, Laval, and Ginette Huneault, secretary, fille majeure, 7283, Berri, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, construction, investment and holding company, under the name of "Les Entreprises de Grammont inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 20 common shares of $50 each, 1,000 class "A" preferred shares of $1 each and 980 class "B" preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 62 Marcy Boulevard, Laval, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238 1706-67

Les Entreprises Jasphalt inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of May, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Jean Boudreault, contractor, 4063 de la Pépinière, Montreal, Jean-Philippe Savard, real estate broker 33, 32nd Ave., Pointe-aux-Trembles, and Georges Boudreault, manager, 8371 Villandry, Anjou, for the following purposes:

To carry on business as general contractors in paving and building of all kinds, under the name of "Les Entreprises Jasphalt inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 500 common shares of $1 each and 395 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 33, 32nd Ave., Pointe-aux-Trembles, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238 1992-67

Les Entreprises Raska inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Bertrand Lacombe, 5311 Sherbrooke West, Jean Sansoucy, 1485 Bernard West, both of Montreal, and J.-Lambert Toupin, 227 Lockhart Avenue, Mount Royal, all three lawyers, for the following purposes:

To carry on business as a movable and immovable management, holding and investment company, under the name of "Les Entreprises Raska inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of $10 each and into 3,000 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238 2336-67

Les Entreprises R.G. Balc inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Lionel Jacques, 795 Armitage, André Charpentier, 1071 Prospect, both chartered accountants, Gérald Desmarais, lawyer, 477 La Sapinière, Claudette Vachon, secretary, fille majeure using her rights, 1040 Princess, all

1040, Princess, tous quatre de Sherbrooke, et Yvon Roberge, avocat, route rurale numéro 4, Lennoxville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction, de placement et de portefeuille (holding), sous le nom de « Les Entreprises R.G. Balc inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $10 chacune, 3,000 actions privilégiées classe « A » de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées classe « B » de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 920, rue McManamy, Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238-o 5451-66

Les Entreprises Ste-Agathe inc.
Ste-Agathe Enterprises Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour d'avril 1967, constituant en corporation: Daniel Feeney, marchand, Jeannine Bonneau, ménagère, épouse commune en biens dudit Daniel Feeney, tous deux de Sainte-Agathe, comté de Lotbinière, et Bernard Feeney, marchand, Sainte-Thérèse-de-Lisieux, pour les objets suivants:

Faire affaires comme marchands généraux, sous le nom de « Les Entreprises Ste-Agathe inc. — Ste-Agathe Enterprises Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 300 actions ordinaires de $100 chacune et en 100 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sainte-Agathe, comté de Lotbinière, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238-o 1611-67

Eran Holdings Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de mai 1967, constituant en corporation: Jonathan J. Robinson, 64, chemin Belvedère, Westmount, Theodore H. Shapiro, 5175, chemin Côte St-Luc, et Barry H. Shapiro, 5367, avenue Westmore, ces deux derniers de Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de portefeuille, sous le nom de « Eran Holdings Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 800, carré Victoria, suite 612, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238 2242-67

Ernest & Paul (1967), ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de mai 1967, constituant en corporation: Gil LeBel, Yves LeBel, tous deux de Sainte-Anne-de-la-Pocatière, Georges LeBel, Rimouski, et Réal Lebel, Dolbeau, tous quatre marchands, pour les objets suivants:

four of Sherbrooke, and Yvon Roberge, lawyer, Rural Route number 4, Lennoxville, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, construction, investment and holding company, under the name of "Les Entreprises R.G. Balc inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 5,000 common shares of $10 each 3,000 preferred class "A" shares of $10 each and into 2,000 preferred class "B" shares of $10 each.

The head office of the company is at 920 McManamy Street, Sherbrooke, judicial district of St. Francis.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238 5451-66

Les Entreprises Ste-Agathe inc.
Ste-Agathe Enterprises Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of April, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Daniel Feeney, merchant, Jeannine Bonneau, housewife, wife common as to property of the said Daniel Feeney, both of Sainte-Agathe, county of Lotbinière, and Bernard Feeney, merchant, Sainte-Thérèse-de-Lisieux, for the following purposes:

To carry on business as general merchants, under the name of "Les Entreprises Ste-Agathe inc. — Ste-Agathe Enterprises Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 300 common shares of $100 each and 100 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Sainte-Agathe, county of Lotbinière, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238 1611-67

Eran Holdings Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jonathan J. Robinson, 64 Belvedere Road, Westmount, Theodore H. Shapiro, 5175 Côte St. Luc Road, and Barry H. Shapiro, 5367 Westmore Avenue, the latter two of Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a holding company, under the name of "Eran Holdings Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 800 Victoria Square, suite 612, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238-o 2242-67

Ernest & Paul (1967), ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gil LeBel, Yves LeBel, both of Sainte-Anne-de-la-Pocatière, Georges LeBel, Rimouski, and Réal Lebel, Dolbeau, all four merchants, for the following purposes:

Opérer un magasin à rayons, sous le nom de « Ernest & Paul (1967), ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 30,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 82, rue Lafontaine, Rivière-du-Loup, district judiciaire de Kamouraska.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238-o 2225-67

Extra Discount Stores (1967) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de mai 1967, constituant en corporation: Jack Shayne, 5871, Melling, Côte Saint-Luc, Joseph Tarasofsky, 4572, Coolbrook, Montréal, tous deux avocats, et Reuben R. Camy, administrateur, 5501, Alpine, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de marchandises de toutes sortes, sous le nom de « Extra Discount Stores (1967) Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238 2284-67

Farkas & Varga Transport Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de mai 1967, constituant en corporation: Erno Varga, camionneur, Anna Varga, ménagère, épouse séparée de biens dudit Erno Varga, tous deux de 572, Canterbury, Sandor Farkas, camionneur, et Eva Farkas, ménagère, épouse séparée de biens dudit Sandor Farkas, ces deux derniers 1202, Shorcrest, Laval, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de camionnage et du transport des marchandises, sous le nom de « Farkas & Varga Transport Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 3,600 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238 2302-67

La Fédération de Karate du Québec

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de mai 1967, constituant en corporation sans capital-actions: Denis Lincourt, 34, rue Marchand, Calvin Robinson, 716, boulevard Normandie, tous deux de Saint-Jean, et Jean-Guy Angell, 5310, Ste-Catherine est, Montréal, tous trois professeurs, pour les objets suivants:

Grouper les personnes intéressées au sport du karate et promouvoir leurs connaissances dans la pratique de ce sport, sous le nom de « La Fédération de Karate du Québec ».

To operate a department store, under the name of "Ernest & Paul (1967), ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of a nominal value of $1 each and 30,000 preferred shares of a nominal value of $1 each.

The head office of the company is at 82 Lafontaine St., Rivière-du-Loup, judicial district of Kamouraska.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238 2225-67

Extra Discount Stores (1967) Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jack Shayne, 5871 Melling, Côte Saint-Luc, Joseph Tarasofsky, 4572 Coolbrook, Montreal, both advocates, and Reuben R. Cammy, executive, 5501 Alpine, Montreal, for the following purposes:

To deal in goods, wares and merchandise of all kinds, under the name of "Extra Discount Stores (1967) Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of the par value of $1 each and 30,000 preferred shares of the par value of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238-o 2284-67

Farkas & Varga Transport Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Erno Varga, trucker, Anna Varga, housewife, wife separate as to property of the said Erno Varga, both of 572 Canterbury, Sandor Farkas, trucker, and Eva Farkas, housewife, wife separate as to property of the said Sandor Farkas, the latter two of 1202 Shorcrest, all four of Laval, for the following purposes:

To carry on the business of trucking and transporting goods, wares and merchandise, under the name of "Farkas & Varga Transport Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of the par value of $1 each and 3,600 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238-o 2302-67

La Fédération de Karate du Québec

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Denis Lincourt, 34 Marchand Street, Calvin Robinson, 716 Normandie Boulevard, both of Saint-John's, and Jean-Guy Angell, 5310 Ste-Catherine East, Montreal, all three professors, for the following purposes:

To group those interested in karate and to promote their knowledge in the practice of this sport, under the name of "La Fédération de Karate du Québec".

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $500,000.

Le siège social de la corporation est 50, Place Crémazie, suite 1025, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238-o 2138-67

The amount to which is limited the value of the immoveable property which the corporation may acquire and possess, is $500,000.

The head office of the corporation is at 50 Place Crémazie, Suite 1025, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238 2138-67

Les Films Suprême inc.
Suprême Films Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de mai 1967, constituant en corporation: Irving Halperin, 5609, chemin de la Reine Marie, Hampstead, Daniel Morris, 6165, Notre-Dame-de-Grâce, Montréal, tous deux avocats, Georgette Lavoie, 9340, Lajeunesse, Andrea Jill Harkness, 5020, Hampton, tous deux de Montréal, et Phyllis Yaphe, 2200, Gold, Saint-Laurent, ces trois dernières secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Exercer un commerce d'importateurs, exportateurs, vendeurs et distributeurs de vues animées, sous le nom de « Les Films Suprême inc.— Suprême Films Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 8394, boulevard St-Laurent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238 2258-67

Les Films Suprême inc.
Suprême Films Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Irving Halperin, 5609 Queen Mary Road, Hampstead, Daniel Morris, 6165 Notre-Dame-de-Grâce, Montreal, both advocates, Georgette Lavoie, 9340 Lajeunesse, Andrea Jill Harkness, 5020 Hampton, both of Montreal, and Phyllis Yaphe, 2200 Gold, Saint-Laurent, the latter three secretaries, filles majeures, for the following purposes:

To carry on business as importers, exporters, dealers and distributors in motion pictures, under the name of "Les Films Suprême inc.— Suprême Films Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 8394 Saint-Laurent Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238-o 2258-67

J. A. Fortin inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de mai 1967, constituant en corporation: J.-Arthur Fortin, commerçant, 352, Marquette, Gérard Lemieux, boucher, 1360, Cherbourg, et Raymonde Fortin, caissière, fille majeure, 352, Marquette, tous trois de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes marchandises se rapportant au commerce de boulangerie, boucherie et des spécialités alimentaires, sous le nom de « J. A. Fortin inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 350 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238-o 1818-67

J. A. Fortin inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: J.-Arthur Fortin, trader, 352 Marquette, Gérard Lemieux, butcher, 1360 Cherbourg, and Raymonde Fortin, cashier, fille majeure, 352 Marquette, all three of Sherbrooke, for the following purposes:

To deal in all merchandise relating to baking, butchering and food specialties, under the name of "J. A. Fortin inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 5,000 common shares of $1 each and into 350 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Sherbrooke, judicial district of St. Francis.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238 1818-67

George Steak House (1967) ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de mai 1967, constituant en corporation: Georges Abraham, industriel, 39, Victoria, Bagotville, Raymond-J. LaRoche, comptable agréé, 993, Melançon, Chicoutimi, et Gabriel Dubé, comptable, 489, St-Dominique, Jonquière, pour les objets suivants:

George Steak House (1967) ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Georges Abraham, industrialist, 39 Victoria, Bagotville, Raymond-J. LaRoche, chartered accountant, 993 Melançon, Chicoutimi, and Gabriel Dubé, accountant, 489 St-Dominique, Jonquière, for the following purposes:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « George Steak House (1967) ltée », avec un capital total de $20,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et en 100 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238-o 2229-67

To carry on business as restaurateurs, under the name of "George Steak House (1967) ltée", with a total capital stock of $20,000, divided into 100 common shares of $100 each and 100 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238 2229-67

Geremond inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de mai 1967, constituant en corporation: Jacques Raymond, financier, Gisèle Taillefer, ménagère, fille majeure, tous deux de 1150, rue Bélanger, Montréal, et Gilles-A. Denis, avocat, 571, rue Champagneur, Outremont, pour les objets suivants:

Exercer le commerce et les opérations d'une compagnie de placement, de gestion et de portefeuille, sous le nom de « Geremond inc. », avec un capital total de $1,000,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 90,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1150, rue Bélanger, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238-o 2244-67

Geremond inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jacques Raymond, financier, Gisèle Taillefer, housewife, fille majeure, both of 1150 Bélanger Street, Montreal, and Gilles-A. Denis, advocate, 571 Champagneur Street, Outremont, for the following purposes:

To carry on the business and operations of an investment, management and holding company, under the name of "Geremond inc.", with a total capital stock of $1,000,000, divided into 10,000 common shares of $10 each and 90,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 1150 Bélanger Street, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238 2244-67

Gilbert & Martineau inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de mai 1967, constituant en corporation: Léo Martineau, commerçant, 466, rue Jacques-Cartier est, Fernand Gilbert, camionneur, 649, avenue Montcalm, et Nicole Lefebvre, secrétaire, fille majeure, 598, avenue Ste-Anne, tous trois de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « Gilbert & Martineau inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238-o 1806-67

Gilbert & Martineau inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Léo Martineau, trader, 466 Jacques-Cartier St. East, Fernand Gilbert, trucker, 649 Montcalm Ave., and Nicole Lefebvre, secretary, fille majeure, 598 Ste-Anne Ave., all three of Chicoutimi, for the following purposes:

To carry on business as a transport company, under the name of "Gilbert & Martineau inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238 1806-67

Simon Gold Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de mai 1967, constituant en corporation: Melvin Salmon, 5570, avenue Pinedale, Côte Saint-Luc, Moe Moscovitch, 6077, avenue Wilderton, tous deux avocats, et Gloria Grostern, secrétaire, célibataire, 5593, rue Plantagenet, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeuble, de construction, de portefeuille et de placement, sous le nom de « Simon Gold Inc. », avec un capital total de $476,100, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune, 1,000 actions privilégiées catégorie « A » d'une valeur au pair de $1 chacune, 25,000 actions privilégiées catégorie « B » d'une valeur au pair de $5 chacune, 25,000 actions privilégiées

Simon Gold Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Melvin Salmon, 5570 Pinedale Avenue, Côte Saint-Luc, Moe Moscovitch, 6077 Wilderton Avenue, both advocates, and Gloria Grostern, secretary, spinster, 5593 Plantagenet Street, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction, holding and investment company, under the name of "Simon Gold Inc.", with a total capital stock of $476,100, divided into 100 common shares of a par value of $1 each, 1,000 class "A" preferred shares of a par value of $1 each, 25,000 class "B" preferred shares of a par value of $5 each, 25,000 class "C" preferred shares of a par value of $10 each and 5,000

catégorie « C » d'une valeur au pair de $10 chacune et 5,000 actions privilégiées catégorie « D » d'une valeur au pair de $20 chacune.

Le siège social de la compagnie est 632, avenue Belmont, Westmount, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238 2192-67

Har-Les Restaurant Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de mai 1967, constituant en corporation: Leslie Magyar, homme d'affaires, 110 ouest, rue Sherbrooke, app. 101, Laszlo Szemenyei, avocat, 5012, avenue King Edward, tous deux de Montréal, et Berthe Sexton, secrétaire, veuve de feu Raoul Émond, 6122, rue Durocher, Outremont, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de restaurateurs, sous le nom de « Har-Les Restaurant Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1201, boulevard de Maisonneuve, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238 1981-67

Simon Hatin Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de mai 1967, constituant en corporation: Simon Hatin, machiniste, Jeannine Filion, ménagère, épouse séparée de biens dudit Simon Hatin, tous deux de 4, rue Ouellette, et Charles Unger, marchand, 1059, Mill Hill, tous trois de Laval, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'un magasin à rayons, sous le nom de « Simon Hatin Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238 2341-67

Herco Label Ltd.
Les Étiquettes Herco ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de mai 1967, constituant en corporation: Jack Shayne, 5781, Melling, Côte Saint-Luc, William Levitt, 4869, Dornal, et Joseph Tarasofsky, 4572, Coolbrook, ces deux derniers de Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de mercerie, sous le nom de « Herco Label Ltd. — Les Étiquettes Herco ltée », avec un capital total de $100,000, divisé en 20,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 80,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

class "D" preferred shares of a par value of $20 each.

The head office of the company is at 632 Belmont Avenue, Westmount, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238-o 2192-67

Har-Les Restaurant Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of May, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Leslie Magyar, businessman, 110 Sherbrooke Street West, Apt. 101, Laszlo Szemenyei, advocate, 5012 King Edward Avenue, both of Montreal, and Berthe Sexton, secretary, widow of the late Raoul Émond, 6122 Durocher Street, Outremont, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Har-Les Restaurant Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of the par value of $10 each and 3,000 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company is at 1201 de Maisonneuve Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238-o 1981-67

Simon Hatin Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Simon Hatin, machinist, Jeannine Filion, housewife, wife separate as to property of the said Simon Hatin, both of 4 Ouellette Street, and Charles Unger, merchant, 1059 Mill Hill, all three of Laval, for the following purposes:

To carry on the business of a department store, under the name of "Simon Hatin Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238-o 2341-67

Herco Label Ltd.
Les Étiquettes Herco ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jack Shayne, 5781 Melling, Côte Saint-Luc, William Levitt, 4869 Dornal, and Joseph Tarasofsky, 4572 Coolbrook, the latter two of Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To deal in smallwares, under the name of "Herco Label Ltd. — Les Étiquettes Herco ltée", with a total capital stock of $100,000, divided into 20,000 common shares of the par value of $1 each and 80,000 preferred shares of the par value of $1 each.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238 2204-67

Hôpital Notre-Dame-de-Coteau-Landing ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de mai 1967, constituant en corporation: Claude Gauthier, directeur d'hôpitaux privés, Michelle Costello, ménagère, épouse séparée de biens dudit Claude Gauthier, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de 187, Hillcrest, et Pierre Perrier, comptable, 363, Magnus ouest, tous trois de Gatineau, pour les objets suivants:

Établir et administrer un hôpital pour malades chroniques et convalescents, sous le nom de « Hôpital Notre-Dame-de-Coteau-Landing ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Coteau-Landing, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238-o 702-67

Hostellerie du Grand Cerf inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de mai 1967, constituant en corporation: Guy-E. Boisvert, 4976, Glencairn, Montreal, G. Harold Pickel, 47, Arlington, Westmount, et Claude Boisvert, 1505, Moore, Laval, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Hostellerie du Grand Cerf inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 209, boulevard des Laurentides, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238-o 2254-67

Les Immeubles Bomart inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de mai 1967, constituant en corporation: Jacques Boisvert, courtier en assurances, Doris Martin, ménagère, épouse commune en biens dudit Jacques Boisvert, tous deux de 288, rue St-Patrice ouest, et Louis-Denis Bouchard, avocat, rue Springhill, tous trois de Magog, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Les Immeubles Bomart inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Magog, district judiciaire de Saint-François.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238-o 1929-67

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238-o 2204-67

Hôpital Notre-Dame-de-Coteau-Landing ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of May, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Claude Gauthier, director of private hospitals, Michelle Costello, housewife, wife separate as to property of the said Claude Gauthier, and duly authorized by him for these presents, both of 187 Hillcrest, and Pierre Perrier, accountant, 363 Magnus west, all three of Gatineau, for the following purposes:

To establish and administer a hospital for the chronically ill and convalescents, under the name of "Hôpital Notre-Dame-de-Coteau-Landing ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at Coteau-Landing, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238 702-67

Hostellerie du Grand Cerf inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Guy-E. Boisvert, 4976 Glencairn, Montreal, G. Harold Pickel, 47 Arlington, Westmount, and Claude Boisvert, 1505 Moore, Laval, all three lawyers, for the following purposes:

To carry on business as restaurant keepers, under the name of "Hostellerie du Grand Cerf inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at 209 des Laurentides Boulevard, Laval, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238 2254-67

Les Immeubles Bomart inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jacques Boisvert, insurance broker, Doris Martin, housewife, wife common as to property of said Jacques Boisvert, both of 288 St-Patrice Street, East, and Louis-Denis Bouchard, advocate, Springhill Street, all three of Magog, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Les Immeubles Bomart inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Magog, judicial district of Saint-Francis.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238 1929-67

Les Immeubles G. P. inc.
G. P. Real Estate Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de mai 1967, constituant en corporation: André-P. Casgrains rue de la Sapinière, Notre-Dame-du-Sacré-Coeur, Marcel Crevier, 211, St-Jean-Baptiste, tous deux avocats, et Géraldine Landry, secrétaire, fille majeure, 87, St-Jean-Baptiste, ces deux derniers de Rimouski, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction et de placement, sous le nom de «Les Immeubles G. P. inc. — G. P. Real Estate Inc.», avec un capital total de $100,000, divisé en 250 actions ordinaires de $100 chacune, 250 actions privilégiées classe « A » de $100 chacune et en 500 actions privilégiées classe « B » de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Rimouski.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238-o 2089-6

Les Immeubles G. P. inc.
G. P. Real Estate Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: André-P. Casgrain, de la Sapinière Street, Notre-Dame-du-Sacré-Coeur, Marcel Crevier, 211 St-Jean-Baptiste, both lawyers, and Géraldine Landry, secretary, fille majeure, 87 St-Jean-Baptiste, the latter two of Rimouski, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, construction and investment company, under the name of "Les Immeubles G. P. inc. — G. P. Real Estate Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 250 common shares of $100 each, 250 preferred class "A" shares of $100 each and into 500 preferred class "B" shares of $100 each.

The head office of the company is at Rimouski, judicial district of Rimouski.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238 2089-67

Les Immeubles Villebon inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de mai 1967, constituant en corporation: Julien De Backer, administrateur, 11399, Bruxelles, Barthelemy Masse, comptable, 10779, Belleville, tous deux de Montréal-Nord, et André Blondin, commis, 3722, boulevard Gouin est, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Les Immeubles Villebon inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 10779, Belleville, Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238-o 2176-67

Les Immeubles Villebon inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Julien De Backer, executive, 11399 Bruxelles, Barthelemy Masse, accountant, 10779 Belleville, both of Montreal-North, and André Blondin, clerk, 3722 Gouin Boulevard East, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Les Immeubles Villebon inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 10779 Montreal-North, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238 2176-67

Imprimerie Simon limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de mai 1967, constituant en corporation: Étienne Simon, imprimeur, Bernadette Cheutin, secrétaire, épouse dudit Étienne Simon, tous deux de 1682, boulevard Gouin est, et Marcel Lefebvre, comptable agréé, 1465, rue Fleury est, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme agents et entrepreneurs en publicité, sous le nom de « Imprimerie Simon limitée », avec un capital total de $150,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 10,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 10889, rue Arthur-Buies, Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238-o 2118-67

Imprimerie Simon limitée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Étienne Simon, printer, Bernadette Cheutin, secretary, wife of the said Étienne Simon, both of 1682 Gouin Blvd. East, and Marcel Lefebvre, chartered accountant, 1465 Fleury St. East, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as advertising agents and contractors, under the name of "Imprimerie Simon limitée", with a total capital stock of $150,000, divided into 5,000 common shares of $10 each and 10,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 10889 Arthur-Buies St., Montreal-North, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238 2118-67

Industrial Research and Consulting Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de mai 1967, constituant en corporation: René Amyot, 1407, Oak, Sillery, Bruno Bernard, 3400, Carré Couillard, tous deux avocats, et Denise Gravel, secrétaire, épouse de Jean-Pierre Gravel, 3471, Clérin, ces deux derniers de Saint-Foy, pour les objets suivants:

Agir comme conseiller en administration publique ou privée et faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction, de placement et de portefeuille (holding), sous le nom de « Industrial Research and Consulting Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238-o 2283-67

J. T. isolation inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de mai 1967, constituant en corporation: Ruth Parent, secrétaire, épouse d'Yvon Gagné, 2405, Henri-Bourassa est, Sylvia Paradis, secrétaire, fille majeure, 10587, St-Hubert, toutes deux de Montréal, et Denise Desroches, secrétaire, épouse de Claude Aude, 69, 5e rue, Laval, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « J. T. isolation inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238-o 2444-67

La jeune Chambre d'Hébertville-Station

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de mai 1967, constituant en corporation sans capital-actions: Raymonde Ouellet, vendeuse, fille majeure, 11, rue St-Paul, Louisette Desbiens, secrétaire, fille majeure, 67, rue St-Wilbrod, et Louise Côté, serveuse, fille majeure, 104, rue St-Wilbrod, toutes trois d'Hébertville-Station, pour les objets suivants:

Constituer une association d'expression française de jeunes gens de tous les milieux qui, préoccupés de l'avenir économique, social, politique et culturel, unissent leur énergie et leur talent pour parfaire leur formation et mieux remplir leur rôle dans la société, sous le nom de « La jeune Chambre d'Hébertville-Station ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $30,000.

Le siège social de la corporation est à Hébertville-Station, district judiciaire de Roberval.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238-o 2218-67

Industrial Research and Consulting Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: René Amyot, 1407 Oak, Sillery, Bruno Bernard, 3400 Carré Couillard, both advocates, and Denise Gravel, secretary, wife of Jean-Pierre Gravel, 3471 Clérin, the latter two of Sainte-Foy, for the following purposes:

To act as counsels in public or private administration and to carry on business as a real estate, construction, investment and holding company, under the name of "Industrial Research and Consulting Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238 2283-67

J. T. isolation inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Ruth Parent, secretary, wife of Yvon Gagné, 2405 Henri-Bourassa East, Sylvia Paradis, secretary, fille majeure, 10587 St. Hubert, both of Montreal, and Denise Desroches, secretary, wife of Claude Aude, 69, 5th St., Laval, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors, under the name of "J. T. isolation inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238 2444-67

La jeune Chambre d'Hébertville-Station

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Raymonde Ouellet, saleswoman, fille majeure, 11 St-Paul Street, Louisette Desbiens, secretary, fille majeure, 67 St-Wilbrod Street, and Louise Côté, waitress, fille majeure, 104 St-Wilbrod Street, all three of Hébertville-Station, for the following purposes:

To form an association of french-speaking youths from different social classes who, interested in the economical, social, politic and cultural future, combine their energy and aptitude in order to attain a better training and be more apt to perform their part in the society, under the name of "La jeune Chambre d'Hébertville-Station".

The amount to which is limited the value of the immoveable property that the corporation may acquire and posses is of $30,000.

The head office of the corporation is at Hébertville-Station, judicial district of Roberval.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistan Secretary of the Province.

20238 2218-67

Labrecque électrique ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de mai 1967, constituant en corporation: Lionel-H. Benoit, 166, de Bretagne, Longueuil, Jean-Paul Diry, 5781, Déom, Montréal, tous deux comptables agréés, et André Gauthier, avocat, 1990, des Ormes, Saint-Bruno-de-Montarville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme électriciens et faire le commerce et l'entretien de toutes sortes d'appareils et accessoires électriques, sous le nom de « Labrecque électrique ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 3,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 330, rue St-Jacques, Longueuil, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238-o 2411-67

Laiterie Chalifoux inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de mai 1967, constituant en corporation: Gaston Gauthier, avocat, Robert Véronneau, notaire, tous deux de 91, Roi, et Jean-Paul Chalifoux, industriel, 60, boulevard Fiset, tous trois de Sorel, pour les objets suivants:

Exploiter une laiterie et faire affaires comme compagnie de portefeuille (holding), sous le nom de « Laiterie Chalifoux inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 4,900 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sorel, district judiciaire de Richelieu.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238-o 1949-67

Maurice Larose importateur inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de mai 1967, constituant en corporation: Maurice Larose, agent manufacturier, Gabrielle Richard, maîtresse de maison, épouse dudit Maurice Larose, tous deux de 11781, Guertin, Montréal, et Alcide Gauthier, industriel, 635, Tait, Saint-Laurent, pour les objets suivants:

Importer et faire le commerce de tous produits, articles et marchandises, sous le nom de « Maurice Larose importateur inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $10 chacune et en 390 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238-o 2275-67

Laudi Landscape Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-

Labrecque électrique ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Lionel-H. Benoit, 166 de Bretagne, Longueuil, Jean-Paul Diry, 5781 Déom, Montreal, both chartered accountants, and André Gauthier, advocate, 1990 des Ormes, Saint-Bruno-de-Montarville, for the following purposes:

To carry on business as electricians, and to deal in and maintain all kinds of electrical apparatus and appliances, under the name of "Labrecque électrique ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of a nominal value of $1 each and 3,000 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at 330 St-Jacques St., Longueuil, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238 2411-67

Laiterie Chalifoux inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gaston Gauthier, lawyer, Robert Véronneau, notary, both of 91 Roi, and Jean-Paul Chalifoux, industrialist, 60 Fiset Boulevard, all three of Sorel, for the following purposes:

To operate a dairy and to carry on business as a holding company, under the name of "Laiterie Chalifoux inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and into 4,900 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Sorel, judicial district of Richelieu.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238 1949-67

Maurice Larose importateur inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Maurice Larose, manufacturing agent, Gabrielle Richard, housewife, wife of said Maurice Larose, both of 11781 Guertin, Montreal, and Alcide Gauthier, industrialist, 635 Tait, Saint-Laurent, for the following purposes:

To import and deal in all products, articles and merchandise, under the name of "Maurice Larose importateur inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $10 each and into 390 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238 2275-67

Laudi Landscape Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date

gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de mai 1967, constituant en corporation: Dominico Laudi, entrepreneur paysagiste, Teresa Victoria Laudi, ménagère, épouse commune en biens dudit Dominico Laudi, et Guiseppe Giovanni Laudi, entrepreneur paysagiste, tous trois de 880, 13e Avenue, Lachine, pour les objets suivants:

Conduire, diriger et exploiter le commerce d'architectes et d'entrepreneurs paysagistes dans toutes ou aucune de leurs spécialités, sous le nom de « Laudi Landscape Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 880, 13e Avenue, Lachine, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238 2285-67

Laval Marquis inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de mai 1967, constituant en corporation: Laval Marquis, boucher, Thérèse Lessard, ménagère, épouse commune en biens dudit Laval Marquis, et Claude Marquis, boucher, tous trois de Saint-Charles, pour les objets suivants:

Faire affaires comme épiciers-bouchers, sous le nom de « Laval Marquis inc. », avec un capital divisé en 3,000 actions ordinaires sans valeur nominale et en 1,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Charles, district judiciaire de Montmagny.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238-o 2246-67

Jacques Lefebvre inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de mai 1967, constituant en corporation: Jacques Lefebvre, marchand, Madeleine Chicoine, secrétaire, épouse contractuellement séparée de biens dudit Jacques Lefebvre, tous deux de rue Principale, Buckingham, et Raymond Landry, avocat, 600, rue Principale, Gatineau, pour les objets suivants:

Faire le commerce de meubles et nouveautés de toutes sortes, sous le nom de « Jacques Lefebvre inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 350 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Buckingham, district judiciaire de Hull.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238-o 2297-67

Log Inn Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de mai 1967, constituant en corporation: Armand Gutta, agent manufacturier, 11909, James-Morrice, Angeline Covillo, commerçante, épouse contractuellement séparée de biens de Vincent Gutta,

the 25th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Dominico Laudi, landscape contractor, Teerea Victoria Laudi, housewife, wife common as to property of the said Dominico Laudi, and Giuseppe Giovanni Laudi, landscape contractor, all three of 880, 13th Avenue, Lachine, for the following purposes:

To conduct, manage and carry on the business of landscape architects and contractors in all or any of their branches, under the name of "Laudi Landscape Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 880, 13th Avenue, Lachine, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238-o 2285-67

Laval Marquis inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Laval Marquis, butcher, Thérèse Lessard, housewife, wife common as to property of said Laval Marquis, and Claude Marquis, butcher, all three of Saint-Charles, for the following purposes:

To carry on business as grocers-butchers, under the name of "Laval Marquis inc.", with a capital stock divided into 3,000 common shares without nominal value and into 1,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Saint-Charles, judicial district of Montmagny.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238 2246-67

Jacques Lefebvre inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jacques Lefebvre, merchant, Madeleine Chicoine, secretary, wife contractually separate as to property of said Jacques Lefebvre, both of Main Street, Buckingham, and Raymond Landry, advocate, 600 Main Street, Gatineau, for the following purposes:

To deal in furniture and novelties of all kinds, under the name of "Jacques Lefebvre inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 500 common shares of a nominal value of $10 each and 350 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at Buckingham, judicial district of Hull.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238 2297-67

Log Inn Corp.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Armand Gutta, manufacturer's agent, 11909, James-Morrice, Angeline Covillo, trader, wife contractually separate as to property of Vincent Gutta, 110 Fleury Street, West, both

110, rue Fleury ouest, tous deux de Montréal, et Michael Gallagher, industriel, 3130, boulevard Lévesque, Laval, pour les objets suivants:

Exploiter des motels, hôtels, tavernes, auberges et restaurants, sous le nom de « Log Inn Corp. », avec un capital total de $50,000, divisé en 300 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 110, rue Fleury ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238-o 2100-67

of Montreal, and Michael Gallagher, industrialist, 3130, Lévesque Boulevard, Laval, for the following purposes:

To operate motels, hotels, taverns, inns and restaurants, under the name of "Log Inn Corp.", with a total capital stock of $50,000, divided into 300 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 110 Fleury Street, West, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238 2100-67

Les Loisirs-Danses de Sherbrooke

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de mai 1967, constituant en corporation sans capital-actions: Gérard Letarte, concierge, Marie-Ange Auger, ménagère, épouse dudit Gérard Letarte, tous deux de 1480, Conseil, Gaston Côté, commerçant, 1127, Woodward, Yvon Beaulieu, directeur de récréation, 1475, rue Caron, Paul Simard, imprimeur, 642, Galt ouest, et Samuel Routhier, vendeur, 533, Poulin, tous six de Sherbrooke, pour les objets suivants:

L'organisation des loisirs, sous le nom de « Les Loisirs-Danses de Sherbrooke ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $10,000.

Le siège social de la corporation est à Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238-o 1771-67

Les Loisirs-Danses de Sherbrooke

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Gérard Letarte, janitor, Marie-Ange Auger, housewife, wife separate as to property of said Gérard Letarte, both of 1480 Conseil, Gaston Côté, trader, 1127 Woodward, Yvon Beaulieu, recreation director, 1475 Caron Street, Paul Simard, printer, 642 Galt West, and Samuel Routhier, salesman, 533 Poulin, all six of Sherbrooke, for the following purposes:

Organization of recreations, under the name of "Les Loisirs-Danses de Sherbrooke".

The amount to which is limited the value of the immoveable property that the corporation may acquire and possess is of $10,000.

The head office of the corporation is at Sherbrooke, judicial district of Saint-Francis.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238 1771-67

Loisirs du Lac Masson inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour d'avril 1967, constituant en corporation sans capital-actions: Dame Paul-Émile Brisebois, ménagère, épouse de Paul-Émile Brisebois, Benoît-Pierre Perriau, administrateur, André Lauzon, buandier, Léonard Tardif, secrétaire-trésorier, tous quatre de Sainte-Marguerite-du-Lac-Masson, et Pierre Blain, directeur, Estérel, pour les objets suivants:

L'organisation des loisirs, sous le nom de « Loisirs du Lac Masson inc. ».

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $20,000.

Le siège social de la corporation est à Sainte-Marguerite-du-Lac-Masson, district judiciaire de Terrebonne.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238-o 1890-67

Loisirs du Lac Masson inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of April, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province to incorporate a corporation without share capital: Dame Paul-Émile Brisebois, housewife, wife of Paul-Émile Brisebois, Benoît-Pierre Perriau, administrator, André Lauzon, launderer, Léonard Tardif, secretary-treasurer, all four of Sainte-Marguerite-du-Lac-Masson, and Pierre Blain, director, Estérel, for the following purposes:

The organization of recreational activities, under the name of "Loisirs du Lac Masson inc.".

The amount to which the value of the annual income from the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $20,000.

The head office of the corporation is at Sainte-Marguerite-du-Lac-Masson, judicial district of Terrebonne.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238 1890-67

Longueuil aluminium inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de mai 1967, constituant en corporation: Lionel-H. Benoit, 166, de Bretagne, Longueuil, Jean-Paul Diry, 5781, Déom, Montréal, tous deux comptables

Longueuil aluminium inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Lionel-H. Benoit, 166 de Bretagne, Longueuil, Jean-Paul Diry, 5781 Déom, Montreal, both chartered accountants, and André

agréés, et André Gauthier, avocat, 1990, des Ormes, Saint-Bruno-de-Montarville, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de matériaux de construction et principalement du recouvrement d'aluminium, sous le nom de « Longueuil aluminium inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 3,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 223, rue Marie-Rose, Longueuil, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238-o 2413-67

Gauthier, advocate, 1990 des Ormes, Saint-Bruno-de-Montarville, for the following purposes:

To carry on business dealing in all kinds of building materials, and especially in aluminum roofing, under the name of "Longueuil aluminium inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of a nominal value of $1 each and 3,000 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at 223 Marie-Rose St., Longueuil, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238 2413-67

M A O ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de mai 1967, constituant en corporation: Hugues Dion, 51, St-Louis, Maurice St-Pierre, 49, Témiscouata, et Régent Gagnon, 13, Pouliot, tous trois comptables agréés, de Rivière-du-Loup, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « M A O ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Rivière-du-Loup, district judiciaire de Kamouraska.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238-o 2195-67

M A O ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Hugues Dion, 51 St-Louis, Maurice St-Pierre, 49 Témiscouata, and Régent Gagnon, 13 Pouliot, all three chartered accountants, of Rivière-du-Loup, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "M A O ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Rivière-du-Loup, judicial district of Kamouraska.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238 2195-67

Manor Development Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour d'avril 1967, constituant en corporation: Lilian Rabinovitch, avocate, épouse séparée de biens de Moe Reinblatt, 4520, Rosedale, Montréal, Saul Handelman, 5532, Rosedale, et Lawrence L. Fligel, 5711, Edgemore, ces deux derniers avocats, de Côte Saint-Luc, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs et constructeurs, sous le nom de « Manor Development Corporation », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune, 5,000 actions privilégiées catégorie « A » de $1 chacune, 20,000 actions privilégiées catégorie « B » de $1 chacune et 5,000 actions privilégiées catégorie « C » de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238 1797-67

Manor Development Corporation

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of April, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Lilian Rabinovitch, advocate, wife separate as to property of Moe Reinblatt, 4520 Rosedale, Montreal, Saul Handelman, 5532 Rosedale, and Lawrence L. Fligel, 5711 Edgemore, the latter two advocates, of Côte Saint-Luc, for the following purposes:

To carry on business as contractors and builders, under the name of "Manor Development Corporation", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each, 5,000 class "A" preferred shares of $1 each, 20,000 class "B" preferred shares of $1 each and 5,000 class "C" preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238-o 1797-67

Matagami Golf and Country Club
Club de Golf de Matagami

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de mai 1967, constituant en corporation sans capital-actions: Jack E. Peet, contremaître, Murray Cawley, William Broughton, tous deux ingénieurs des mines, Jean Desjardins, comptable, Bruce M.

Matagami Golf and Country Club
Club de Golf de Matagami

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of May, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province to incorporate a corporation without share capital: Jack E. Peet, foreman, Murray Cawley, William Broughton, both mining engineers, Jean Desjardins, accountant, Bruce M. Kerr, geolo-

Kerr, assistant géologiste, Denis Roy, industriel, et Robert Losier, professeur, tous les sept de Matagami, pour les objets suivants:

Entreprendre et gérer un club de golf, un club champêtre, sportif et social, sous le nom de « Matagami Golf and Country Club — Club de Golf de Matagami ».

Le montant auquel est limitée la valeur de la propriété immobilière que la corporation peut posséder et détenir est de $100,000.

Le siège social de la corporation est à Matagami, district judiciaire d'Abitibi.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238 2035-67

Mel Mart Investments Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de mai 1967, constituant en corporation: Claude Lefebvre, 600, Fontainebleau, Jean-Claude Mercure, 697, Auteuil, tous deux de Laval, et Jacques Mochon, 1458, Bennett, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles, de construction et de placements, sous le nom de « Mel Mart Investments Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238 2382-67

Metals Reductions (Canada) Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de janvier 1967, constituant en corporation: Jonathan J. Robinson, 64, chemin Belvedère, Westmount, Earl H. Drymer, 5045, Borden, et Barry H. Shapiro, 5367, Westmore, ces deux derniers de Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce du cuivre et de l'aluminium et tous autres métaux et les produits qui s'y rattachent, sous le nom de « Metals Reductions (Canada) Limited », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238 198-67

Métro Bar Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de mai 1967, constituant en corporation: Mariel Desmarteau, 4522, Duquesne, Constance Desmarais, 10587, St-Hubert, et Pauline Marandola, 3453, Orléans, toutes trois secrétaires, filles majeures, de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, tavernes, auberges et restaurants, sous le nom de « Métro Bar Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

gical assistant, Denis Roy, industrial, and Robert Losier, professor, all seven of Matagami, for the following purposes:

To carry on and conduct a golf, country, sporting and social club, under the name of "Matagami Golf and Country Club — Club de Golf de Matagami".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may own and hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation is st Matagami, judicial district of Abitibi.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238-o 2035-67

Mel Mart Investments Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Claude Lefebvre, 600 Fontainebleau, Jean-Claude Mercure, 697 Auteuil, both of Laval, and Jacques Mochon, 1458 Bennett, Montreal, all three lawyers, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction and investment company, under the name of "Mel Mart Investments Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238-o 2382-67

Metals Reductions (Canada) Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of January, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jonathan J. Robinson, 64 Belvedere Road, Westmount, Earl H. Drymer, 5045 Borden, and Barry H. Shapiro, 5367 Westmore, the latter two of Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in and with copper and aluminum and all other metals and the finished products thereof, under the name of "Metals Reductions (Canada) Limited", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238-o 198-67

Métro Bar Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Mariel Desmarteau, 4522 Duquesne, Constance Desmarais, 10587 St-Hubert, and Pauline Marandola, 3453 Orléans, all three secretaries, filles majeures, of Montreal, for the following purposes:

To operate hotels, taverns, inns and restaurants, under the name of "Métro Bar Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $100 each and 300 preferred shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238-o 2238-67

Métro Surplus Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de mai 1967, constituant en corporation: Adrien-R. Paquette, 212, Bloomfield, Outremont, Louis-A. Toupin, 3455, rue McCarthy, Saint-Laurent, tous deux avocats, et Micheline Pilotte, secrétaire, fille majeure, 0727, Charlevoix, Montreal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tous produits, articles et marchandises, sous le nom de « Métro Surplus Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238-o 2294-67

Millio incorporée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de mai 1967, constituant en corporation: Pierre Cantin, électricien, Jean-Marie Rigali, contremaître, tous deux de 28, St-André, Lucien Gilbert, directeur d'école, 30, St-André, tous trois de Neufchâtel, Yves Lortie, technicien, 365, 41e rue ouest, Guy Mailloux, maître-électricien, 4269, Place Dorion, tous deux de Charlesbourg, Jean-Paul LaBrie, acheteur, 229, des Chênes ouest, app. 5, Serge Nadeau, représentant, 1800, Niverville, tous deux de Québec, Gaston Mailloux, représentant, 2705, Dandrieu, Les Saules, et Lucien Thibault, assistant directeur général, 3376, Bécancourt, Sainte-Foy, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction, de placement et de portefeuille (holding), sous le nom de « Millio incorporée », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2705, Dandrieu, Les Saules, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238-o 2316-67

Mi Val Canada Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies l'administrateur, du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de mai 1967, constituant en corporation: Colette Gilbert, 198A, St-François, Doris Maurais, 644, Montfort, toutes deux secrétaires, filles majeures, et Louis-Charles Gagnon, commerçant, 11, St-Octave, tous trois de Jonquière, pour les objets suivants:

Faire le commerce de moteurs, machines, leurs parties et accessoires et autres instruments et appareils, sous le nom de « Mi Val Canada Inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 100,000 actions ordinaires de $1 chacune.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238 2238-67

Métro Surplus Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Adrien-R. Paquette, 212 Bloomfield, Outremont, Louis-A. Toupin, 3455 McCarthy Street, Saint-Laurent, both advocates, and Micheline Pilotte, secretary, fille majeure, 0727 Charlevoix, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of all products, articles and merchandise, under the name of "Métro Surplus Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238 2294-67

Millio incorporée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Pierre Cantin, electrician, Jean-Marie Rigali, foreman, both of 28 St-André, Lucien Gilbert, school director, 30 St-André, all three of Neufchâtel, Yves Lortie, technician, 365, 41st Street West, Guy Mailloux, master electrician, 4269 Dorion Place, both of Charlesbourg, Jean-Paul LaBrie, buyer, 229 des Chênes West, apt. 5, Serge Nadeau, representative, 1800 Niverville, both of Quebec, Gaston Mailloux, representative, 2705 Dandrieu, Les Saules, and Lucien Thibault, assistant general director, 3376 Bécancourt, Sainte-Foy, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, construction, investment and holding company, under the name of "Millio incorporée", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 2705 Dandrieu Avenue, Les Saules, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238 2316-67

Mi Val Canada Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Colette Gilbert, 198A St-François, Doris Maurais, 644 Montfort, both secretaries, filles majeures, and Louis-Charles Gagnon, trader, 11 St-Octave, all three of Jonquière, for the following purposes:

To deal in motors, machines, their parts and accessories, and all other implements and apparatus, under the name of "Mi Val Canada Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 100,000 common shares of $1 each.

Le siège social de la compagnie est 139, St-Dominique, Jonquière, district judiciaire de Chicoutimi.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238-o 1913-67

Mo-Dai-Ry Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de mai 1967, constituant en corporation: Bernard Lafond, fourreur, Rita Chalifoux, vendeuse, épouse séparée de biens dudit Bernard Lafond, et Lise Lafond, commis de bureau, fille majeure, tous trois de 1501, 18e Avenue, Pointe-aux-Trembles, pour les objets suivants:

Exploiter une laiterie dans toutes ses spécialités, sous le nom de « Mo-Dai-Ry Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune, 1,000 actions privilégiées classe « A » de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées classe « B » de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238-o 2323-67

Modern Style Fashions Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de mai 1967, constituant en corporation: Harry Gerez Bronfen, manufacturier, Sarah Bronfen, ménagère, épouse séparée de biens dudit Harry Gerez Bronfen, tous deux de 2520, Van Horne, Meta Csirinyi, secrétaire, épouse séparée de biens de Julius Csirinyi, 6940, Wiseman, tous trois de Montréal, et Oscar Pineyro, manufacturier, 744, Parkway Drive, Laval, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de toutes sortes d'habits et de vêtements, de tissus et de produits en tissu, sous le nom de « Modern Style Fashions Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune, 3,250 actions privilégiées première catégorie d'une valeur au pair de $10 chacune et 2,500 actions privilégiées deuxième catégorie d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238 2207-67

Mongeon & fils ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de mai 1967, constituant en corporation: Émilien Mongeon, 321, Béatrice, Jean Mongeon, 307, St-Joseph, tous deux imprimeurs, et Raymonde Mongeon, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens de Roger Plante, 402, Decelles, tous trois de Saint-Joseph-de-Sorel, pour les objets suivnats:

Faire affaires comme agents et entrepreneurs en publicité, sous le nom de « Mongeon & fils ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune, 2,000

The head office of the company is at 139, St-Dominique, Jonquière, judicial district of Chicoutimi.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238 1913-67

Mo-Dai-Ry Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Bernard Lafond, furrier, Rita Chalifoux, saleswoman, wife separate as to property of said Bernard Lafond, and Lise Lafond, office clerk, fille majeure, all three of 1501, 18th Avenue, Pointe-aux-Trembles, for the following purposes:

To operate a dairy in all its specialties, under the name of "Mo-Dai-Ry Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each, 1,000 preferred class "A" shares of $10 each and into 2,000 preferred class "B" shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238 2323-67

Modern Style Fashions Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Harry Gerez Bronfen, manufacturer, Sarah Bronfen, housewife, wife separate as to property of the said Harry Gerez Bronfen, both of 2520 Van Horne, Meta Csirinyi, secretary, wife separate as to property of Julius Csirinyi, 6940 Wiseman, all three of Montreal, and Oscar Pineyro, manufacturer, 744 Parkway Drive, Laval, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of clothing and garments, fabric and fabric products, under the name of "Modern Style Fashions Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 500 common shares of the par value of $10 each, 3,250 first preferred shares of the par value of $10 each and 2,500 second preferred shares of the par value of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238-o 2207-67

Mongeon & fils ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Émilien Mongeon, 321 Béatrice, Jean Mongeon, 307 St-Joseph, both printers, and Raymonde Mongeon, housewife, wife contractually separate as to property of Roger Plante, 402 Decelles, all three of Saint-Joseph-de-Sorel, for the following purposes:

To carry on business as advertising agents and contractors, under the name of "Mongeon & fils ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each,

actions privilégiées classe « A » de $1 chacune et en 37,000 actions privilégiées classe « B » de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Joseph-de-Sorel, district judiciaire de Richelieu.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238-o 1605-67

Montville Investments Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de mai 1967, constituant en corporation: Claude Lefebvre, 600, Fontainebleau, Jean-Claude Mercure, 697, Auteuil, tous deux de Laval, et Jacques Mochon, 1458, Bennett, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, de construction et de placements, sous le nom de « Montville Investments Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Laval, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238 2383-67

Jacques Morin inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de mai 1967, constituant en corporation: Serge Morin, 7305, Jean-Bourdon, André Deslongchamps, 12210, Joseph-Casavant, et Yves Papillon, 5720, Place Chauvin, tous trois avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction, de placement et de portefeuille (holding), sous le nom de « Jacques Morin inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 3,900 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 343*a*, rue Galt, Verdun, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238-o 1970-67

Bruce Murdoch Insurance Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de mai 1967, constituant en corporation: Louis Vaillancourt, 4519, Oxford, Roma Cousineau, 5652, Drake, tous deux de Montréal, et Bernard Desjarlais, 1600, Stephens, Verdun, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer un commerce comme agents et courtiers d'assurances, sous le nom de « Bruce Murdoch Insurance Limited », avec un capital total de $10,000, divisé en 100 actions ordinaires de $10 chacune et 900 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 7153, Côte des Neiges, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238 2352-67

2,000 preferred class "A" shares of $1 each and 37,000 preferred class "B" shares of $1 each.

The head office of the company is at Saint-Joseph-de-Sorel, judicial district of Richelieu.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238 1605-67

Montville Investments Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Claude Lefebvre, 600 Fontainebleau, Jean-Claude Mercure, 697 Auteuil, both of Laval, and Jacques Mochon, 1458 Bennett, Montreal, all three lawyers, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction and investment company, under the name of "Montville Investments Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at Laval, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238-o 2383-67

Jacques Morin inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Serge Morin, 7305 Jean-Bourdon, André Deslongchamps, 12210 Joseph-Casavant, and Yves Papillon, 5720 Place Chauvin, all three lawyers of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, construction, investment and holding company, under the name of "Jacques Morin inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of $1 each and into 3,900 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at 343*a* Galt Street, Verdun, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238 1970-67

Bruce Murdoch Insurance Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Louis Vaillancourt, 4519 Oxford, Roma Cousineau, 5652 Drake, both of Montreal, and Bernard Desjarlais, 1600 Stephens, Verdun, all three lawyers, for the following purposes:

To carry on business as agents and insurance brokers, under the name of "Bruce Murdoch Insurance Limited", with a total capital stock of $10,000, divided into 100 common shares of $10 each and 900 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 7153 Côte des Neiges, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238-o 2352-67

National Laser Products Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de mai 1967, constituant en corporation: George Whelan, 201, rue Sherbrooke, Beaconsfield, Morton Bessner, 2370, rue Noël, Saint-Laurent, et Paul Barry Cohen, 7920, chemin Côte St-Luc, Côte Saint-Luc, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de tous appareils, machinerie ou équipement pour la création, formation, entreposage, accumulation, transmission ou distribution d'aucun ou tous genres de signaux de communication, sous le nom de « National Laser Products Ltd. », avec un capital total de $100,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 90,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 8390, Mayrand, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238 1696-67

National Laser Products Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: George Whelan, 201 Sherbrooke Street, Beaconsfield, Morton Bessner, 2370 Noël Street, Saint-Laurent, and Paul Barry Cohen, 7920 Côte St. Luc Road, Côte Saint-Luc, all three advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in all apparatus, machinery or equipment for the creation, generation, storage, accumulation, transmission or distribution of any or all types of communication signals, under the name of "National Laser Products Ltd.", with a total capital stock of $100,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 90,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 8390 Mayrand, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238-o 1696-67

Nord Ouest Aviation inc.
North Western Airways Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de mai 1967, constituant en corporation: Roger Forgues, industriel, Lina Bouchard, ménagère, épouse séparée de biens dudit Roger Forgues, tous deux de Dufresnoy (Lac Dufault), et Rémi Monastesse, comptable, 209, Lauzon, Rouyn, pour les objets suivants:

Faire le commerce de vaisseaux aériens, aéroplanes, biplans, machines et appareils de vol, hydravions ou automobiles et exploiter le commerce de transport aérien, sous le nom de « Nord Ouest Aviation inc. — North Western Airways Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Dufresnoy (Lac Dufault), district judiciaire de Rouyn-Noranda.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238-o 2028-67

Nord Ouest Aviation inc.
North Western Airways Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of May, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Roger Forgues, industrialist, Lina Bouchard, housewife, wife separate as to property of the said Roger Forgues, both of Dufresnoy (Lake Dufault), and Rémi Monastesse, accountant, 209 Lauzon, Rouyn, for the following purposes:

To carry on the business of aerial vessels, airplanes, biplanes, flying machines and apparatus, hydroplanes or automobiles and to operate aerial transportation, under the name of "Nord Ouest Aviation inc. — North Western Airways Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Dufresnoy (Lake Dufault), judicial district of Rouyn-Noranda.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238 2028-67

Norjean construction inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accrodé des lettres patentes, en date du 5e jour de mai 1967, constituant en corporation: Jean Boudreault, entrepreneur, Colette Sabourin, ménagère, épouse commune en biens dudit Jean Boudreault, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de 4063, de la Pépinière, Montréal, et Georges Boudreault, gérant, 8371, Villandry, Anjou, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Norjean construction inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 390 actions privilégiées de $100 chacune.

Norjean construction inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of May, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Jean Boudreault, contractor Colette Sabourin, housewife, wife, common as to property of said Jean Boudreaut, and duly authorized by him for the presents, both of 4063 de la Pépinière, Montreal, and Georges Boudreault, manager, 8371 Villandry Anjou, for the following purposes:

To carry on business as constructors and general building contractors, under the name of "Norjean construction inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and into 390 preferred shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Léonard, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238-o 1991-67

The head office of the company is at Saint-Léonard, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238 1991-67

Jean-Charles Ouellet inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour d'avril 1967, constituant en corporation: François Ross, comptable, Sayabec, Gérard Dionne, notaire, et Irène Parent, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Gérard Dionne, ces deux derniers d'Amqui, pour les objets suivants:

Faire l'incubation, l'élevage, l'abatage et la mise en marché de la volaille, sous le nom de « Jean-Charles Ouellet inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sayabec, district judiciaire de Rimouski.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238-o 1823-67

Jean-Charles Ouellet inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of April, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: François Ross, accountant, Sayabec, Gérard Dionne, notary, and Irène Parent, housewife, wife contractually separate as to property of said Gérard Dionne, the latter two of Amqui, for the following purposes:

To incubate, breed, slaughter and market poultry, under the name of "Jean-Charles Ouellet inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Sayabec, judicial district of Rimouski.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238 1823-67

Parnoi inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de mai 1967, constituant en corporation: Dr Maurice Noiseux, médecin, Pauline Boulet, ménagère, épouse séparée de biens dudit Maurice Noiseux, et Pierrette Robert, secrétaire, épouse séparée de biens de Rolland Rainville, 163, rue Principale, app. 7, tous trois de Granby, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à fournir de l'amusement au public, sous le nom de « Parnoi inc. », avec un capital total de $1,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Granby, district judiciaire de Bedford.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238-o 1117-67

Parnoi inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Dr. Maurice Noiseux, physician, Pauline Boulet, housewife, wife separate as to property of the said Maurice Noiseux, and Pierrette Robert, secretary, wife separate as to property of Rolland Rainville, 163 Main Street, apt. 7, all three of Granby, for the following purposes:

To carry on the business consisting in providing the public with amusement, under the name of "Parnoi inc.", with a total capital stock of $1,000, divided into 100 common shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at Granby, judicial district of Bedford.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238 1117-67

Pentagone Holdings Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de mai 1967, constituant en corporation: Jacques Lamoureux, avocat, 343, 41e avenue, Émile Descary, notaire, 361, 41e avenue, Paul E. Addison, 784, 37e avenue, Frank Heger, 2993, Sherbrooke, tous deux comptables agréés, et Claudette Martel, secrétaire, fille majeure, 648, 12e avenue, tous cinq de Lachine, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille (holding), sous le nom de « Pentagone Holdings Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2929, rue Notre-Dame, Lachine, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238-o 2291-67

Pentagone Holdings Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jacques Lamoureux, lawyer, 343, 41st Avenue, Émile Descary, notary, 361, 41st Avenue, Paul E. Addison, 784, 37th Avenue, Frank Heger, 2993 Sherbrooke, both chartered accountants, and Claudette Martel, secretary, fille majeure, 648, 12th Avenue, all five of Lachine, for the following purposes:

To carry on business as a holding company, under the name of "Pentagone Holdings Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 2929 Notre-Dame Street, Lachine, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238 2291-67

Piste de courses Ste-Hedwidge ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de mai 1967, constituant en corporation: Robert Côté, avocat, rue St-Georges, Yvon Lavoie, comptable 7, boulevard Lévesque, tous deux de Saint-Félicien, et Pauline Boutin, secrétaire, fille majeure, Desbiens, pour les objets suivants:

Exploiter des pistes de courses, sous le nom de « Piste de courses Ste-Hedwidge ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Normandin, district judiciaire de Roberval.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238-o 2164-67

Piste de courses Ste-Hedwidge ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Robert Côté, advocate, St-Georges Street, Yvon Lavoie, accountant, 7 Lévesque Boulevard, both of St-Félicien, and Pauline Boutin, secretary, fille majeure, Desbiens, for the following purposes:

To operate racing tracks, under the name of "Piste de courses Ste-Hedwidge ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Normandin, judicial district of Roberval.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238 2164-67

Les Placements Filabel inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de mai 1967, constituant en corporation: Gilles Poulin, 1270, Quenneville, Saint-Laurent, Daniel Kingstone, 4985, Iona, Montréal, et Irving Adessky, 56, Heath Place, Hampstead, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction et de placement, sous le nom de « Les Placements Filabel inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238-o 2239-67

Les Placements Filabel inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gilles Poulin, 1270 Quenneville, Saint-Laurent, Daniel Kingstone, 4985 Iona, Montreal, and Irving Adessky, 56 Heath Place, Hampstead, all three lawyers, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, construction and investment company, under the name of "Les Placements Filabel inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and into 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238 2239-67

Placements Louis Poulin, ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de mai 1967, constituant en corporation: Louis Poulin, commerçant, 61, boulevard Taché, Lucille Poulin, ménagère, épouse de Claude Huot, 63, boulevard Taché, tous deux de Hull, et Hélène Poulin, ménagère, épouse de Roland Melanson, 11829, de Tracy, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille, de placement et de gestion, sous le nom de « Placements Louis Poulin, ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 3,900 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 27, rue Mangin, Hull, district judiciaire de Hull.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238-o 2210-67

Placements Louis Poulin, ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Louis Poulin, trader, 61 Taché Boulevard, Lucille Poulin, housewife, wife of Claude Huot, 63 Taché Boulevard, both of Hull, and Hélène Poulin, housewife, wife of Roland Melanson, 11829 de Tracy, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a holding, investment and management company, under the name of "Placements Louis Poulin, ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 3,900 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 27 Mangin Street, Hull, judicial district of Hull.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238 2210-67

Les Placements Micoua inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de mai 1967, constituant en corporation: Jean Monet, avocat, 4681, Westmount, Westmount, Christiane Beaudet, et Céline Trudeau, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, de 5, Place Ville-Marie, suite 445, Montréal, pour les objets suivants:

Les Placements Micoua inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean Monet, lawyer, 4681 Westmount, Westmount, Christiane Beaudet, and Céline Trudeau, the latter two secretaries, filles majeures, of 5 Place Ville-Marie, suite 445, Montreal, for the following purposes:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Les Placements Micoua inc. », avec un capital total de $200,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 199,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 159, 2e avenue, Saint-Lambert, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238-o 2289-67

To carry on business as an investment company, under the name of "Les Placements Micoua inc.", with a total capital stock of $200,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of $1 each and into 199,000 preferred shares of a nominal value of $1 each.

The head office of the company is at 159 2nd Avenue, Saint-Lambert, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238 2289-67

Planchers Drummond inc.
Drummond Flooring Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de mai 1967, constituant en corporation: André Biron, avocat, 77, Newton, Yolande Biron, secrétaire, fille majeure, 283, Mélançon, tous deux de Drummondville, et Albert Raymond, avocat, 1875, Jean De Brébeuf, Drummondville-Sud, pour les objets suivants:

Manufacturer, vendre, distribuer et installer des couvre-planchers et revêtements muraux, sous le nom de « Planchers Drummond inc. — Drummond Flooring Inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 500 actions ordinaires de $100 chacune et en 500 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Drummondville, district judiciaire de Drummond.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238-o 2318-67

Planchers Drummond inc.
Drummond Flooring Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: André Biron, advocate, 77 Newton, Yolande Biron, secretary, fille majeure, 283 Mélançon, both of Drummondville, and Albert Raymond, advocate, 1875 Jean De Brébeuf, Drummondville-South, for the following purposes:

To manufacture, sell, distribute and install floor and wall coverings, under the name of "Planchers Drummond inc. — Drummond Flooring Inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 500 common shares of $100 each and 500 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Drummondville, judicial district of Drummond.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238 2318-67

Plumica-Sports inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de mai 1967, constituant en corporation sans capital-actions: Paul-Marcel Raymond, 3245, Fendall, Pierre Proulx, 8121, Leney, Robert Rivet, 2205, Mesplet, tous trois chefs de service, Charles Mayer, journaliste, 3233, Van Horne, tous quatre de Montréal, André Trudelle, 1060, boulevard Pie X, Laval, Guy Pinard, 3835, Balzac, Brossard, tous deux journalistes, et Denis Brodeur, photographe, 8945, Mauriac, Saint-Léonard, pour les objets suivants:

Grouper en association les rédacteurs, chroniqueurs, commentateurs, annonceurs, réalisateurs, cameramen, photographes, publicitaires, animateurs sportifs d'expression française des media d'information dans un but social, professionnel ou autre, sous le nom de « Plumica-Sports inc ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $100,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238-o 2247-67

Plumica-Sports inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Paul-Marcel Raymond, 3245 Fendall, Pierre Proulx, 8121 Leney, Robert Rivet, 2205 Mesplet, all three heads of services, Charles Mayer, journalist, 3233 Van Horne, all four of Montreal, André Trudelle, 1060 Pie X Boulevard, Laval, Guy Pinard, 3835 Balzac, Brossard, both journalists, and Denis Brodeur, photographers, 8945 Mauriac, Saint-Léonard, for the following purposes:

To group into an association writers, reporters, commentators, announcers, producers, cameramen, photographers, publicity agents, French speaking sports broadcasters of information media, for a social, professional or other purpose, under the name of "Plumica-Sports inc.".

The amount to which is limited the immoveable property which the corporation may acquire and possess, is $100,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238 2247-67

Pointe Albert Doyon inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de mai 1967, constituant en corporation: Pierre-G. Bouchard, 3610, Toupin, André Bélanger, 620, Crevier,

Pointe Albert Doyon inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Pierre-G. Bouchard, 3610 Toupin, André Bélanger, 620 Crevier, both of Saint-Laurent,

tous deux de Saint-Laurent, Jean Filion, 30, Palmerston, Mont-Royal, Yves Laurier, 6201, Sherbrooke ouest, app. 307, tous quatre avocats, et Pauline Désormiers, secrétaire, épouse séparée de biens d'André Simard, 9362, Châteaubriand, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Promouvoir les intérêts culturels et sociaux des résidents d'été et résidents permanents de Pointe Albert Doyon, dans la municipalité de Saint-Anicet et des environs, sous le nom de « Pointe Albert Doyon inc. », avec un capital total de $10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3610, boulevard Toupin, Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238-o 3717-66

Les Productions XXe siècle inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnkes, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de mai 1967, constituant en corporation: Louis Vaillancourt, 4519, Oxford, Roma Cousineau, 5652, Drake, tous deux de Montréal, et Bernard Desjarlais, 1600 Stephens, Verdun, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exploiter une agence de théâtre et agir comme imprésario, sous le nom de « Les Productions XXe siècle inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $5 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4530, Cumberland, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238-o 2203-67

Produits forestiers JMS inc.
JMS Forest Products Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de mai 1967, constituant en corporation: J.-Claude Gagnon, 12e rue est, Martin-C. Lepage, 1, rue Belzile, tous deux avocats, et Claudette Lauzier, secrétaire, fille majeure, 62, du Rosaire, tous trois de Rimouski, pour les objets suivants:

Industrie et commerce du bois, sous le nom de « Produits forestiers JMS inc. — JMS Forest Products Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sainte-Foy, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238-o 1930-67

Providence Investments Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de mai 1967, constituant en corporation: Claude-Armand Sheppard, avocat, 221, Tait, Saint-Laurent, Claudine Proutat, secrétaire, fille majeure, 3415, Girouard,

Jean Filion, 30 Palmerston, Mount Royal, Yves Laurier, 6201 Sherbrooke West, Apt. 307, all four lawyers, and Pauline Désormiers, secretary, wife separate as to property of André Simard, 9362 Châteaubriand, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To promote the social and cultural interests of summer and permanent residents of Pointe Albert Doyon, in the municipality of Saint-Anicet and the vicinity, under the name of "Pointe Albert Doyon inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 1,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 3610 Toupin Boulevard, Saint-Laurent, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238 3717-66

Les Productions XXe siècle inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Louis Vaillancourt, 4519 Oxford, Roma Cousineau, 5652 Drake, both of Montreal, and Bernard Desjarlais, 1600 Stephens, Verdun, all three advocates, for the following purposes:

To operate a theatre agency and to act as impresario, under the name of "Les Productions XXe siècle inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 10,000 common shares of $5 each.

The head office of the company is at 4530 Cumberland, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238 2203-67

Produits forestiers JMS inc.
JMS Forest Products Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: J.-Claude Gagnon, 12th St. East, Martin-C. Lepage, 1 Belzile St., both advocates, and Claudette Lauzier, secretary, fille majeure, 62 du Rosaire, all three of Rimouski, for the following purposes:

The industry and business dealing in lumber, under the name of "Produits forestiers JMS inc. — JMS Forest Products Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Sainte-Foy, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238 1930-67

Providence Investments Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Claude-Armand Sheppard, advocate, 221 Tait, Saint-Laurent, Claudine Proutat, secretary, fille majeure, 3415 Girouard, and Theodore H.

et Theodore H. Shapiro, avocat, 5175, chemin Côte St-Luc, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeuble, de construction et de placement, sous le nom de « Providence Investments Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et 39,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238 2243-67

Publicité Goyette inc.
Goyette Advertising Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de mars 1967, constituant en corporation: Jean-Guy Goyette, vendeur, Réjeanne Giroux, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Jean-Guy Goyette, tous deux de Lacadie, et Roméo Dupuis, technicien, Saint-Jean, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tous produits concernant la publicité et l'impression, sous le nom de « Publicité Goyette inc. — Goyette Advertising Inc. », avec un capital total de $20,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 6, rue Tremblay, Lacadie, district judiciaire d'Iberville.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238-o 1268-67

Pural inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de mai 1967, constituant en corporation: Roger Parent, rentier, Marcelle Cordeau, ménagère, épouse séparée de biens dudit Roger Parent, tous deux de 1515, boulevard O'Brien, Saint-Laurent, et André Foixet, rentier, 700, rue Ruisseau des Angers, Saint-Roch-de-l'Achigan, pour les objets suivants:

Faire le commerce de produits laitiers, agricoles et maraîchers de toutes sortes, sous le nom de « Pural inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur nominale de $5 chacune, 385 actions privilégiées classe « A » d'une valeur nominale de $100 chacune et en 200 actions privilégiées classe « B » d'une valeur nominale de $5 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1515, boulevard O'Brien, Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238-o 2264-67

Pussycat Boutique Ltd.
Boutique « Pussycat » ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de mai 1967, constituant en corporation: Irving Shapiro, 4957, Isabella, Stanley Louis Cytrynbaum, 6325, Somerled, tous deux avocats, Sylvia Jane Alexander, secrétaire, fille majeure, 1433, Towers,

Shapiro, advocate, 5175 Côte St-Luc Road, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction and investment company, under the name of "Providence Investments Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 39,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238-o 2243-67

Publicité Goyette inc.
Goyette Advertising Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of March, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean-Guy Goyette, salesman, Réjeanne Giroux, housewife, wife contractually separate as to property of said Jean-Guy Goyette, both of Lacadie, and Roméo Dupuis, technician, Saint-John's, for the following purposes:

To deal in all products concerning advertising and printing, under the name of "Publicité Goyette inc. — Goyette Advertising Inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 200 common shares of $100 each.

The head office of the company is at 6 Tremblay Street, Lacadie, judicial district of Iberville.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238 1268-67

Pural inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Roger Parent, annuitant, Marcelle Cordeau, housewife, wife separate as to property of said Roger Parent, both of 1515 O'Brien Boulevard, Saint-Laurent, and André Foixet, annuitant, 700 Ruisseau des Angers Street, Saint-Roch-de-l'Achigan, for the following purposes:

To deal in dairy, agricultural and gardening products of all kinds, under the name of "Pural inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of a nominal value of $5 each, 385 preferred class "A" shares of a nominal value of $100 each and into 200 preferred class "B" shares of a nominal value of $5 each.

The head office of the company is at 1515 O'Brien Boulevard, Saint-Laurent, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238 2264-67

Pussycat Boutique Ltd.
Boutique " Pussycat " ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Irving Shapiro, 4957 Isabella, Stanley Louis Cytrynbaum, 6325 Somerled, both advocates, Sylvia Jane Alexander, secretary, fille majeure, 1433 Towers, all three of Montreal,

tous trois de Montréal, et Mark Edmund Gordon, avocat, 36, Roxboro, Westmount, pour les objets suivants:

Confectionner des vêtements et articles vestimentaires de toutes sortes, en faire le commerce sous le nom de « Pussycat Boutique Ltd. — Boutique « Pussycat » ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 3,000 actions privilégiées $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5890, boulevard Décarie, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238 2223-67

Quincaillerie Bernier inc.
Bernier Hardware Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de mai 1967, constituant en corporation: Léo-C. Marcotte, 10634, Waverley, Montréal, René-L. Cousineau, 3620, rue Limoges, Saint-Laurent, tous deux avocats, et Edith Graf, secrétaire, fille majeure, 3601, Ste-Famille, app. 1210, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme quincailliers, sous le nom de « Quincaillerie Bernier inc. — Bernier Hardware Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238-o 2189-67

Réal moto inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de mai 1967, constituant en corporation: Ronald-E. Laviolette, notaire, 1259, rue Berri, suite 230, Pierrette Cloutier, 1884, rue Rachel, tous deux de Montréal, et Ginette Alarie, 4370, rue Bourdages, Saint-Léonard, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de véhicules, motocyclettes, automobiles, yachts et autres embarcations nautiques, avions, et de tous moteurs mus à l'électricité, à la vapeur, à l'huile, à l'essence ou autrement, sous le nom de « Réal moto inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 7,500 actions ordinaires de $10 chacune et en 250 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Lachine, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la Province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238-o 2175-67

Renaud & Senécal inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de mai 1967, constituant en corporation: André Senécal, ajusteur d'assurances, Armande Senécal, ménagère, épouse commune en biens dudit André Senécal, tous deux de 18, Glennwood Drive, Lucerne,

and Mark Edmund Gordon, advocate, 36 Roxboro, Westmount, for the following purposes:

To manufacture and deal in clothing and wearing apparel of all kinds, under the name of "Pussycat Boutique Ltd. — Boutique "Pussycat" ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 5890 Decarie Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238-o 2223-67

Quincaillerie Bernier inc.
Bernier Hardware Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Léo-C. Marcotte, 10634 Waverley, Montreal, René-L. Cousineau, 3620 Limoges St., Saint-Laurent, both advocates, and Edith Graf, secretary, fille majeure, 3601 Ste-Famille, Apt. 1210, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as hardware dealers, under the name of "Quincaillerie Bernier inc. — Bernier Hardware Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238 2189-67

Réal moto inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Ronald-E. Laviolette, notary, 1259 Berri St., suite 230, Pierrette Cloutier, 1884 Rachel St., both of Montreal, and Ginette Alarie, 4370 Bourdages St., Saint-Léonard, the two latter secretaries, spinsters of the full age of majority, for the following purposes:

To manufacture and deal in vehicles, motorcycles, automobiles, yachts and other boats, planes, and in all motors run by electricity, steam, oil, gasoline or otherwise, under the name of "Réal moto inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 7,500 common shares of $10 each and 250 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Lachine, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238 2175-67

Renaud & Senécal inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: André Sénécal, insurance adjuster, Armande Senécal, housewife, wife common as to property of the said André Senécal, both of 18 Glennwood Drive, Lucerne, Roch Renaud, insur-

Roch Renaud, ajusteur d'assurances, et Lucille Renaud, ménagère, épouse commune en biens dudit Roch Renaud, ces deux derniers de 13, rue Boulay, Hull, pour les objets suivants:

Faire, pour autrui, et contre rémunération, enquête sur des sinistres ou des accidents, sous le nom de « Renaud & Senécal inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Hull, district judiciaire de Hull.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238-o 2260-67

Richard Investment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de mai 1967, constituant en corporation: Jack Lightstone, 4505, Maplewood, Montréal, Barry Biberman, 2296, Fulton, Mont Royal, et Marvin Riback, 5621, Palmer, Côte Saint-Luc, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de placements, sous le nom de « Richard Investment Corp. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune, 1,000 actions privilégiées catégorie « A » de $10 chacune et 2,900 actions privilégiées catégorie « B » de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2775, avenue Kent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238 2384-67

Roman Investment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de mai 1967, constituant en corporation: Jack Lightstone, 4505, avenue Maplewood, Montréal, Barry Biberman, 2296, chemin Fulton, Mont Royal, et Marvin Riback, 5621, avenue Palmer, Côte Saint-Luc, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placement, sous le nom de « Roman Investment Corp. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune, 1,000 actions privilégiées catégorie « A » de $10 chacune et 2,900 actions privilégiées catégorie « B » de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2775, avenue Kent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238 2385-67

Ro-Po inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de mai 1967, constituant en corporation: Pierre Robin, officier de sécurité, Jeannine Paquette, commis de bureau, épouse séparée de biens dudit Pierre Robin, tous deux de 2243, Rougemont, Doris Poirier, officier de sécurité, et Huguette Mercier, commis de

ance adjuster, and Lucille Renaud, housewife, wife common as to property of the said Roch Renaud, the two latter of 13 Boulay St., Hull, for the following purposes:

To make, on behalf of others and for pay, investigations of disasters or accidents, under the name of "Renaud & Senécal inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Hull, judicial district of Hull.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238 2260-67

Richard Investment Corp.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jack Lightstone, 4505 Maplewood, Montreal, Barry Biberman, 2296 Fulton, Mount Royal, and Marvin Riback, 5621 Palmer, Côte Saint-Luc, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Richard Investment Corp.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each, 1,000 class "A" preferred shares of $10 each and 2,900 class "B" preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 2775 Kent Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238-o 2384-67

Roman Investment Corp.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jack Lightstone, 4505 Maplewood Avenue, Montreal, Barry Biberman, 2296 Fulton Road, Mount Royal, and Marvin Riback, 5621 Palmer Avenue, Côte Saint-Luc, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Roman Investment Corp.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each, 1,000 class "A" preferred shares of $10 each and 2,900 class "B" preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 2775 Kent Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238-o 2385-67

Ro-Po inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Pierre Robin, security officer, Jeannine Paquette, office clerk, wife separate as to property of the said Pierre Robin, both of 2243 Rougemont, Doris Poirier, security officer, and Huguette Mercier, office clerk, wife separate as

bureau, épouse séparée de biens dudit Doris Poirier, ces deux derniers de 2185, Rougemont, tous quatre de Montréal, pour les objets suivants:

Poursuivre les activités et les affaires d'une compagnie de portefeuille et de placements en valeurs, droits et biens mobiliers et immobiliers de toutes sortes, sous le nom de « Ro-Po inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238-o 2314-67

to property of the said Doris Poirier, the latter two of 2185 Rougemont, all four of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business and activities of a holding, investment of securities, moveable and immoveable rights and properties of all kinds, under the name of "Ro-Po inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 3,000 common shares of $10 each and 1,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238 2314-67

SGA Motel Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de mai 1967, constituant en corporation: Michael Drazner, 130, Dufferin, Harold Gossack, 7025, Chester, tous deux avocats, et Marcel Lachance, surintendant, 361, St-Joseph, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter des motels et restaurants, sous le nom de « SGA Motel Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238 2030-67

SGA Motel Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Michael Drazner, 130 Dufferin, Harold Gossack, 7025 Chester, both advocates, and Marcel Lachance, superintendent, 361 St- Joseph, all three of Montreal, for the following purposes:

To operate motels and restaurants, under the name of "SGA Motel Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238-o 2030-67

S. G .D. B. ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de mai 1967, constituant en corporation: Gérard Labelle, assistant payeur, 1758, Bédard, Laval, Gilles Riopel, 10521, Rancourt, Montréal, et Pierre Bélanger, 1120, Cartier, Jacques-Cartier, ces deux derniers commis, pour les objets suivants:

Exercer le service de secrétariat en général, sous le nom de « S. G. D. B. ltée », avec un capital total de $25,000, divisé en 2,500 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Laval, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238-o 1936-67

S. G. D. B. ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gérald Labelle, assistant teller, 1758 Bédard, Laval, Gilles Riopel, 10521 Rancourt, Montreal, and Pierre Bélanger, 1120 Cartier, Jacques-Cartier, the two latter clerks, for the following purposes:

To operate a general secretarial service, under the name of "S. G. D. B. ltée", with a total capital stock of $25,000, divided into 2,500 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Laval, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238 1936-67

Vital Simard ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de mai 1967, constituant en corporation: Vital Simard, commerçant, Gisèle Fréchette, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Vital Simard, tous deux de Cacouna, et Guy Renaud, comptable, 124, Lafontaine, Rivière-du-Loup, pour les objets suivants:

Faire le commerce et les autres opérations se rapportant aux tissus et vêtements de toutes sortes, sous le nom de « Vital Simard ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Vital Simard ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Vital Simard, trader, Gisèle Fréchette, housewife, wife contractually separate as to property of said Vital Simard, both of Cacouna, and Guy Renaud, accountant, 124 Lafontaine, Rivière-du-Loup, for the following purposes:

To carry on the business and other operations related to the fabrics and wearing apparels of all kinds, under the name of "Vital Simard ltée", with a total capital of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie est à Cacouna, district judiciaire de Kamouraska.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238-o 2288-67

The head office of the company is at Cacouna, judicial district of Kamouraska.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238 2288-67

S A F D E C (Société Américaine Francophone de Développement Économique et Culturel)

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de mai 1967, constituant en corporation sans capital-actions: Suzanne Guindon, secrétaire, épouse de Jean-Guy Massie, 62, rue St-Vincent, Claudette Bougie, secrétaire, épouse d'Albert Charette, 116, rue St-Bruno, et Maurice Paquin, avocat, 36, rue St-Vincent, tous trois de Sainte-Agathe-des-Monts, pour les objets suivants:

Promouvoir l'essor du développement économique et culturel des groupements francophones des divers pays du monde, sous le nom de « S A F D E C (Société Américaine Francophone de Développement Économique et Culturel) ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $40,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238-o 2181-67

S A F D E C (Société Américaine Francophone de Développement Économique et Culturel)

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Suzanne Guindon, secretary, wife of Jean-Guy Massie, 62 St-Vincent Street, Claudette Bougie, secretary, wife of Albert Charette, 116 St-Bruno Street, and Maurice Paquin, lawyer, 36 St-Vincent Street, all three of Sainte-Agathe-des-Monts, for the following purposes:

To promote the advancement of economical and cultural developments of French groups from different Countries across the world, under the name of "S A F D E C (Société Américaine Francophone de Développement Économique et Culturel)".

The amount to which is limited the immoveable property which the corporation may acquire and possess, is $40,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238 2181-67

Salon d'esthétique Liliane inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de mai 1967, constituant en corporation: Bruno Colpron, 3860, Rosemont, Robert Forest, 3342, Place de Léry, tous deux avocats, et Louise Godon, secrétaire, fille majeure, 6999, Bordeaux, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un ou des studios d'esthétique, sous le nom de « Salon d'esthétique Liliane inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 20,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 8010, boulevard Champlain, LaSalle, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238-o 2299-67

Salon d'esthétique Liliane inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Bruno Colpron, 3860 Rosemont, Robert Forest, 3342 Place de Léry, both advocates, and Louise Godon, secretary, fille majeure, 6999 Bordeaux, all three of Montreal, for the following purposes:

To operate one or several easthetics studios, under the name of "Salon d'esthétique Liliane inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 20,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the of the company is at 8010 Champlain Boulevard, LaSalle, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238 2299-67

La Société Dorval ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de juin 1967, constituant en corporation: Joseph-A. Dorval, technicien, Claire Dorval, ménagère, épouse dudit Joseph-A. Dorval, tous deux de 939, rue Manrèse, Québec, et Robert Perron, avocat, 2025, Bourbonnière, Sillery, pour les objets suivants:

Administrer pour elle-même ou pour d'autres des immeubles, y compris des maisons de rapport, motels, hôtels, maisons de chambres, sous le nom de « La Société Dorval ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

La Société Dorval ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of June, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Joseph-A. Dorval, technician, Claire Dorval, housewife, wife of the said Joseph-A. Dorval, both of 939 Manrèse St., Quebec, and Robert Perron, advocate, 2025 Bourbonnière, Sillery, for the following purposes:

To administer, either for itself or for others, immovables, including tenements, motels, hotels, rooming houses, under the name of "La Société Dorval ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie est 939, rue Manrèse, Québec, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238-o 1971-67

SoGeRot limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de mai 1967, constituant en corporation: Sergio Rotondi, restaurateur, Giuseppina Tocci, ménagère, épouse séparée de biens dudit Sergio Rotondi, tous deux de 519, 7e Rue, et Marcel DesRochers, comptable 31, Montcalm, tous trois de Val d'Or, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de placement et de portefeuille (holding), sous le nom de « SoGeRot limitée », avec un capital total de $200,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune, 15,000 actions privilégiées de la catégorie « A » de $1 chacune et en 175,000 actions privilégiées de la catégorie « B » de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Val d'Or, district judiciaire d'Abitibi.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238-o 2232-67

Son illimité (de Montréal) inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de mai 1967, constituant en corporation: Blaise Payeur, technicien, Huguette Payeur, ménagère, épouse séparée de biens dudit Blaise Payeur, tous deux de 3855, boulevard Lévesque, Claude Brunet, représentant publicitaire, et Jeannine Brunet, ménagère, épouse séparée de biens dudit Claude Brunet, ces deux derniers de 1125, L'Assomption, tous quatre de Laval, pour les objets suivants:

Acheter, produire, louer ou vendre du matériel audiophonique et vidéo servant à la radiodiffusion et aussi à la télédiffusion, sous le nom de « Son illimité (de Montréal) inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 500 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238-o 4439-66

Sotratec inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de mai 1967, constituant en corporation: Blanche Gobeil, 95, Grande-Allée est, Denise Turcotte, 315, rue St-Jean, Denise Lachance, 1155, Claire-Fontaine, toutes trois de Québec, Suzette Bilodeau, 24, Wolfe, Lévis, et Colette Côté, 12, rue Duberger, Notre-Dame-des-Laurentides, toutes cinq secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Rédiger, traduire, publier, distribuer et vendre toutes sortes de textes publicitaires et techniques, sous le nom de « Sotratec inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune.

The head office of the company is at 939 Manrèse St., Quebec, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238 1971-67

SoGeRot limitée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Sergio Rotondi, restaurant keeper, Giuseppina Tocci, housewife, wife separate as to property of said Sergio Rotondi, both of 519, 7th Street, and Marcel DesRochers, accountant, 31 Montcalm, all three of Val d'Or, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, investment and holding company, under the name of "SoGeRot limitée", with a total capital stock of $200,000, divided into 10,000 common shares of $1 each, 15,000 preferred category "A" shares of $1 each and into 175,000 preferred category "B" shares of $1 each.

The head office of the company is at Val d'Or, judicial district of Abitibi.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238 2232-67

Son illimité (de Montréal) inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Blaise Payeur, technician, Huguette Payeur, housewife, wife separate as to property of the said Blaise Payeur, both of 3855 Lévesque Blvd., Claude Brunet, advertising representative, and Jeannine Brunet, housewife, wife separate as to property of the said Claude Brunet, the two latter of 1125 L'Assomption, all four of Laval, for the following purposes:

To buy, produce, rent or sell audiophonic and video material used in radio and television broadcasting, under the name of "Son illimité (de Montréal) inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 500 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238 4439-66

Sotratec inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Blanche Gobeil, 95 Grande-Allée East, Denise Turcotte, 315 St. John St., Denise Lachance, 1155 Claire-Fontaine, all three of Quebec, Suzette Bilodeau, 24 Wolfe St., Lévis, and Colette Côté, 12 Duberger St., Notre-Dame-des-Laurentides, all five secretaries, spinsters of the full age of majority, for the following purposes:

To edit, translate, publish, distribute and sell all kinds of advertising and technical texts, under the name of "Sotratec inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 5,000 common shares of a nominal value of $10 each.

Le siège social de la compagnie est 1655, rue Lépine, Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238-o 2241-67

Stakway Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de mai 1967, constituant en corporation: Robert Learmont Jamieson, 15, Westwood Drive, Pointe-Claire, John Maria Cerini, 4628, Kensington, Montréal, tous deux avocats et conseils en loi de la reine, et Norman Souaid, avocat, 511, Le Royer, Saint-Lambert, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de machines, machinerie, leurs pièces, accessoires, instruments, dispositifs, approvisionnements, attaches et équipement, sous le nom de « Stakway Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1010 ouest, rue Ste-Catherine, suite 1020, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238 2388-67

Stationnement St-Paul inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de mai 1967, constituant en corporation: Conrad Wagner, industriel, 31, rue St-Olivier, Québec, Jean-Guy Frenette, gardien, 1845, avenue Banville, Les Saules, et Claude Wagner, surintendant, 142, St-Laurent, Lévis, pour les objets suivants:

Exploiter des terrains de stationnement, sous le nom de « Stationnement St-Paul inc. », avec un capital total de $20,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 50, rue Dalhousie, Québec, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238-o 2339-67

Steven Investment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de mai 1967, constituant en corporation: Jack Lightstone, 4505, Maplewood, Montréal, Barry Biberman, 2296, Fulton, Mont Royal, et Marvin Riback, 5621, Palmer, Côte Saint-Luc, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de placements, sous le nom de « Steven Investment Corp. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune, 1,000 actions privilégiées catégorie « A » de $10 chacune et 2,900 actions privilégiées catégorie « B » de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2775, avenue Kent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238 2386-67

The head office of the company is at 1655 Lépine St., Saint-Laurent, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238 2241-67

Stakway Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Robert Learmont Jamieson, 15 Westwood Drive, Pointe-Claire, John Maria Cerini, 4628 Kensington, Montreal, both advocates and Queen's Counsels, and Norman Souaid, advocate, 511 Le Royer, Saint-Lambert, for the following purposes:

To manufacture and deal in machines, machinery, parts thereof, accessories, instruments, devices, supplies, attachments and equipment, under the name of "Stakway Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at 1010 St. Catherine Street West, Suite 1020, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238-o 2388-76

Stationnement St-Paul inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Conrad Wagner, industrialist, 31 St-Olivier Street, Quebec, Jean-Guy Frenette, guard, 1845 Banville Avenue, Les Saules, and Claude Wagner, superintendent, 142 St-Laurent, Levis, for the following purposes:

To operate parking grounds, under the name of "Stationnement St-Paul inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at 50 Dalhousie Street, Quebec, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238 2339-67

Steven Investment Corp.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jack Lightstone, 4505 Maplewood, Montreal, Barry Biberman, 2296 Fulton, Mount Royal, and Marvin Riback, 5621 Palmer, Côte Saint-Luc, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Steven Investment Corp.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each, 1,000 class "A" preferred shares of $10 each and 2,900 class "B" preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 2775 Kent Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238-o 2386-67

Studio d'Opéra M T P inc.
M T P Opera Studio Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de mai 1967, constituant en corporation sans capital-actions: Marie-Thérèse Paquin, pianiste, fille majeure, 4270, De Lorimier, Henri Lafortune, imprimeur, 1671, Sherbrooke ouest, tous deux de Montréal, et Denis-Richard Lanctot, avocat, 48, rue Cicot, Boucherville, pour les objets suivants:

Promouvoir de façon générale la formation de chanteurs et chanteuses d'opéra par tous les moyens possibles, sous le nom de « Studio d'Opéra M T P inc.— M T P Opera Studio Inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $100,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238-o 2019-67

Studio d'Opéra M T P inc.
M T P Opera Studio Inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Marie-Thérèse Paquin, pianist, fille majeure, 4270 De Lorimier, Henri Lafortune, printer, 1671 Sherbrooke St. West, both of Montreal, and Denis-Richard Lanctot, advocate, 48 Cicot St., Boucherville, for the following purposes:

To promote, in a general way, the training of opera singers by all means possible, under the name of "Studio d'Opéra M T P inc.— M T P Opera Studio Inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238 2019-67

Summit International Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de mai 1967, constituant en corporation: Harry Neimark, professeur, 5245, Waverley, Montréal, Mary Erdos, ménagère, épouse séparée de biens de John Erdos, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, 5724, Mountain Sights, app. 5, Montréal, et Ignac Grünbaum, professeur, avenue Bethalevy, Sainte-Thérèse, pour les objets suivants:

Faire le commerce de produits électriques et autres produits s'y rapportant, sous le nom de « Summit International Corp. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238 2193-67

Summit International Corp.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Harry Neimark, teacher, 5245 Waverley, Montreal, Mary Erdos, housewife, wife separate as to property of John Erdos, and duly authorized by him for the purpose of these presents, 5724 Mountain Sights, apt. 5, Montreal, and Ignac Grünbaum, teacher, Bethalevy Avenue, Sainte-Thérèse, for the following purposes:

To deal in all kinds of electrical products and other products allied thereto, under the name of "Summit International Corp.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $100 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238-o 2193-67

Le Super-Marché L. J. Y. ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de mai 1967, constituant en corporation: Lucien Fortin, Jean-Marie Fortin, tous deux marchands, de Dolbeau, et Yvan Ouellet, cultivateur, Saint-Stanislas, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'épicerie-boucherie, sous le nom de « Le Super-Marché L. J. Y. ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,500 actions ordinaires de $10 chacune et en 500 actions privilégiées de $50 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Dolbeau, district judiciaire de Roberval.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238-o 2209-67

Le Super-Marché L. J. Y. ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Lucien Fortin, Jean-Marie Fortin, both merchants, of Dolbeau, and Yvan Ouellet, farmer, Saint-Stanislas, for the following purposes:

To carry on business as grocers-butchers, under the name of "Le Super-Marché L. J. Y. ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,500 common shares of $10 each and 500 preferred shares of $50 each.

The head office of the company is at Dolbeau, judicial district of Roberval.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238 2209-67

Tassé & associés, ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-

Tassé & associés, ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the

gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de mai 1967, constituant en corporation: Jean-Louis Tassé, courtier, 600, Rabastalière est, Saint-Bruno-de-Montarville, Richard Gagnon, administrateur, 6032, Chauveau, Montréal, et Maurice Martel, avocat et conseil en loi de la Reine, 1301, St-Viateur ouest, Outremont, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de courtiers en valeurs mobilières et généralement avoir une entreprise de placement, sous le nom de « Tassé & associés, ltée », avec un capital total de $300,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $10 chacune, 10,000 actions privilégiées classe « A » de $10 chacune et en 10,000 actions privilégiées classe « B » de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238-o 2401-67

Taxi Provost inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de mai 1967, constituant en corporation: Marcel Provost, chauffeur de taxi, Jacqueline Robinson, ménagère, épouse séparée de biens dudit Marcel Provost, tous deux de 576, St-Charles, et Gilles Charron, chauffeur de taxi, 90, De La Valtrie, tous trois de Boucherville, pour les objets suivants:

Exploiter une station de taxis, sous le nom de « Taxi Provost inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 576, St-Charles, Boucherville, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238-o 2272-67

Taylor Craft Products Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de mai 1967, constituant en corporation: Thomas Henry Taylor, 11830, Grenet, Saint-Laurent, Morton Forshpan, 5625, Emerald, app. 303, Côte Saint-Luc, tous deux administrateurs, Alan M. Stein, avocat, 5042, Ponsard, Montréal, et Sheila Engel, secrétaire, célibataire, 5774, avenue Hudson, Côte Saint-Luc, pour les objets suivants:

Fabriquer, négocier, importer, exporter et distribuer des peintures de quelque sorte que ce soit, sous le nom de « Taylor Craft Products Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 3,800 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238 2180-67

Le Toupet (Cheveux pour homme) incorporée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-

30th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean-Louis Tassé, broker, 600 Rabastalière, East, Saint-Bruno-de-Montarville, Richard Gagnon, executive, 6032 Chauveau, Montreal, and Maurice Martel, advocate and Queen's Counsel, 1301 St-Viateur West, Outremont, for the following purposes:

To carry the business of security broker and, in general, have an investment enterprise, under the name of "Tassé & associés, ltée", with a total capital stock of $300,000, divided into 10,000 common shares of $10 each, 10,000 class "A" preferred shares of $10 each and 10,000 class "B" preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238 2401-67

Taxi Provost inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Marcel Provost, taxi driver, Jacqueline Robinson, housewife, wife separate as to property of said Marcel Provost, both of 576 St-Charles, and Gilles Charron, taxi driver, 90 De La Valtrie, all three of Boucherville, for the following purposes:

To operate a taxi station, under the name of "Taxi Provost inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 3,000 common shares of $10 each and 1,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 576 St-Charles, Boucherville, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238 2272-67

Taylor Craft Products Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Thomas Henry Taylor, 11830 Grenet, Saint-Laurent, Morton Forshpan, 5625 Emerald, Apt. 303, Côte Saint-Luc, both executives, Alan M. Stein, advocate, 5042 Ponsard, Montreal, and Sheila Engel, secretary, spinster, 5774 Hudson Avenue, Côte Saint-Luc, for the following purposes:

To manufacture, deal in, import, export and distribute pictures and paintings of all kinds whatsoever, under the name of "Taylor Craft Products Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 3,800 common shares of a par value of $10 each and 2,000 preferred shares of a par value of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238-o 2180-67

Le Toupet (Cheveux pour homme) incorporée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the

gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de mai 1967, constituant en corporation: Jean-Claude Bleau, industriel, Liliane Bleau, ménagère, épouse séparée de biens dudit Jean-Claude Bleau, tous deux de 10370, Place Taché, et Lise Beaudoin, fonctionnaire, épouse de Gilles Harris, 10597, rue Olympia, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Confectionner et faire le commerce de perruques, toupets et cheveux humains, sous le nom de « Le Toupet (Cheveux pour homme) incorporée », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238-o 1827-67

gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de mai 1967, constituant en corporation sans capital-actions: Fernand Bouchard, contremaître, case postale 4, Saint-Justin, Marius Leblanc, gérant de Caisse Populaire, case postale, 59, Dominique Lafrenière, gérant, case postale 41, Léo Vermette, vendeur, case postale 12, Thérèse Pelletier, ménagère, épouse de Léonard Martin, boulevard Est, Jeannine Béland, ménagère, épouse de Jean Croisetière, 54, St-Laurent, Colombe Fréchette, ménagère, épouse d'Edgard Desaulniers, 47, St-Laurent, et Jacques Lafrenière, vendeur, case postale 41, ces sept derniers de Maskinongé, pour les objets suivants:

La formation et le maintien d'un corps de majorettes, sous le nom de « Les Tourterelles de Maskinongé inc. ».

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $2,000.

Le siège social de la corporation est à Maskinongé, district judiciaire de Trois-Rivières.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238-o 224-67

Town & Country Hardware (Ormstown) Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de mai 1967, constituant en corporation: Richard J. F. Bowie, 952, Grou, Saint-Laurent, James A. O'Reilly, 5330, Belmore, tous deux avocats, et Marguerite Gravel, secrétaire, célibataire, 1418, Joliette, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer, dans toutes ou aucune de ses spécialités, le commerce de marchands de quincaillerie, sous le nom de « Town & Country Hardware (Ormstown) Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Ormstown, district judiciaire de Beauharnois.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238 2317-67

24th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating; Jean-Claude Bleau, industrialist, Liliane Bleau, housewife, wife separate as to property of said Jean-Claude Bleau, both of 10370 Place Taché, and Lise Beaudoin, civil servant, wife of Gilles Harris, 10597 Olympia Street, all three of Montreal, for the following purposes:

To make and deal in wigs, toupees and human hair, under the name of "Le Toupet (Cheveux pour homme) incorporée", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238 1827-67

Les Tourterelles de Maskinongé inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Fernand Bouchard, foreman, Post Office Box 4, Saint-Justin, Marius Leblanc, manager of a Credit Union, Post Office Box 59, Dominique Lafrenière, manager, Post Office Box 41, Léo Vermette, salesman, Post office Box 12, Thérèse Pelletier, housewife, wife of Léonard Martin, East Boulevard, Jeannine Béland, housewife, wife of Jean Croisetière, 54 St-Laurent, Colombe Fréchette, housewife, wife of Edgard Desaulniers, 47 St-Laurent, and Jacques Lafrenière, salesman, Post Office Box 41, all seven of Maskinongé, for the following purposes:

The formation and maintenance of a mojorette corps, under the name of "Les Tourterelles de Maskinongé inc.".

The amount to which is limited the annual revenue of the immoveable property which the corporation may acquire and possess, is $2,000.

The head office of the corporation is at Maskinongé, judicial district of Trois-Rivières.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238 224-67

Town & Country Hardware (Ormstown) Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Richard J. F. Bowie, 952 Grou, Saint-Laurent, James A. O'Reilly, 5330 Belmore, both advocates, and Marguerite Gravel, secretary, spinster, 1418 Joliette, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To carry on in all or any of their branches the businesses of hardware merchants, under the name of "Town & Country Hardware (Ormstown) Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Ormstown, judicial district of Beauharnois.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238-o 2317-67

Transport maritime St-Bernard ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de mars 1967, constituant en corporation: Horace Desgagnés, homme d'affaires, Rita Bouchard, ménagère, épouse commune en biens dudit Horace Desgagnés, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Vianney Desgagnés, homme d'affaires, tous trois de Saint-Bernard-de-l'Ile-aux-Coudres, pour les objets suivants:

Exploiter une compagnie de navigation, sous le nom de « Transport maritime St-Bernard ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Bernard-de-l'Ile-aux-Coudres, district judiciaire de Saguenay.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238-o 1123-67

Trasor inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de mai 1967, constituant en corporation: Roger Plante, vendeur, 402, Decelles, Saint-Joseph-de-Sorel, Réjean Champagne, professeur, 38, Denoue, et Germain Lavallée, technicien, 250, Prince, ces deux derniers de Sorel, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Trasor inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Tracy, district judiciaire de Richelieu.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238-o 2253-67

Lionel Turbide construction inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour d'avril 1967, constituant en corporation: Gérard Dionne, notaire, Irène Parent, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Gérard Dionne, et François Ross, comptable agréé, tous trois d'Amqui, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Lionel Turbide construction inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune, 150 actions privilégiées « A » de $100 chacune et en 150 actions privilégiées « B » de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Causapscal, district judiciaire de Rimouski.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238-o 1824-67

Uniform World and Sportswear Centre Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de mai 1967, constituant en corporation: Karop Rahill, vendeur, Barbara Redmond, caissière, épouse com-

Transport maritime St-Bernard ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of March, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Horace Desgagnés, businessman, Rita Bouchard, housewife, wife common as to property of said Horace Desgagnés, and duly authorized by him for the presents, and Vianney Desgagnés, businessman, all three of Saint-Bernard-de-l'Ile-aux-Coudres, for the following purposes:

To operate a shipping company, under the name of "Transport maritime St-Bernard ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $100 each and into 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Saint-Bernard-de-l'Ile-aux-Coudres, judicial district of Saguenay.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238 1123-67

Trasor inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of May, 1967, have been issued by the Government Administrator of the Province, incorporating: Roger Plante, salesman, 402 Decelles, Saint-Joseph-de-Sorel, Réjean Champagne, professor, 38 Denoue, and Germain Lavallée, technician, 250 Prince, the two latter of Sorel, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Trasor inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 1,000 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Tracy, judicial district of Richelieu.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238 2253-67

Lionel Turbide construction inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of April, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Gérard Dionne, notary, Irène Parent, housewife, wife contractually separate as to property of said Gérard Dionne, and François Ross, chartered accountant, all three of Amqui, for the following purposes:

To carry on business as constructors and general building contractors, under the name of "Lionel Turbide construction inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 200 common shares of $100 each, 150 preferred "A" shares of $100 each and into 150 preferred "B" shares of $100 each.

The head office of the company is at Causapscal, judicial district of Rimouski.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238 1824-67

Uniform World and Sportswear Centre Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Karop Rahill, salesman, Barbara Redmond, cashier, wife common as to property of

mune en biens dudit Karop Rahill, et Karam Rahill, vendeur tous trois de 75, rue Hollowell, Westmount, pour les objets suivants:

Faire le commerce de vêtements et articles vestimentaires de toutes sortes, sous le nom de « Uniform World and Sportswear Centre Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1108, boulevard Saint-Laurent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238 2328-67

V. L. Auto Body Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de mai 1967, constituant en corporation: Roger Lapierre, administrateur, Lise Vézina, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Roger Lapierre, tous deux de 8600, 25e avenue, Jean-Paul Labelle, débosseleur, et Huguette Gohier, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Jean-Paul Labelle, ces deux derniers de 7266, 13e avenue, tous quatre de Saint-Michel, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, leurs parties et accessoires, sous le nom de « V. L. Auto Body Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238-o 1674-67

Valcartier Community Centre Inc.
Centre communautaire Valcartier inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de mai 1967, constituant en corporation sans capital-actions: Leslie Lavallée, Walter Hicks, Lloyd McBain, Willis Montgomery, tous quatre fermiers, Russell Paquet, marchand de bois, Ernest Woodrow, surveillant en matière d'électricité, Hubert Corrigan, contremaître et Bruce Hicks, surveillant des salaires, tous les huit de Saint-Gabriel-de-Valcartier, pour les objets suivants:

Exploiter et diriger un centre communautaire, sous le nom de « Valcartier Community Centre Inc. — Centre communautaire Valcartier inc. ».

Le montant quel est limité le revenu de la propriété immobilière que la corporation peut détenir ou posséder est de $100,000.

Le siège social de la corporation est au bureau du secrétaire-trésorier, Saint-Gabriel-de-Valcartier, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238 2282-67

Vendome Jewellers Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de mai 1967, constituant en corporation: Marvin Riback,

the said Karop Rahill, and Karam Rahill, salesman, all three of 75 Hollowell Street, Westmount, for the following purposes:

To deal in clothing and wearing apparel of all kinds, under the name of "Uniform World and Sportswear Centre Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 1108 St. Lawrence Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238-o 2328-67

V. L. Auto Body Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the the 26th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Roger Lapierre, administrator, Lise Vézina, housewife, wife contractually separate as to property of the said Roger Lapierre, both of 8600, 25th Ave., Jean-Paul Labelle, auto-body repairmen, and Huguette Gohier, housewife, wife contractually separate as to property of the said Jean-Paul Labelle, the latter two of 7266, 13th Ave., all four of Saint-Michel, for the following purposes:

To carry on business as garageman, and to deal in automobiles, their parts and accessories, under the name of "V. L. Auto Body Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal North, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238 1674-67

Valcartier Community Centre Inc.
Centre communautaire Valcartier inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Leslie Lavallée, Walter Hicks, Lloyd McBain, Willis Montgomery, all four farmers, Russell Paquet, wood merchant, Ernest Woodrow, electrical supervisor, Hubert Corrigan, foreman, and Bruce Hicks, payroll supervisor, all eight of Saint-Gabriel-de-Valcartier, for the following purposes:

To operate and conduct a community centre, under the name of "Valcartier Community Centre Inc. — Centre communautaire Valcartier inc.".

The amount to which the annual revenue from the immovable property which the corporation may hold or possess is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation is at the office of the secretary-treasurer, Saint-Gabriel-de-Valcartier, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238-o 2282-67

Vendome Jewellers Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Marvin Riback, 5621 Palmer, Côte Saint-

5621, Palmer, Côte Saint-Luc, Barry Biberman, 2296, chemin Fulton, Mont Royal, tous deux avocats, Aimé Duranleau, huissier, 183, ouest, rue Ste-Catherine, et Muriel Fishman, secrétaire, fille majeure, 5185, avenue Victoria, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de bijoutiers, sous le nom de « Vendome Jewellers Ltd. », avec un capital total de $100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 9,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 630 ouest, boulevard Dorchester, suite 2120, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238 2194-67

Verdun Invictus Football Club Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de mai 1967, constituant en corporation sans capital-actions: Hyman Rothstein, vendeur, 4720, Carlton, Robert Cooper, ingénieur technicien, 392, Ash, tous deux de Montréal, William Higgins, 717, Lacharité, James K. Pierson, 7735, Broadway, tous deux ingénieurs techniciens, de LaSalle, et Grant Robinson, administrateur, 3685, Berne, Brossard, pour les objets suivants:

Encourager les jeux de la crosse, baseball, football et autres sports athlétiques et passe-temps, sous le nom de « Verdun Invictus Football Club Inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut posséder ou détenir est de $100,000.

Le siège social de la corporation est à Verdun, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238 2185-67

Les Vergers de l'Est inc.
Eastern Orchards Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de mai 1967, constituant en corporation: Guy Gilbert, 26, Ellersdale, Hampstead, Philippe Robert de Massy, 838, Wiseman, Outremont, Marcel Dufour, 4588, Melrose, Montréal, tous trois avocats, Noella Poirier, épouse séparée de biens de Peter Dwyer, 52, Marguerite-Bourgeoys, Boucherville, et Lise Matte, fille majeure, 6813, St-Denis, Montréal, ces deux dernières secrétaires, pour les objets suivants:

Exploiter des fermes et des vergers, sous le nom de « Les Vergers de l'Est inc. — Eastern Orchards Inc.", avec un capital total de $200,000, divisé en 15,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 500 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Frélighsburg, district judiciaire de Bedford.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238-o 2270-67

Victoria - Delmar Properties Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres

Luc, Barry Biberman, 2296 Fulton Road, Mount Royal, both advocates, Aimé Duranleau, bailiff, 183 St. Catherine Street West, and Muriel Fishman, secretary, fille majeure, 5185 Victoria Avenue, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as jewellers, under the name of "Vendome Jewellers Ltd.", with a total capital stock of $100,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 9,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 630 Dorchester Boulevard West, Suite 2120, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238-o 2194-67

Verdun Invictus Football Club Inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Hyman Rothstein, salesman, 4720 Carlton, Robert Cooper, engineering technician, 392 Ash, both of Montreal, William Higgins, 717 Lacharité, James K. Pierson, 7735 Broadway, both engineering technicians, of LaSalle, and Grant Robinson, executive, 3685 Berne, Brossard, for the following purposes:

To promote the games of "la crosse", baseball, football and other athletic sports and pastimes, under the name of "Verdun Invictus Football Club Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which may be owned or held by the corporation is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation is at Verdun, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238-o 2185-67

Les Vergers de l'Est inc.
Eastern Orchards Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Guy Gilbert, 26 Ellersdale, Hampstead, Philippe Robert de Massy, 838 Wiseman, Outremont, Marcel Dufour, 4588 Melrose, Montreal, all three advocates, Noella Poirier, wife separate as to property of Peter Dwyer, 52 Marguerite-Bourgeoys, Boucherville, and Lise Matte, fille majeure, 6813 St-Denis, Montreal, the latter two secretaries, for the following purposes:

To operate farms and orchards, under the name of "Les Vergers de l'Est inc. — Eastern Orchards Inc.", with a total capital stock of $200,000, divided into 15,000 common shares of $10 each and 500 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Frélighsburg, judicial district of Bedford.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238 2270-67

Victoria - Delmar Properties Corp.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of May, 1967, have been issued by the

patentes, en date du 24e jour de mai 1967, constituant en corporation: Saul Hoffman, 745, rue Bertrand, Saint-Laurent, Masao Kobayakawa, 357, Tournelle, Laval, tous deux comptables, et Harold Lande, avocat et conseil en Loi de la reine, 698, Grosvenor, Westmount, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeuble, sous le nom de « Victoria — Delmar Properties Corp. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune, 2,000 actions privilégiées catégorie « A » d'une valeur au pair de $10 chacune et 1,000 actions privilégiées catégorie « B » d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238 2344-67

Vidricaire & Cie ltée
Vidricaire & Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de mai 1967, constituant en corporation: Yvan Macerola, 2805, Marquette, James Galileo, 1607, Massenet, tous deux avocats, de Laval, et Albert Malouf, avocat et conseil en Loi de la reine, 107, Normandy Drive, Mont Royal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de tuyaux d'eau, conduits, soupapes, montages, aqueducs et tous appareils et produits s'y rattachant pour l'approvisionnement et la distribution de l'eau, sous le nom de « Vidricaire & Cie ltée — Vidricaire & Co. Ltd. », avec un capital total de $50,000, divisé en 250 actions ordinaires de $100 chacune et 250 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1415, boulevard Labelle, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238 2346-67

West End Woodwork Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de mars 1967, constituant en corporation: Roy Calvin Amaron, 7, avenue Denton, Arthur Carey Strafford Stead, 275, avenue Dorval, tous deux avocats, et Jean Welch, secrétaire, épouse divorcée de William Ronald Welch, 812, avenue Dawson, tous trois de Dorval, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de toutes sortes d'articles de maison, sous le nom de « West End Woodwork Ltd. », avec un capital divisé en 10,000 actions ordinaires sans valeur au pair et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238 1382-67

World Wide Map Inc.
Cartographie Mondiale inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres

Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Saul Hoffman, 745 Bertrand Street, Saint-Laurent, Masao Kobayakawa, 357 Tournelle, Laval, both accountants, and Harold Lande, advocate and Queen's Counsel, 698 Grosvenor, Westmount, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate company, under the name of "Victoria — Delmar Properties Corp.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of a par value of $1 each, 2,000 preferred class "A" shares of a par value of $10 each and 1,000 preferred class "B" shares of a par value of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238-o 2344-67

Vidricaire & Cie ltée
Vidricaire & Co. Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Yvan Macerola, 2805 Marquette, James Galileo, 1607 Massenet, both advocates, of Laval, and Albert Malouf, advocate and Queen's Counsel, 107 Normandy Drive, Mount Royal, for the following purposes:

To deal in water pipes, conduits, valves, fittings, aqueducts and all apparatus and products relating thereto for the supply and distribution of water, under the name of "Vidricaire & Cie ltée — Vidricaire & Co. Ltd.", with a total capital stock of $50,000, divided into 250 common shares of $100 each and 250 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 1415 Labelle Boulevard, Laval, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238-o 2346-67

West End Woodwork Ltd.

Nltice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of March, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Roy Calvin Amaron, 7 Denton Avenue, Arthur Carey Strafford Stead, 275 Dorval Avenue, both advocates, and Jean Welch, secretary, divorced wife of William Ronald Welch, 812 Dawson Avenue, all three of Dorval, for the following purposes:

To deal in all kinds of household articles, under the name of "West End Woodwork Ltd.", with a capital stock divided into 10,000 common shares without par value and 3,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company is at Saint-Laurent, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238-o 1382-67

World Wide Map Inc.
Cartographie Mondiale inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of May, 1967, have been issued by the

patentes, en date du 23e jour de mai 1967, constituant en corporation: Louis Lamothe, 2532, Beaubien, Mariel Desmarteau, 4522, Duquesne, Pauline Marandola, 3453, Orléans, Constance Desmarais, 1735, est, Henri-Bourassa, et Françoise Blanchette, 3895, Beaubien, toutes les cinq secrétaires, célibataires, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes d'imprimés, papeterie, formulaires polycopiés, régistres de comptes, formes d'affaires, dossiers et livres de comptes, de toute et aucune description, sous le nom de « World Wide Map Inc. — Cartographie Mondiale inc. », avec un capital total de $200,000, divisé en 200,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238 2326-67

Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Louise Lamothe, 2532 Beaubien, Mariel Desmarteau, 4522 Duquesne, Pauline Marandola, 3453 Orléans, Constance Desmarais, 1735 Henri-Bourassa East, and Françoise Blanchette, 3895 Beaubien, all five secretaries, spinsters, of Montreal, for the following purposes:

To deal in all kinds of printed matter, stationery, manifolding forms, account registers, business forms, records and books of account of any and every description, under the name of "World Wide Map Inc. — Cartographie Mondiale inc.", with a total capital stock of $200,000, divided into 200,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238-o 2326-67

Lettres patentes supplémentaires

Supplementary Letters Patent

Alida inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 12e jour de mai 1967, à la compagnie « Les Produits Pétrolifères de la Côte Nord inc. — North Shore Petroleum Products Inc. », constituée par lettres patentes en date du 3e jour de mars 1955, changeant son nom en celui de « Alida inc. ».

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238-o 10494-55 — 1372/32

Alida inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 12th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Les Produits Pétrolifères de la Côte Nord inc. — North Shore Petroleum Products Inc.", incorporated by letters patent dated the 3rd day of March, 1955, changing its name to that of "Alida inc.".

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238 10494-55 — 1372/32

Alida inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 12e jour de mai 1967, à la compagnie « Alida inc. », étendant ses pouvoirs.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238-o 10494-55 — 1373/60

Alida inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 12th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Alida inc.", extending its powers.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238 10494-55 — 1373/60

Auberge de Sutton limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires, en date du 16e jour de septembre 1966, à la compagnie « Auberge de Sutton limitée », 1° modifiant et augmentant son capital-actions de manière que celui-ci soit désormais composé de 20,000 actions ordinaires sans valeur nominale; 2° abrogeant les dispositions de ses lettres patentes ayant trait aux actions privilégiées; 3° déterminant les conditions relatives au transfert des actions; 4° amendant les pouvoirs des administrateurs; 5° fixant leur nombre à sept.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238-o 15872-61 — 1371/108

Auberge de Sutton limitée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 16th day of September, 1966, have been issued by the Government Administrator of the Province to "Auberge de Sutton limitée", 1. modifying and increasing its capital stock in such a way that, henceforth, it be composed of 20,000 common shares of no nominal value; 2. repealing the provisions of its letters patent respecting preferred shares; 3. determining the conditions relative to the transfer of shares; 4. amending the powers of the administrators; 5. fixing their number at seven.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238 15872-61 — 1371/108

Bankers Pen Company

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres

Bankers Pen Company

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 25th day of May, 1967, have

patentes supplémentaires en date du 25e jour de mai 1967, à la compagnie « BEM Company », constituée par lettres patentes en date du 11e jour de mai 1953, changeant son nom en celui de « Bankers Pen Company ».

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238 9714-53 — 1372/122

Candiac Nurseries Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 12e jour de mai 1967, à la compagnie « Candiac Nurseries Ltd. », réduisant son capital de $310,000 à $160,000, le capital-actions annulé étant divisé en 1,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238 10107-55 — 1372/37

Le Club de Golf du Lac Beauport Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province des lettres patentes supplémentaires, en date du 12e jour de janvier 1967, confirmant le règlement numéro 8 de la corporation « Le Club de Golf du Lac Beauport Inc. », déjà constituée en vertu des dispositions de la troisième partie de ladite loi, par lettres patentes du 28e jour de novembre 1960, lequel règlement pourvoit à la création d'un capital-actions divisé en 1,000 actions sans valeur nominale et en 3,000 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Dunstan-du-Lac-Beauport, dans le district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238-o 14849-60 — 1372/6

Coalhurst Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 17e jour de mai 1967, à la compagnie « Becker (1960) Corporation », constituée par lettres patentes en date du 14e jour de décembre 1960, changeant son nom en celui de « Coalhurst Construction Inc. ».

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238 15608-60 — 1372/128

Corporation d'Hypothèques Foncières, inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 23e jour de mai 1967, à la compagnie « Corporation d'Hypothèques Foncières, inc. », 1° subdivisant ses 2,500 actions privilégiées série « A » d'une valeur au pair de $100 chacune en 25,000 actions privilégiées série « A » d'une valeur au pair de $10 chacune et modifiant les privilèges attachés à ses actions; 2° subdivisant ses 2,500 actions ordinaires sans valeur au pair en 25,000 actions ordinaires sans valeur au pair.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238-o 11247-61 — 1372/68

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "BEM Company", incorporated by letters patent dated the 11th day of May, 1953, changing its name to that of "Bankers Pen Company".

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238-o 9714-53 — 1372/122

Candiac Nurseries Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 12th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Candiac Nurseries Ltd.", reducing its capital from $310,000 to $160,000, the capital stock annulled being divided into 1,500 preferred shares of the par value of $100 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238-o 10107-55 — 1372/37

Le Club de Golf du Lac Beauport Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Companies Act, the Lieutenant-Governor of the Province has granted supplementary letters patent dated the 12th day of January, 1967, confirming by-law number 8 of "Le Club de Gold du Lac Beauport Inc.", already incorporated under the provisions of the third part of the said Act, by letters patent dated the 28th day of November, 1960, which by-law provides for the creation of capital shares divided into 1,000 shares without nominal value and into 3,000 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Saint-Dunstan-du-Lac-Beauport, in the judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238 14849-60 — 1372/6

Coalhurst Construction Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 17th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Becker (1960) Corporation", incorporated by letters patent dated the 14th day of December, 1960, changing its name to that of "Coalhurst Construction Inc.".

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238-o 15608-60 — 1372/128

Corporation d'Hypothèques Foncières, inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 23rd day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Corporation d'Hypothèques Foncières, inc.", 1. subdividing its 2,500 preferred serie "A" shares of a par value of $100 each into 25,000 preferred serie "A" shares of a par value of $10 each and by amending the privileges attached to these shares; 2. subdividing its 2,500 common shares without par value into 25,000 common shares without par value.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238 11247-61 — 1372/68

Dissman Radio Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 19e jour de mai 1967, à la compagnie « Lintone Electronics Corp. », constituée par lettres patentes en date du 23e jour de novembre 1962, changeant son nom en celui de « Dissman Radio Ltd. ».

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238 14734-62 — 1373/4

Dissman Radio Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 19th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Lintone Electronics Corp.", incorporated by letters patent dated the 23rd day of November, 1962, changing its name to that of "Dissman Radio Ltd.".

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238-o 14734-62 — 1373/4

Duvernay Asphalte et Transport inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 8e jour de mai 1967, à la compagnie « Duvernay Transport inc. », constituée par lettres patentes en date du 6e jour d'octobre 1964, 1° changeant son nom en celui de « Duvernay Asphalte et Transport inc. »; 2° étendant ses pouvoirs.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238-o 4293-64 — 1372/41

Duvernay Asphalte et Transport inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 8th day of May, 1967, have been issued by the Government Administrator of the Province to "Duvernay Transport inc.", incorporated by letters patent dated the 6th day of October, 1964, 1. changing its name to that of "Duvernay Asphalte et Transport inc."; 2. extending its powers.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238 4293-64 — 1372/41

Albert Dyotte inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 9e jour de mai 1967, à la compagnie « Albert Dyotte & Fils inc. », constituée par lettres patentes en date du 9e jour de mars 1966, 1° changeant son nom en celui de « Albert Dyotte inc. »; 2° modifiant les dispositions de ses lettres patentes.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238-o 884-66 — 1372/42

Albert Dyotte inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 9th day of May, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province to "Albert Dyotte & Fils inc.", incorporated by letters patent dated the 9th day of March, 1966, 1. changing its name to that of "Albert Dyotte inc."; 2. amending the provisions of its letters patent.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238 884-66 — 1372/42

Les Entreprises J. Lemieux inc.
J. Lemieux Enterprises Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 24e jour de mai 1967, à la compagnie « Construction L. G. inc. — L. G. Construction Inc. », constituée par lettres patentes en date du 28e jour de juin 1963, 1° changeant son nom en celui de « Les Entreprises J. Lemieux inc. — J. Lemieux Enterprises Inc. »; 2° étendant ses pouvoirs.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238-o 2823-63 — 1373/8

Les Entreprises J. Lemieux inc.
J. Lemieux Enterprises Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 24th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Construction L. G. inc. — L. G. Construction Inc.", incorporated by letters patent dated the 28th day of June, 1963, 1. changing its name to that of "Les Entreprises J. Lemieux inc. — J. Lemieux Enterprises Inc."; 2. extending its powers.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238 2823-63 — 1373/8

Ferronnerie Roland ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 16e jour de mai 1967, à la compagnie « Ferronnerie Roland ltée », augmentant son capital de $40,000 à $75,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 3,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238-o 686-67 — 1372/102

Ferronnerie Roland ltée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 16th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Ferronnerie Roland ltée", increasing its capital stock from $40,000 to $75,000, the additional share capital being divided into 3,500 preferred shares of a par value of $10 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238 686-67 — 1372/102

JEMS Investment (1967) Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 24e jour de mai 1967, à la compagnie « Amiens Realty Corp. », constituée par lettres patentes en date du 18e jour d'août 1959, changeant son nom en celui de « JEMS Investment (1967) Corp. ».

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238 14779-59 — 1373/13

J. P. Auto ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 16e jour de mai 1967, à la compagnie « J. P. Auto ltée », augmentant son capital de $40,000 à $80,000 par la création de 400 actions privilégiées de $100 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238-o 3463-65 — 1372/34

Lacroix Lumber limitée - Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 5e jour de mai 1967, à la compagnie « Lacroix Lumber limitée – Limited », augmentant son capital de $750,000 à $2,250,000 par la création de 15,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238-o 10973-51 — 1372/108

Lallouz ltée
Lallouz Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 15e jour de mai 1967, à la compagnie « Charlmax ltée — Charlmax Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 11e jour de janvier 1966, 1° changeant son nom en celui de « Lallouz ltée — Lallouz Ltd. »; 2° augmentant le nombre de ses administrateurs de 4 à 6.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238 213-66 — 1372/45

Placements David Lord ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 12e jour de mai 1967, à la compagnie « Placements David Lord ltée », modifiant les dispositions de ses lettres patentes.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238-o 12878-62 — 1372/52

Rawmatex Distributors Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 11e jour de mai 1967, à la compagnie « Tiny Town Togs

JEMS Investment (1967) Corp.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 24th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Amiens Realty Corp.", incorporated by letters patent dated the 18th day of August, 1959, changing its name to that of "JEMS Investment (1967) Corp.".

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238-o 14779-59 — 1373/13

J. P. Auto ltée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 16th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "J. P. Auto ltée", increasing its capital from $40,000 to $80,000 by the creation of 400 preferred shares of $100 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238 3463-65 — 1372/34

Lacroix Lumber limitée - Limited

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 5th day of May, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province to "Lacroix Lumber limitée – Limited", increasing its capital stock from $750,000 to $2,250,000 by the creation of 15,000 preferred shares of a par value of $100 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238 10973-51 — 1372/108

Lallouz ltée
Lallouz Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 15th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Charlmax ltée — Charlmax Ltd.", incorporated by letters patent dated the 11th day of January, 1966, 1. changing its name to that of "Lallouz ltée — Lallouz Ltd."; 2. increasing the number of its directors from 4 to 6.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238-o 213-66 — 1372/45

Placements David Lord ltée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 12th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Placements David Lord ltée", amending the provisions of its letters patent.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238 12878-62 — 1272/52

Rawmatex Distributors Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 11th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Tiny Town Togs Inc.", incorpo-

Inc. », constituée par lettres patentes en date du 7e jour de mars 1956, 1° changeant son nom en celui de « Rawmatex Distributors Ltd. »; 2° transportant son siège social de Montréal, à 355, chemin du Canal, Lachine; 3° amendant ses pouvoirs; 4° augmentant son capital de $125,000 à $125,450 par la création de 450 actions privilégiées catégorie « A » d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238 10722-56 — 1372/54

Remembrance Investment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 24e jour de mai 1967, à la compagnie « JEMS Investment Corp. », constituée par lettres patentes en date du 23e jour de décembre 1965, changeant son nom en celui de « Remembrance Investment Corp. ».

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238 5675-65 — 1373/25

Segal's Distributors Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 17e jour de mai 1967, à la compagnie « Segal's Distributors Ltd. », augmentant son capital de $10,000 à $50,000 par la création de 10,000 actions privilégiées catégorie « A » d'une valeur au pair de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées catégorie « B » d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238 15958-59 — 1372/86

Service d'Autos et Pneus Cap-de-la-Madeleine inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 23e jour de mai 1967, à la compagnie « Service de Pneus Cap-de-la-Madeleine inc. », constituée par lettres patentes en date du 1er jour de septembre 1966, changeant son nom en celui de « Service d'Autos et Pneus Cap-de-la-Madeleine inc. ».

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238-o 3557-66 — 1373/26

Sport Experts Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 23e jour de mai 1967, à la compagnie « Les Magasins Champion limitée », constituée par lettres patentes en date du 3e jour de février 1966, changeant son nom en celui de « Sports Experts inc. ».

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238-o 508-66 — 1373/27

Unic Transport ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur

rated by letters patent dated the 7th day of March, 1956, 1. changing its name to that of "Rawmatex Distributors Ltd."; 2. changing its head office from Montreal, to 355 Canal Road, Lachine; 3. amending its powers; 4. increasing its capital from $125,000 to $125,450 by the creation of 450 class "A" preferred shares of the par value of $1 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238-o 10722-56 — 1372/54

Remembrance Investment Corp.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 24th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "JEMS Investment Corp.", incorporated by letters patent dated the 23rd day of December, 1965, changing its name to that of "Remembrance Investment Corp.".

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238-o 5675-65 — 1373/25

Segal's Distributors Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 17th day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Segal's Distributors Ltd.", increasing its capital from $10,000 to $50,000 by the creation of 10,000 class "A" preferred shares of the par value of $1 each and 30,000 class "B" preferred shares of the par value of $1 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238-o 15958-59 — 1372/86

Service d'Autos et Pneus Cap-de-la-Madeleine inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 23rd day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Service de Pneus Cap-de-la-Madeleine inc.", incorporated by letters patent dated the 1st day of September, 1966, changing its name to that of "Service d'Autos et Pneus Cap-de-la-Madeleine inc.".

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238 3557-66 — 1373/26

Sport Experts Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 23rd day of May, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Les Magasins Champion limitée", incorporated by letters patent dated the 3rd day of February, 1966, changing its name to that of "Sports Experts inc.".

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238 508-66 — 1373/27

Unic Transport ltée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent,

du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 13e jour d'avril 1967, à la compagnie « T. M. Lanctot (1963) ltée », constituée par lettres patentes en date du 5e jour d'avril 1963, changeant son nom en celui de « Unic Transport ltée ».

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238-o 1556-63 — 1372-62

bearing date the 13th day of April, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province to "T. M. Lanctot (1963) ltée", incorporated by letters patent dated the 5th day of April, 1963, changing its name to that of "Unic Transport ltée".

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238 1556-63 — 1372-62

Demandes à la Législature

Cité des Trois-Rivières

Avis public est par les présentes donné que la corporation de la cité des Trois-Rivières s'adressera à la législature de Québec, lors de la présente session, pour l'adoption d'une loi amendant sa charte, la loi 5, George V, chapitre 90, aux fins suivantes:

1° accorder à la Corporation de la cité de Trois-Rivières le pouvoir d'adopter des règlements pour l'attribution d'allocations de restauration aux propriétaires des immeubles de l'aire de réaménagement numéro 5 tel que décrit à l'article I de la Loi 13-14 Elizabeth II, chapitre 94;

2° amender sa charte pour accorder le pouvoir de constituer un comité exécutif;

3° amender sa charte, quant aux fonds de pension des échevins et du maire;

4° ratification des résolutions accordant des pensions à certains employés;

5° ratification de titres d'achat ou de vente consentis par la corporation de la cité de Trois-Rivières;

6° accorder à la corporation de la cité de Trois-Rivières le pouvoir de décréter la construction d'édifices pour fins de stationnement de véhicules automobiles, d'emprunter pour cette fin de prélever une taxe spéciale pour garantir le remboursement de l'emprunt;

7° amender sa charte concernant le droit pour la cité de payer une pension de retraite à ses officiers ou employés permanents;

8° accorder à la corporation de la cité de Trois-Rivières le pouvoir d'annexer, pour l'établissement d'une zone institutionnelle, le territoire suivant compris dans les limites de la cité de Trois-Rivières Ouest:

« un terrain apparaissant au cadastre officiel de la paroisse des Trois-Rivières, division d'enregistrement de Trois-Rivières, de figure irrégulière, borné au nord-est par les lots 167-1, 12, 13 et partie du lot 167 non subdivisé, au nord-ouest par la route du Rochon et partie du lot 248, au sud-est par le côté sud-est du chemin Ste-Marguerite, étant aussi partie des lots 7, 8, 9 et 12 et le lot 10, et le lot 162-8 (rue Courcellette), au sud-ouest par partie des lots 161, 162, 162-4 (rue) et les lots 162-3 et 162-8 (rue) et le chemin Ste-Marguerite; contenant en superficie quatre cent vingt-six arpents, et huit cent cinquante et un millième d'arpent; le tout tel que montré par un liséré rouge sur le plan No 62-46, des dossiers du bureau de l'ingénieur de la cité de Trois-Rivières. »

accorder à la corporation de la cité de Trois-Rivières, le pouvoir de réserver toute ou partie de ce territoire, par règlement, pour l'établissement de cette zone institutionnelle;

accorder à la corporation de la cité de Trois-Rivières, le droit d'acquérir, par voie d'expropriation ou autrement, de posséder et vendre,

Applications to Legislature

City of Trois-Rivières

Public notice is hereby given that the corporation of the city of Trois-Rivières will apply to the Quebec Legislature, during its present session, for the adoption of an act amending its charter, Act 5 George V, chapter 90, for the following purposes:

1. to grant to the Corporation of the city of Trois-Rivières the power to adopt relugations for the attribution of restoration grants to proprietors of immovables in redevelopment area number 5, as described in section I of Act 13-14 Elizabeth II, chapter 94;

2. to amend its charter in order to grant the power of constituting an executive committee;

3. to amend its charter with respect to the aldermen's and mayor's pension funds;

4. the ratification of resolutions granting pensions to certain employees;

5. the ratification of deeds of purchase or of sale consented to by the corporation of the city of Trois-Rivières;

6. to grant to the corporation of the city of Trois-Rivières the power to order the construction of buildings for automobile parking, to borrow for this purpose and to levy a special tax to guarantee the reimbursement of the loan;

7. to amend its charter concerning the city's right to pay a retirement pension to its permanent officials or employees;

8. to grant to the corporation of the city of Trois-Rivières the right to annex, for the establishment of an institutional zone, the following territory enclosed within the boundaries of the city of Trois-Rivières East:

"A terrain in the official cadaster of the parish of Trois-Rivières, registration division of Trois-Rivières, irregular in shape, bounded on the northeast by lots 167-1, 12, 13 and part of lot 167 unsubdivided, on the northwest by Rochon road, and part of lot 248, on the southeast by the southeast side of Ste-Marguerite Road, also being part of lots 7, 8, 9 and 12 and lot 10, and lot 162-8 (Courcellette St.), on the southwest by part of lots 161, 162, 162-4 (street) and lots 162-3 and 162-8 (street) and Ste-Marguerite Road, having an area of four hundred and twenty-six arpents, and and eight hundred and fifty-one thousandths of an arpent, the whole as shown by a red outline on plan No. 62-46, in the files of the city engineer's office of Trois-Rivières."

to grant to the corporation of the city of Trois-Rivières the right to reserve all or a part of this territory, by regulation, for the establishment of this institutional zone;

to grant to the corporation of the city of Trois-Rivières, the right to acquire, by expropriation or otherwise, to possess and sell, for the

pour l'établissement de cette zone institutionnelle, les immeubles compris dans le territoire ci-haut mentionné;

et pour toutes autres fins.

Trois-Rivières, le 2 juin 1967.

Le Procureur de la requérante,
20037-23-4-o ANDRÉ BUREAU.

establishmen of said institutional zone, the immovables situated in the abovementioned territory;

and for all other purposes.

Trois-Rivières, June 2, 1967.

ANDRÉ BUREAU,
20037-23-4 *Attorney for the petitioner.*

Ville de Candiac

Avis public est par les présentes donné que la « Ville de Candiac », s'adressera à la Législature de la Province de Québec à sa présente session aux fins d'être autorisée à établir dans la municipalité un service d'antenne communautaire aussi bien qu'à prohiber les antennes individuelles.

Candiac, le 6 juin 1967.

Le Procureur de la requérante,
20113-24-4-o GASTON POULIOT, C.R.

Town of Candiac

Public notice is hereby given that the "Town of Candiac", will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its present session for the passing of an act to be empowered to operate a community antenna system in the municipality and to prohibit individual antennas.

Candiac, June 6, 1967.

GASTON POULIOT, Q.C.,
20113-24-4-o *Attorney for the petitioner.*

Société Coopérative Fédérée des Agriculteurs de la Province de Québec

Avis est donné que la « Société Coopérative Fédérée des Agriculteurs de la Province de Québec », corporation légalement constituée ayant sa principale place d'affaires à Montréal, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa présente session, et demandera l'adoption d'un bill privé revisant et refondant sa charte pour les fins suivantes:

1° Augmenter son capital actions,
2° Modifier les conditions du sociétariat,
3° Abroger certaines dispositions désuètes,
4° Et pour toutes autres fins.

Montréal, ce sixième jour de juin, 1967.

Le Procureur de la requérante,
20114-24-4-o CLAUDE GRIGNON, *avocat.*

Société Coopérative Fédérée des Agriculteurs de la Province de Québec

Notice is hereby given that the "Société Coopérative Fédérée des Agriculteurs de la Province de Québec", corporation legally constituted with its main office in Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Québec, at its present session, for the adoption of a private bill revising and consolidating its charter for the following purposes:

1. To increase its capital stock,
2. To modify the conditions of the membership;
3. To abrogate the obsolete dispositions,
4. And for other purposes.

Montreal, this sixth day of June, 1967.

CLAUDE GRIGNON, *advocate,*
20114-24-4-o *Attorney for the petitionner.*

Arrêtés en Conseil

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1639

Québec, le 14 juin 1967.
Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT les réserves à castor.

ATTENDU QU'en vertu de l'article 65 du chapitre 202, Statuts refondus 1964, le lieutenant-gouverneur en conseil peut déterminer le nombre d'animaux à fourrure qui peuvent être trappés dans les différentes régions de la province;

ATTENDU QU'il y a lieu chaque année de fixer un nombre maximum de castors qui peuvent être chassés ou trappés dans les réserves à castors de la province;

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la proposition du Ministre du tourisme, de la chasse et de la pêche:

QU'il soit défendu de chasser, tuer ou prendre les castors dans les réserves à castors de la province, à l'exception cependant des réserves suivantes ou, comme conséquence de l'accroissement naturel, il soit permis de capturer au cours de la saison du 1er novembre 1966 au 15 mai 1967 inclusivement les nombres maximums de:

Orders in Council

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1639

Québec, June 14, 1967.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING Beaver Reserves.

WHEREAS in pursuance to section 65 of chapter 202, Revised Statutes, 1964, the Lieutenant-Governor in Council may determine the number of fur-bearing animals which may be trapped in the different regions of the Province;

WHEREAS it is expedient each year to fix a maximum number of Beavers which may be hunted or trapped on the Beaver Reserves of the Province;

CONSEQUENTLY, IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Minister of Tourism Fish and Game:

Hunting, killing or taking of Beavers on the Beaver Reserves of the Province is prohibited, with the exception, however, of the following reserves, where, as a result of a natural increase in their number, permission is granted to capture during the season, from November 1, 1966, to May 15, 1967, inclusively, a maximum number of:

6,500 dans la réserve de l'Abitibi;
3,000 dans la réserve de Bersimis;
2,500 dans la réserve de Fort Georges;
2,500 dans la réserve de Grand Lac Victoria;
8,000 dans la réserve de Mistassini;
1,500 dans la réserve de Nottaway;
3,000 dans la réserve de Roberval;
1,000 dans la réserve de Rupert;
5,000 dans la réserve de Saguenay;
2,000 dans la réserve du Vieux Comptoir;
total 35,000;

QU'il soit également permis de capturer 50 castors dans ces réserves au profit de Watt's Memorial Hall;

QUE publication soit faite dans la *Gazette officielle de Québec*.

Copie conforme.

Le Greffier du Conseil Exécutif,
20239-o JACQUES PRÉMONT.

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1638

Québec, le 14 juin 1967
Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la chasse au castor.

ATTENDU QU'en vertu du paragraphe *b* de l'article 6 de la loi de la chasse, Statuts refondus 1964, chapitre 202, le lieutenant-gouverneur en conseil peut fixer les périodes et les conditions de la chasse au castor;

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la proposition du Ministre du Tourisme, de la chasse et de la pêche:

QUE les règlements suivants relatifs au castor s'appliquent:

1° Il est défendu de chasser le castor au moyen d'une arme à feu;

2° Il est permis de chasser le castor du 1er novembre au 15 mai inclusivement, sauf dans les parcs, les réserves de chasse et de pêche ou les sanctuaires dans lesquels la chasse est prohibée;

3° Le commerçant de fourrures, détenteur d'un permis, doit identifier les peaux de castors qu'il achète par le numéro du permis du trappeur, numéro qu'il doit inscrire sur son rapport mensuel;

4° Excepté pour les trappeurs des réserves à castors de Fort Georges, Vieux Comptoir, Rupert, Nottaway et Mistassini, nul ne peut détenir des peaux de castors trappés dans la province après le 31 mai suivant la saison précédente sans que le droit régalien n'ait été payé;

5° Dans les territoires enregistrés pour fin de chasse aux animaux à fourrure et dans les réserves de castors, il est permis de chasser aux conditions suivantes:

a) Excepté dans la réserve du Nouveau-Québec, l'on doit être détenteur d'un permis spécial;

b) Le trappeur doit faire un inventaire annuel de son territoire et faire rapport au ministre du tourisme, de la chasse et de la pêche avant le 31 juillet de chaque année dans le cas des territoires enregistrés et avant le 15 août dans le cas des réserves à castor;

c) Le ministre du tourisme, de la chasse et de la pêche peut déterminer pour chaque trappeur le nombre de castors qui peuvent être trappés annuellement ainsi que les endroits où ceux-ci peuvent être trappés;

6,500 on the Abitibi Reserve;
3,000 on the Bersimis Reserve;
2,500 on Fort Georges Reserve;
2,500 on the Grand Lac Victoria Reserve;
8,000 on the Mistassini Reserve;
1,500 on the Nottaway Reserve;
3,000 on the Roberval Reserve;
1,000 on the Rupert Reserve;
5,000 on the Saguenay Reserve;
2,000 on the Vieux Comptoir Reserve;
total 35,000;

THAT permission also be given to capture 50 Beavers on these Reserves for the benefit of Watt's Memorial Hall;

THAT publication be made in the *Quebec Official Gazette*.

True copy.

JACQUES PRÉMONT,
20239 *Clerk of the Executive Council.*

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1638

Québec, June 14, 1967.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING Beaver Hunting.

WHEREAS in pursuance to paragraph *b* of section 6 of the Game Act, Revised Statutes, 1964, chapter 202, the Lieutenant-Governor in Council may fix the periods and conditions for Beaver hunting;

CONSEQUENTLY, IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Minister of Tourism, Fish and Game:

THAT the following regulations relative to the Beaver be applied:

1. It is forbidden to hunt Beaver with firearms;

2. It is allowed to hunt Beaver from November 1st to May 15th inclusively, save in parks, fish and game reserves or sanctuaries in which hunting is prohibited;

3. The fur trader, holder of a license, must identify the Beaver pelts he buys by the number of the license of the trapper, the number he must inscribe on his monthly report;

4. Except for the trappers from Fort Georges, Vieux Comptoir, Rupert, Nottaway and Mistassini Beaver Reserves, no one may hold Beaver pelts trapped in the Province after May 31st following the preceeding season without having paid the royalty;

5. In territories registered for the purpose of hunting fur-bearing animals and in Beaver Reserves, it is allowed to hunt according to the following conditions:

(*a*) Except on the Reserve of New-Quebec, one must hold a special license;

(*b*) The trapper must make an annual inventory of his territory and report to the Minister of Tourism, Fish and Game before July 31st of each year for territories registered, and before August 15th for Beaver Reserves;

(*c*) The Minister of Tourism, Fish and Game must determine for each trapper the number of Beavers which may be trapped annually as well as the places where these may be trapped;

6° Les conditions spéciales suivantes s'appliquent de plus dans les réserves de castors;

a) dans les réserves de Fort Georges, Vieux-Comptoir, Rupert, Nottaway et Mistassini, les peaux de castors ne peuvent être mises sur le marché avant que des coupons n'y aient été attachés par une personne dûment autorisée par le ministre du tourisme, de la chasse et de la pêche;

b) Le ministre du tourisme, de la chasse et de la pêche peut établir un système de mise en marché des peaux de castors;

QUE soient abrogés les arrêtés en conseil suivants:

a) L'arrêté en conseil numéro 834 du 27 avril 1965;

b) L'arrêté en conseil numéro 2105 du 4 novembre 1964;

c) La partie de l'arrêté en conseil numéro 1067 du 13 octobre 1955 concernant le castor.

QUE publication soit faite dans la *Gazette officielle de Québec*.

Copie conforme.

Le Greffier du Conseil Exécutif,
20239-o JACQUES PRÉMONT.

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1637

Québec, le 14 juin 1967.
Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT les règlements applicables dans les réserves à castors.

ATTENDU QU'en vertu de l'article 65 de la loi de la chasse, (Statuts refondus de Québec 1964, chapitre 202), le lieutenant-gouverneur en conseil peut établir des réserves de chasse à animaux à fourrure et déterminer les règlements qui s'y appliquent;

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la proposition du Ministre du Tourisme, de la chasse et de la pêche:

QUE dans les réserves à castors de la province, le règlement suivant soit en vigueur:

1° Sauf dans la réserve du Nouveau-Québec, toute personne faisant la chasse aux animaux à fourrure dans une réserve à castors doit être porteur d'un permis spécial du ministre;

2° Seuls les indiens et les esquimaux peuvent trapper ou chasser les animaux à fourrure dans les réserves du Nouveau-Québec, de Fort Georges, du Vieux Comptoir, de Rupert, de Nottaway, d'Abitibi, de Mistassini, du Grand-Lac Victoria, de Roberval et de Bersimis;

3° Les honoraires du permis de chasse ou de trappage des animaux à fourrure pour les indiens et les eaquimaux chassant ou trappant dans toutes les réserves à castors, sauf celle du Nouveau-Québec, sont de $1.00;

4° Les honoraires du permis pour tout trappeur blanc chassant ou trappant dans les réserves à castors où les blancs peuvent le faire sont de $12.10, dont $0.10 de Commission au vendeur;

5° Le ministre pourra déterminer pour chaque trappeur le nombre d'animaux à fourrure qui pourront être chassés ou trappés;

6° Le ministre pourra déterminer pour chaque trappeur le ou les endroits où ces animaux à fourrure pourront être trappés;

7° Le ministre pourra établir un système de mise en marché des peaux de fourrure;

6. The following special conditions apply moreover on Beaver Reserves;

(*a*) On the reserves of Fort Georges, Vieux-Comptoir, Rupert, Nottaway and Mistassini, the Beaver pelts may not be marketed before tags have been attached by a person duly authorized by the Minister of Tourism, Fish and Game;

(*b*) The Minister of Tourism, Fish and Game must establish a system to market Beaver pelts;

THAT the following Order in Councils be abrogated:

(*a*) Order in Council Number 834 dated April 27, 1965;

(*b*) Order in Council Number 2105 dated November 4, 1964;

(*c*) Part of Order in Council Number 1067 dated October 13, 1955, concerning the Beaver.

THAT publication be made in the *Quebec Official Gazette*.

True copy.

JACQUES PRÉMONT,
20239 *Clerk of the Executive Council.*

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1637

Québec, June 14, 1967.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING regulations applicable in beaver reserves.

WHEREAS pursuant to section 65 of the Game Act, (Revised Statutes of Quebec, 1964, chapter 202), the Lieutenant-Governor in Council may create game reserves for fur-bearing animals and determine the regulations which shall apply thereto;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Tourism, Fish and Game:

THAT in the beaver reserves in the Province, the following regulations be in force:

1. Save in the reserve in New Quebec, any person hunting fur-bearing animals in a beaver reserve shall be the bearer of a special license issued by the Minister;

2. Only Indians and Eskimos may trap or hunt fur-bearing animals in the reserves in New Quebec, Fort Georges, Vieux Comptoir, Rupert, Nottaway, Abitibi, Mistassini, Grand-Lac Victoria, Roberval and Bersimis;

3. The fees for a hunting or trapping license for fur-bearing animals for Indians and Eskimos hunting or trapping in any beaver reserve, save the one in New Quebec, are $1.00;

4. The fees for a license for any white trapper hunting or trapping in beaver reserves wherein whites may do so, are $12.10, of which $0.10 is commission to the vendor;

5. The Minister may determine the number of fur-bearing animals which each trapper may hunt or trap;

6. The Minister may determine the place or places wherein each trapper may trap these fur-bearing animals;

7. The Minister may establish a system for marketing the pelts;

8° Tout trappeur des réserves doit faire rapport des animaux à fourrure, qu'il a chassés ou trappés durant l'année;

9° A moins d'une permission spéciale du ministre, tout trappeur dans les réserves à castors de la province, devra chasser ou trapper les animaux à fourrure chaque année sur le territoire qui lui est assigné.

QUE soient abrogés: l'arrêté en conseil, numéro 104, en date du 16 janvier 1932, concernant l'érection de toute la région nord de la province en réserve de chasse; l'arrêté en conseil, numéro 747, du 29 mars 1942, concernant un amendement à l'arrêté en conseil relatif à la fixation des permis de trappeurs;

QUE publication soit faite dans la *Gazette officielle de Québec*.

Copie conforme.

Le Greffier du Conseil Exécutif,
JACQUES PRÉMONT.

20239-o

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1636

Québec, le 14 juin 1967.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT les régions de terrains enregistrés pour fins de chasse aux animaux à fourrure.

ATTENDU QU'il y a lieu de modifier légèrement les limites des régions de terrains enregistrés pour fins de chasse aux animaux à fourrure;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 54 du chapitre 202, Statuts refondus 1964, le Lieutenant-gouverneur en conseil peut ériger des territoires de chasse que le ministre peut louer;

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la proposition du Ministre du tourisme, de la Chasse et de la Pêche:

QUE les territoires décrits à l'appendice du présent arrêté en conseil soient reconnus comme régions de terrains enregistrés pour fins de chasse aux animaux à fourrure;

QUE les arrêtés en conseil suivants soient abrogés:

1° L'arrêté en conseil numéro 3235 du 17 août 1945 concernant la reconnaissance des comtés d'Abitibi-est et d'Abitibi-ouest, comme région de terrains enregistrés pour fins de chasse aux animaux à fourrure;

2° L'arrêté en conseil numéro 3440 du 28 août 1946 concernant la reconnaissance des comtés de Rouyn-Noranda, de Témiscamingue et de Pontiac, à l'exception du Grand-Lac-Victoria, comme régions de terrains enregistrés pour fins de chasse aux animaux à fourrure;

3° La partie de l'arrêté en conseil numéro 898 du 4 septembre 1958 concernant la reconnaissance d'une partie du canton de Saguenay comme région de terrains de chasse enregistrés pour fins de chasse aux animaux à fourrure;

QUE publication soit faite dans la *Gazette officielle de Québec*.

Copie conforme.

Le Greffier du Conseil Exécutif,
JACQUES PRÉMONT.

APPENDICE

I *Région de terrains enregistrés de chasse aux animaux à fourrure de l'ouest de la province.*

Un territoire de 25,025 milles carrés, borné au nord par la réserve d'Abitibi, à l'est par une ligne décrite comme suit:

8. Any trapper in reserves shall make a report of the fur-bearing animals which he has hunted ot trapped during the year;

9. Barring a special permission form the Minister, any trapper in beaver reserves in the Province, shall hunt or trap fur-bearing animals each year in the territory assigned to him.

THAT Order in Council number 104, dated January 16, 1932, concerning the erection of the entire northern part of the Province into a game reserve, Order in Council number 747, dated March 29, 1942, concerning an amendment to the Order in Council relative to the fixing of trapper's licenses, be repealed;

THAT publication be made in the *Quebec Official Gazette*.

True copy.

JACQUES PRÉMONT,
Clerk of the Executive Council.

20239

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1636

Québec, June 14, 1967.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING areas of land registered for purposes of hunting fur-bearing animals.

WHEREAS it is expedient to amend slightly the limits of areas of land registered for purposes of hunting fur-bearing animals;

WHEREAS pursuant to section 54 of chapter 202, Revised Statutes, 1964, the Lieutenant-Governor in Council may erect hunting territories which the Minister may lease;

IT IS ORDERED therefore, upon the recommendation of the Minister of Tourism, Fish and Game:

THAT the territories described in the annex to this Order in Council be recognized as areas of land registered for purposes of hunting fur-bearing animals;

THAT the following Orders in Council be repealed:

1. Order in Council number 3235, dated August 17, 1945, concerning the recognition of the counties of Abitibi-East and Abitibi-West as areas of land registered for purposes of hunting fur-bearing animals;

2. Order in Council number 3440, dated August 28, 1946, concerning the recognition of the counties of Rouyn-Noranda, Témiscamingue, and Pontiac, with the exception of Grand-Lac-Victoria, as areas of land registered for purposes of hunting fur-bearing animals;

3. The part of Order in Council number 898, dated September 4, 1958, concerning the recognition of a part of the township of Saguenay as an area of hunting lands registeredt for purposes of hunting fur-bearing animals;

THAT publication be made in the *Quebec Official Gazette*.

True copy.

JACQUES PRÉMONT,
Clerk of the Executive Council.

APPENDIX

I *Area of lands registered for the hunting of fur-bearing animals in the west of the Province.*

A territory of 25,025 square miles, bounded on the north by the Abitibi reserve, on the east by a line described as follows:

Partant d'un point joignant le chemin de fer Canadien National, près de Parent, avec la limite est du comté d'Abitibi-Est; de là, sud, jusqu'à la limite sud du comté d'Abitibi-Est; de là, ouest puis nord puis ouest, suivant la limite sud du comté d'Abitibi-Est jusqu'à la rive droite de la rivière Gatineau, de là, vers le sud-est, en suivant la rive droite de la rivière Gatineau, jusqu'au parallèle de latitude 47° 30′; de là, ouest, suivant ce dernier parallèle de latitude, jusqu'à son intersection avec la limite sud-ouest du comté de Montcalm; de là, vers le sud-est, suivant cette dernière limite, jusqu'à sa rencontre avec la limite ouest du comté de Gatineau; de là, vers le sud, suivant ladite limite ouest du comté de Gatineau, jusqu'à la frontière Québec-Ontario;

Au sud-ouest et à l'ouest par la frontière Québec-Ontario.

À distraire: le territoire de la réserve du Grand-Lac-Victoria.

II *Région de terrains enregistrés du comté de Saguenay.*

Un territoire de 4,025 milles carrés, borné au nord-ouest par les réserves à castor de Roberval et de Bersimis; au nord-est par la réserve à castor de Bersimis; au sud-est par le fleuve St-Laurent; au sud-ouest par la rive gauche de la rivière Saguenay et à l'ouest par le méridien 70° 40′.

20239-o

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1635

Québec, le 14 juin 1967.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la saison de chasse aux animaux à fourrure.

ATTENDU QU'en vertu du paragraphe 4 de l'article 65, Statuts refondus 1964, chapitre 202, le lieutenant-gouverneur en conseil peut modifier les périodes de prohibition en ce qui concerne les animaux mentionnés dans les articles 4 et 6 de la Loi de la chasse;

ATTENDU QU'il y a lieu de faire certaines modifications aux saisons de chasse actuelles;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du ministre du tourisme, de la chasse et de la pêche:

QUE les périodes où la chasse aux animaux à fourrure est permise soient les suivantes:

Belette, écureuil — du 1er novembre au 31 mars;
castor — du 1er novembre au 15 mai;
Loup, lynx roux, mouffette, raton laveur, renard, ours polaire, ours noir — chasse permise en tout temps;
Lynx, pécan — du 1er novembre au 15 mars;
Martre — du 1er novembre au 31 janvier;
Rat musqué, Nord de latitude 50° — du 1er novembre au 31 mai;
Zone nord Restant de la zone nord — du 1er au 20 novembre et du 15 avril au 31 mai;
Zone sud — du 15 mars au 15 mai;
Autres animaux à fourrure — du 1er novembre au 30 avril;

QU'il soit défendu de chasser le rat musqué avec des chiens;

QUE soient abrogés: l'arrêté-en-conseil numéro 353 du 2 février 1944 concernant la modification des périodes de prohibition quant à la chasse de la loutre, le vison, la martre, le pécan, le loup cervier et le chat sauvage; l'arrêté-en-conseil numéro 2107 du 4 novembre 1964 concernant la

Starting at a point joining the Canadian National railroad, near Parent, with the east limit of the county of Abitibi-East; thence, south, to the south limit of the county of Abitibi-East; thence, west and then north and then west, following the south limit of the county of Abitibi-East to the right bank of the Gatineau River; thence, towards the southeast, following the right bank of the Gatineau River, to latitude parallel 47° 30′; thence, west, following the latter latitude parallel to its intersection with the southwest limit of the county of Montcalm; thence, towards the southeast, following the latter limit, to its meeting with the west limit of the county of Gatineau, thence, towards the south, following the said west limit of the county of Gatineau, to the Quebec-Ontario border;

On the southwest and west by the Quebec-Ontario border;

To be withdrawn; the territory of the Grand-Lac-Victoria reserve.

II *Area of registered lands in the county of Saguenay.*

A territory of 4,025 square miles, bounded on the northwest by the Roberval and Bersimis beaver reserves, on the northeast by the Bersimis beaver reserve, on the southeast by the St. Lawrence River, on the southwest by the left bank of the Saguenay River and on the west by meridian 70° 40′.

20239

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1635

Québec, June 14, 1967.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the hunting season for fur-bearing animals.

WHEREAS pursuant to paragraph 4 of section 65, Revised Statutes, 1964, chapter 202, the Lieutenant-Governor in Council may amend the close seasons with respect to the animals mentioned in sections 4 and 6 of the Game Act;

WHEREAS it is expedient to make certain amendments to the present hunting seasons;

IT IS ORDERED therefore, upon the recommendation of the Minister of Tourism, Fish and Game:

THAT the periods during which hunting of fur-bearing animals is permitted be the following:

Weasel, squirrel — From November 1st to March 31st;
beaver — From November 1st to May 15th;
Wolf, red lynx, skunk, raccoon, fox, polar bear, black bear — hunting permitted at all times;
Lynx, fisher — from November 1st to March 15th
Marten — from November 1st to January 31st;
Muskrat, north of latitude 50° — from November 1st to May 31st;
north zone remainder of north zone — from November 1st to 20th and from April 15th to May 31st;
South zone — from March 15th to May 15th;
Other fur-bearing animals — from November 1st to April 30th.

THAT it be forbidden to hunt muskrat with dogs;

THAT Order in Council number 353, dated February 2, 1944, concerning the amendment of close periods with respect to the hunting of otter, mink, marten, fisher, lynx and raccoon; Order in Council number 2107, dated November 4, 1964, concerning the hunting period for marten,

période de chasse à la martre; la partie de l'arrêté-en-conseil numéro 1671 du 27 juillet 1961 concernant la chasse à l'ours; l'arrêté-en-conseil numéro 474 du 24 mars 1928 concernant la chasse du rat musqué dans les Iles Dupas et St-Ignace, comté de Berthier; l'arrêté-en-conseil numéro 1631 du 23 septembre 1926 concernant la chasse au rat musqué dans les Iles Dupas et St-Ignace, comté de Berthier; l'arrêté-en-conseil numéro 436 du 14 février 1931 concernant la chasse du rat musqué dans le comté de Maskinongé; la partie de l'arrêté en conseil numéro 370 du 6 avril 1950 concernant la chasse au renard; la partie de l'arrêté en conseil numéro 1269 du 1er août 1962 concernant la chasse au raton laveur; la partie de l'arrêté en conseil numéro 729 du 18 juillet 1957 concernant la mouffette; la partie 7 de l'arrêté en conseil numéro 923 du 4 juin 1963 concernant le lynx-bai; l'arrêté en conseil numéro 1150 du 10 mai 1941 concernant la permission de tuer l'ours en tout temps de l'année et l'octroi d'une prime pour la destruction de l'ours; que les deux paragraphes de l'arrêté en conseil numéro 1241 du 10 août 1960 concernant la chasse au rat musqué commençant par ces mots: « qu'il soit défendu de chasser, tuer ou prendre le rat musqué », soient biffés;

QUE les périodes de prohibition de chasse mentionnées à l'article 6 de la Loi de la chasse, (Statuts refondus 1964, chapitre 202), soient modifiées en vertu du présent arrêté en conseil adopté conformément aux dispositions de l'article 65 de la Loi de la chasse;

QUE publication soit faite dans la *Gazette officielle de Québec*.

Copie conforme.

Le Greffier du Conseil Exécutif,
20239-o JACQUES PRÉMONT.

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1634

Québec, le 14 juin 1967.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil

CONCERNANT la réserve de chasse et de pêche de la Chûte Saint-Philippe.

ATTENDU QU'en vertu du paragraphe 6 de l'article 65 de la Loi de la Chasse (S.R.Q. 1964, chapitre 202), le lieutenant-gouverneur en conseil peut constituer des réserves de chasse et de pêche;

ATTENDU QUE dans la région de la Chûte Saint-Philippe, située dans les comtés de Montcalm et de Labelle, il est opportun de constituer une réserve de chasse et de pêche.

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre du tourisme, de la chasse et de la pêche:

1° Que le territoire ci-après décrit soit constitué en réserve de chasse et de pêche, sous le nom de « Réserve de chasse et de pêche de la Chûte Saint-Philippe »:

« Un territoire de 30 milles carrés situé dans une partie du canton Brunet, comté de Montcalm ainsi que dans une partie des cantons Pérodeau, Rochon et Boyer, comté de Labelle, dont la ligne périmétrique se décrit comme suit:

Partant d'un point situé à la rencontre de la rive gauche de la rivière Kiamika, émissaire du Lac Kiamika, et du barrage situé sur ledit émissaire près du Lac Kiamika; de là, dans une direction générale, sud-ouest et sud, suivant la

the part of Order in Council number 1671, dated July 27, 1961, concerning bear hunting, Order in Council number 474, dated March 24, 1928, concerning muskrat hunting on the Islands of Dupas and St-Ignace, county of Berthier, Order in Council number 1631, dated September 23, 1926, concerning muskrat hunting on the Islands of Dupas and St-Ignace, county of Berthier, Order in Council number 436, dated February 14, 1931, concerning muskrat hunting in the county of Maskinongé, the part of Order in Council number 370, dated April 6, 1950, concerning fox hunting, the part of Order in Council number 1269, dated August 1, 1962, concerning raccoon hunting, the part of Order in Council number 729, dted July 18, 1957, concerning skunk, the part 7 of Order in Council number 923, dated June 4, 1963, concerning bay lynx, Order in Council number 1150, dated May 10, 1941, concerning permission to kill bears at any time of the year, and the granting of a bounty for killing bears, be repealed; that the two paragraphs of Order in Council number 1241, dated August 10, 1960, concerning muskrat hunting, and beginning with the words: "that it be forbidden to hunt, kill or take muskrat", be struck out;

THAT the close hunting periods mentioned in section 6 of the Game Act, (Revised Statutes, 1964, chapter 202), be amended pursuant to this Order in Council adopted pursuant to the provisions of section 65 of the Game Act;

THAT publication be made in the *Quebec Official Gazette*.

True copy.

JACQUES PRÉMONT,
20239 *Clerk of the Executive Council.*

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1634

Québec, June 14, 1967.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the game and fish reserve of Chûte Saint-Philippe.

WHEREAS, in virtue of paragraph 6 of section 65 of the Game Act (R.S.Q. 1964, chapter 202), the Lieutenant-Governor in Council may constitute game and fish reserves;

WHEREAS, in the region of Chûte Saint-Philippe, situated in the counties of Montcalm and Labelle, it is advisable to constitute a game and fish reserve.

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Tourism, Game and Fish:

1. That the territory hereafter described be constituted into a game and fish reserve, under the name of "Game and Fish Reserve of Chûte Saint-Philippe":

"A territory of 30 square miles situated in a part of the township of Brunet, county of Montcalm as well as in a part of the townships of Pérodeau, Rochon and Boyer, county of Labelle, whose perimetric line is described as follows:

Going from a point situated at the joining of the left shore of the Kiamika River, outlet of Lake Kiamika, and of the dam situated on the said outlet near Lake Kiamika; thence, in a general southwest and south direction, follow-

rive gauche de la rivière Kiamika, jusqu'à sa rencontre avec la ligne séparant les cantons Rochon et Boyer; de là, vers le sud-ouest, suivant cette dernière ligne jusqu'à sa rencontre avec la rive droite de la rivière Kiamika; de là, vers le sud-ouest, puis le nord-ouest, suivant la rive droite de la rivière Kiamika et la rive est du petit Lac Kiamika, jusqu'à un point situé à 6.4 chaînes à l'est de l'embouchure de l'émissaire du Lac Mantha; de là nord, 27° 30′ est jusqu'à la limite sud de l'emprise de la route qui longe la rive sud du Lac des Cornes, soit une distance approximative de 4½ milles, en contournant par l'ouest les rives du Lac Mantha de là, vers le nord-est, en suivant ladite limite de l'emprise de ladite route jusqu'à la rive sud du Lac des Cornes; de là, vers le sud-est, en suivant cette dernière rive jusqu'à la rive droite du Ruisseau des Cornes, à son embouchure; de là, vers l'est et sud-est, suivant la rive droite du ruisseau des Cornes et son prolongement au sud-est, jusqu'à la rive ouest du lac Kiamika; de là, dans une direction générale sud, suivant cette dernière rive jusqu'au point de départ.

2° Que les règlements suivants soient en vigueur dans ladite réserve:

a) Nul ne peut pêcher, chasser, circuler ou séjourner dans la réserve de chasse et de pêche de la Chûte Saint-Philippe, autrement que par l'intermédiaire d'un pourvoyeur en chasse et pêche, détenteur d'un permis.

b) Aucun pourvoyeur de chasse et de pêche ne peut exercer ses activités dans cette réserve, sans la permission du ministre du tourisme, de la chasse et de la pêche.

c) Les taux chargés par un pourvoyeur aux chasseurs ou aux pêcheurs doivent, au préalable, être approuvés par le ministre du tourisme, de la chasse et de la pêche.

d) Nul ne peut, sans la permission du ministre du tourisme, de la chasse et de la pêche, ériger des constructions dans cette réserve.

e) Le ministre du tourisme, de la chasse et de la pêche peut déterminer le nombre de chasseurs et de pêcheurs qui peuvent chasser ou pêcher dans cette réserve et leur assigner des secteurs particuliers.

3° Que publication soit faite dans la *Gazette officielle de Québec*.

Copie conforme.

Le Greffier du Conseil Exécutif,
20239-o JACQUES PRÉMONT.

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1633

Québec, le 14 juin 1967.
Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la réserve de pêche de la rivière Matapédia.

ATTENDU QU'il est opportun de modifier les limites de la réserve de pêche de la rivière Matapédia constituée en vertu de paragraphe 6° de l'article 65 de la Loi de la chasse, par l'arrêté en conseil numéro 1685, du 4 septembre 1964.

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la proposition du Ministre du tourisme, de la chasse et de la pêche:

QU'à l'avenir ,le territoire suivant constitue la réserve de pêche de la rivière Matapédia:

ing the left shore of the Kiamika River, up to its joining with the dividing line of the townships of Rochon and Boyer; thence, toward the southwest, following this latter line up to its joining with the right shore of the Kiamika River; thence, toward the southwest, then the northwest, following the right shore of the Kiamika River and the east shore of the small Kiamika Lake, up to a point situated at 6.4 chains east of the mouth of the outlet of Lake Mantha; thence north, 27° 30′ east up to the south limit of the road right of way which runs along the south shore of Lake des Cornes, that is an approximate distance of 4½ miles, in passing round by the west the shores of Lake Mantha thence, toward the northeast, following the said right of way limit of the said road up to the south shore of Lake des Cornes; thence, toward the southeast, following this latter shore up to the right shore of Creek des Cornes, at its mouth; thence, toward the east and southeast, following the right shore of Creek des Cornes and its prolongation, the southeast, up to the west shore of Lake Kiamika; thence, in a general south direction, following this latter shore up to the starting point.

2. That the following regulations be in force in the said reserve:

(*a*) No one may fish, hunt, circulate or remain in the game and fish reserve of Chûte Saint-Philippe, otherwise than by the intermediary of a purveyor in game and fish, holder of a permit.

(*b*) No purveyor of game and fish may carry on his activities in this reserve, without the permission of the Minister of Tourism, Game and Fish.

(*c*) The rates charged by a purveyor to hunters and fishermen must, beforehand, be approved by the Minister of Tourism, Game and Fish.

(*d*) No one may, without the permission of the Minister of Tourism, Game and Fish, erect buildings on this reserve.

(*e*) The Minister of Tourism, Game and Fish may determine the number of hunters and fishermen who may hunt and fish in this reserve and assign them particular sectors.

3. That publication be made in the *Quebec Official Gazette*.

True copy.

JACQUES PRÉMONT,
20239 *Clerk of the Executive Council.*

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1633

Québec, June 14, 1967.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the fish reserve of the Matapédia River.

WHEREAS it is advisable to modify the limits of the fish reserve of the Matapédia River constituted in virtue of paragraph 6 of section 65 of the Game Act, by Order in Council number 1685, dated September 4, 1964.

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Tourism, Game and Fish:

THAT, in the future, the following territory the fish reserve of the Matapédia River:

1° La rivière Humqui, de sa sortie du lac Humqui jusqu'à son embouchure, à l'exception de la partie comprise dans les lots 52 et 53 du rang V et 53 à 56 inclusivement du rang IV, canton Humqui,

2° Les parties suivantes de la rivière Matapédia:

a) la demi-ouest de la rivière Matapédia, en front des lots 3, 45, 46 et 55 à 59 inclusivement du rang I, du canton Matapédia;

b) la demi-ouest de la rivière Matapédia, en front des lots 74 et 75, du rang I du canton Milnikek;

c) la demi-ouest de la rivière Matapédia, en front des lots 1 à 5 inclusivement du rang A, canton Matalic;

d) la demi-ouest de la rivière Matapédia, en front des lots 1 à 16 inclusivement du rang A, 17 à 21 inclusivement du rang B, le tout dans le canton Humqui;

e) la demi-est de la rivière Matapédia, en front du lot 32, de la partie nord du lot 37 (56 acres) ainsi que des lots 38 à 42 inclusivement, dans le rang I, canton Restigouche;

f) la demi-est de la rivière Matapédia, en front des lots 6 à 12 inclusivement, du rang I N, du canton Causapscal;

g) la demi-est de la rivière Matapédia, en front des lots 61 et 62, 73 à 75 inclusivement, ainsi que du lot 88-*b*, le tout dans le rang I du canton Lepage.

3° La réserve des trois chaines, le long des rivières et parties des rivières visées aux paragraphes 1° et 2°.

QUE les règlements suivants s'appliquent dans cette réserve:

a) Nul ne peut pêcher sans un permis spécial et ailleurs qu'à l'endroit indiqué sur ce permis ou par un représentant autorisé du ministère du tourisme, de la chasse et de la pêche;

b) Le Ministre du tourisme, de la chasse et de la pêche détermine les droits payables pour le permis visé au paragraphe précédent et peut fixer le nombre de personnes qui ont le droit de pêcher simultanément dans la réserve;

c) La pêche est prohibée dans les parties de la rivière Humqui incluses dans la réserve;

QUE soient abrogés les arrêtés en conseil numéro 1685 en date du 4 septembre 1964, numéro 398 en date du 2 mars 1965 et numéro 1054 en date du 23 juin 1966;

QUE publication soit faite dans la *Gazette officielle de Québec*.

Copie conforme.

Le Greffier du Conseil Exécutif,
20239-o JACQUES PRÉMONT.

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1632

Québec, le 14 juin 1967.
Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la constitution d'une réserve sous le nom de Sanctuaire de pêche de la rivière Puyjalon.

ATTENDU QU'en vertu du paragraphe 6° de l'article 65 de la Loi de la chasse (Statuts refondus 1964, chapitre 202) le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire des règlements pour constituer des réserves de chasse et de pêche et déterminer les règlements qui s'y appliquent;

1. The Humqui River, from its outlet from Lake Humqui up to its mouth, save for the part included in lots 52 and 53 of range V and 53 to 56 inclusively of range IV, township of Humqui.

2. The following parts of the Matapédia River:

(*a*) the west-half of the Matapédia River, fronting lots 3, 45, 46 and 55 to 59 inclusively of range I, of the township of Matapédia;

(*b*) the west-half of the Matapédia River fronting lots 74 and 75, of range I of the township of Milnikek;

(*c*) the west-half of the Matapédia River, fronting lots 1 to 5 inclusively of range A, township of Matalic;

(*d*) the west-half of the Matapédia River, fronting lots 1 to 16 inclusively of range A, 17 to 21 inclusively of range B, the whole in the township of Humqui;

(*e*) the east-half of the Matapédia River, fronting lot 32, of the north part of lot 37 (56 acres) as well as of lots 38 to 42 inclusively, in range I, township of Restigouche;

(*f*) the east-half of the Matapédia River, fronting lots 6 to 12 inclusively, of range I N, of the township of Causapscal;

(*g*) the east-half of the Matapédia River, fronting lots 61 and 62, 73 to 75 inclusively, as well as of lot 88-*b*, the whole in range I of the township of Lepage.

3. The three chains reserve, along the rivers and parts of the rivers referred to in paragraphs 1 and 2.

THAT the following regulations be applied in this reserve:

(*a*) No one may fish without a special permit and elsewhere other than at the place indicated on this permit or by an authorized representative from the Department of Tourism, Game and Fish;

(*b*) The Minister of Tourism, Game and Fish determines the rights payable for the permit referred to in the preceding paragraph and may fix the number of persons who have the right to simultaneously in the reserve;

(*c*) Fishing is prohibited in the parts of the Humqui River included in the reserve;

THAT Order in Council number 1685 dated September 4, 1964, number 398 dated March 2, 1965, and number 1054 adted June 23, 1966, be abrogated.

THAT publication be made in the *Quebec Official Gazette*.

True copy.

JACQUES PRÉMONT,
20239 *Clerk of the Executive Council.*

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1632

Québec, June 14, 1967.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the constitution of a reserve under the name of Fishing Sanctuary of the Puyjalon River.

WHEREAS, in virtue of paragraph 6 of section 65 of the Game Act (Revised Statutes 1964, chapter 202) the Lieutenant-Governor in Council may make regulations to constitute game and fish reserves and determine the regulations thereto attached;

ATTENDU QU'il est opportun de constituer en réserve de pêche une partie de la rivière Puyjalon située dans le comté de Duplessis;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du Ministre du tourisme, de la chasse et de la pêche:

QUE soit constitué en réserve de pêche sous le nom de Sanctuaire de pêche de la rivière Puyjalon, le territoire décrit comme suit:

La partie de la rivière Puyjalon comprise entre la ligne imaginaire séparant les cantons Beaussier et Puyjalon et le lac Puyjalon;

Une bande de trois chaînes de largeur de chaque côté de la partie de rivière décrite au paragraphe 1° des présentes;

QUE la pêche et la possession d'agrès de pêche soient prohibées dans les limites de la réserve;

QUE publication soit faite dans la *Gazette officielle de Québec*.

Copie conforme.

Le Greffier du Conseil Exécutif,
20239-o JACQUES PRÉMONT.

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1631

Québec, le 14 juin 1967.
Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT les règlements relatifs au camping.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition du Ministre du tourisme, de la chasse et de la pêche:

QUE l'arrêté en conseil numéro 803, du 22 avril 1964, concernant les règlements relatifs au camping, adoptés en vertu de l'article 12 de la Loi de l'hôtellerie, soit modifié de la façon suivante:

1° En rayant aux première et deuxième lignes de l'article 4° les mots « ou le renouvellement du permis »;

2° En abrogeant le deuxième alinéa de l'article 5°;

3° En remplaçant l'article 10° par le suivant:

« La demande du certificat nécessaire pour l'aménagement, l'agrandissement ou la transformation d'un camping doit être accompagnée d'un certificat de localisation ou d'une lettre du secrétaire-trésorier de la municipalité indiquant le numéro cadastral du terrain concerné; »

4° En remplaçant le paragraphe « *b* » de l'article 15° par le suivant:

« *b*) D'un cabinet d'aisance par maximum de six groupes campeurs; »

5° En rayant au paragraphe « *d* » de l'article 15° les mots « logeant sous la tente »;

6° En remplaçant l'article 16° par le suivant:

« 16° Le requérant d'un permis doit s'assurer que la source d'alimentation en eau potable et le mode d'évacuation des eaux usées sont conformes aux normes fixées en vertu de la Loi de l'hygiène publique de Québec ou des règlements adoptés en vertu de cette loi.

Lorsque ces services ne sont pas fournis par une municipalité ou par un service public, le requérant doit les faire approuver et produire le certificat U.C. 13-A d'un médecin hygiéniste du district où le terrain destiné au camping est situé; »

Les terrains de camping dont les sites destinés aux roulottes ne sont pas pourvus d'un puisard, doivent être pourvus d'une fosse septique de

WHEREAS it is deemed advisable to constitute into a fish reserve part of the Puyjalon River situated in the county of Duplessis;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Tourism, Game and Fish:

THAT a fish reserve be constituted under the name of Fishing Sanctuary of the Puyjalon River, the territory described as follows:

The part of the Puyjalon River included in the imaginary line dividing the townships of Beaussier and Puyjalon and Lake Puyjalon;

A band of three chains in width on each side of the part of the river described in paragraph 1 of these presents;

THAT fishing and the possession of fishing tackle be prohibited in the reserve limits;

THAT publication be made in the *Quebec Official Gazette*.

True copy.

JACQUES PRÉMONT,
20239 *Clerk of the Executive Council.*

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1631

Québec, June 14, 1967.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the regulations relative to camping grounds.

IT IS ORDERED upon the recommandation of the Minister of Tourism, Fish and Game:

THAT the Order in Council number 803, of April 22, 1964, concerning the regulations relative to camping grounds, adopted in virtue of section 12 of the Hotels Act, be amended in the following way:

1. By striking out in the first and second lines of section 4. the words "or the renewal of a permit";

2. By deleting the second paragraph of section 5.;

3. By replacing section 10 by the following:

"The request for a certificate necessary to set up, enlarge or remodel a camping ground must be accompanied by a certified showing the locality or a letter from the secretary-treasurer of the municipality mentioning the cadastral number of the land concerned;"

4. By replacing paragraph "*b*" of section 15 by the following:

(*b*) One water-closet to the maximum per six camping-groups;

5. By striking out in paragraph "*d*" of section 15 the words "in a tent";

6. By replacing section 16 by the following:

"16. The applicant for a permit must make certain that the water used by the campers is fit to drink and that the drainage of used waters is conform to the standards established in virtue of the Quebec Public Health Act or the regulations adopted under this law.

When these services are not supplied by a municipality or by a public service, the applicant must have them approved and furnish the certificate U.C. 13-A from a physician-hygienist in the district where the camping ground is situated;"

The camping grounds for trailers that are not equipped with a drain-tank should be equipped with a septic garbage tank, easily accessible

vidange, facilement accessible, pour le déversement des eaux usées, avec un robinet à eau courante pour le rinçage.

7° En ajoutant à l'article 17° les mots « être délimitées et numérotées »;

8° En abrogeant le paragraphe iii) de l'article 18°;

9° En remplaçant l'article 25° par le suivant:

« Toute personne qui sollicite un permis ou le transfert d'un tel permis doit indiquer sur la formule « *b* » les prix maximums d'admission qui seront exigés des campeurs.

Tout détenteur de permis doit, avant le 15 octobre de chaque année, déclarer sur une formule fournie à cette fin par le ministère du tourisme, de la chasse et de la pêche, les prix maximums d'admission qui seront exigés des campeurs à compter du 1er mai suivant;

10° En ajoutant les deux articles suivants:

« 27. Les prix déclarés en vertu de l'article 25 sont en vigueur pendant une année à compter du 1er mai. Ils ne peuvent être modifiés au cours de l'année. »

« 28. Il est défendu d'exiger ou d'accepter un prix plus élevé que celui qui est déclaré, affiché ou autrement en vigueur suivant le présent règlement.

Il est également défendu d'annoncer de quelque manière un prix inférieur au prix en vigueur suivant le présent règlement. »

QUE publication soit faite dans la *Gazette officielle de Québec*.

Copie conforme.

Le Greffier du Conseil Exécutif,
20239-o JACQUES PRÉMONT.

for the discharge of used waters, with a running water faucet to rinse out.

7. By adding to section 17 the words "be delimited and numbered";

8. By deleting paragraph iii) of section 18;

9. By replacing section 25 by the following:

"Any person who solicits a permit or the transfer of such permit must indicate on form "*b*" the maximum admission price which will exigible from campers.

Any holder of a permit must, before October 15th, of each year, declare in a form furnished for this purpose by the Department of Tourism, Fish and Game, the maximum admission price which will be exigible from campers, as from the next 1st of May;

10. By adding the two following sections:

"27. The admission price declared under section 25 are in force for a year from the 1st of May. They cannot be amended in the course of the year."

"28. It is forbidden to exact or to accept a higher price than the one declared, displayed or otherwise in force in conformity with the present regulation.

It is also forbidden to advertise in any manner a lower price that the admission price in force in conformity with the present regulation."

THAT publication be made in the *Quebec Official Gazette*.

True copy.

JACQUES PRÉMONT,
20239 *Clerk of the Executive Council.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1630

Québec, le 14 juin 1967.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la constitution d'une réserve de pêche sous le nom de réserve de pêche de la rivière Romaine

ATTENDU QU'en vertu du paragraphe 6° de l'article 65 de la Loi de la Chasse (Statuts refondus 1964, chapitre 202) le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire des règlements pour constituer des réserves de chasse et de pêche et déterminer les règlements qui s'y appliquent;

ATTENDU QU'il est opportun de constituer en réserve de pêche une partie de la rivière Romaine située dans le comté de Duplessis;

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la proposition du ministre du Tourisme, dela chasse et de la pêche:

QUE le territoire suivant soit constitué en réserve de pêche sous le nom de « réserve de pêche de la rivière Romaine »:

1° La partie de la rivière Romaine comprise entre la ligne séparant les cantons Beaussier et Courtemanche et la grande chute située au nord de la ligne séparant les cantons Tétu et Courtemanche;

2° Une bande de terrain de trois chaînes de chaque côté de la partie de rivière décrite au paragraphe 1° présentes;

QUE la pêche et la posession d'agrès de pêche soient prohibées dans les limites de la réserve;

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1630

Québec, June 14, 1967.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the establishing of a game and fish reserve under the name of Rivière Romaine Fish Reserve.

WHEREAS pursuant to paragraph 6 of section 65 of the Game Act (Revised Statutes 1964, chapter 202) the Lieutenant-Governor in Council may establish regulations to constitute game and fish reserves and fix the regulations applied thereto;

WHEREAS it is expedient to constitute a part of Romaine River situated in the county of Duplessis as a fish reserve;

IT IS ORDERED therefore, upon the recommendation of the Minister of Tourism, Fish and Game:

THAT the following territory be established as a fish reserve under the name of Rivière Romaine Fish Reserve:

1. The part of Romaine River comprised between the line dividing the Beaussier and Courtemanche townships and the great fall situated on the north of the line dividing the townships of Têtu and Courtemanche;

2. A strip of land of three chains on each side of the part of the river described in the present paragraph 1;

THAT fishing and the possession of fishing tackles be prohibited in the limits of the reserve;

QUE publication soit faite dans la *Gazette officielle de Québec*.

Copie conforme.

Le Greffier du Conseil Exécutif,
20239-o JACQUES PRÉMONT.

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1629

Québec, le 14 juin 1967.
Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la réserve de pêche Baillargeon.

ATTENDU QU'en vertu du paragraphe 6° de l'article 65 de la Loi de la chasse, (Statuts refondus 1964, chapitre 202), le lieutenant-gouverneur en conseil peut constituer des réserves de chasse et de pêche;

ATTENDU QU'il est opportun de constituer une réserve de chasse et de pêche dans une partie du canton Baillargeon situé dans le comté de Gaspé sud;

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la proposition du Ministre du Tourisme, de la chasse et de la pêche:

QUE les blocs A et 44 ainsi que la partie du bloc 53 situé au nord de la ligne médiane, le tout d'une superficie de cinq mille huit cent trente-sept (5,837) acres, dans le canton Baillargeon, comté de Gaspé sud, soient constitués en réserve de chasse et de pêche sous le nom de réserve de chasse et de pêche Baillargeon;

QUE la pêche et la chasse y soient prohibées;

QUE publication soit faite dans la *Gazette officielle de Québec*.

Copie conforme.

Le Greffier du Conseil Exécutif,
20239-o JACQUES PRÉMONT.

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1642

Québec, le 14 juin 1967.
Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la possession des agrès de pêche dans les parcs et réserves.

ATTENDU QU'en vertu de l'arrêté en conseil numéro 533 du 28 mars 1962, la possession d'agrès de pêche est défendue dans les parcs et réserves de la province, exception faite pour les réserves de Kipawa, Assinica, Baie James, Mingan et Chicoutimi;

ATTENDU QUE ledit arrêté en conseil a été adopté en vertu de la Loi des parcs provinciaux (S.R.Q. 1964, chapitre 201), loi qui ne concerne que les parcs et non les réserves;

ATTENDU QUE les réserves sont constituées en vertu de l'article 65, paragraphe 6 de la Loi de la chasse (S.R.Q. 1964, chapitre 202).

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la proposition du ministre du tourisme, de la chasse et de la pêche:

QU'en vertu de l'article 9 de la Loi des parcs provinciaux (S.R.Q. 1964, chapitre 201), la possession des agrès de pêche soit défendue dans les parcs de la province;

THAT publication be made in the *Quebec Official Gazette*.

True copy.

JACQUES PRÉMONT,
20239 *Clerk of the Executive Council*.

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1629

Québec, June 14, 1967.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the Baillargeon Fish Reserve.

WHEREAS pursuant to paragraph 6 of section 65 of the Game Act (Revised Statutes 1964, chapter 202), the Lieutenant-Governor in Council may constitute fish and game reserves;

WHEREAS it is expedient to establish a game and fish reserve in a part of the township of Baillargeon situated in the county of Gaspé-South;

IT IS ORDERED therefore, upon the recommandation of the Minister of Tourism, Fish and Game:

THAT blocks A and 44 as well as the part of block 53 situated on the north of median line, the whole of a superficial area of five thousand eight hundred and thirty-seven (5,837) acres, in the township of Baillargeon, county of Gaspé-South be established as a game and fish reserve under the name of the Baillargeon Game and Fish Reserve;

THAT fish and game be prohibited therein.

THAT publication be made in the *Quebec Official Gazette*.

True copy.

JACQUES PRÉMONT,
20239 *Clerk of the Executive Council*.

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1642

Québec, June 14, 1967.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the possession of fishing tackle in parks and reserves.

WHEREAS, in virtue of Order in Council number 533 of March 28, 1962, the possession of fishing tackle is forbidden in parks and reserves of the Province, save for the reserves of Kipawa, Assinica, Baie James, Mingan and Chicoutimi;

WHEREAS, the said Order in Council has been adopted in virtue of the Provincial Parks Act (R.S.Q. 1964, chapter 201), an Act which concerns only parks and not reserves;

WHEREAS, the reserves are constituted in virtue of section 65, paragraph 6 of the Game Act (R.S.Q. 1964, chapter 202).

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Tourism, Game and Fish:

THAT in virtue of section 9 of the Provincial Parks Act (R.S.Q. 1964, chapter 201), the possession of fishing tackle be forbidden in the parks of the province;

Qu'en vertu du paragraphe 6 de l'article 65 de la Loi de la chasse (S.R.Q. 1964, chapitre 202), la possession des agrès de pêche soit défendue dans les réserves de la province, sauf les réserves suivantes: Kipawa, Assinica, Baie James, Mingan et Chicoutimi;

Que l'arrêté en conseil numéro 533 du 28 mars 1962 soit abrogé;

Que publication soit faite dans la *Gazette officielle de Québec*.

Copie conforme.

Le Greffier du Conseil Exécutif,
20239-o JACQUES PRÉMONT.

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1641

Québec, le 14 juin 1967.
Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT les règlements applicables sur les territoires loués dans les régions de terrains enregistrés pour fins de chasse aux animaux à fourrure.

ATTENDU QU'en vertu des articles 54 et 65 de la Loi de la chasse, Statuts refondus de Québec 1964, chapitre 202, le lieutenant-gouverneur en conseil peut louer des territoires de chasse aux animaux à fourrure et peut déterminer les règlements qui s'y appliquent;

ATTENDU QU'il y a lieu de modifier les règlements actuellement en vigueur;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du ministre du tourisme, de la chasse et de la pêche:

Que dans les territoires des régions de terrains enregistrés pour fins de chasse aux animaux à fourrure, les règlements suivants soient en vigueur:

1° toute personne faisant la chasse aux animaux à fourrure, dans desdits territoires, doit être porteur d'un bail ou d'un permis spécial du ministre;

2° l'étendue maximum de tout territoire de chasse loué à un trappeur ne doit pas dépasser 50 milles carrés;

3° le loyer annuel comprenant le permis de chasser ou de trapper les animaux à fourrure, que doit payer le détenteur d'un bail est de $12.10, dont $0.10 de commission au vendeur, pour une domicilié et de $212.00. pour un non-domicilié, dont $2.00 de commission au vendeur;

4. le bail pour un territoire enregistré pour fins de chasse aux animaux à fourrure expiera le 31 juillet suivant la date d'émission;

5° le porteur d'un tel bail aura le droit exclusif de chasser les animaux à fourrure seulement dans le territoire décrit sur son bail; de plus, ledit porteur aura le privilège de renouveler son bail, s'il remplit les conditions imposées par la Loi et les règlements et par le ministre du tourisme, de la chasse et de la pêche;

6° à moins d'un permis spécial, le locataire d'un territoire de chasse aux animaux à fourrure n'aura pas le droit d'employer ou de tolérer d'autres personnes à chasser les animaux à fourrure, dans les limites de son territoire;

7° nul ne devra détenir plus d'un territoire de chasse à la fois;

8° à moins d'un permis spécial du ministre, tout occupant d'un territoire de chasse ne devra pas chasser en dehors des limites dudit territoire;

That in virtue of paragraph 6 of section 65 of the Game Act (R.S.Q. 1964, chapter 202), the possession of fishing tackle be forbidden in the reserves of the province, except the following reserves: Kipawa, Assinica, Baie James, Mingan and Chicoutimi;

That Order in Council number 533 of March 28, 1962, be aborgated;

That publication be made in the *Quebec Official Gazette*.

True copy.

JACQUES PRÉMONT,
20239 *Clerk of the Executive Council.*

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1641

Québec, June 14, 1967.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING regulations applicable on territories leased in regions of registered trap lines for hunting fur-bearing animals.

WHEREAS in pursuance to sections 54 and 65 of the Game Act, Revised Statutes of Quebec, 1964, chapter 202, the Lieutenant-Governor in Council may lease territories for the hunting of fur-bearing animals and may determine the regulations applying thereto;

WHEREAS it is expedient to amend the regulations presently in force;

CONSEQUENTLY, IT IS ORDERER, upon the recommendation of the Minister of Tourism, Fish and Game:

That in the territories of regions of registered trap lines for hunting fur-bearing animals, the following regulations comme into force:

1. any person hunting fur-bearing animals in the said territories, must be a holder of a lease or a special license from the Minister;

2. the maximum extent of hunting territory leased to one trapper shall not exceed 50 square miles;

3. the annual rental, including the license to hunt and trap fur-bearing animals which the holder of a lease must pay, in $12.10, $0.10 of commission to the vendor, for one living there, and $212.00 for one not living there, $2.00 of commission to the vendor;

4. the lease for a registered trap line, for the purpose of hunting fur-bearing animals shall expire on the 31st day of July following the date of issuance;

5. the holder of such a lease shall have the exclusive right to hunt fur-bearing animals only, in the territory described on his lease; moreover, the said holder shall have the privilege to renew his lease, if he fulfills the conditions which the Act and regulations imposed, and those imposed by the Minister of Tourism, Fish and Game;

6. unless he holds a special license, the lessee of a territory for the hunting of fur-bearing animals shall not have the right to employ or tolerate other persons to hunt the fur-bearing animals within the limits of his territory;

7. no one may hold more than one hunting territory at a time;

8. unless he holds a special license from the Minister, an occupant of a hunting territory shall not hunt beyond the limits of the said territory;

9° lorsqu'il s'agit d'un terrain privé ou lorsqu'un terrain de chasse aux animaux à fourrure dans une région organisée à cette fin n'est pas loué, le ministre pourra émettre un permis spécial à tout trappeur qui n'occupe pas déjà un autre territoire de chasse; le détenteur de ce permis spécial sera sujet aux mêmes règlements que le détenteur d'un bail; de plus, son permis pourra être annulé en tout temps;

10° les honoraires d'un permis spécial délivré en vertu du paragraphe 9 du présent règlement seront de $2.10, dont $0.10 de commission du vendeur pour les domiciliés, et de $202.00 dont $2.00 de commission au vendeur, pour les non-domiciliés; les honoraires de ce permis spécial comprennent également le droit de chasser ou de trapper les animaux à fourrure;

11° tout détenteur de bail ou de permis spécial désirant obtenir un renouvellement de son permis ou de son bail devra signifier sa demande par écrit, suivant la procédure déterminée par le ministre;

12° la demande de renouvellement devra se faire avant le 1er juillet de chaque année et à défaut de ce faire, le ministre pourra louer le territoire en question, le ou après le 1er août suivant;

13° tout permis spécial ou bail de territoire ne sera transférable sans le consentement du ministre et suivant la procédure décidée par ce dernier;

14° à moins d'une permission spéciale du ministre, tout locataire de territoire devra chasser ou trapper les animaux à fourrure, chaque année, sur ledit territoire;

15° tout locataire de territoire de chasse aux animaux à fourrure devra, à la fin de chaque année, faire rapport du nombre d'animaux chassés ou trappés durant l'année, et ceci, suivant la procédure déterminée par le ministre;

16° lorsqu'un bail ou un permis pour un territoire de chasse est annulé ou abandonné, toute amélioration faite sur ledit territoire reste la propriété de la province, excepté dans le cas d'un transport autorisé conformément à l'article 13 de ces règlements;

QUE l'arrêté en conseil numéro 3236 du 17 août 1945 concernant les règlements dans les régions de terrains enregistrés pour fins de chasse aux animaux à fourrure soit abrogé;

QUE publication soit faite dans la *Gazette officielle de Québec*.

Copie conforme.

Le Greffier du Conseil Exécutif,
20239-o JACQUES PRÉMONT.

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1643

Québec, le 14 juin 1967.
Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'exploitation des terrains de camping.

ATTENDU QU'il est urgent que tous les terrains de camping du ministère du tourisme, de la chasse et de la pêche soient exploités dans le plus bref délai possible à cause de la tenue de l'Exposition universelle de 1967;

ATTENDU QUE le ministère du tourisme, de la chasse et de la pêche n'est pas en mesure d'exploiter lui-même plusieurs de ces terrains de camping;

9. when it concerns a private territory or when a territory for hunting fur-bearing animals in a district organized for this purpose has not been leased, the Minister may issue a special license to any trapper not already occupying a hunting territory; the holder of this special license will be subject to the same regulations as the holder of a lease; moreover, his license may be cancelled at any time;

10. the fees of a special license granted in pursuance to paragraph 9 of the present regulation will be of $2.10, $0.10 of commission to the vendor, for one living there, and $202.00, $2.00 of commission to the vendor, for one not living there; the fees of this special license equally include the right to hunt or trap fur-bearing animals;

11. any holder of a lease or special license wishing to obtain a renewal of his license or his lease, must make his request in writing, according to the procedure determined by the Minister;

12. the request for renewal must be made before the 1st of July of each year and failing to do this, the Minister may lease the territory in question, on or after the following August 1st.

13. any special license or territory lease shall not be transferable without the consent of the Minister and according to the procedure decided upon by the latter;

14. unless he has a special license from the Minister, every territory lessee must hunt or trap fur-bearing animals, each year, on the said territory;

15. every lessee of a hunting territory for fur-bearing animals must, at the end of each year, make a report on the number of animals hunted or trapped during the year, and such, according to the procedure determined by the Minister;

16. when a lease or a license for a hunting territory is cancelled or abandoned, any improvement made on the said land remains the property of the Province except in the case of a transfer authorized in conformity with section 13 of the said regulations.

THAT Order in Council number 3236 of August 17, 1945, concerning regulations in regions of registered trap lines for hunting fur-bearing animals, be abrogated.

THAT publication be made in the *Quebec Official Gazette*.

True copy.

JACQUES PRÉMONT,
20239 *Clerk of the Executive Coucinl*

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1643

Québec, June 14, 1967.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the operating of camping grounds.

WHEREAS it is expedient that all the camp sites of the Department of Tourism, Fish and Game be in operation in the shortest possible time because of the holding of the 1967 World Exhibition;

WHEREAS the Department of Tourism, Fish and Game is not in a position to operate several of these camping grounds itself;

ATTENDU QU'il est opportun de confier l'exploitation de cesdits terrains de camping à des concessionnaires.

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre du tourisme, de la chasse et de la pêche:

QU'il soit autorisé à louer aux personnes, sociétés ou corporations qu'il choisira, les terrains de camping sous la juridiction du ministère du tourisme, de la chasse et de la pêche, aux termes et aux conditions établis dans le projet de contrat dont copie est annexée au présent arrêté en conseil:

QU'il soit en outre autorisé à signer avec lesdites personnes, sociétés ou corporations, les actes nécessaires.

Copie conforme.

Le Greffier du Conseil Exécutif,
JACQUES PRÉMONT.

BAIL ET CONCESSION

Sa Majesté aux droits de la province de Québec, ici représentée par l'honorable Gabriel Loubier, agissant en sa qualité de ministre du tourisme, de la chasse et de la pêche, dûment autorisé à l'effet des présentes en vertu d'un arrêté en conseil en date du
portant le numéro dont copie certifiée est annexée aux présentes, partie d'une part,

Ci-après nommée le locateur

et

ici
représentée par
dûment autorisé à l'effet des présentes par une résolution dont copie est annexée, partie d'autre part,

Ci-après nommée le concessionnaire

Lesquelles parties ont fait entre elles les déclarations et conventions suivantes, savoir:

ARTICLE I

Définitions:

Dans le présent contrat et dans les annexes qui y sont jointes, les expressions, termes et mots visés, ont le sens qui leur est donné ci-dessous à moins que le contexte ne leur en confère clairement un autre:

a) « ministre » désigne le ministre du tourisme, de la chasse et de la pêche.

b) « concessionnaire » le concessionnaire comprend lui-même ses employés, représentants et préposés.

c) « approbation du ministre » signifie l'approbation écrite du ministre ou du sous-ministre ou du représentant dûment autorisé par un ou l'autre et comporte le droit du locateur d'exiger du concessionnaire le respect des conditions et des instructions spécifiquement nécessaires à l'émission de telles approbations.

d) « site de camping » signifie un emplacement sur un terrain de camping pouvant loger une tente ou une roulotte pour un groupe campeur.

e) « recettes brutes » signifient les montants d'argent perçus à l'entrée des terrains.

f) « profits et frais d'administration du concessionnaire » signifient les montants établis suivant un pourcentage des recettes brutes en conformité de l'annexe « A » qui fait partie intégrante du présent contrat.

WHEREAS it is expedient that the operation of these said camp sites be entrusted to concessionaries.

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Tourism, Fish and Game:

THAT he be authorized to rease to individuals, associations or corporations which he may choose, camping grounds under the jurisdiction of the Department of Tourism, Fish and Game, under the terms and on the conditions established in the draught of a contract, a copy of which is annexed do this Order in Council:

THAT he also be authorized to sign the necessary deeds with the said individuals, associations or corporations.

True copy.

JACQUES PRÉMONT,
Clerk of the Executive Council.

LEASE AND CONCESSION

Her Majesty in the rights of the Province of Quebec, here represented by the Honourable Gabriel Loubier, acting in his capacity as Minister of Tourism, Fish and Game, duly authorized for the purpose of these presents pursuant to an Order in Council dated
bearing number a certified copy of which is annexed to these presents, on the one part,

Hereinafter called the lessor

and

here
represented by
duly authorized for the purpose of these presents by a resolution a copy of which is annexed, on the other part,

Hereinafter called the concessionary

Which parties made the following declarations and agreements between themselves, to wit:

SECTION I

Definitions:

In this contract and in the appendixes joined hereto, the expressions, terms and words contemplated, have the meanings hereinafter given them, unless the context clearly indicates another meaning:

(*a*) "Minister" means the Minister of Tourism, Fish and Game;

(*b*) "concessionary" includes himself, his employees, representatives and agents.

(*c*) "approval of the Minister" means the written approval of the Minister or Deputy-Minister or of the representative duly authorized by one or the other and includes the right of the lessor to demand of the concessionary the respect of the conditions and instructions specifically necessary for the granting of such approval.

(*d*) "camping site" means an emplacement on a camping ground capable of lodging a tent or a trailer for a group of campers.

(*e*) "gross receipts" means the amount of money collected at the entrance to the grounds.

(*f*) "profits and administration costs of the concessionary" means the amounts established according to a percentage of the gross receipts in accordance with appendix "A" which forms an integral part of this contract.

Sans restreindre la portée générale du présent paragraphe, cette expression comprend notamment les frais d'administration de bureau, les dépenses personnelles du concessionnaire, ses frais de voyage, les primes d'assurance responsabilité visées à l'article XIII du présent contrat et toute autre dépense de même nature.

g) « frais d'exploitation » signifient tout déboursé jugé nécessaire par le locateur pour l'exploitation et la bonne opération du ou des terrains de camping et sans restreindre la portée générale du présent paragraphe, comprend notamment le salaire des employés, les déboursés pour le matériel d'entretien, l'enlèvement des vidanges et le service de sécurité, et le paiement des honoraires de la firme de comptabilité dont les services doivent être retenus par le concessionnaire en vertu du paragraphe « *c* » de l'article V.

h) « recettes nettes » signifient la balance des recettes brutes après déduction des frais d'exploitation et des « profits et frais d'administration » du concessionnaire.

i) « loyer » signifie le montant qui devra être payé au locateur et qui devra être égal aux recettes nettes.

ARTICLE II

Bail et concession:

Le locateur, par les présentes, loue au concessionnaire le ou les terrains de camping, ci-après énumérés et accorde au concessionnaire le droit exclusif de le ou de les exploiter.

ARTICLE III

Durée:

Le présent contrat entrera en vigueur le 1er juin 1967 et expirera, de plein droit et sans avis de congé, le 30 octobre 1967.

Les parties reconnaissant que le présent contrat n'est pas sujet au renouvellement par tacite reconduction.

ARTICLE IV

Loyer:

Le concessionnaire s'engage à payer au locateur un loyer égal aux recettes nettes telles que définies au paragraphe « *i* » de l'article I.

Ledit loyer sera payable en monnaie courante du Canada, sans réduction, déduction ou compensation, sauf celle prévue au présent contrat.

Le loyer est exigible et doit être transmis au locateur à l'expiration du présent contrat ou antérieurement sur demande du locateur. Le locateur se réserve le droit d'exiger le paiement hebdomadaire du loyer.

ARTICLE V

Contrôle du revenu:

Le concessionnaire doit tenir et garder des livres et registres complets et précis de tous les revenus et recettes réalisés au cours de l'exploitation de la concession, en utilisant les méthodes et conventions comptables généralement en usage et se conformer aux règlements et procédures établis par le locateur et énoncés dans le présent contrat ou dans les directives que le locateur peut émettre de temps à autre relativement à la vérification des revenus.

Sans restreindre la portée générale du présent article et sauf disposition contraire expresse dans le présent contrat, le concessionnaire doit satisfaire aux exigences générales suivantes:

Without restricting the general significance of this paragraph, this expression includes notably office administration costs, personal expenses of the concessionary, his travelling expenses, liability insurance premiums contemplated in section XIII of this contract and any other expenses of the same nature.

(*g*) "operating costs" means any expenditure deemed necessary by the lessor for the administration and proper operation of the camping ground or grounds, and without restricting the general significance of this paragraph, includes notably employees' salaries, expenditures for material maintenance, garbage removal and safety service, and the payment of fees to the accounting firm whose services must be retained by the concessionary pursuant to paragraph « *c* » of section V.

(*h*) "net receipts" mean the balance of gross receipts after deduction of operation costs and "profits and administration costs" of the concessionary.

(*i*) "rent" means the amount which must be paid to the lessor, and which must be equal to the net receipts.

SECTION II

Lease and concession:

The lessor hereby leases to the concessionary the camping ground or grounds hereinafter enumerated, and grants the concessionary the exclusive right to operate it or them.

SECTION III

Duration:

This contract will enter into force on June 1, 1967, and will expire, lawfully and without notice of leave, on October 30, 1967.

The parties realize that this contract is not subject to renewal by tacit agreement.

SECTION IV

Rent:

The concessionary undertakes to pay the lessor a rent equal to the net receipts as defined in paragraph « *i* » of section I.

The said rent shall be payable in Canadian currency, without reduction, deduction or compensation, save that provided for in this contract.

The rent is claimable and shall be forwarded to the lessor upon expiry of this contract or previously upon request of the lessor. The lessor reserves the right to demand weekly payment of the rent.

SECTION V

Control of revenue:

The concessionary shall hold and keep complete and accurate books and registers of all revenue and receipts realized during the operation of the concession, using current accounting methods and rules, and shall conform to the regulations and procedures established by the lessor and set down in this contract or in rules which the lessor may issue from time to time relative to the auditing of revenues.

Without restricting the general significance of this section, and saving actual provision to the contrary in this contract, the concessionary shall comply with the following general requirements:

a) Le concessionnaire doit remettre avec chaque remise de loyer, un rapport des revenus et des dépenses couvrant la période hebdomadaire concernée, rapport préparé de la manière et suivant la formule exigée par le locateur, lequel rapport devra être certifié conjointement, comme étant exact et complet, par le concessionnaire ou son préposé, et la firme de comptabilité visée au paragraphe « *c* » du présent article.

b) Le montant du loyer doit être payé par chèque à l'ordre du ministre des finances et transmis au sous-ministre du tourisme, de la chasse et de la pêche.

c) Dans tous les cas où il est exigé du concessionnaire qu'il fournisse des états financiers vérifiés, il doit les faire préparer par des comptables agréés, payés par lui, membres en règle et jugés aptes par le locateur.

d) Le concessionnaire s'engage à ouvrir un compte dans une banque à charte et y déposer dans un compte « in trust », toutes les sommes perçues comme recettes brutes.

À même ce compte, le concessionnaire pourra retirer à chaque semaine, une avance sur les « profits et les frais d'administration » tels que définis au paragraphe « *f* » de l'article I, à raison de 8%, mais seulement après que les frais d'exploitation de la semaine auront été payés ou prévus.

Le surplus des « profits et frais d'administration » provenant de la différence du pourcentage des recettes brutes prévu au présent article et du pourcentage des recettes visé à l'annexe « A » du présent contrat, ne pourra être retiré par le concessionnaire que lors du rajustement du loyer à l'expiration du bail.

e) Le locateur, en aucun cas, ne garantit le pourcentage des « profits et frais d'administration » tels que définis au paragraphe « *f* » de l'article I, si les recettes brutes devenaient insuffisantes pour couvrir les « frais d'exploitation ».

f) Le concessionnaire s'engage à faire signer conjointement par la firme de comptabilité chargée de la tenue des livres, tous les chèques qu'il émettra durant la période couvrant le présent bail, ou les retraits bancaires faits en vertu du paragraphe « *d* » du présent article ou faits à l'expiration du présent bail.

(*a*) With each payment of the rent, the concessionary shall give a report of revenues and expenditures covering the weekly period concerned, which report shall be prepared in the manner and according to the form required by the lessor, and which shall be certified jointly, as being accurate and complete, by the concessionary or his agent and the accounting firm mentioned in paragraph "*c*" of this section.

(*b*) The rent shall be paid by cheque payable to the order of the Minister of Finance, and shall be sent to the Deputy-Minister of Tourism, Fish and Game.

(*c*) Should the concessionary be required to furnish verified financial statements, he shall have them prepared by chartered accountants, paid by him, which accountants shall be members in good standing and deemed qualified by the lessor.

(*d*) The concessionary undertakes to open an account in a chartered account and to deposit therein in a "in trust" account, all the sums collected as gross receipts.

From this account the concessionary may withdraw, each week, an advance on the "profits and administration costs" as defined in paragraph "*f*" of section I, at a rate of 8%, but only after the operation costs for the week have been paid or provided for.

The excess of the "profits and administration costs" resulting from the difference in percentage of the gross receipts mentioned in this section and in the percentage of the receipts contemplated in appendix "A" of this contract, may be withdrawn by the concessionary only when the rent is settled upon expiry of the lease.

(*e*) In no case does the lessor guarantee the percentage of the "profits and administration costs" as defined in paragraph "*f*" of section I, if the gross receipts become insufficient to cover the "operating costs".

(*f*) The concessionary undertakes to have signed jointly by the accounting firm entrusted with the book-keeping, all the cheques which he will issue during the period covering the present lease, or the bank withdrawals made pursuant to paragraph "*d*" of this section, or made upon expiry of the present lease.

Article VI

Utilisation des lieux:

Le concessionnaire ne pourra utiliser les lieux présentement loués que pour l'exploitation d'un terrain de camping. Toute autre exploitation devra faire l'objet d'une approbation préalable du ministre qui pourra la refuser sans motiver sa décision.

Le concessionnaire devra se conformer strictement aux dispositions de la Loi de l'hygiène du Québec ainsi qu'aux règlements adoptés en vertu de cette loi pour tout aspect de son exploitation relatif à l'hygiène et à la salubrité.

Section VI

Use of grounds:

The concessionary may not use the grounds presently leased except for the operation of a camping ground. Any other operation must have the previous approval of the Minister who may refuse without stating the reason for his decision.

The concessionary must conform strictly to the provisions of the Quebec Public Health Act as well as to the regulations adopted in accordance with said Act in every aspect of his operation relative to hygiene and cleanliness.

Article VII

Droit d'inspection:

Le concessionnaire reconnait au locateur le droit de pénétrer dans les lieux loués et de les inspecter et ce, à toutes heures raisonnables pendant toute la durée de l'exploitation de la concession.

Section VII

Right of inspection:

The concessionary acknowledges the lessor's right to enter the leased grounds and to inspect them at any reasonable hour during the entire continuance of the operation of the concession.

Le concessionnaire sera de plus tenu de se conformer sans délai aux exigences et aux directives que lui recommandera le locateur à la suite desdites instructions en ce qui a trait aux clauses, conditions et spécifications contenues dans la présente.

ARTICLE VIII

Droit de vérification de la comptabilité:

Le concessionnaire reconnait au locateur le droit de faire vérifier, sans avis au préalable, tous les livres de comptabilité du concessionnaire soit par l'entremise des inspecteurs du ministère du tourisme, de la chasse et de la pêche, soit d'employés sous la juridiction de l'auditeur de la province ou du contrôleur de la Trésorerie ou par l'entremise de toute autre personne mandatée à cette fin.

ARTICLE IX

Sous-concession:

Le concessionnaire ne pourra céder les droits qui lui sont consentis par la présente, sans approbation préalable écrite du ministre.

Si le concessionnaire obtient l'autorisation de faire exploiter par une autre personne, corporation ou société, la présente concession, le concessionnaire et l'exploitant seront tenus conjointement et solidairement responsables vis-à-vis le locateur de l'exécution de l'obligation découlant du présent contrat.

ARTICLE X

Personnel:

Le concessionnaire doit utiliser les services d'un nombre suffisant d'employés compétents, polis et correctement vêtus. Ces personnes doivent avoir une bonne réputation et n'avoir fait l'objet d'aucune condamnation par le tribunal, en vertu du code criminel.

Si une personne employée par le concessionnaire ne satisfait pas aux exigences du présent article, le locateur peut exiger du concessionnaire qu'il soit obligé de congédier son employé.

Le concessionnaire doit retenir les services d'employés pour combler les fonctions ou remplir les tâches énumérées par le locateur suivant un organigramme décrivant le personnel requis pour l'exploitation de chaque terrain de camping et qui fera partie intégrante du présent contrat même s'il y est annexé subséquemment à sa signature. Le locateur s'engage à modifier les exigences établies relativement au personnel, en vertu du présent alinéa, si les recettes brutes deviennent insuffisantes pour couvrir les « frais d'exploitation ».

ARTICLE XI

Entretien:

Le concessionnaire s'engage à entretenir parfaitement le site, et les locaux de sa concession et à se conformer aux directives raisonnables du locateur à ce sujet.

ARTICLE XII

Résiliation:

À défaut du concessionnaire de se conformer à une des clauses du présent contrat, le locateur lui donnera un avis écrit de deux jours, le noti-

Moreover, the concessionary shall be obliged to comply, without delay, with the requirements and rules which the lessor will make known to hom following the said instructions relative to clauses, conditions and specifications contained herein.

SECTION VIII

Right to verify accounting:

The concessionary acknowledges the lessor's right to have verified, without previous notice, all the concessionary's accounting books either by inspectors of the Department of Tourism, Fish and Game, or by employees under the jurisdiction of the Provincial auditor or of the comptroller of the Treasurer or through the intervention of any person commissioned for this purpose.

SECTION IX

Sub-concession:

The concessionary may not cede the rights granted to him hereby, without previous written approval of the Minister.

If the concessionary obtains the authorization to have operated by another person, corporation or association, the present concession, the concessionary and operator will be held jointly and severally responsible to the lessor for the carrying out of the obligation resulting from this contract.

SECTION X

Personnel:

The concessionary must use the services of a sufficient number of competent, polite and properly clothed employees. These persons must have a good reputation and not have been condemned by the court, pursuant to the Criminal Code.

If a person employed by the concessionary does not fill the requirements of this section, the lessor may demand that the concessionary dismiss his employee.

The concessionary must retain the services of employees to fill the duties or tasks enumerated by the lessor according to an organigram describing the personnel required for the operation of each camping ground and which will form an integral part of this contract even if it is added following his signature. The lessor undertakes to modify the requirements established relative to personnel, pursuant to this paragraph, if the gross receipts become insufficient to cover "operating costs".

SECTION XI

Maintenance:

The concessionary undertakes to maintain the site and the offices of his concession in perfect condition, and to comply with reasonable rules of the lessor to this effect.

SECTION XII

Cancellation:

Should the concessionary fail to conform to the clauses in this contract, the lessor shall give him a two-day written notice, notifying him of

fiant de la résiliation du présent bail, sans que le locateur ait à avoir recours à des poursuites judiciaires.

Au cas de résiliation du présent bail, le concessionnaire ne pourra réclamer du locateur aucune compensation ou indemnité pour toutes additions ou améliorations des lieux, ni réclamer des dommages-intérêts pour quelque raison que ce soit.

the cancellation of this lease, without the lessors, having recourse to legal proceedings.

In the case of cancellation of this lease, the concessionary may not claim any compensation or indemnity from the lessor for any additions or improvements to the grounds, nor may he claim damages-interest for any reason whatsoever.

Article XIII

Assurance:

Le concessionnaire devra contracter une police d'assurance responsabilité couvrant sa responsabilité publique résultant de blessures corporelles, de mort accidentelle ou de dommages matériels, comportant la couverture minimum suivante:

blessures corporelles ou mort d'une personne:
$100,000.00;
blessures corporelles ou mort de plus d'une personne:
$1,000,000.00;
dommages à la propriété:
$100,000.00.

Une copie de la police visée au présent article doit être transmise sans délai au locateur.

Section XIII

Insurance:

The concessionary shall take out a liability insurance policy covering his public liability resulting from bodily injury, accidental death or material damages, comprising the following minimum coverage:

bodily injury or death of an individual:
$100,000.00.00;
bodily injury or death or more than one person:
$1,000,000;
property damages:
$100,000.00.

A copy of the policy contemplated in this section shall be sent to the lessor without delay.

Article XIV

Responsabilité:

En aucun cas, le locateur ne sera tenu responsable des réclamations ou poursuites pour dommages matériels, blessures corporelles ou mort, d'un usager ou de toute autre personne qui utilise le site ou qui y travaille.

Le concessionnaire s'engage à payer ou à acquitter toutes réclamations ou comptes dus provenant d'obligations ou engagements contractés pendant la durée du présent bail et dégage ainsi le locateur de toute responsabilité relativement à de telles réclamations.

Section XIV

Liability:

In no case shall the lessor be held liable for claims or proceedings for material damages, bodily injury or death of a user or of any other person who uses the site or who works thereon.

The concessionary undertakes to pay or discharge all claims or accounts due resulting from obligations or engagements contracted during the term of this lease, and thus relieves the lessor of any liability relative to such claims.

Annexe « A »

Profit et frais d'administration du concessionnaire:

Le profit et les frais d'administration du concessionnaire seront toujours calculés sur les recettes brutes, d'après les taux suivants:

1° occupation moyenne de la saison jusqu'à 60%:
un montant égal à 14% des recettes brutes;
2° occupation moyenne de 61% à 80%:
un montant égal à 14% sur les premiers 60%
plus:
un montant égal à 11% sur le surplus ne dépassant pas 80%;
3° occupation moyenne de 81% et plus:
un montant égal à 14% sur les premiers 60%
plus:
un montant égal à 11% sur le montant variant de 61% à 80%
plus:
un montant égal à 8% sur l'excédent de 80%.

Une avance sur les profits et frais d'administration sera accordée à raison de 8% par semaine, mais après que les frais d'exploitation seront payés. Les montants non payés, selon les barèmes établis plus haut, seront versés au concessionnaire à la fin de la saison et sur acceptation du ministère.

20239-o

Appendix "A"

Profit and administration costs of the concessionary:

The profit and administration costs of the concessionary shall always be calculated on the gross receipts, according to the following rates:

1. average occupation of the season up to 60%:
an amount equal to 14% of the gross receipts;
2. average occupation of 61% to 80%:
an amount equal to 14% on the first 60%
plus:
an amount equal to 11% on the balance not exceeding 80%
3. average occupation of 81% or more:
an amount equal to 14% on the first 60%
plus:
an amount equal to 11% on the amount varying from 61% to 80%
plus:
an amount equal to 8% on the amount exceeding 80%.

An advance on the profits and administration costs shall be granted at a rate of 8% per week, but only after the operating costs have been paid. Amounts unpaid, according to the above-established scale, shall be paid to the concessionary at the end of the season upon acceptance of the Department.

20239

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1640

Québec, le 14 juin 1967.
Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la reconnaissance des territoires décrits en appendice comme réserves à castor.

ATTENDU QU'en vertu du paragraphe 6 de l'article 65 de la Loi de la chasse, Statuts refondus 1964, chapitre 202, le lieutenant-gouverneur en conseil peut constituer des réserves de chasse pour les animaux à fourrure et faire les règlements qui s'y appliquent;

ATTENDU QU'il est opportun de modifier les limites des réserves à castor de la province;

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la proposition du Ministre du Tourisme, de la chasse et de la pêche:

QUE les territoires décrits en appendice soient reconnus comme réserves à castor;

QUE soient abrogés les arrêtés en conseil suivants:

1° L'arrêté en conseil numéro 732 du 24 mars 1932 concernant l'érection d'une réserve de chasse;

2° L'arrêté en conseil numéro 1543 du 11 avril 1940 concernant la création d'une réserve pour l'élevage du castor, dans l'extrême nord de la province;

3° L'arrêté en conseil numéro 2834 du 30 octobre 1941 concernant la création d'une réserve pour le repeuplement des castors;

4° L'arrêté en conseil numéro 2385 du 27 novembre 1942 concernant la création de deux sanctuaires pour l'élevage du castor à l'état naturel;

5° l'arrêté en conseil numéro 1494 du 9 juin 1943 concernant la création de deux sanctuaires pour l'élevage du castor à l'état de la nature, au sud de la Baie James;

6° l'arrêté en conseil numéro 3998 du 3 octobre 1946 concernant l'agrandissement de la réserve dite Vieux comptoir;

7° l'arrêté en conseil numéro 1047 du 4 août 1948 concernant la création des sanctuaires de Mistassini et du Grand-Lac-Victoria, pour l'élevage du castor à l'état naturel;

8° L'arrêté en conseil numéro 673 du 28 juin 1951 concernant l'agrandissement de la réserve à castor de Mistassini;

9° La partie de l'arrêté en conseil numéro 674 du 28 juin 1951, concernant réserve à castor de Manouane;

10° La partie de l'arrêté en conseil numéro 674 du 28 juin 1951, concernant la réserve à caston de Roberval;

11° la partie de l'arrêté en conseil numéro 739 du 12 juillet 1951, concernant la réserve à castor de Bersimis ainsi que les réserves de Roberval et de Manouane;

12° La partie de l'arrêté en conseil numéro 1230 du 19 novembre 1952, concernant la réserve à castor du Grand-Lac-Victoria;

13° La partie de l'arrêté en conseil numéro 1253 du 17 décembre 1954, concernant une addition à la réserve à castor, à Manouane;

14° L'arrêté en conseil numéro 2106 du 4 novembre 1952 concernant la réserve à castor du Saguenay;

QUE publication soit faite dans la *Gazette officielle de Québec*.

Copie conforme.

Le Greffier du Conseil Exécutif,
JACQUES PRÉMONT.

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1640

Québec, June 14, 1967.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the recognition of territories described in the appendix as Beaver Reserves

WHEREAS in pursuance to paragraph 6 of section 65 of the Game Act, Revised Statutes, 1964, chapter 202, the Lieutenant-Governor in Council may constitute game reserves for fur-bearing animals and make the regulations which apply to them;

WHEREAS it is expedient to amend the limits of the Beaver Reserves of the Province;

CONSEQUENTLY, IT IS ORDERED upon the recommendation of the Minister of Tourism, Fish and Game:

THAT the territories described in the appendix be recognized as Beaver Reserves;

THAT the following Order in Councils be abrogated:

1. Order in Council number 732 of March 24, 1932, concerning the erection of a game reserve;

2. Order in Council number 1543 of April 11, 1940, concerning the creation of a Beaver Raising Reserve, in the northern extremity of the Province;

3. Order in Council number 2834 of October 30, 1941, concerning the creation of a Beaver Breeding Reserve;

4. Order in Council number 2385 of November 27, 1942, concerning the creation of two sanctuaries for Beaver breeding in natural surroundings;

5. Order in Council number 1494 of June 9, 1943, concerning the creation of two sanctuaries for Beaver breeding in natural surroundings, on the south of Baie James;

6. Order in Council number 3998 of October 3, 1946, concerning the enlargement of the Reserve called Vieux comptoir;

7. Order in Council number 1047 of August 4, 1948, concerning the creation of the sanctuaries of Mistassini and Grand-Lac-Victoria, for Beaver breeding in their natural surroundings;

8. Order in Council number 673 of June 28, 1951, concerning the enlargement of the Beaver Reserve of Mistassini;

9. Part of Order in Council number 674 of June 28, 1951, concerning the Manouane Beaver Reserve;

10. Part of Order in Council number 674 of June 28, 1951, concerning the Roberval Beaver Reserve;

11. Part of Order in Council number 739 of July 12, 1951, concerning the Bersimis Beaver Reserve as well as the Roberval and Manouane Reserves;

12. Part of Order in Council number 1230 of November 19, 1952, concerning the Grand-Lac-Victoria Beaver Reserve;

13. Part of Order in Council number 1253 of December 17, 1954, concerning an addition to the Beaver Reserve at Manouane;

14. Order in Council number 2106 of November 4, 1952, concerning the Saguenay Beaver Reserve;

THAT publication be made in the *Québec Official Gazette*.

True copy.

JACQUES PRÉMONT,
Clerk of the Executive Council.

I RÉSERVE DE FORT GEORGES

Un territoire de 34,150 milles carrés, borné au Nord par le parallèle de latitude 55° 30′, à l'Est, par le méridien 72°, au Sud, par la rive droite de la rivière Fort-Georges également appelée Grande-Rivière et à l'Ouest, par la baie James.

II RÉSERVE DE VIEUX COMPTOIR

Un territoire d'une superficie de 19,525 milles carrés, borné au Nord par la réserve de Fort-Georges;

borné à l'Est, par une ligne décrite comme suit: partant de l'intersection de la rive droite de la rivière Fort-Georges ou Grande-Rivière avec le méridien 73° 17′; de là, Sud 50° 15′ Ouest, 7.4 milles; de là, Sud 53° 55′ Est, 10 milles; de là, Sud 27° 55′ Ouest, 4.4 milles; de là, Sud 88° 20′ Ouest, 11. 6 milles; de là, Sud 18° 45′ Est, 5.7 milles; de là, Sud 67° 30′ Ouest, 15.2 milles; de là, Sud 87° 40′ Ouest, 18.6 milles; de là, Sud 16° 30′ Ouest, 11 milles; de là, Sud 13° 10′ Est, 9 milles; de là, Sud 60° 40′ Ouest, 22. 7 milles; de là, Sud 18° Est, 13.4 milles; de là, Nord 79° 30′ Est, 11 milles; de là, Sud 4° 10′ Est, 16.2 milles; de là, Sud 85° Ouest, 27.4 milles; de là, Sud 7° 20′ Ouest, 9.2 milles; de là, Sud 54° Ouest, 18.5 milles; de là, Sud 17° 25′ Est, 6.5 milles; de là, Sud 33° 45′ Ouest, environ 11 milles jusqu'à l'intersection de la rive droite de la rivière Eastmain avec le 3e méridien (75° 30′);

borné au Sud, par la rive droite de la rivière Eastmain;

borné à l'Ouest, par la baie James.

III RÉSERVE DE RUPERT

Un territoire d'une supreficie de 7,875 milles carrés, borné au Nord par la rive droite de la rivière Eastmain, à l'Est, par le 3e méridien (75° 30′), au Sud, par la rive droite de la rivière Rupert et à l'Ouest par la baie James.

IV RÉSERVE DE NOTTAWAY

Un territoire d'une superficie de 11,700 milles carrés, borné au Nord, par la rive sud de la baie James et par la rive droite de la rivière Rupert;

borné à l'Est et au Sud, par une ligne décrite comme suit: partant de l'intersection de la rive droite de la rivière Rupert avec le 3e médidien (75° 30′); de là, Sud 5° Ouest, 25.4 milles; de là, Sud 40° Ouest, 3 milles, jusqu'à la rive gauche de la rivière à-la-Martre; de là, vers le Sud-Ouest, en suivant la rive gauche de la rivière à-la-Martre et la rive sud du lac Weakwaten, jusqu'à la rive est du lac Tesecau; de là, Nord, environ 3 milles, jusqu'à la rive nord du lac Poncet; de là, vers le Nord-Ouest, en suivant la rive nord du lac Poncet et du lac Bruton, jusqu'à un point en longitude 76° 17′ et en latitude 51° 11.5′; de là, Sud 56° 25′ Ouest, environ 20.2 milles, jusqu'à la rive nord de la baie du Nord-Est du lac Evans; de là, vers le Sud-Ouest, en suivant la rive nord-ouest de ladite baie, jusqu'à l'extrémité sud de la Longue-Pointe; de là, Sud 51° Ouest, envron 12.4 milles jusqu'à l'extrémité ouest de la baie Sud-Ouest du lac Evans; de là, Sud 23° 30′ Ouest, 13.2 milles; de là, Sud 4° Est, environ 11.4 milles, jusqu'à la rive droite de la rivière Muskeg; de là, vers l'Ouest, en suivant la rive droite de la rivière Muskeg et la rive nord du lac Soscumica, jusqu'au point de rencontre du méridien 77° 40′ avec le parallèle de latitude 50° 20′; de là, Ouest, 5 milles; de là, Sud 34° 30′ Ouest, 21.5 milles; de là, Sud 12° 30′ Est, environ 10

I FORT GEORGES RESERVE

A territory of 34,150 square miles, bounded on the north by the parallel of latitude 55° 30′, on the east by meridian 72°, on the south by the right shore of Fort-Georges River equally called Grande-Rivière and on the west by James Bay.

II VIEUX COMPTOIR RESERVE

A territory of an area of 19,525 square miles, bounded on the north by Fort-Georges Reserve;

bounded on the east, by a line described as follows: starting from the intersection of the right shore of Fort-Georges River or Grande-Rivière with medirian 73° 17′; thence, south 50° 15′, west, 7.4 miles; thence, south 53° 55′, east 10 miles; thence, south 27° 55′, west, 4.4 miles; thence, south 88° 20′ west, 11.6 miles; thence, south 18° 45′ east, 5.7 miles; thence, south 67° 30′ west, 15.2 miles; thence, south 87° 40′ west, 18.6 miles; thence, south 16° 30′ west, 11 miles; thence, south 13° 10′ east, 9 miles; thence, south 60° 40′ west, 22.7 miles; thence, south 18° east, 13.4 miles; thence, north 79° 30′ east, 11 miles; thence, south 4° 10′ east, 16.2 miles; thence, south 85° west, 27.4 miles; thence, south 7° 20′ west, 9.2 miles; thence, south 54° west, 18.5 miles; thence, south 17° 25′ east, 6.5 miles; thence, south 33° 45′ west, approximatively 11 miles up to the intersection of the right shore of Eastmain River with the 3rd meridian (75° 30′);

bounded on the south, by the right shore of Eastmain River;

bounded on the west by James Bay.

III RUPERT RESERVE

A territory of an area of 7,875 square miles, bounded on the north by the right shore of Eastmain River, on the east by the 3rd medidian (75° 30′), on the south by the right shore of Rupert River and on the west by James Bay.

IV NOTTAWAY RESERVE

A territory of an area of 11,700 square miles, bounded on the north by the south shore of James Bay and by the right shore of Rupert River;

bounded on the east and on the south by a line described as follows: starting from the intersection of the right shore of Rupert River with the 3rd meridian (75° 30′); thence, south 5° west, 25.4 miles; thence, south 40° west, 3 miles, up to the left shore of À-la-Martre River; thence, on the southwest, following the left shore of À-la-Martre River and the south shore of Weakwaten Lake, up to the east shore of Tesecau Lake; thence, north, approximatively 3 miles, up to the north shore of Poncet Lake; thence, on the northwest, following the north shore of Poncet Lake and Bruton Lake, up to a point of longitude of 76° 17′ and a latitude of 51° 11.5′; thence, south 56° 25′ west, approximatively 20.2 miles, up to the north shore of the northeast Bay of Evans Lake; thence, on the southwest, following the northwest shore of the said Bay, up to the southern extremity of Longue-Pointe; thence, south 51° west, approximatively 12.4 miles up to the western extremity of the south-west Bay of Evans Lake; thence, south 23° 30′ west, 13.2 miles; thence, south 4° east, approximatively 11.4 miles, up to the right shore of Muskeg River; thence, on the west following the right shore of Muskeg River and the north shore of Soscumica Lake, up to the meeting point of meridian 77° 40′ with the parallel of latitude

milles, jusqu'au méridien 78°; de là, Ouest, environ 2.6 milles, jusqu'à la rive est du lac Grasset; de là, en contournant le lac Grasset par le Sud, jusqu'à la rive droite de l'embouchure de la rivière Subercase; de là, Nord 70° Ouest, 11.2 milles; de là, Nord, 3 milles; de là, Nord 50° Ouest, 14 milles; de là, Sud 78° Ouest, environ 8.7 milles, jusqu'à la rive droite de la rivière Harricana; de là, vers le Sud, en suivant la rive droite de la rivière Harricana, jusqu'à la rive droite de l'embouchure de la rivière Turgeon; de là, vers l'Ouest, en suivant la rive droite de la rivière Turgeon, jusqu'à la rive droite de l'embouchure de la rivière du Détour; de là, vers l'Ouest, en suivant la rive droite de la rivière du Détour, jusqu'à sa rencontre avec la frontière Québec-Ontario;

borné à l'Ouest, par la frontière Québec-Ontario.

V Réserve d'Abitibi

Un territoire de 30,475 milles carrés, borné au Nord par la réserve de Nottaway;

borné à l'Est, par une ligne décrite comme suit: partant d'un point situé à l'intersection de la rive est du lac Tesecau avec le parallèle de latitude 51° 04.5'; de là, vers le Sud-Est, en suivant la rive nord-est du lac Tesecau, jusqu'à son intersection avec le méridien 75° 50'; de là, Sud 21° 30' Est, 8.6 milles; de là, Sud 72° Est, 4.5 milles; de là, Sud 54° Ouest, 4 milles; de là, Sud 16° 30' Ouest, 10.4 milles; de là, Sud 63° Est, 6.6 milles; de là, Sud 15° Est, 11 milles; de là, Sud 25° Ouest, 9 milles; de là, Sud 10° Est, 6.4 milles; de là, Nord 86° 45' Est, 11 milles; de là, Sud 8° 15' Ouest, 18.6 milles; de là, Sud 81° Est, 15.6 milles; de là, Sud 8° Est, 7.6 milles; de là, Sud 71° 15' Est, 16 milles; de là, Sud 34° 45' Est, 4 milles; de là, Sud 87° 40' Est, 7 milles; de là, Sud 7° 35' Est, 5.6 milles; de là, Sud 47° 30' Ouest, 5.6 milles; de là, Sud 20° 15' Est, 6 milles; de là, Sud 9° Ouest, 10.6 milles, de là, Sud 30° Est, 6 milles; de là, Sud 2° 45' Est, environ 20 milles, jusqu'à un point situé en longitude 74° 33' et en latitude 49°; de là, Sud 54° 35' Est, 7.6 milles; de là, Nord 55° 15' Est, 4.4 milles; de là, Sud 72° 15' Est, 25.6 milles; de là, Est, 4.4 milles; de là, Sud 38° Est, 25.6 milles; de là, Sud 22° Ouest, 4.2 milles; de là, Sud 13e 45' Est, 4.2 milles; de là, Sud 62° Est, 12.8 milles; de là, Sud 14° 30' Ouest, 13.3 milles; de là, Sud 13° Est, 7.6 milles; de là, Sud 48° 45' Ouest, 31.4 milles; de là, Sud 47° Est, 3.8 milles; de là, Sud 89° Ouest, environ 1.8 mille, jusqu'au méridien 73° 40'; de là, Sud 32° 10' Ouest, 5.8 milles; de là, Sud 15° Ouest, 7.2 milles; de là, Nord 88° Ouest, environ 3 milles, jusqu'au méridien 73° 50'; de là, Sud, suivant ledit méridien, 4.4. milles; de là, Sud 73° 30' Ouest, 2.2 milles; de là, Sud 35° 15' Ouest, environ 11 milles, jusqu'au méridien 74°; de là, Sud, usivant ledit méridien, environ 22.3 milles, jusqu'à son intersection avec le parallèle de latitude de 47°;

borné au Sud à une ligne décrite comme suit: partant du point d'intersection du méridien 74° avec le parallèle de latitude 47°; de là, vers l'Ouest suivant ledit parallèle, 28 milles; de là, Nord 44° 15' Ouest, 10 milles; de là, Nord 2.2 milles; de là, Est, 2.8 milles; de là, Sud, 1.8

50° 20'; thence, west, 5 miles; thence, south 34° 30' west, 21.5 miles; thence, south 12° 30' east, approximatively 10 miles, up to meridian 78°; thence, west, approximatively 2.6 miles, up to the east shore of Grasset Lake; thence, by skirting Grasset Lake by the south, up to the right shore of the mouth of Subercase River; thence, north 70° west, 11.2 miles; thence, north, 3 miles; thence, north 50° west, 14 miles; thence, south 78° west, approximatively 8.7 miles, up to the right shore of Harricana River; thence, on the south, by following the right shore of Harricana River, up to the right shore of the mouth of Turgeon River; thence, to the west, following the right shore of Turgeon River; up to the right shore of the mouth of Détour River; thence, west, following the right shore of Détour River, up to its meeting with the Québec-Ontario Border;

bounded on the west, by the Québec-Ontario Border.

V Abitibi Reserve

A territory of 30,475 square miles, bounded on the north by Nottaway Reserve;

bounded on the east, by a line described as follows: starting from a point situated at the intersection of the east shore of Tesecau Lake with the parallel of latitude 51° 04.5'; thence, on the southeast, following the northeast shore of Tesecau Lake, up to its intersection with the meridian 75° 50'; thence, south 21° 30' east, 8.6 miles; thence, south 72° east, 4.5 miles thence, south 54° west, 4 miles; thence, south 16° 30' west, 10.4 miles; thence, south 63° east, 6.6 miles; thence, south 15° east, 11 miles; thence, south 25° west, 9 miles; thence, south 10° east, 6.4 miles; thence, north 86° 45' east, 11 miles; thence, south 8° 15' west, 18.6 miles; thence, south 81° east, 15.6 miles; thence, south 8° east, 7.6 miles; thence, south 71° 15' east, 16 miles; thence, south 34° 45' east, 4 miles; thence, south 87° 40' east, 7 miles; thence, south 7° 35' east, 5.6 miles; thence, south 47° 30' west, 5.6 miles; thence, south 20° 15' east, 6 miles; thence, south 9° west, 10.6 miles; thence, south 30° east, 6 miles; thence, south 2° 45' east, approximatively 20 miles, up to a point situated at longitude 74° 33' and at latitude 49°; thence, south 54° 35' east, 7.6 miles; thence, north 55° 15' east, 4.4 miles; thence, south 72° 15' east, 25.6 miles; thence, east, 4.4 miles; thence, south 38° east, 25.6 miles; thence, south 22° west, 4.2 miles; thence, south 13° 45' east, 4.2 miles; thence, south 62° east, 12.8 miles; thence, south 14° 30' west, 13.3 miles; thence, south 13° east, 7.6 miles; thence, south 48° 45' west, 31.4 miles; thence, south 47° east, 3.8 miles, thence, south 89° west, approximatively 1.8 miles, up to meridian 73° 40'; thence, south 32° 10' west, 5.8 miles; thence, south 15° west, 7.2 miles; thence, north 88° west, approximatively 3 miles, up to meridian 73° 50'; thence, south, following the said meridian, 4.4 miles; thence, south 73° 30' west, 2.2 miles; thence, south 35° 15' west, approximatively 11 miles, up to meridian 74°; thence, south, following the said meridian, approximatively 22.3 miles, up to its intersection with the parallel of latitude 47°;

bounded on the south by a line described as follows: starting from the intersection point of meridian 74° with the parallel of latitude 47°; thence, to the west following the said parallel, 28 miles; thence, north 44° 15' west, 10 miles; thence, north 2.2 miles; thence, east, 2.8 miles;

mille; de là, Est, 3.2 milles; de là, Nord, 8.8 milles; de là, Nord 64° Ouest, 1.8 mille; de là, Est, 3.2 milles; de là, Nord, 13.4 milles; de là, Ouest, 2 milles; de là, Nord, 8 milles; de là, Est, 5.6 milles; de là, Nord 42° Est, 3.6 milles; de là, Nord, 1.8 mille; de là, Nord 45° Ouest, 2.2 milles; de là, Nord 50° 45′ Est, 1 mille; de là, Nord, 4.6 millse; de là, Ouest, environ 0.7 mille jusqu'au méridien 74° 30′; de là, Nord, suivant ledit méridien, 2.4 milles; de là, Nord 49° 25′ Ouest, environ 10 milles, jusqu'au méridien 74° 40′; de là, Nord, environ 6.3 milles, jusqu'à la ligne du chemin de fer du Canadien National; de là, vers le Nord-Ouest en suivant ledit chemin de fer Canadien National, jusqu'au méridien 76° 29′, soit un peu à l'Ouest de la gare de Forsythe; de là, Nord suivant ledit méridien 76° 29′ jusqu'à son intersection avec le parallèle de latitude 49°; de là, Ouest suivant ledit parallèle 49°, environ 110 milles; jusqu'à la ligne extérieure est du canton Lavergne; de là, Nord, 10 milles jusqu'à la ligne extérieure nord du canton Lavergne; de là, Ouest, 10 milles, suivant cette dernière ligne jusqu'à la ligne extérieure est du canton Paradis; de là, Nord, 10 milles suivant cette dernière ligne jusqu'à la ligne extérieure nord du canton Paradis; de là, Ouest suivant la ligne extérieure nord des cantons Paradis et Boivin, 20 milles jusqu'à la frontière Québec-Ontario;

borné à l'Ouest par la frontière Québec-Ontario.

VI Réserve du Grand Lac Victoria

Un territoire de 7,825 milles carrés, borné au Nord, par une ligne décrite comme suit: partant d'un point en longitude 78° 27′ et en latitude 48°; de là, vers l'Est, suivant ledit parallèle de latitude 48°, jusqu'à son intersection avec le méridien 76° 30′; de là, Sud, suivant ce dernier méridien, jusqu'à son intersection avec le parallèle de latitude 47° 51′; de là, Est, suivant ce dernier parallèle de latitude jusqu'à son intersection avec le méridien 75° 30′;

borné à l'Est par une ligne décrite comme suit: partant du point d'intersection du méridien 75° 30′ avec le parallèle de latitude 47° 51′; de là, Sud 33° Ouest, 5.6 milles; de là, Sud 28° 30′ Est, 16.2 milles; de là, Nord 30° Est, 3 milles; de là, Sud 11° 50′ Est, 3.8 milles; de là, Sud 64° 35′ Est, 3.2 milles; de là, Sud 33° 35′ Ouest, 4 milles, jusqu'à un point en longitude 75° 21′ et en latitude 47° 30′;

borné au Sud par une ligne décrite comme suit: partant d'un point en longitude 75° 21′ et en latitude 47° 30′; de là, Ouest, suivant ledit parallèle de latitude 47° 30′, jusqu'à son intersection avec le méridien 76° 30′; de là, Sud, suivant ce dernier méridien, jusqu'à son intersection avec le parallèle de latitude 47°; de là, Ouest, suivant ce dernier parallèle, jusqu'à son intersection avec le méridien 78° 27′;

borné à l'Ouest par le méridien 78° 27′.

VII Réserve de Mistassini

Un territoire de 55,300 milles carrés, borné au Nord, par le parallèle de latitude 55° 30′;

à l'Est, par une ligne décrite comme suit: partant du point d'intersection du méridien 69° 30′ avec le parallèle de latitude 55° 30′; de là, Sud, suivant ce méridien 69° 30′, jusqu'à son intersection avec le parallèle de latitude 53° 07′; de là, Sud 67° 40′ Ouest, 9.2 milles;

thence, south, 1.8 mile; thence, east, 3.2 miles; thence, north, 8.8 miles; thence, north 64° west, 1.8 mile; thence, east, 3.2 miles; thence, north, 13.4 miles; thence, west, 2 miles; thence, north, 8 miles; thence, east, 5.6 miles; thence, north 42° east, 3.6 miles; thence, north, 1.8 mile; thence, north 45° west, 2.2 miles; thence, north 50° 45′ east, 1 mile; thence, north, 4.6 miles; thence, west, approximatively 0.7 of a mile up to meridian 74° 30′; thence, north following the said meridian, 2.4 miles; thence, north 49° 25′ west, approximatively 10 miles, up to meridian 74° 40′; thence, north, approximatively 6.3 miles, up to the line of the Canadian National Railway; thence, on the northwest following the said Canadian National Railway, up to meridian 76° 29′, being a little to the west of Forsythe Station; thence, north following the said meridian 76° 29′ up to its intersection with the parallel of latitude 49°; thence, west following the said parallel 49° approximatively 110 miles; up to the exterior east line of the township of Lavergne; thence, north, 10 miles up to the exterior north line of the township of Lavergne; thence, west, 10 miles, following this latter line up to the exterior east line of the township of Paradis; thence, north, 10 miles following this latter line up to the exterior north line of the township of Paradis; thence, west following the exterior north line of the townships of Paradis and Boivin, 20 miles up to the Québec-Ontario Border.

bounded on the west by the Québec-Ontario Border.

VI Grand Lac Victoria Reserve

A territory of 7,825 square miles, bounded on the north by a line described as follows: starting from a point of longitude 78° 27′ and latitude 48°; thence, to the east, following the said parallel of latitude 48°, up to its intersection with meridian 76° 30′; thence, south, following the latter meridian, up to its intersection with the parallel of latitude 47° 51′; thence, east, following the latter parallel of latitude up to its intersection with meridian 75° 30′;

bounded on the east by a line described as follows: starting from the intersection point of meridian 75° 30′ with the parallel of latitude 47° 51′; thence, south 33° west, 5.6 miles; thence, south 28° 30′ east, 16.2 miles; thence, north 30° east, 3 miles; thence, south 11° 50′ east, 3.8 miles; thence, south 64° 35′ east, 3.2 miles; thence, south 33° 35′ west, 4 miles, up to a point in longitude 75° 21′ and in latitude 47° 3′;0

bounded on the south by a line described as follows: starting from a point in longitude 75° 21 and in latitude 47° 30′; thence, west, following the said parallel of latitude 47° 30′, up to its intersection with the meridian 76° 30′; thence, south, following the latter meridian, up to its intersection with the parallel of latitude 47°; thence, west, following the latter parallel, up to its intersection with the meridian 78° 27′;

bounded on the west by meridian 78° 27′.

VII Mistassini Reserve

A territory of 55,300 square miles, bounded on the north, by the parallel of latitude 55° 30′;

on the east, by a line described as follows: starting from the intersection point of meridian 69° 30′ with the parallel of latitude 55° 30′; thence, south, following this meridian 69° 30′, up to its intersection with the parallel of latitude 53° 07′; thence, south 67° 40′ west, 9.2 miles;

de là, Sud 48° Ouest, 7.2 milles, jusqu'à un point en longitude 69° 50′ et en latitude 53°; de là, Sud 30° 25′ Ouest, 15.6 milles, jusqu'à une ligne arpentée; de là, Sud 13° Ouest, 20 milles; de là, Sud 35° 50′ Ouest, 11.6 milles; de là, Sud 59° 15′ Ouest, 24.8 milles; de là, Sud 69° 55′ Ouest, 13.2 milles; de là, Sud 55° 10′ Ouest, 8 milles; de là, Sud 31° 45′ Ouest, 12.7 milles; de là, Sud 46° Ouest, 10.6 milles; de là, Sud 14° 30′ Ouest, 9 milles; de là, Sud 8° 15′ Est, 9.8 milles; de là, Sud 39° 45′ Ouest, 7.6 milles; de là, Sud 16° 45′ Ouest, 6 milles; de là, Sud 65° Ouest, 5.8 milles; de là, Sud 22° Ouest, 5.4 milles; de là, Sud 66° Ouest environ 5.6 milles, jusqu'à un point en longitude 72° et en latitude 51° 14′; de là, Sud 33° 15′ Ouest, 10.5 milles; de là, Sud 39° 15′ Ouest, 7.6 milles; de là, Sud 23° Ouest, 10.4 milles; de là, Sud 48° Ouest, 5 milles; de là, Sud 24° Ouest, 5 milles; de là, Sud 75° 30′ Ouest, 11.8 milles; de là, Sud 12° 40′ Ouest, 10.4 milles; de là, Sud 51° 20′ Ouest, 3 milles; de là, Sud 20° Ouest, 15.2 milles; de là, Nord 62° Ouest, 6.8 milles; de là, Sud 47° 25′ Ouest, environ 7.8 milles, jusqu'à la rive droite de la rivière Nestawkanow; de là, vers le Sud, en suivant la rive droite de ladite rivière jusqu'à un point en longitude 73° 15′ et en latitude 50° 09′; de là, Sud 86° 10′ Ouest, 4.7 milles; de là, Nord 34° Ouest, 8.2 milles; de là, Sud 37° 10′ Ouest, 6.8 milles; de là, Nord 82° 05′ Ouest, 7 milles; de là, Sud 30° Ouest, 56.3 milles; de là, Sud 78° 15′ Ouest, 3.8 milles; de là, Sud 12° 30′ Ouest, 11.2 milles; de là, Sud 65° 40′ Est, 8.1 milles; de là, Sud 5° Est, 9 milles; de là, Sud 18° 25′ Ouest, environ 13.2 milles, jusqu'à un point en longitude 74° 20′ et en latitude 48° 58′;

borné au Sud et à l'Ouest par les réserves d'Abitibi, de Nottaway, de Rupert, de Vieux Comptoir et de Fort Georges.

VIII Réserve de Roberval

Un territoire de 26,925 milles carrés, borné à l'Est par une ligne décrite comme suit: partant d'un point en longitude 70° 08′ et en latitude 52° 30′, de là, Sud 54° 15′ Est, 2.8 milles; de là, Sud, 10.2 milles; de là, Sud 67° 15′ Ouest, 4.2 milles; de là, Nord 41° 40′ Ouest, 2.4 milles; de là, Sud 50° Ouest, 6 milles; de là, Sud 80° 15′ Ouest, 6.5 milles; de là, Sud 41° Ouest, 9.4 milles; de là, Sud 4° 20′ Ouest, 17.2 milles; de là, Nord 80° Est, 4.3 milles; de là, Sud 3° 25′ Est, 3.8 milles; de là, Est, 7.9 milles; de là, Sud 7° 15′ Ouest, 8.5 milles; de là, Sud 36° 35′ Ouest, 22 milles; de là, Sud 85° 5′ Est, 2.6 milles; de là, Sud 26° 50′ Ouest, 9 milles; de là, Sud 22° Est, 5.8 milles; de là, Sud 21° 30′ Ouest, 5.3 milles; de là, Sud 28° 15′ Est, 8.6 milles; de là, Sud 2° 30′ Ouest, 15.5 milles; de là, Nord 75° Ouest, 7 milles; de là, Sud 10° 50′ Est, 21.4 milles; de là, Sud 66° 45′ Ouest, 12.4 milles; de là, Sud 2° 50′ Ouest, 12.2 milles; de là, Nord 71° 25′ Est, 21.5 milles; de là, Sud 1° 45′ Ouest, 18.7 milles; de là, Sud 23° Ouest, 15.5 milles; de là, Sud 51° 30′ Ouest, 12.2 milles; de là, Sud 54° 25′ Est, 10.2 milles; de là, Sud 52° 10′ Ouest, 14.4 milles; de là, Sud 5° Est, 6.1 milles; de là, Sud 61° 20′ Est, 2.4 milles; de là, Sud 5° 15′ Est, 5.4 milles; de là, Sud 31° 50′ Ouest, 6.4 milles; de là, Sud 25° Est, 17 milles; de là, Sud 53° 20′ Est, 5.2 milles; de là, Nord 78° 35′ Est, 11.6 milles; de là, Sud 32° 30′ Est, 8.6 milles jusqu'à un

thence, south 48° west, 7.2 miles, up to a point in longitude 69° 50′, and in latitude 53°; thence, south 30° 25′ west, 15.6 miles, up to an arpented line; thence, south 13° west, 20 miles; thence, south 35° 50′ west, 11.6 miles; thence, south 59° 15′ west, 24.8 miles; thence, south 69° 55′ west, 13.2 miles; thence, south 55° 10′ west, 8 miles; thence, south 31° 45′ west, 12.7 miles; thence, south 46° west, 10.6 miles; thence, south 14° 30′ west, 9 miles; thence, south 8° 15′ east, 9.8 miles; thence, south 39° 45′ west, 7.6 miles; thence, south 16° 45′ west, 6 miles; thence, south 65° west, 5.8 miles; thence, south 22° west, 5.4 miles; thence, south 66° west, approximatively 5.6 miles, up to a point of longitude 72° and in latitude 51° 14′; thence, south 33° 15′ west, 10.5 miles; thence, south 39° 15′ west, 7.6 miles; thence, south 23° west, 10.4 miles; thence, south 48° west, 5 miles; thence, south 24° west, 5 miles; thence, south 75° 30′ west, 11.8 miles; thence, south 12° 40′ west, 10.4 miles; thence, south 51° 20′ west, 3 miles; thence, south 20° west, 15.2 miles; thence, north 62° west, 6.8 miles; thence, south 47° 25′ west, approximatively 7.8 miles, up to the right shore of Nestawkanow River; thence, to the south, following the right shore of the said river up to a point in longitude 73° 15′ and in latitude 50° 09′; thence, south 86° 10′ west, 4.7 miles; thence, north 34° west, 8.2 miles; thence, south 37° 10′ west, 6.8 miles; thence, north 82° 05′ west, 7 miles; thence, south 30° west, 56.3 miles; thence, south 78° 15′ west, 3.8 miles; thence, south 12° 30′ west, 11.2 miles, thence, south 65° 40′ east, 8.1 miles; thence, south 5° east, 9 miles; thence, south 18° 25′ west, approximatively 13.2 miles, up to a point in longitude 74° 20′ and in latitude 48° 58′;

bounded on the south and west by the Abitibi, Nottaway, Rupert, Vieux Comptoir and Fort Georges Reserves.

VIII Roberval Reserve

A territory of 26,925 square miles, bounded on the east by a line described as follows: starting from a point in longitude 70° 08′ and in latitude 52° 30′, thence, south 54° 15′, east, 2.8 miles; thence, south, 10.2 miles; thence, south 67° 15′ west, 4.2 miles; thence, north 41° 40′ west, 2.4 miles; thence, south 50° west, 6 miles; thence, south 80° 15′ west, 6.5 miles; thence, south 41° west, 9.4 miles; thence, south 4° 20′ west, 17.2 miles; thence, north 80° east, 4.3 miles; thence, south 3° 25′ east, 3.8 miles; thence, east, 7.9 miles; thence, south 7° 15′ west, 8.5 miles; thence, south 36° 35′ west, 22 miles; thence, south 85° 5′ east, 2.6 miles; thence, south 26° 50′ west, 9 miles; thence, south 22° east, 5.8 miles; thence, south 21° 30′ west, 5.3 miles; thence, south 28° 15′ east, 8.6 miles; thence, south 2° 30′ west, 15.5 miles; thence, north 75° west, 7 miles; thence, south 10° 50′ east, 21.4 miles; thence, south 66° 45′ west, 12.4 miles; thence, south 2° 50′ west, 12.2 miles, thence, north 71° 25′ east, 21.5 miles; thence, south 1° 45′ west, 18,7 miles; thence, south 23° west, 15.5 miles; thence, south 51° 30′ west, 12.2 miles; thence, south 54° 25′ east, 10.2 miles; thence, south 52° 10′ west, 14.4 miles; thence, south 5° east, 6.1 miles; thence, south 61° 20′ east, 2.4 miles; thence, south 5° 15′ east, 5.4 miles; thence, south 31° 50′ west, 6.4 miles; thence, south 25° east, 17 miles; thence, south 53° 20′ east, 5.2 miles; thence.

point en longitude 70° 19′ et en latitude 49° 3′;

borné au Sud par une ligne décrite comme suit: partant d'un point en longitude 70° 19′ et en latitude 49° 03′; de là, Sud 77° 45′ Ouest, 5.2 milles; de là, Sud 4° Ouest, 4.8 milles; de là, Sud 59° 50′ Ouest, 8.5 milles; de là, Nord 70° Ouest, environ 4.2 milles, jusqu'à un point situé en longitude 70° 40′ et en latitude 48° 57′; de là, Nord suivant le méridien 70° 40′ jusqu'à son intersection avec le parallèle de latitude 49°; de là, Ouest suivant ce dernier parallèle de latitude, jusqu'à son intersection avec le méridien 71° 20′; de là, Nord suivant ce dernier méridien jusqu'à son intersection avec le parallèle de latitude 49° 01′; de là, Ouest, suivant ce dernier parallèle de latitude jusqu'à son intersection avec la rive gauche de la rivière Mistassibi; de là, vers le Nord en suivant la rive gauche de la rivière Mistassibi, jusqu'à son intersection avec le parallèle de latitude, 49° 07′; de là, Ouest suivant ce dernier parallèle de latitude jusqu'à son intersection avec le méridien 72° 40′; de là, Sud suivant ce dernier méridien jusqu'à son intersection avec la rive gauche de la rivière Ashuapmachouan; de là, vers le Sud-Est, en suivant la rive gauche de la rivière Ashuapmachouan jusqu'à son intersection avec le parallèle de latitude 48° 47′; de là, Sud 46° 10′ Ouest, 7.5 milles; de là, Sud 17° 30′ Ouest, environ 6 milles, jusqu'au parallèle de latitude 48° 37.5′; de là, Ouest suivant ce dernier parallèle de latitude jusqu'à son intersection avec le méridien 73°; de là, Sud en suivant ce dernier méridien, jusqu'à son intersection avec le parallèle de latitude 47° 55′; de là, Nord 46° 20′ Ouest, environ 12 milles, jusqu'à un point en longitude 73° 10.5′ et en latitude 48° 02′;

borné au Sud-Ouest par la réserve d'Abitibi et au Nord-Ouest par la réserve de Mistassini.

IX Réserve de Bersimis

Un territoire de 31,925 milles carrés, borné au Nord et à l'Est par une ligne décrite comme suit: partant d'un point en longitude 69° 30′ et en latitude 53° 32′, de là, Est, 7 milles; de là, Nord 57° Est, 4.4 milles; de là, Sud 80° Est, 5.6 milles; de là, Sud 53° Est, 13.8 milles; de là, Sud 2° 15′ Ouest, 21.8 milles; de là, Sud 36° Ouest, 9.3 milles; de là, Sud 22° 20′ Est, 12.6 milles; de là, Est, 9.2 milles; de là, Sud 36° 45′ Est, 12 milles; de là, Sud 3° 45′ Ouest, 18 milles; de là, Sud 22° 35′ Est, 7.6 milles; de là, Sud 62° 45′ Est, 6 milles; de là, Nord 54° 30′ Est, 2.5 milles; de là, Nord 29° 45′ Ouest, 3.8 milles; de là, Sud 67° 50′ Est, 4.4 milles; de là, Nord 54° 30′ Est, 5.4 milles; de là, Est, 2.8 milles; de là, Sud 2° 15′ Est, 25.2 milles; de là, Nord 42° 15′ Est, environ 3.2 milles, jusqu'à un point en longitude 68° et en latitude 52° 05′, de là, Nord 74° Est, 3.4 milles; de là, Sud 66° 35′ Est, 5.4 milles; de là, Sud 14° 15′ Est, environ 12 milles; jusqu'à la rive nord du Petit Lac Manicouagan, de là, dans une direction générale sud-est en suivant la rive sud-ouest du Petit Lac Manicouagan jusqu'à un point en longitude 67° 35′ et en latitude 51° 44.5′; de là, Sud 39° 25′ Ouest, 11.2 milles; de là, Sud 3° 45′ Ouest, 2.5 milles; de là, Sud 40° Ouest 7.4 milles; de là, Nord 69° 20′ Est, 8.7 milles; de là, Sud 13° 45′ Est, 3.4 milles; de là, Sud 61° 15′ Est, 6.4 milles; de là, Sud 18° Est, 10.1 milles; de là, Sud 20° Ouest, 19.9 milles; de là, Sud 65° Ouest, 3 milles; de là, Sud 29° Est, 2.2 milles; de là, Sud 35° 35′ Ouest, 7.4 milles; de là, Sud 29° 30′ Est, 2.2 milles; de

north 78° 35′ east, 11.6 miles; thence, south 32° 30′ east, 8.6 miles up to a point in longitude 70° 19′ and in latitude 49° 3′;

bounded on the south by a line described as follows: starting from a point in longitude 70° 19′ and in latitude 49° 03′; thence, south 77° 45′ west, 5.2 miles; thence, south 4° west, 4.8 miles; thence, south 59° 50′ west, 8.5 miles; thence, north 70° west, approximatively 4.2 miles, up to a point situated in longitude 70° 40′ and in latitude 48° 57′; thence, north following meridian 70° 40′ up to its intersection with the parallel of latitude 49°; thence, west following the latter parallel of latitude, up to its intersection with meridian 71° 20′; thence, north following the latter meridian up to its intersection with the parallel of latitude 49° 01′; thence, west, following the latter parallel of latitude up to its intersection with the left shore of Mistassibi River; thence, on the north following the left shore of Mistassibi River, up to its intersection with the parallel of latitude 49° 07′; thence, west following the latter parallel of latitude up to its intersection with meridian 72° 40′; thence, south following the latter meridian up to its intersection with the left shore of Ashuapmachouan River; thence, on the southeast, following the left shore of Ashuapmachouan River, up to its intersection with the parallel of latitude 48° 47′; thence, south 46° 10′ west, 7.5 miles; thence, south 17° 30′ west, approximatively 6 miles, up to the parallel of latitude 48° 37.5′; thence, west following the latter parallel of latitude up to its intersection with meridian 73°; thence, south following the latter meridian, up to its intersection with the parallel of latitude 47° 55′; thence, north 46° 20′ west, approximatively 12 miles, up to a point in longitude 73° 10.5 and in latitude 48° 02′;

bounded on the southwest by Abitibi Reserve and on the northwest by Mistassini Reserve.

IX Bersimis Reserve

A territory of 31,925 square miles, bounded on the north and east by a line described as follows: starting from a point in longitude 69° 30′ and in latitude 53° 32′, thence, east, 7 miles; thence, north 57° east, 4.4 miles; thence, south 80° east, 5.6 miles; thence, south 53° east, 13.8 miles; thence, south 2° 15′ west, 21.8 miles; thence, south 36° west, 9.3 miles; thence, south 22° 20′ east, 12.6 miles; thence, east, 9.2 miles; thence, south 36° 45′ east, 12 miles; thence, south 3° 45′ west, 18 miles; thence, south 22° 35′ east, 7.6 miles; thence, south 62° 45′ east, 6 miles; thence, north 54° 30′ east, 2.5 miles; thence, north 29° 45′ west, 3.8 miles; thence, south 67° 50′ east, 4.4 miles; thence, north 54° 30′ east, 5.4 miles; thence, east, 2.8 miles; thence, south 2° 15′ east, 25.2 miles; thence, north 42° 15′ east, approximatively 3.2 miles, up to a point in longitude 68° and in latitude 52° 05′, thence, north 74° east, 3.4 miles; thence, south 66° 35′ east, 5.4 miles; thence, south 14° 15′ east, approximatively 12 miles; up to the north shore of Petit Lac Manicouagan, thence, in a general southeasterly direction following the southwest shore of Petit Lac Manicouagan up to a point of longitude 67° 35′ and in latitude 51° 44.5′; thence, south 39° 25′ west, 11.2 miles; thence, south 3° 45′ west, 2.5 miles; thence, south 40° west, 7.4 miles; thence, north 69° 20′ east, 8.7 miles; thence, south 13° 45′ east, 3.4 miles; thence, south 61° 15′ east, 6.4 miles; thence, south 18° east, 10.1 miles; thence, south 20° west, 19.9 miles; thence, south 65° west, 3 miles;

là, Sud 7° 20′ Ouest, 6.8 milles; de là, Sud 23° 35′ Est, 9.3 milles; de là, Sud 89° 15′ Est, 2.3 milles; de là, Sud 22° 30′ Est, 4 milles; de là, Nord 52° 15′ Est, 2.7 milles; de là, Sud 87° 30′ Est, 5.2 milles; de là, Sud 34° 15′ Ouest, 8.8 milles; de là, Sud 60° 15′ Ouest, 5 milles; de là, Nord 84° 15′ Ouest, 12.7 milles; de là, Sud 48° 35′ Ouest, 7 milles, jusqu'à un point en longitude 68° et en latitude 50° 26.5′, de là, Sud en suivant le méridien 68° jusqu'à son intersection avec le parallèle de latitude 50° 14′, soit la rive droite de la rivière Fontmalais; de là, vers le Sud-Est en suivant la rive droite de la rivière Fontmalais, et la rive sud-ouest du lac Ste-Anne jusqu'à son extrémité sud-est; de là, Sud 45° Est jusqu'à la rive droite de la rivière Godbout; de là, vers le Sud en suivant la rive droite de la rivière Godbout, jusqu'à un point en longitude 67° 40′ et en latitude 49° 32′; de là, Sud en suivant le méridien 67° 40′, jusqu'au parallèle de latitude 49° 28′; de là, Sud 36° 30′ Ouest, 4.5 milles; de là, Sud 70° Ouest, 7.4 milles; de là, Nord 75° 45′ Ouest, 5.6 milles, jusqu'au méridien 68° de là, Sud suivant le méridien 68° jusqu'à la rive nord du golfe St-Laurent;

borné au Sud-Est par la rive nord du golfe St-Laurent;

borné au Sud par une ligne décrite comme suit: partant de l'intersection de la rive droite de la rivière Betsiamites avec l'emprise nord de la route numéro 15; de là, vers le nord-ouest et le Nord en suivant la rive droite de la rivière Betsiamites jusqu'à sa rencontre avec le parallèle de latitude 49° 04′; de là, Sud 51° 15′ Ouest, 11.1 milles; de là, Nord 58° 15′ Ouest, 6.8 milles; de là, Nord 17° 25′ Ouest, 7.2 milles; de là, Nord 41° 20′ Est, environ 5 milles; jusqu'à la rive droite de la rivière Betsiamites; de là, vers le Nord-Ouest et l'Ouest, en suivant la rive droite de la rivière Betsiamites jusqu'à un point en longitude 69° 34′ et en latitude 49° 17′; soit un peu au Sud-Est de la ville de Labrieville; de là, Sud 34′ Ouest, 12 milles; de là, Nord 87° Ouest, 5.2 milles; de là, Sud 57° 35′ Ouest, 20 milles; de là, Nord 51° 10′ Ouest, 7.6 milles, jusqu'à un point en longitude 70° 19′ et en latitude 49° 3′;

borné à l'Ouest par les réserves de Roberval et de Mistassini.

X Réserve de Saguenay

Un territoire de 83,600 milles carrés comprenant:

1° le comté de Duplessis;

2° la partie du comté de Saguenay, à l'Est de la réserve de Bersimis;

3° la partie du Nouveau-Québec, au Sud du parallèle de latitude 55° 12′, et à l'Est des réserves de Mistassini et de Bersimis.

XI Réserve du Nouveau-Québec

Tout le territoire du Nouveau-Québec non déjà compris dans les autres réserves à castor de la province.

20239-o

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1556

Québec, le 14 juin 1967.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

Concernant la négociation à l'échelle provinciale dans le secteur scolaire.

thence, south 29° east, 2.2 miles; thence, south 35° 35′ west, 7.4 miles; thence, south 29° 30′ east, 2.2 miles; thence, south 7° 20′ west, 6.8 miles; thence, south 23° 35′ east, 9.3 miles; thence, south 89° 15′ east, 2.3 miles; thence, south 22° 30′ east, 4 miles; thence, north 52° 15′ east, 2.7 miles; thence, south 87° 30′ east, 5.2 miles; thence, south 34° 15′ west, 8.8 miles; thence, south 60° 15′ west, 5 miles; thence, north 84° 15′ west, 12.7 miles; thence, south 48° 35′ west, 7 miles, up to a point in longitude 68° and in latitude 50° 26.5′, thence, south following the meridian 68° up to its intersection with the parallel of latitude 50° 14′; being the right shore of Fontmalais River; thence, to the southeast following the right shore of Fontmalais River; and the southwest shore of Ste-Anne Lake up to its southeasterly extremity; thence, south 45° east up to the right shore of Godbout River; thence, to the south following the right shore of Godbout River, up to a point in longitude 67° 40′ and in latitude 49° 32′; thence, south following meridian 67° 40′, up to the parallel of latitude 49° 28′; thence, south 36° 30′ west, 4.5 miles; thence, south 70° west, 7.4 miles; thence, north 75° 45′ west, 5.6 miles, up to meridian 68°; thence, south following meridian 68° up to the north shore of the Gulf of St. Lawrence;

bounded on the southeast by the north shore of the Gulf of St. Lawrence;

bounded on the south by a line described as follows: starting from the intersection point of the right shore of Betsiamites River with the northern land of route number 15; thence, to the northwest and north following the right shore of Betsiamites River up to its meeting with the parallel of latitude 49° 04′; thence, south 51° 15′ west, 11.1 miles; thence, north 58° 15′ west, 6.8 miles; thence, north 17° 25′ west, 7.2 miles; thence, north 41° 20′ east, approximatively 5 miles, up to the right shore of Betsiamites River; thence, to the northwest and west, following the right shore of Betsiamites River up to a point in longitude 69° 34′ and in latitude 49° 17′, being a little to the southeast of the town of Labrieville; thence, south 34′ west, 12 miles; thence, north 87° west, 5.2 miles; thence, south 57° 35′ west, 20 miles; thence, north 51° 10′ west, 7.6 miles, up to a point in longitude 70° 19′ and in latitude 49° 3′;

bounded on the west by Roberval and Mistassini Reserves.

X Saguenay Reserve

A territory of 83,600 square miles including:

1. the county of Duplessis;

2. the part of the county of Saguenay, on the east of Bersimis Reserve;

3. the part of New Québec, on the south of the parallel of latitude 55° 12′, and on the east of Mistassini and Bersimis Reserves.

XI New Quebec Reserve

The entire territory of New Québec not already included in the other Beaver Reserves of the Province.

20239

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1556

Québec, June 14, 1967.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Concerning a negotiation on schooling at the Provincial level.

ATTENDU QUE l'article 14 de la Loi assurant le droit de l'enfant à l'éducation et instituant un nouveau régime de convention collective dans le secteur scolaire (Bill 25, 16 Elizabeth II, 1967) stipule que « le lieutenant-gouverneur en conseil détermine, après avoir reçu, le cas échéant, l'avis du comité conjoint visé à l'article 13, les questions qui doivent faire l'objet de négociations à l'échelle provinciale »;

ATTENDU QUE le comité conjoint visé à l'article 13 de ladite loi a soumis aux membres du Conseil exécutif, le 2 juin 1967, un rapport exposant des avis sur certaines questions ayant trait à la négociation à l'échelle provinciale de conventions collectives entre associations d'instituteurs et commissions scolaires;

ATTENDU QUE le premier arrêté en conseil adopté en vertu de l'article 14 de ladite loi ne peut l'être après le 15 juin 1967;

ATTENDU QUE, dans les circonstances, un autre ou plusieurs arrêtés en conseil seront requis pour déterminer l'ensemble des questions qui doivent faire l'objet de négociations à l'échelle provinciale.

IL EST ORDONNÉ EN CONSÉQUENCE sur la proposition du ministre de l'éducation:

QUE les échelles de traitements constituent l'une des questions qui doivent faire l'objet de négociations à l'échelle provinciale selon les modalités stipulées à l'article 15 de la Loi assurant le droit de l'enfant à l'éducation et instituant un régime de convention collective dans le secteur scolaire (Bill 25, 16 Elizabeth II, 1967).

Copie conforme.

Le Greffier du Conseil Exécutif,
20288-o JACQUES PRÉMONT.

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1684

Québec, le 22 juin 1967.
Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT certains règlements relatifs aux services externes fournis aux personnes assurées en vertu de la Loi de l'assurance-hospitalisation

ATTENDU QU'il y a lieu d'inclure dans les services externes fournis aux personnes assurées en vertu de la Loi de l'assurance-hospitalisation;

a) Tous les services diagnostiques de laboratoire; tous les services de radiodiagnostic, y compris les épreuves diagnostiques utilisant les isotopes; les électroencéphalogrammes; les électrocardiogrammes ainsi que les vectocardiogrammes et phonocardiogrammes;

b) tout autre épreuve ou procédé de diagnostic pouvant être fait en clinique externe;

c) toute aide apportée par le service social d'un hôpital aux personnes non hospitalisées lorsque le traitement médical requiert cette aide;

pourvu que lesdits services mentionnés aux sous-paragraphes *a*), *b*) et *c*) ci-dessus soient fournis, sur prescription médicale, dans les hôpitaux de la province de Québec sous contrat avec l'assurance-hospitalisation, et dont tels services sont reconnus par le ministère de la santé.

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la proposition du ministre de la santé:

QUE soient inclus dans les services externes fournis aux personnes assurées en vertu de la Loi de l'assurance-hospitalisation;

a) Tous les services diagnostic de laboratoire; tous les services de radiodiagnostic, y compris les épreuves diagnostiques utilisant les isotopes;

WHEREAS section 14 of the Act to ensure for children the right to education and to institute a new schooling collective agreement plan (Bill 25, 16 Elizabeth II, 1967) stipulates that "the Lieutenant-Governor in Council shall decide, after having received the advice of the joint committee contemplated in section 13, if any is offered, which matters shall be negotiated at the provincial level";

WHEREAS the joint committee contemplated in section 13 of the said Act submitted to the members of the Executive Council, on June 2, 1967, a report giving advice on various questions respecting the negotiation at the provincial level of collective agreements between associations of teachers and school boards;

Whereas the first Order in Council under section 14 of the said Act shall not be made after June 15, 1967;

WHEREAS, under the circumstances, another or several Orders in Council shall be required to determine all the matters to be negotiated at the Provincial level;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Education:

THAT scales of salaries constitute one of the matters to be negotiated at the Provincial level according to the methods stipulated in section 15 of the Act to ensure for children the right to education and to institute a new schooling collective agreement plan (Bill 25, 16 Elizabeth II, 1967).

True copy.

JACQUES PRÉMONT,
20288 *Clerk of the Executive Council.*

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1684

Québec, June 22, 1967.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING certain regulations relative to outpatient services granted to those insured under the Hospital Insurance Act.

WHEREAS it is expedient to include in all outpatient services granted to those insured under the Hospital Insurance Act;

(*a*) all laboratory diagnostic tests; all radiology diagnostic examinations, including diagnostic tests using radio isotopes; electroencephalograms; electrocardiograms, as well as vectorcardiograms and phonocardiograms;

(*b*) any other diagnostic test or procedure capable of being done in an outpatient clinic;

(*c*) any help given by the Hospital Social Service to non hospitalized persons when medical treatment necessitates such aid;

provided that the said services mentioned in sub-paragraphs (*a*), (*b*) and (*c*) hereabove be granted, with a medical prescription, in the hospitals of the Province of Quebec under contract with the Hospital Insurance, such services of which are recognized by the Department of Health.

THEREFORE, IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Minister of Health;

THAT be included in the outpatient services granted to those insured under the Hospital Insurance Act:

(*a*) all laboratory diagnostic tests; all radiology diagnostic examinations, including diagnostic tests using radio isotopes; electroencephalograms;

les électroencéphalogrammes; les électrocardiogrammes ainsi que les vectocardiogrammes et phonocardiogrammes;

b) tout autre épreuve ou procédé de diagnostic pouvant être fait en clinique externe;

c) toute aide apportée par le service social d'un hôpital aux personnes non hospitalisées lorsque le traitement médical requiert cette aide;

pourvu que lesdits services mentionnés aux sous-paragraphes *a*), *b*) et *c*) ci-dessous soient fournis, sur prescription médicale dans les hôpitaux de la province de Québec sous contrat avec l'assurance-hospitalisation, et dont tels services sont reconnus par le ministère de la santé;

QUE ces règlements prennent effet à compter du 1er juillet 1967 ou de la date de publication dans la *Gazette officielle de Québec* pourvu que ces services soient donnés sur ordonnance médicale à des personnes assurées en vertu de la Loi de l'assurance-hospitalisation dans les hôpitaux de la province de Québec sous contrat avec le service de l'assurance-hospitalisation et dont les services ci-dessus sont reconnus par le ministre.

Copie conforme.

Le Greffier du Conseil Exécutif,

20289-o JACQUES PRÉMONT.

electrocardiograms, as well as vectorcardiograms and phonocardiograms;

(*b*) any other diagnostic tests or procedure capable of being done in an outpatient clinic;

(*c*) any help given by the Hospital Social Service to non hospitalized persons when medical treatment necessitates such aid

provided that the said services mentioned in sub-paragraphs (*a*), (*b*) and (*c*) hereabove be granted, with a medical prescription, in the hospitals of the Province of Quebec under contract with Hospital Insurance, such services of which are recognized by the Department of Health;

THAT these regulations take effect from and after July 1, 1967, or on the date of publication in the *Quebec Official Gazette* provided that these services be granted upon medical prescription to those insured under the Hospital Insurance Act in the hospitals of the Province of Quebec under contract with the Hospital Insurance Service, the services of which are recognized hereabove by the Minister.

True copy.

JACQUES PRÉMONT,

20289 *Clerk of the Executive Council.*

Ministère du Travail

Avis de modification

Industrie de la construction — Région de Québec

L'honorable Maurice Bellemare, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q. 1964, chapitre 143), que des parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 419 du 18 avril 1957 et amendements, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-gouverneur en conseil les modifications suivantes audit décret;

Les articles I à XX inclusivement, les Sections « A », « B » et « F » ainsi que le Titre II (Bénéfices de sécurité sociale) seront remplacés par les nouvelles dispositions suivantes:

CHAPITRE PREMIER

Conditions générales de travail

SECTION 1

Champs d'application

1.00 *Champ d'application territorial*

1.01 *Districts électoraux:* Le champ d'application territorial du présent décret comprend les districts électoraux de: Beauce, Bellechasse, Charlevoix, Chauveau, Dorchester, Jean-Talon, Kamouraska, Lévis, Limoilou, L'Islet, Lotbinière, Louis-Hébert, Mégantic, Montmagny, Montmorency, Portneuf, St-Sauveur ainsi que la cité de Rivière-du-Loup et les municipalités de Notre-Dame-de-Portage, St-Antonin, Saint-Georges-de-Cacouna et St-Patrice-de-la-Rivière-du-Loup du comté de Rivière-du-Loup.

Department of Labour

Notice of Amendment

Construction Industry — Québec Region

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (RSQ 1964, c. 143), the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour, hereby gives notice that contracting parties to the collective labour agreement respecting the Construction Industry and Trades in the Québec Region (made binding by Decree number 419 of April 18, 1957, and amendments) have petitioned him to submit the following amendments to the said decree, to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council.

Sections I through XX, Parts "A", "B" and "F", as well as Title II (Social Security Benefits) will be superseded by the following new provisions:

CHAPTER ONE

General Working Conditions

DIVISION 1

Jurisdictions

1.00 *Territorial Jurisdiction*

1.01 *Electoral districts:* The territorial jurisdiction of the decree encompasses: the electoral districts of: Beauce, Bellechasse, Charlevoix, Chauveau, Dorchester, Jean-Talon, Kamouraska, Lévis, Limoilou, L'Islet, Lobtinière, Louis-Hébert, Mégantic, Montmagny, Montmorency, Portneuf, St. Sauveur as well as the city of Rivière-du-Loup and the municipalities of Notre-Dame-du-Portage, St. Antonin, Saint-Georges-de Cacouna and St. Patrice-de-la-Rivière-du-Loup in the county of Rivière-du-Loup.

1.02 *Zones:* Aux fins d'application du présent décret, ce champ d'application territorial est divisé en trois (3) zones comme suit:

Zone I: a) les cités de Beauport, Charlesbourg, Giffard, Lauzon, Lévis, Loretteville, Québec (y compris la paroisse du Sacré-Coeur-de-Jésus), Ste-Foy (y compris la Cité Universitaire), Saint-Romuald-d'Etchemin et Sillery; les villes de Beaupré, Bélair, Charny, Courville, Duberger, Les Saules, Montmorency, Neufchâtel, Notre-Dame-des-Laurentides, Orsainville, Saint-David - de - l'Auberivière, Saint - Jean - Chrysostôme, Saint-Nicolas, Val Saint-Michel, Vanier et Villeneuve; les municipalités de Beauport-Ouest, Charlesbourg-Est, Charlesbourg-Ouest, Saint-Michel-Archange et Sainte-Thérèse-de-Lisieux; les municipalités de paroisse de Château-Richer, Lac Saint-Charles, L'Ancienne-Lorette, L'Ange-Gardien, Sainte-Anne-de-Beaupré, Saint-Dunstan-du-Lac-Beauport, Saint-Félix-du-Cap-Rouge et un rayon de deux (2) milles de ses limites si les travaux exécutés excèdent en coût vingt-cinq mille dollars ($25,000.00), salaires et matériaux compris). Saint-Joseph-de-la-Pointe-de-Lévy, Saint-Louis-de-Pintendre, Saint-Nicolas-Sud et Saint-Télesphore ainsi que les villages de Notre-Dame-de-Lorette, Notre-Dame-des-Anges, Sainte-Anne-de-Beaupré, Saint-Émile et Saint-Jean-de-Boischatel.

Fait également partie de la présente zone tout le territoire de l'Ile d'Orléans.

b) La cité de Thetford-Mines, les villes de Black-Lake et Robertsonville et les municipalités de Bernierville, East-Broughton, Ireland (partie Nord), Rivière-Blanche (Thetford-Sud), Sacré-Coeur - de - Marie, Saint - Antoine - de - Pontbriand, Saint-Joseph-de-Coleraine et Saint-Pierre-de-Broughton.

c) La présente zone comprend aussi tout le territoire appartenant au Gouvernement Fédéral, ordinairement dénommé « Le Camp Valcartier », comprenant la section des militaires et la section des arsenaux, et situé dans les limites des districts électoraux de Chauveau et de Portneuf.

Zone II: La cité de Rivière-du-Loup et la municipalité de la paroisse de Saint-Patrice-de-la-Rivière-du-Loup. Dans le district électoral de Charlevoix, la ville de La Malbaie, les villages de Cap-à-l'Aigle, Clermont, Pointe-au-Pic et un rayon de deux (2) milles de leurs limites font partie de ladite zone de même que tout le district électoral de Montmagny. À compter du 1er janvier 1968, la ville et la municipalité de la paroisse de Baie-Saint-Paul du district électoral de Charlevoix feront partie de la présente zone.

Zone III: Le territoire non compris dans les deux (2) zones précédentes.

2.00 *Champ d'application professionnel*

Est assujetti au présent décret tout employeur qui exécute au fait exécuter, dans le champ d'application territorial, un ou des travaux définis dans le champ d'application industriel.

3.00 *Champ d'application industriel*

3.01 *Généralités:* Le champ d'application industriel du présent décret comprend tous les travaux de construction, bâtiment et génie civil, y compris les opérations des ouvriers qualifiés ou non qualifiés employés dans les édifices publics, les travaux d'installation, de réfection, d'entretien, de déplacement d'immeubles et de démolition. Il comprend également le montage et l'installation de tout ameublement en bois, ou à la fois en bois et autre matériau, à être fixé à demeure ou non.

1.02 *Zones:* For the purposes of the decree, the territorial jurisdiction is divided into three (3) zones as follows:

Zone I: (a) The cities of Beauport, Charlesbourg, Giffard, Lauzon, Lévis, Loretteville, Québec (including the Sacred-Heart of Jesus parish), Ste-Foy (including the Laval University Campus), Saint-Romuald-d'Etchemin and Sillery; the towns of Beaupré, Belair, Charny, Courville, Duberger, Les Saules, Montmorency, Neufchâtel, Notre-Dame-des-Laurentides, Orsainville, Saint-David-de-l'Auberivière, Saint-Jean-Chrysostôme, Saint-Nicholas, Val Saint-Michel, Vanier and Villeneuve; the municipalities of Beauport-West, Charlesbourg-East, Charlesbourg-West, Saint-Michel-Archange and Sainte-Thérèse-de-Lisieux; the parish municipalities of Château-Richer, Lac Saint-Charles, l'Ancienne-Lorette, l'Ange-Gardien, Sainte-Anne-de-Beaupré, Saint-Dunstan-du-Lac-Beauport, Saint-Félix-du-Cap-Rouge (and a 2-mile radius of its limits, if the work done exceeds $25,000.00, labour and material included), Saint-Joseph-de-la-Pointe-de-Lévy, Saint-Louis-de-Pintendre, Saint-Nicholas-South and Saint-Télesphore, as well as the villages of Notre-Dame-de-Lorette, Notre-Dame-des-Anges, Sainte-Anne-de-Beaupré, Saint-Émile and Saint-Jean-de-Boischâtel.

The entire Isle of Orleans is also part of this zone.

(b) The city of Thetford Mines; the towns of Black Lake and Robertsonville and the municipalities of Bernierville, East-Broughton, Ireland (Northern part), Rivière-Blanche (Thetford-South), Sacré-Coeur-de-Marie, Saint-Antoine-de-Pontbriand, Saint-Joseph-de-Coleraine and Saint-Pierre-de-Broughton.

(c) This zone also includes all the Government of Canada's property known as "Camp Valcartier" which includes the military and arsenals sections located within the limits of the electoral districts of Chauveau and Portneuf.

Zone II: The city of Rivière-du-Loup and the parish municipality of Saint-Patrice-de-la-Rivière-du-Loup. In the electoral district of Charlevoix, the town of La Malbaie, the villages of Cap-à-l'Aigle, Clermont, Pointe-au-Pic and a 2-mile radius of their limits, are also part of the said zone as well as the entire electoral district of Montmagny. From January 1, 1968, the town and parish municipality of Baie-Saint-Paul (electoral district of Charlevoix) will also be included in this zone.

Zone III: The territory not included in the above two (2) zones.

2.00 *Professional Jurisdiction*

Every employer who carries out or has performed, within the territorial jurisdiction, any of the work outlined in the industrial jurisdiction, is subject to the decree.

3.00 *Industrial Jurisdiction*

3.01 *General Coverage:* The industrial jurisdiction of the decree includes all building construction and engineering projects, including work done by skilled or unskilled workmen employed in public buildings, in the installation, renovation, maintenance, demolition and displacement of buildings. It also includes the assembly and installation of all furniture made of wood, or wood combined with another material, to be permanently installed or not.

3.02 *Champ d'application industriel relatif à certains métiers:* En outre du champ d'application industriel défini au paragraphe 3.01, Section 1, Chapitre Premier: *a) Calorifugueur:* Les travaux du calorifugeur sont également régis lorsqu'ils sont exécutés dans les immeubles industriels ou commerciaux et les maisons, fixes ou mobiles, à l'intérieur ou à l'extérieur et lorsqu'ils sont exécutés sur le chantier ou à l'atelier, qu'il s'agisse de montage, de réparation ou de rénovation d'installations nouvelles ou existantes.

b) Ferblantier-couvreur: Les travaux du ferblantier-couvreur sont également régis lorsqu'ils sont exécutés sur chantier ou à l'atelier, qu'il s'agisse de travaux de fabrication, réparation d'outillage et de tout autre ouvrage de quelque nature que ce soit.

c) Serrurier de bâtiment et forgeron: Les travaux du serrurier de bâtiment et du forgeron sont également régis lorsqu'ils sont exécutés sur chantier ou à l'atelier, qu'il s'agisse de fabrication, transformation, opération, assemblage, montage et installation de tout métal d'ornementation et d'utilité pour les fins de construction, entre autres, les articles suivants:

Portes, châssis et encadrements de portes et châssis;

Escaliers intérieurs ou extérieurs, garde-corps, rampes (y compris ceux devant être inclus dans les travaux de construction de ponts, viaducs, tunnels et édifices publics, tel que ci-après défini);

Appareils de sauvetage;

Clôtures, barrières, balcons et marquises;

Grilles, garde-fenêtres, cages et divisions;

Trappes de cave ou d'inspection et chutes à charbon;

Portes de voûtes et portes coupe-feu.

Le présent décret ne s'applique pas à la fabrication en série des articles suivants: portes, châssis, encadrements de portes et châssis, divisions de toutes sortes et recouvrements de calorifères. Pour fins d'application de cette exemption, la fabrication en série doit comprendre un minimum de vingt-cinq (25) unités semblables.

Cependant, sont régis les travaux de recouvrement de plastique ou autre matériel employé aux mêmes fins pour les garde d'escaliers et de paliers ainsi que les mains-courantes.

d) Poseur de linoleum et de carrelage et poseur de tapis: Les travaux du poseur de linoléum et de carrelage et du poseur de tapis sont également régis lorsqu'ils sont exécutés à l'intérieur ou à l'extérieur de quelque immeuble que ce soit, qu'il s'agisse de posage, réparation, enlèvement ou déplacement de tapis, de sous-tapis de revêtement de sols, de murs et quelquefois même de plafonds.

3.03 *Pavage en asphalte:* Les travaux de pavage en asphalte sont également régis lorsqu'ils sont exécutés en rapport avec un chantier de construction ou sur un terrain privé.

3.04 *Chantier maritime:* Les travaux de construction maritime sont exempts des dispositions du présent décret, mais l'exemption ne s'applique pas cependant aux entrepreneurs ou sous-entrepreneurs qui exécutent ces travaux en régie ou à forfait sur tout bâtiment en cale sèche ou flottant sur des chantiers maritimes pour le compte de toute entreprise.

3.05 *Cités et villes:* Les cités et villes et corporations municipales sont exemptes des dispositions du présent décret pour ce qui est des travaux de réparation et d'entretien des immeubles qu'elles possèdent; pour ce qui est également des travaux d'entretien, de réfection ou de construction d'aqueducs, d'égouts, de pavage, de trottoirs

3.02 *Industrial Jurisdiction as Applied to Certain Trades:* Besides the coverage of the industrial jurisdiction specified in subsection 3.01 above, the following are also covered: (*a*) *Insulator:* Work performed by an insulator in industrial and commercial buildings, homes (mobile or stationary), outside or inside, on the construction site or in the shop, whether or not this work consists of erecting, repairing or renewing new or existing installations.

(*b*) *Tinsmith-Roofer:* Work performed by a tinsmith-roofer on a construction site or in a shop, whether or not this work consists in the manufacture, tool repair and any other type work.

(*c*) *Ornamental Iron Worker and Blacksmith:* Work performed by an ornamental iron worker and a blacksmith on a construction site or in a shop, whether or not such work consists in the manufacturing, operation, assembly, erection and installation of all ornamental and utility iron for construction purposes. Such work includes the following items:

doors, windows, frames and sills;

indoor or outdoor stairs, railings, ramps (including those included in the construction of bridges, viaducts, tunnels and public buildings as hereinafter defined);

fire escapes;

fences, gates, balconies and canopies;

grilles, window guards, cages and partitions;

vault doors and fire doors.

The decree does not cover the following items when they are mass-produced: doors, windows, frames and sills, all types of partitions, radiator covers. For the purposes of enforcing this exemption, mass-production should mean a minimum of twenty-five (25) similar units.

However, work done in connection with covering stair bannisters, landings and railings with plastic or other covering material, is hereby governed.

(*d*) *Linoleum Layer, Tile Setter and Carpet Layer:* Work done by linoleum layers, tile setters, carpet layers outside or inside buildings, whether or not such work consists in laying, repairing, removing or moving carpets, under-carpets, floor and wall coverings and even ceiling coverings.

3.03 *Asphalt Paving:* Asphalt paving is also covered when it is carried out on construction sites or on private property.

3.04 *Ship Yards:* Shipbuilding is exempted from the provisions of the decree, but the exemption does not cover contractors or sub-contractors who carry out such work on ships, eigher floating or in dry-dock, in shipyards, under the control or by contract for any firm.

3.05 *Cities and Towns:* Cities, towns and municipal corporations are not subject to the provisions of the decree in respect of: repair and maintenance on their buildings; construction, renovation or maintenance work done on water distribution systems, sewers, paving, sidewalks and other comparable work performed under

ou d'autres travaux de même genre exécutés sous leur contrôle immédiat. L'exemption ne s'applique pas cependant aux entrepreneurs ou sous-entrepreneurs qui exécutent les mêmes travaux en régie ou à forfait pour le compte desdites cités, villes ou corporations municipales.

3.06 *Chemins de fer:* Les compagnies de chemins de fer à vapeur ne sont pas assujetties au présent décret lorsqu'il s'agit de travaux ordinairement exécutés par les préposés à l'entretien du réseau qui sont déjà régis par une convention collective avec lesdites compagnies de chemins de fer.

3.07 *Voirie, Colonisation ou Mines pour le Gouvernement provincial:* Les travaux de voirie exécutés pour le compte des départements de la Voirie, de la Colonisation ou des Mines du Gouvernement provincial sont assujettis à la Cédule des Justes Salaires, en exécution de l'arrêté en conseil numéro 800 du 24 avril 1929 et ses amendements, et ne sont pas régis par le présent décret.

Toutefois, les travaux de construction de ponts, tunnels, viadics et édifices publics exécutés pour le compte de l'un ou l'autre des départements du Gouvernement de la province de Québec sont assujettis au présent décret.

3.08 *Construction de ponts:* À l'exception des travaux visés par le décret 1247 du 4 août 1966, dans sa teneur modifiée, relatif à la construction métallique (industrie de l'acier structural), tout travail relié à la construction d'un pont, qui entre dans le champ d'application d'un autre décret, est régi pour toute l'exécution d'un contrat par celui des deux décrets, soit le présent décret ou cet autre décret, qui prévoyait à la date de la signature du contrat la moyenne la plus élevés pour les deux taux horaires de salaires suivants: charpentier-menuisier et manoeuvre.

3.09 *Exploitation des mines:* L'exploitation des mines ainsi que l'opération et l'entretien de tous les ateliers connexes, y compris les ateliers de traitement, usines de fonte et usines d'affinage de métaux, sont exemptés des dispositions du présent décret.

3.10 *Exploitation forestière:* L'exploitation forestière ainsi que l'opération des moulins à scie, à pulpe et à papier, sont exemptées des dispositions du présent décret.

3.11 *Commission Hydro-Électrique de Québec:* Le présent décret ne s'applique pas aux travaux exécutés directement par la Commission Hydro-Électrique de Québec.

Toutefois, cette clause d'exemption ne s'applique pas auxdits travaux lorqu'ils sont exécutés par l'intermédiaire d'entrepreneurs ou sous-entrepreneurs.

3.12 *Ascenseurs, générateurs de vapeur, etc. . .:* Le présent décret régit également l'installation des ascenseurs et la construction de générateurs de vapeur, de chaudières et de réservoirs.

Section 2

Définitions et description des métiers

4.01 *Apprenti:* Le terme « apprenti » désigne toute personne qui apprend l'un ou l'autre des métiers ci-dessous énumérés et pour lesquels un apprentissage est requis.

4.02 *Briqueteur-maçon:* On doit recourir aux services d'un briqueteur-maçon pour faire la pose de: *a*) la brique plaine ou creuse;

b) la tuile réfractaire;

c) le bloc de ciment, de verre, de tuile d'un (1) pouce d'épaisseur ou plus ou de tout autre bloc ou produit analogue posé à la truelle;

their immediate control. The exemption does not extend to contractors or sub-contractors who perform identical work under the control of, or by contract for the said cities, towns or municipal corporations.

3.06 *Railroad Companies:* Railroad companies using steam engines are not subject to the decree for work usually carried out by the system's maintenance forces who are already covered by a collective agreement with the said railroad companies.

3.07 *Departments of Roads, Colonization or Mines:* Road work carried out for the Province of Québec's Departments of Roads, Colonization or Miles is subject to the Fair Wages Schedule (Order in Council No. 800, dated April 24, 1929, and amendments) and are not governed by the decree.

However, bridge, tunnel viaduct and public building construction carried out for any of the Departments of the Province of Québec, is subject to the decree.

3.08 *Bridge Building:* Except work covered by Decree No. 1247 of August 4, 1966 and amendments (Structural Steel Industry), all work done in connection with the building of a bridge which enters into the jurisdiction of another decree is covered, for the entire building time, by the decree (either this decree or another decree) which, on the contract's signature date, provided the higher average hourly wage rate for carpenter-joiners and labourers.

3.09 *Mining Operations:* Mining operations, as well as the operation and maintenance of related shops (including process shops, smelters, metal refining plants), are exempted from the provisions of the decree.

3.10 *Forest Operations:* Forest operations and the operation of pulp, paper and saw mills are exempted from the provisions of the decree.

3.11 *Québec Hydro-Electric Commission:* The decree does not cover work directly performed by the Québec Hydro-Electric Commission.

However, this exemption clause does not extend to such work when it is carried out through contractors or sub-contractors.

3.12 *Elevators, Steam Generators, etc.:* The decree also governs the installation of elebators and the construction of steam generators, boilers and tanks.

Division 2

Definitions and Trade Descriptions

4.01 *Apprentice:* "Apprentice" means anyone who learns any one of the trades listed below for which an apprenticeship is required.

4.02 *Bricklayer-Mason:* A bricklayer-mason shall be employed for the laying of: (*a*) bricks (solid or hollow);

(*b*) refractory bricks;

(*c*) cement blocks, glass blocks, tile blocks one inch (1") or more thick or any other type block or similar product that is trowel-aid;

d) la pierre artificielle ou naturelle;

e) le granit (quant au granit d'un (1) pouce d'épaisseur ou moins, le marbrier de bâtiment est également habile à le poser);

f) les panneaux préfabriqués à base de ciment ou autres matériaux analogues attachés ou soudés sur les murs et divisions, sauf les opérations de gréage s'y rapportant.

Tout briqueteur-maçon qualifié comme tel peut exécuter le travail de jointoyeur.

4.03 *Calorifugeur:* On doit recourir aux services d'un calorifugeur pour faire l'application ou la pose de tous matériaux isolants (calorifuges et insonorisants) que l'application ou la pose soit faite à la main ou à la machine: *a*) sur des tuyaux de toute dimension ou servant à tout usage;

b) sur toute canalisation ou conduite aux fins de réfrigération, de climatisation, de ventilation ou de toute autre installation, que l'application soit faite à l'intérieur ou à l'extérieur desdites canalisations ou conduites, que les travaux soient faits à l'atelier ou au chantier;

c) sur des fournaises, des chaudières, réservoirs, appareils et tuyauterie connexes;

d) sur murs, plafonds et planchers intérieurs ou extérieurs collés à l'aide de tout produit employé à cette fin.

Le calorifugeur peut également faire l'application de tous les enduits protecteurs lorsque cette opération fait partie des travaux d'isolation; il n'est cependant pas habile à faire la pose des carreaux d'insonorisation.

Le souffrage par pression de la laine minérale appartient également au calorifugeur. Ce travail d'isolation au moyen de souffrage par pression est un travail d'équipe qui comprend deux employés: le calorifugeur et le manoeuvre.

4.04 *Carreleur mosaïste:* On doit recourir aux services d'un carreleur mosaïste: *a*) pour faire la pose de tout revêtement décoratif intérieur et extérieur en carreaux de céramique, vitrifiés ou émaillés, en carreaux de mosaïque ou d'ardoise avec du mortier, de la colle ou des produits chimiques;

b) pour faire la pose de tout accessoire s'y rapportant:

c) pour préparer la fondation en ciment propre à recevoir le carrelage. Toutefois, si le carrelage est collé sur un mur fait de plâtre, le plâtrage doit être fait par un plâtrier.

4.05 *Charpentier-menuisier:* On doit recourir aux services d'un charpentier-menuisier: *a*) pour l'exécution de tous travaux en bois, y compris le bois lamellé (tracé, coupe, assemblage, réparation), sur les chantiers de construction ou de réparation et ce, à l'aide de tout outil manuel ou mécanique employé à cette fin;

b) pour la pose des matériaux suivants:

1. la planche murale quel qu'en soit le mode de pose et le matériau de sa fabrication. Le terme « plancher murale » ne comprend pas la latte de gypse dont la pose appartient au poseur de lattis métallique.

2. les coins ou moulures métalliques cloués ou fixés à l'aide de colle à prise rapide;

3. les bardeaux sur les murs;

4. les carreaux acoustiques cloués ou brochés sur charpente de bois;

5. les planchers flottants et non flottants;

6. les paravents, châssis, portes, encadrements, quel qu'en soit le mode de pose et le matériau de leur fabrication;

7. les bandes métalliques ou de caoutchouc pour le calfeutrage;

(*d*) natural or artificial stone;

(*e*) granite (a marble layer may lay granite that is one inch (1") thick or less;

(*f*) prefabricated panels primarily made of cement or other similar material which are attached or welded to walls and paritions, except rigging operations connected therewith.

Every competent bricklayer-mason may do joint-pointing.

4.03 *Insulator:* An insulator shall be employed for applying all types of insulation materials (insulating and sound-proofing), whether the application be done by hand or machine: (*a*) on all types and sizes of piping;

(*b*) on all ducts and conduits used in refrigeration, air-conditioning, ventilation or any other installation, whether or not the application be outside or inside such ducts and conduits, in the shop or on the site;

(*c*) on furnaces, boilers, tanks and related equipment and piping;

(*d*) on interior or exterior walls, ceilings and floors, when held together with a specific gluing agent.

An insulator may also apply all protective coatings when such work is part of insulation. However, he may not lay acoustical tile.

The insulator may do mineral wool insulation (blower method). This type of insulation requires a 2-man team made up of an insulator and a labourer.

4.04 *Tile Setter:* A tile setter shall be employed to: (*a*) set any decorative outside or inside covering made of glazed or enamelled ceramic tiles, mosaic or clay tiles, with mortar, glue or chemical products;

(*b*) set any accessory connected therewith;

(*c*) prepare the cement foundation for tiling. However, if the tiles are glued to a plaster wall, the plastering shall be done by a plasterer.

4.05 *Carpenter:* A carpenter-joiner shall be employed to: (*a*) do all types of wood work, including laminated wood (tracing, cutting, assembly and repair), on construction or repair sites, by means of specific hand or machine tools;

(*b*) set the following materials:

1. wallboard, regardless of its composition and the setting method used. "Wallboard" does not include gypsum laths which are set in place by metal lathers;

2. corner beads and mouldings, nailed or held in place with quick-set glue;

3. wall shingles;

4. acoustical tile, nailed or stapled to a wooden framework;

5. stationary or floating floors;

6. draught-screens, windows, doors, frames, regarless of their composition and setting method used;

7. rubber or metal strips used in caulking;

8. les comptoirs, armoires, tableaux, tablettes fixes ou mobiles et tout autre ameublement;

9. la planche à clin quel qu'en soit le mode de pose et le matériau de sa fabrication;

10. les matériaux d'isolation sur murs, planchers et plafonds par mode autre que le procédé mécanique ou collé.

c) pour l'installation:

1. de divisions fixes ou amovibles quel qu'en soit le matériau de leur fabrication;

2. de divisions de toilette; cependant, le manufacturier qui exécute un contrat, vente et installation, peut le faire avec tout employé rémunéré au taux de salaire du charpentier-menuisier.

d) pour l'érection et le démontage des échafauds en bois et des monte-charges en bois ou en métal.

e) pour le montage des formes à béton ainsi que la fabrication de cesdites formes sur chantiers ou ailleurs, y compris leur trochage et leur pattage.

f) pour la pose des montants (colombages) en métal pour murs ou divisions concurrement avec le poseur de lattis métallique.

g) pour la pose des matériaux suivants et ce, concurrement avec le ferblantier-couvreur:

1. le métal en feuille sur murs quelle qu'en soit la jauge;

2. les bardeaux sur les toitures d'habitations résidentielles n'excédant pas six (6) logements et leurs dépendances.

4.06 *Cimentier-applicateur:* On doit recourir aux services d'un cimentier-applicateur: *a*) pour niveler, faire la composition du béton, poser, étendre, finir et surfacer le ciment, à l'aide de tout outil manuel ou mécanique, sur les soie et revêtements en ciment;

b) pour finir et réparer les trottoirs et pavages en ciment;

c) pour réparer les fondations;

d) pour exécuter tout autre travail analogue.

Le travail sur les murs qui fait suite au travail sur le sol sa limite, pour le cimentier-applicateur, à la hauteur de la plinthe à l'intérieur et à la hauteur du mur de fondation (solage) à l'extérieur.

Le cimentier-applicateur pose également la baguette de séparation à plinthe et à planchers dans le cadre de l'exécution de son travail.

4.07 *Compagnon et compagnon débutant: a*) Le terme « compagnon » désigne celui qui a terminé son apprentissage et qui peut exécuter tous les travaux de son métier. Il doit avoir son certificat de qualification ou sa licence émise sous l'empire d'une loi provinciale.

b) Le terme « compagnon débutant » désigne le compagnon qui est dans sa première année de pratique du métier pour lequel il a obtenu son certificat de qualification ou sa licence.

4.08 *Conducteur de machines fixes:* On doit recourir aux services d'un conducteur de machines fixes pour diriger ou surveiller le fonctionnement d'une machine fixe ou voir à son entretien ou à sa vérification.

Les mots « machines fixes » comprennent les chaudières à vapeur, les moteurs à vapeur, les moteurs fixes à combustion interne de plus de vingt-cinq (25) chevaux-vapeur mécaniques.

4.09 *Employé:* Le terme « employé » désigne toute personne qui exerce une occupation ou un métier couvert par le présent décret.

4.10 *Employeur:* Le terme « employeur » désigne toute personne physique ou morale, société ou corporation, qui emploie régulièrement ou

8. counters, cupboards, panels, shelves or any other type equipment, whether stationary or mobile;

9. feather-edged board, regardless of its composition and setting method;

10. insulation on walls, floors and ceilings, set by a method other than the mechanical or gluing processes.

(*c*) install:

1. permanent or movable partitions, regardless of their composition;

2. washroom partitions. However, a manufacturer who carries out a contract may so with the help of any employee paid at acrpenter-joiner's rates.

(*d*) erect and dismantle wooden scaffolds and metal or wooden freight elevators;

(*e*) erect concrete forms and to make such forms on construction sites or elsewhere, including their wiring and clamping;

(*f*) set metal studs for walls and partitions jointly with the metal lather;

(*g*) set the following materials jointly with the tinsmith-roofer:

1. sheet-metal on walls, regardless of the gauge;

2. singles on residential buildings and appurtenances not exceeding six (6) apartments.

4.06 *Cement finisher:* A cement finisher shall be employed to: (*a*) mix, level, pour, spread, finish and polish cement on cement floors and encasements, by hand or machine;

(*b*) finish and repair cement sidewalks and paving;

(*c*) repair foundations;

(*d*) carry out any other similar work.

For the cement finisher, work on walls that follows floor work does not extend higher than the baseboard on the inside nor higher than the foundation on the outside.

The cement finisher's work also includes laying the moulding between baseboard and floor.

4.07 *Journeyman and Junior Journeyman:* (*a*) "Journeyman" means anyone who has completed his apprenticeship and has the required skill to preform all the work of his trahe. He should hold a competency certificate or license as required by Provincial law.

(*b*) "Junior Journeyman" means any journeyman who is in his first practical year in the trade for which he holds a competency certificate or license.

4.08 *Stationary Engineman:* A stationary engineman shall be employed to co-ordinate and supervise the operation, maintenance and inspection of a stationary engine.

"Stationary engines" include steam boilers, steam engines, stationary internal combustion engines over 25 H.P.

4.09 *Employee:* "Employee" means anyone who plies a trade or occupation covered by the decree.

4.10 *Employer:* "Employer" means any person, company or corporation who (that) regularly or occasionally employ one or more employees to

occasionnellement un ou des employés pour exécuter un ou plusieurs travaux couverts par le présent décret.

4.11 *Employeur professionnel:* Le terme « employeur professionnel » désigne l'employeur qui a habituellement et régulièrement à son emploi un ou plusieurs employés.

4.12 *Étancheur:* On doit recourir aux services d'un étancheur pour faire le posage à la main, au pinceau, au fusil, à la brosse ou autrement, de matériaux imperméabilisants jusqu'à la hauteur du sol.

4.13 *Ferblantier-couvreur:* On doit recourir aux services d'un ferblantier-couvreur: *a*) pour faire des travaux de couverture en tuile, en ardoise, en métal en feuille (ferreux ou non ferreux), en gravier, en asphalte, en bardeaux d'asphalte, en papier goudronné ou en tout autre matériel employé aux mêmes fins, que le travail soit fait à la main ou à la machine;

b) pour faire le revêtement de murs à base de métal en feuille, de bardeaux d'asphalte, de papier goudronné;

c) pour fabriquer toutes sortes d'objets en métal (ferreux et non ferreux) tels que capotins, dalots, gouttières, joints d'expansion, louvres fixes ou mobiles, puits de lumière, ventilateurs et recouvrements en métal de cheminées ainsi que pour en faire la pose;

d) pour fabriquer et ériger des bâtisses préfabriquées en métal, quelle qu'en soit la jauge;

e) pour faire le tracé, la coupe, le pliage, l'assemblage, le posage de toutes sortes de raccords, de conduites (ou gaines) servant à faire (ou confectionner) toutes sortes de systèmes à air chaud, air frais, air climatisé, etc. . . ;

f) pour faire l'installation, la réparation et les raccordements de toutes sortes aux machines servant à faire fonctionner les systèmes ci-haut mentionnés. Le ferblantier-couvreur peut également faire la mise en place desdites machines suivant les plans des ingénieurs en chauffage et ventilation ou suivant les spécifications des manufacturiers de cesdites machines.

g) pour faire toutes sortes de travaux de métal en feuille, que cesdits travaux soient faits à l'atelier ou sur les chantiers de construction ou de réparation (jauge 16-0120 à jauge 30-0598 pour la tôle ou l'équivalent pour les autres sortes de métaux).

Tous les sous-recouvrements isolants sur couverture, soit insulboard ou styrophone ou tout produit analogue, doivent être compris dans le métier de ferblantier-couvreur.

Exemptions: 1° La présente définition ne s'applique pas aux ouvriers de métal en feuille qui travaillent dans les usines ou ateliers faisant de la fabrication en série. Les mots « fabrication en série » n'incluent pas la fabrication d'objets suivant plans et devis pour un projet de construction.

2° Elle ne s'applique pas non plus aux employés travaillant à la production d'articles de métal non destinés à l'industrie de la construction.

3. Elle ne s'applique pas non plus à l'usinage en atelier des meubles et accessoires de cuisines de restaurants, d'hôtels et d'institutions.

4.14 *Ferrailleur:* On doit recourir aux services d'un ferrailleur: *a*) pour exécuter toutes les opérations qui se rattachent à la mise en place de l'acier d'armature et de tout autre matériau destiné à armer et renforcir le béton. Ces opérations comprennent entre autres: le triage, le coupage, le pliage, l'attachage, le charroyage et la mise en place de l'acier d'armature, des soli-

carry out one or more jobs covered by the decree.

4.11 *Professional Employer:* "Professional employer" designates the employer who usually and regularly has one or more employees in his service.

4.12 *Damproofer:* A damproofer shall be employed to apply waterproofing materials up to ground level, by hand or by means of a brush, spray-gun or brush.

4.13 *Tinsmith-roofer:* A tinsmith-roofer shall be employed to: (*a*) do roofing work with tile, slate, sheet-metal (ferrous and non-ferrous), gravel, asphalt, asphalt shingle, tarred paper or any other material used for this purpose, whether or not such work is done by hand or by machine;

(*b*) do sheet-metal, asphalt shingle or tarred paper sheathing;

(*c*) make and install all types of articles out of metal (ferrous and non-ferrous), such as, rain gutters, troughs, expansion joints, fixed or mobile louvers, sky-lights, ventilators and metal coverings for chimneys;

(*d*) manufacture and erect metal prefabricated buildings, regardless of the gauge of metal;

(*e*) trace, cut, bend, assemble and install all kinds of connections, ducts which may make up all types of hot air, cold air or airconditioning systems;

(*f*) install, repair and connect machines used to operate the abovementioned systems. The tinsmith-roofer may also set the said machines in place according to heating and ventilating engineers' plans or manufacturers' specifications;

(*g*) do all types of sheet-metal work, whether or not such work is done in the shop or on construction or repair sites (16-0120 gauge to 30-0598 for tin or the equivalent for other kinds of metal);

Insulating underlayment on roofs (Insulboard, Styrofoam or other analogous products) shall be included in the tinsmith-roofer's trade.

Exemptions: The above trade description does not apply to: 1. sheet-metal workers working in plants or shops doing mass production. "Mass-production" does not include the manufacturing of items according to plans and specifications, for a construction project;

2. employees producing metal items not used in the construction industry;

3. the fabrication, in shops, of hotel, restaurant, and institutional kitchen furniture and accessories.

4.14 *Reinforcing Steel Erector:* A reinforcing steel erector shall be employed to: (*a*) perform all work connected with the setting in place of structural steel or any other material designed to strengthen and reinforce concrete. Such work consists mainly in: sorting, cutting, tying, bending, carrying and setting structural stell, steel joists, metal floor moulds, metal and wall floor

veaux d'acier, des moules de métal à plancher, du treillis métallique pour plancher et mur de béton, des pièces ou feuilles de métal ondulées en acier ou autre posées sur les soliveaux ou poutres d'acier servant de base à la fabrication de planchers ou de toitures.

b) pour faire l'érection des charpentes de béton préfabriqué ainsi que la mise en place des planchers (dalles) de béton préfabriqué.

4.15 *Forgeron:* On doit recourir aux services d'un forgeron pour forger et marteler à la main ou à la presse mécanique des barres, tiges, lingots et plaques de fer, d'acier ou d'autres métaux chauffés.

4.16 *Gardien:* Le mot « gardien » désigne toute personne préposée de jour ou de nuit à la surveillance des immeubles en construction, des outils y employés et des matériaux utilisés ou à l'être, du chauffage, des installations de toile ou autres systèmes de protection ou abris, à la prévention des incendies, au maintien de l'ordre sur un chantier de construction, dans les camps, édifices ou bâtiments sur ledit lieu.

4.17 *Granitiste:* On doit recourir aux services d'un granitiste: *a*) pour niveler, mesurer et diviser toute surface propre à recevoir le terrazzo;

b) pour poser les baguettes de séparation à plinthes et à planchers;

c) pour poser le terrazzo sur les murs, plinthes, planchers et escaliers à l'intérieur ou à l'extérieur;

d) pour poser la bande antidérapante pour escaliers et sols;

e) pour poser l'enduit de ciment pour recevoir le terrazzo.

On doit également recourir aux services du granitiste pour préparer et fabriquer sur le chantier ou à l'atelier tout panneau, tablette ou pièce à base de terrazzo qui doivent être posés sur tout chantier de construction ou de réparation.

4.18 *Jointoyeur:* On doit recourir aux services d'un jointoyeur pour border, remplir, calfater de ciment ou d'autre matériel, les joints de la brique ou des pierres dans la construction de bâtiments, de ponts, de viaducs, de canaux, d'écluses, de tunnels et d'édifices publics.

4.19 *Manoeuvre:* Le mot « manoeuvre » désigne toute personne qui exécute un travail non qualifié.

Pour le décoffrage et le nettoyage du bois, le manoeuvre peut se servir d'outils propres à ce travail.

4.20 *Marbrier de bâtiment:* On doit recourir aux services d'un marbrier de bâtiment: *a*) pour mesurer la surface propre à recevoir le marbre, pour le tailler et le poser;

b) pour faire la pose de toute pièce de granit d'un (1) pouce d'épaisseur ou moins, d'ardoise pour murs intérieurs ou extérieurs ou pour sols;

c) pour faire la pose de toute pièce de terrazzo préfabriqué au chantier ou à l'atelier, appliquée aux murs, planchers ou plafonds, ou fixée au moyen d'ancrage;

d) pour faire la pose d'enduit de ciment pour recevoir le marbre et le terrazzo préfabriqué.

4.21 *Peintre:* On doit recourir aux services d'un peintre: *a*) pour faire au moyen de pinceaux, rouleaux, tampons, machines pneymatiques, y compris la bonbonne ou canette à bouton-pressoit, ou tout autre moyen similaire, des travaux de peinture, de teinture, de vernissage, d'application de produits à base de résine, de matériaux imperméabilisants ou de produits analogues servant à protéger, traiter ou décorer les surfaces de bois, plâtre, ciment et métal;

laths, corrugaged metal, steel or other pieces or panels applied to steel joists or beams as a base for floors and roofs;

(*b*) erect prefabricated concrete shells and set in place prefabricated concrete slabs (floors).

4.15 *Blacksmith:* A blacksmith shall be employed to fashion or hammer (by hand or press) bars, rods, ingots and plates made of iron, steel or other heated metals.

4.16 *Watchman:* "Watchman" means anyon; who: by day or night, watches buildings under construction and tools used or to be used on site: looks after the heating; takes care of protective systems or shelters made of canvas or other materials; sees to fire prevention; maintains order on a construction site, in camps and buildings on such site.

4.17 *Terrazzo layer:* A terrazzo layer shall be employed to: (*a*) level, measure and divide surfaces to be covered with terrazzo:

(*b*) lays floor and baseboard dividers;

(*c*) lays terrazzo on inside or outside walls, baseboards, floors and stairs;

(*d*) lays non-slip strips on stairs and floors;

(*e*) lays the cement base to be covered with terrazzo.

A terrazzo layer shall also be employed to prepare and fabricate, on the site or in the shop, any panels, shelves or component with a terrazzo base that are to be installed on any construction or repair site.

4.18 *Joint-Pointer:* A joint-pointer shall be employed to: edge, fill or caulk with cement or other material, the joints or brick or stone used in the construction of buildings, bridges, viaducts, canals, locks, tunnels and public buildings.

4.19 *Labourer:* "Labourer" means anyone who performs work requiring no particular skill.

When dismantling forms and cleaning wood, a labourer may use the tools designed for such work.

4.20 *Marble Layer:* A marble layer shall be employed to: (*a*) measure the surface to be covered with marble; cut and lay the marble;

(*b*) lay any piece of granite (one inch (1″) thick or less), slate for inside or outside walls or for floors;

(*c*) lay any piece of terrazzo prefabricated on the site or in the shop, applied to walls, floors or ceilings and to be anchored thereto;

(*d*) lay the cement base to be covered with marble or prefabricated terrazzo.

4.21 *Painter:* A painter shall be employed to: (*a*) paint, dye, varnish or apply products with a resin base, waterproofing materials or similar products used to protect, treat or decorate wooden, plaster, cement and metal surfaces by means of brushes, rollers, pad, pneumatic device (including pressurized tanks, spray cans or any similar device);

b) pour exécuter des travaux de décoration, de tapissage (c'est-à-dire recouvrement des plafonds et des murs avec le papier-tenture, le jute, le vinyl, le callestron, le vinylite, le flexwood, la cuirette et tout autre produit analogue), d'imitation, de dorage, de vitrage au mastic ou à la baguette;

c) pour faire le brûlage des peintures au chalumeau;

d) pour faire le lavage des surfaces à repeinturer.

4.22 *Plâtrier:* On doit recourir aux services d'un plâtrier: *a*) pour exécuter des travaux d'enduits de plâtre tel que le posage et la finition, à la truelle ou à la machine, de la célanite, du blanc, du ciment, du mortier, du stucco, des moulures de plâtre;

b) pour faire la pose des coins de fer ou toute autre moulure métallique collés propres à recevoir les enduits ci-haut mentionnés:

c) pour faire le posage et le coulage des ornements;

d) pour faire le mélange du blanc de chaux avec le plâtre et le ciment blanc;

e) pour préparer la moulure, c'est-à-dire poser les règles pour faire le poussage de la moulure;

f) pour faire la pose du plâtre acoustique;

g) pour faire l'application par pulvérisation de matériel à base d'un ou plusieurs matériaux habituellement utilisés par le plâtrier.

Tout plâtrier qualifié comme tel peut faire le tirage des joints de gyproc.

4.23 *Polisseur-granitiste:* On doit recourir aux services d'un polisseur-granitiste: *a*) pour polir à sec ou par voie humide toute surface de terrazzo au moyen de machines ou d'outils mécaniques;

b) pour polir tout enduit à base de terrazzo sur un chantier de construction ou de réparation et à l'atelier.

Le polisseur-granitiste est également habile à faire la cimentation et le masticage des interstices dans les surfaces de terrazzo et poser la bande antidérapante.

4.24 *Poseur de lattis métallique:* On doit recourir aux services d'un poseur de lattis métallique: *a*) pour faire la préparation et le posage de toute latte métallique et de toute latte de composition sur murs et plafonds;

b) pour préparer, assembler et poser tout matériel de métal attaché ou soudé servant au montage et à l'installation de tout support métallique pour plafond suspendu;

c) pour poser les montants (colombages) de métal pour murs ou cloisons propres à recevoir toute latte de métal, de gypse ou composition semblable ou toute planche murale ou tout carreau de gypse ou de composition semblable;

d) pour poser toute latte de métal, toute latte de gypse ou de composition semblable ou toute latte ayant les mêmes fonctions ou attributions que la latte de gypse de deux (2) pieds de largeur et moins, mais ne doit pas être coupée dans une feuille de plus de deux (2) pieds de largeur;

e) pour poser tout carreau d'insonorisation de métal, de gypse, de liège, d'amiante ou de composition semblable;

f) pour poser tout treillis métallique (jauge 12 et moins) propre à recevoir tout enduit à base de plâtre et de ciment ou autre produit analogue.

Les charpentiers-menuisiers sont concurremment habilités à poser les montants (colombages) en métal pour murs ou divisions.

4.25 *Poseur de linoléum et de carrelage:* On doit recourir aux services d'un poseur de linoléum et de carrelage pour la pose: *a*) sur sols:

(*b*) carry out decorating, paperhanging (that is to say, the covering of ceilings and walls with wallpaper, jute, vinyl, Callestron, Vinylite, Flexwood, imitation leather or other similar product), the imitation, gilding and mastic or rod glazing;

(*c*) torch-burn paint;

(*d*) wash surfaces to be painted over.

4.22 *Plasterer:* A plasterer shall be employed to: (*a*) do cement coating such as laying, by trowel or machine, celanite, rock-wall, cement, mortar, stucco and plaster mouldings;

(*b*) lay corner beads or any other metal moulding to be covered with the abovementioned coatings;

(*c*) set and pour ornaments;

(*d*) mix lime with plaster and white cement;

(*e*) prepare mouldings, that is, lay beads to run mouldings;

(*f*) lay acoustical plaster;

(*g*) applying, by means of a pulverizer, material with a base of one or more materials usually used by the plasterer.

Every competent plasterer may do joint-pointing.

4.23 *Terrazzo Polisher:* A terrazzo polisher shall be employed to: (*a*) polish (by wet or dry process) any terrazzo surface, by means of machines or mechanical tools;

(*b*) polish any coating with a terrazzo base on a construction or repair site or in the shop.

A terrazzo polisher may also cement and bed the gaps in terrazzo surface and apply non-slip strips.

4.24 *Metal Lather:* A metal lather shall be employed to: (*a*) prepare and set any metal or composition laths on walls and ceilings;

(*b*) prepare, assemble or lay metal material either tied or welded and used to erect and install metal hangers for suspended ceilings;

(*c*) lay metal studes or frames for walls or partitions to which are to be applied gypsum, metal or similar composition laths, wallboard, gypsum or similar composition tiles;

(*d*) set any metal, gypsum, composition lath or any other lath serving the same purpose as gypsum laths that are two (2) feet or less wide but which cannot be cut into strips less than two (2) feet wide;

(*e*) set any acoustical tile made of metal, gypsum, cork, asbestos or similar composition;

(*f*) install any metal lattice work (gauge 12 or less) to be covered with plaster, cement or any other similar product.

Carpenter-joiners may also lay metal studs or frames for walls and partitions.

4.25 *Linoleum Layer and Tile Setter:* A linoleum layer and tile setter shall be employed to: (*a*) lay, on floors:

1. de carreaux d'asphalte, de caoutchouc, de liège, de linoléum, de plastique, de vinyl et de tout autre carreau synthétique employé aux mêmes fins;

2. de matériaux à la verge tel que le caoutchouc, le linoléum, le vinul et les autres matériaux synthétiques employés aux mêmes fins;

b) sur murs:

de cuirette jusqu'à une hauteur de quatre (4) pieds du sol;

c) sur murs et plafonds:

de plinthes de caoutchouc et de vinyl, de linoléum, de carreaux d'asphalte, de caoutchouc, de liège, de linoléum, de plastique, de vinyl et de tout autre carreau synthétique employé aux mêmes fins.

4.26 *Poseur de tapis:* On doit recourir aux services d'un poseur de tapis pour la pose des tapis ou autres matériaux employés aux mêmes fins, des sous-tapis, des barres d'ancrage et des arrêtes. Le coupage, l'assemblage, le jointage, la réparation et la finition de ces matériaux appartiennent également au poseur de tapis.

4.27 *Serrurier de bâtiment:* On doit recourir aux services d'un serrurier de bâtiment pour faire le tracé, la coupe, la préparation et l'assemblage, au moyen de machines, d'outils ou de soudure, de toutes pièces de métal et pour en faire le montage et l'installation.

4.28 *Tireur de joint de cyproc:* On doit recourir aux services d'un tireur de joint de gyproc pour faire le tirage des joints de gyproc avec ciment à joint, mastic à eau ou tout autre matériau analogue. Le joint de gyproc se limite à environ douze (12) pouces de largeur.

Le tireur de joint de gyproc est également habile pour faire le posage du gyproc lamellé collé ainsi que le posage de toutes moulures métalliques collées propres à recevoir le ciment à joint.

4.29 Pour tout matériau nouveau sur le marché dont la pose n'est pas prévue dans les présentes définitions, les parties contractantes formeront un comité pour déterminer à quel métier appartient la pose de tel matériau et prévoir les modifications nécessaires au présent décret. Dans aucun cas, il ne doit y avoir de spécialités nouvelles.

Section 3

Durée du travail

5.00 *Heures régulières de travail*

5.01 *Limites journalière et hebdomadaire: a) Zone I:* Les heures régulières de travail dans la zone I sont de huit (8) heures par jour, du lundi au vendredi inclusivement, réparties entre sept heures (7.00) a.m. et six heures (6.00) p.m. et de sept heures (7.00) a.m. à sept heures (7.00) p.m. pour le poseur de linoléum et de carrelage et le poseur de tapis; le tout constituant une durée maximum de quarante (40) heures par semaine. En conséquence, il n'y a aucun travail le samedi.

b) *Zone II:* Les heures régulières de travail dans la zone II sont de neuf (9) heures par jour du lundi au jeudi inclusivement et de huit (8) heures le vendredi, à condition que le total des heures au taux régulier n'excède pas quarante-quatre (44) heures par semaine. En conséquence, il n'y a aucun travail le samedi.

c) *Zone III:* Les heures régulières de travail dans la zone III sont de neuf (9) heures par jour à condition que le total des heures au taux régulier n'excède pas quarante-huit (48) heures par semaine.

5.02 *Conducteur de camion:* Nonobstant ce qui précède, les heures régulières de travail du con-

1. asphalt, rubber, cork, linoleum, plastic, vinyl tile or any other synthetic tile used for the same purposes:

2. material by the yard such as rubber, linoleum, vinyl or any other synthetic material used for the same purposes;

(*b*) lay, on walls:

imitation leather up to four (4) feet above floor level;

(*c*) lay, on walls and ceilings:

rubber, vinyl and linoleum baseboards; asphalt, rubber, cork, linoleum, plastic, vinyl tile or any other synthetic tile used for the same purposes.

4.26 *Carpet Layer:* A carpet layer shall be employed to lay carpet and other materials used for the same purposes, including underlayment, anchor strips and stops. A carpet layer shall also cut, assemble, join together, repair and finish such materials.

4.27 *Ornamental Iron Worker:* An ornamental iron worker shall be employed to trace, cut, prepare and assemble, by means or machines, tools or welding, all metal pieces to be set in place or installed.

4.28 *Gyproc Joint-Pointer:* A Gyproc joint-pointer shall be employed to do gyproc joint-pointing with joint cement, water putty or any other analogous product. A Gyproc joint shall be no more than twelve inches (12″) wide.

A Gyproc joint-pointer may also lay laminated glued Gyproc as well as lay all glued metal mouldings to be coated with joint cement.

4.29 For every new product on the market, the laying of which is not provided for in the above definitions and trade descriptions, the contracting parties shall set up a committee to determine to which trade the laying of such material belongs, and shall suggest the necessary amendments to the decree. In so instance shall there be any new specialties.

Division 3

Hours of Work

5.00 *Standard Working Hours*

5.01 *Daily and Weekly Limits:* (*a*) *Zone I:* Standard hours of work in zone I shall not exceed eight (8) a day and forty (40) a week, Monday through Friday, scheduled between 7:00 a.m. and 6:00 p.m. and between 7:00 a.m. and 7:00 p.m. for linoleum layers, tile setters and carpet layers. Consequently no work shall be performed on Saturdays.

(*b*) *Zone II:* Standard hours of work in zone II shall not exceed nine (9) a day, Monday through Thursday and eight (8) on Friday, provided that the total hours at straight time do not exceed forty-four (44) a week. Consequently, no work shall be performed on Saturdays.

(*c*) *Zone III:* Standard hours of work in zone III shall not exceed nine (9) a day, provided that the total hours at straight time do not exceed forty-eight (48) a week.

5.02 *Truck Drivers:* Notwithstanding the foregoing, hours of work for truck drivers directly

ducteur de camion employé directement par les entrepreneurs de l'industrie de la construction sont les suivantes: *a)* Dans la zone I, neuf (9) heures par jour du lundi au vendredi inclusivement pour une durée hebdomadaire de quarante-cinq (45) heures et aucun travail le samedi.

b) Dans la zone II, dix (10) heures par jour du lundi au jeudi inclusivement et de neuf (9) heures le vendredi pour une durée hebdomadaire de quarante-neuf (49) heures et aucun travail le samedi.

c) Dans la zone III, dix (10) heures par jour pour une durée hebdomadaire de cinquante-quatre (54) heures.

Les taux majorés ne sont exigibles qu'après ces limites.

5.03 *Gardien:* Nonobstant ce qui précède, les heures régulières de travail des gardiens sont d'une durée hebdomadaire de soixante-douze (72) heures sans limitation quotidienne. Les taux majorés ne sont exigibles qu'après cette semaine de soixante-douze (72) heures.

5.04 *Système de la double équipe:* Si le système de la double équipe est mis en vigueur, les heures régulières de travail sont réparties selon les besoins de l'entreprise pourvu que la durée du travail d'une équipe n'excède pas huit (8) heures ou neuf (9) heures par jour, conformément aux limitations prévues dans chaque zone.

5.05 *Construction de rues, de routes, etc...:* Nonobstant ce qui précède, les heures régulières de travail pour les travaux de construction de rues, de routes, de chemins, d'aqueducs, d'égouts, de ponts, de quais, de pistes d'envol et d'atterrissage et les travaux de nivellement de terrain, de pavage en asphalte et de déplacement d'immeubles, sont d'une durée hebdomadaire de cinquante-cinq (55) heures sans limitation quotidienne. Les taux majorés ne sont exigibles qu'après cette semaine de cinquante-cinq (55) heures.

6.00 *Travail urgent*

Le travail urgent signifie tout travail qui ne peut être exécuté dans les limites des heures régulières. Celui-ci peut être fait en d'autres périodes de la journée ou de la semaine pourvu que le Comité Conjoint en soit avisé. Tel travail est cependant assujetti aux limites horaires, soit huit (8) heures ou neuf (9) heures par jour et quarante (40) heures, ou quarante-quatre (44) heures ou quarante-huit (48) heures par semaine, le tout conformément aux limitations prévues dans chaque zone.

7.00 *Travail supplémentaire*

Le travail supplémentaire signifie tout travail exécuté en plus des heures régulières.

8.00 *Travail en dehors des limites horaires*

Le travail en dehors des limites horaires signifie tout travail exécuté en dehors des heures régulières.

Section 4

Rémunérations

9.00 *Taux réguliers*

9.01 *Taux minima horaires ou hebdomadaires de salaires:* Tous les taux minima horaires ou hebdomadaires de salaires suivants doivent être payés pour les métiers ou occupations ci-après mentionnés.

Il est à noter que de nouvelles appellations pour certains métiers ou occupations ont été employées dans le texte français pour les rendre conformes à la terminalogie française internationale alors que les appellations dans le texte anglais sont demeurées les mêmes.

employed by construction industry contractors are as follows: (*a*) In zone I, they shall not exceed nine (9) a day and forty-five (45) a week, Monday through Friday, with no work on Saturdays.

(*b*) In zone II, they shall not exceed ten (10) a day and forty-nine (49) a week, Monday through Friday, with no work on Saturdays.

(*c*) In zone III, they shall not exceed ten (10) a day and fifty-four (54) a week.

Overtime may only be claimed after the abovementioned limits.

5.03 *Watchman:* Notwithstanding the foregoing, watchmen shall have a 72-hour standard work week, without daily limits. Overtime rates may not be claimed before such 72-hour week has been completed.

5.04 *Double Shift System:* If the double shift system is put into effect, standard hours of work are scheduled according to the firm's needs, provided that a shift's working hours do not exceed eight (8) or nine (9) a day, in accordance with the limits provided for each zone.

5.05 *Construction of Streets, Roads, etc.:* Notwithstanding the foregoing, standard hours of work in the construction of streets, roads, highways, water distribution systems, bridges, wharves, landing and take-off fields, property levelling, asphalt paving and building moving shall not exceed fifty-five (55) a week, without daily limits. Overtime rates may not be claimed before such 55-hour week has been completed.

6.00 *Emergency Work*

"Emergency work" means all work that cannot be performed during the standard working hours. Such work may be carried out at other times during the day or week, provided that the Joint Committee is advised thereof. This work is subject to the hourly limits, i.e., eight (8) or nine (9) a day and forty (40), forty-four (44) or forty-eight (48) a week, according to the limits provided for each zone.

7.00 *Overtime Work*

"Overtime work" means all work performed over and above the standard working hours.

8.00 *Work Outside Hourly Limits*

"Work outside hourly limits" means all work

Division 4

Wages

9.00 *Regular Rates*

9.01 *Minimum Hourly or Weekly Wage Rates:* All the following minimum hourly or weekly wage rates shall be paid for the trades and occupations listed below.

Please note that new names have been used to designate certain terms or occupations in the French text. This was done to make them consistent with the internationally-accepted French terminology; the English nomenclature remains unchanged.

Métiers ou occupations: — *Trades or occupations:*	Zone I				Zone II				Zone III			
	1/4/67	*1/10/67*	*1/10/68*	*30/3/69*	*1/4/67*	*1/10/67*	*1/10/68*	*30/3/69*	*1/4/67*	*1/10/67*	*1/10/68*	*30/3/69*
Aplanisseur de parquet à la main ou à la machine — Floor sander (hand or machine)	$2.70	$2.90	$3.05	$3.20	$2.60	$2.80	$2.95	$3.10	$2.50	$2.70	$2.85	$3.00
Briqueteur-maçon — Bricklayer-mason	3.05	3.25	3.40	3.55	2.80	3.00	3.15	3.30	2.70	2.90	3.05	3.20
Calorifugeur — Insulator	3.05	3.30	3.45	3.60	2.90	3.15	3.30	3.45	2.80	3.05	3.20	3.35
Carreleur mosaïste — Mosaïc tile setter	2.85	3.05	3.20	3.35	2.70	2.90	3.05	3.20	2.60	2.80	2.95	3.10
Compagnon débutant — Junior journeyman	2.75	2.95	3.10	3.25	2.60	2.80	2.95	3.10	2.50	2.70	2.85	3.00
Charpentier-menuisier — Carpenter-joiner. Compagnon débutant — Junior journeyman	2.85 2.75	3.05 2.95	3.20 3.10	3.35 3.25	2.70 2.65	2.90 2.85	3.05 3.00	3.20 3.15	2.60 2.55	2.80 2.75	2.95 2.90	3.10 3.05
Cimentier-applicateur — Cement finisher	2.75	2.95	3.10	3.25	2.65	2.85	3.00	3.15	2.55	2.75	2.90	3.05
Conducteur de bétonnière, 20 chevaux-vapeur et plus — Operator, concrete mixer (20 H.P. or more)	2.70	2.90	3.05	3.20	2.50	2.70	2.85	3.00	2.40	2.60	2.75	2.90
Conducteur de camion employé directement par les entrepreneurs de l'industrie de la construction — Truck driver, directly employed by construction industry contractors	2.15	2.35	2.50	2.65	2.05	2.25	2.40	2.55	1.95	2.15	2.30	2.45
Par semaine — Per week	92.00	100.00	106.00	112.00								
Conducteur de compresseur — Operator, compressor	2.70	2.90	3.05	3.20	2.50	2.70	2.85	3.00	2.40	2.60	2.75	2.90
Conducteur de machines fixes et portatives — Engineman (stationary and portable engines)	2.80	3.00	3.15	3.30	2.60	2.80	2.95	3.10	2.50	2.70	2.85	3.00
Conducteur de pelles mécaniques et tracteurs — Operator, shovels and tractors	2.80	3.00	3.15	3.30	2.60	2.80	2.95	3.10	2.50	2.70	2.85	3.00

Métiers ou occupations:— Trades or occupations:	*Zone I*				*Zone II*				*Zone III*			
	1/4/67	*1/10/67*	*1/10/68*	*30/3/69*	*1/4/67*	*1/10/67*	*1/10/68*	*30/3/69*	*1/4/67*	*1/10/67*	*1/10/68*	*30/3/69*
Étancheur — Damproofer	$2.45	$2.65	$2.80	$2.95	$2.30	$2.50	$2.65	$2.80	$2.20	$2.40	$2.55	$2.70
Ferblantier-couvreur — Tinsmith-roofer	2.85	3.05	3.20	3.35	2.70	2.90	3.05	3.20	2.60	2.80	2.95	3.10
Ferrailleur — Reinforcing steel erector	2.75	3.15 (1)	3.50	3.65	2.65	3.05 (1)	3.40	3.55	2.55	2.95 (1)	3.30	3.45
Foreur au marteau pneumatique — Driller, air drill	2.70	2.90	3.05	3.20	2.50	2.70	2.85	3.00	2.40	2.60	2.75	2.90
Foreur ou dynamiteur — Driller or shot firer	2.70	2.90	3.05	3.20	2.55	2.75	2.90	3.05	2.45	2.65	2.80	2.95
Forgeron — Blacksmith	2.75	2.95	3.10	3.25	2.65	2.85	3.00	3.15	2.55	2.75	2.90	3.05
Compagnon débutant — Junior journeyman	2.65	2.85	3.00	3.15	2.55	2.75	2.90	3.05	2.45	2.55	2.80	2.95
Gardien (nuit et jour, dimanche et fêtes) — Watchman (day and night, Syndays and holidays)	2.15	2.35	2.50	2.65	2.15	2.35	2.50	2.65	2.10	2.30	2.45	2.60
Graniste — Terrazzo layer	2.80	3.00	3.15	3.30	2.65	2.85	3.00	3.15	2.55	2.75	2.90	3.05
Compagnon débutant — Junior journeyman	2.70	2.90	3.05	3.20								
Grutier, conducteur de chèvres et monte-charge non actionnés par la vapeur — Operator, bulldozers and freight elevators not steam-driven	2.70	2.90	3.05	3.20	2.50	2.70	2.85	3.00	2.40	2.60	2.75	2.90
Grutier, conducteur de chèvres et monte-charge actionnés par la vapeur —Operator, cranes, bulldozers and freight elevators (steam-driven)	2.80	3.00	3.15	3.30	2.60	2.80	2.95	3.10	2.50	2.70	2.85	3.00
Jointoyeur — Joint-pointer	2.75	2.95	3.10	3.25	2.65	2.85	3.00	3.15	2.55	2.75	2.90	3.05
Manoeuvre — Labourer	2.45	2.65	2.80	2.95	2.30	2.50	2.65	2.80	2.20	2.40	2.55	2.70
Marbrier de bâtiment — Marble layer	2.85	3.05	3.20	3.35	2.70	2.90	3.05	3.20	2.60	2.80	2.95	3.10
Compagnon débutant — Junior journeyman	2.75	2.95	3.10	3.25								

Métiers ou occupations: / *Trades or occupations:*	*Zone I* 1/4/67	1/10/67	1/10/68	30/3/69	*Zone II* 1/4/67	1/10/67	1/10/68	30/3/69	*Zone III* 1/4/67	1/10/67	1/10/68	30/3/69
Peintre — Painter	$2.75	$2.95	$3.10	$3.25	$2.60	$2.80	$2.95	$3.10	$2.50	$2.70	$2.85	$3.00
Compagnon débutant — Junior journeyman	2.65	2.85	3.00	3.15								
Plâtrier — Plasterer	3.05	3.25	3.40	3.55	2.80	3.00	3.15	3.30	2.70	2.90	3.05	3.20
Polisseur-graniste à sec — Terrazzo-polisher (dry process)	2.70	2.90	3.05	3.20	2.55	2.75	2.90	3.05	2.45	2.65	2.80	2.95
Premier semestre — First six months	2.60	2.80	2.95	3.10	2.45	2.65	2.80	2.95	2.40	2.60	2.75	2.90
Polisseur-graniste à l'eau — Terrazzo-polisher (wer process)	2.65	2.85	3.00	3.15	2.50	2.70	2.85	3.00	2.40	2.60	2.75	2.90
Premier semestre — First six months	2.55	2.75	2.90	3.05	2.40	2.60	2.75	2.90	2.35	2.55	2.70	2.85
Poseur de lattis métallique — Metal lather	3.05	3.30	3.45	3.60	2.90	3.15	3.30	3.45	2.80	3.05	3.20	3.35
Poseur de lattis en bois — Wood lather	2.75	3.00	3.15	3.30	2.60	2.85	3.00	3.15	2.50	2.75	2.90	3.05
Poseur de linoléum et de carrelage et poseur de tapis — Linoleum layer, tile setter and carpet layer	2.60	2.80	2.95	3.10	2.45	2.65	2.80	2.95	2.35	2.55	2.70	2.85
Serrurier de bâtiment — Ornamental iron worker	2.75	2.95	3.10	3.25	2.65	2.85	3.00	3.15	2.55	2.75	2.90	3.05
Compagnon débutant — Junior journeyman	2.65	2.85	3.00	3.15	2.55	2.75	2.90	3.05	2.45	2.65	2.80	2.95
Tailleur de pierre sur chantier — Stone cutter (on site)	3.05	3.25	3.40	3.55	2.80	3.00	3.15	3.30	2.70	2.90	3.05	3.20
Tireur de joint de gyproc — Cyproc jointpointer	3.05	3.25	3.40	3.55	2.80	3.00	3.15	3.30	2.70	2.90	3.05	3.20

(1) Le taux minima horaire de salaire du ferrailleur sera le suivant du 1er avril 1968 au 1er octobre 1968:

(1) From April 1, 1968, through October 1, 1968, the reinforcing steel erector's minimum hourly wage rate shall be as follows:

Zones I	II	III
$3.25	$3.15	$3.05

Note: Nous avons divisé chacun des métiers de façon à rendre l'échelle des taux minima horaires de salaires plus facilement consultable.

Note: Each trade has been divided so that the minimum hourly wage rate schedule would be more easily referred to.

9.02 *Avantages supérieurs:* Tout employé qui demeure dans la zone I et exécute des travaux dans les zones II ou III doit bénéficier des taux minima horaires de salaires prévus pour la zone I, de même que tout employé qui demeure dans la zone II et exécute des travaux dans la zone III doit bénéficier des taux minima horaires de salaires prévus pour la zone II.

9.03 *Primes: a) Travaux affectés par les marées:* En outre des taux minima horaires de salaires pour chacun des métiers ou occupations et des diverses primes prévues au présent article lorsqu'elles s'appliquent, il doit être payé un supplément de dix cents ($0.10) l'heure pour chaque heure de travail exécutée dans ces travaux.

b) Travaux sur échafaud et montage de monte-charge et d'échafaud: En outre des taux minima horaires de salaires pour chacun des métiers ou occupations et des diverses primes prévues au présent article lorsqu'elles s'appliquent:

1. Si les travaux sont exécutés à l'extérieur sur échafaud à une hauteur de quarante-cinq (45) pieds et plus de toute surface solide, une prime de quinze cents ($0.15) l'heure doit être payée pour chaque heure de travail exécutée pour ces travaux.

2. Si les travaux sont exécutés à l'extérieur sur échafaud volant dont l'installation des supports est à une hauteur de quarante-cinq (45) pieds et plus de toute surface solide, ladite prime de quinze cents ($0.15) doit être payée.

3. Si les travaux de montage de monte-charge et d'échafaud sont exécutés à l'extérieur à une hauteur de quarante-cinq (45) pieds et plus de toute surface solide, ladite prime de quinze cents ($0.15) doit être payée pour chaque heure de travail exécutée pour ces travaux.

c) Travaux sur la double équipe: En outre des taux minima horaires de salaires pour chacun des métiers ou occupations et des diverses primes prévues au présent article lorsqu'elles s'appliquent, si le système de la double équipe est mis en vigueur, il doit être payé une prime de dix cents ($0.10) l'heure à ceux qui sont appelés à travailler sur l'équipe de minuit à huit heures (8.00) a.m.

d) Travaux urgents: En outre des taux minima horaires de salaires pour chacun des métiers ou occupations et des diverses primes prévues au présent article lorsqu'elles s'appliquent, il doit être payé une prime de dix cents ($0.10) l'heure pour tout travail urgent tel que défini à l'article 6.00, Section 3, Chapitre Premier.

e) Chef d'équipe – calorifugeur: En outre du taux minima horaire de salaire prévu pour ce métier et des diverses primes prévues au présent article lorsqu'elles s'appliquent, tout calorifugeur qui a sous sa responsabilité cinq (5) hommes doit recevoir une prime de dix cents ($0.10) l'heure. Il doit également recevoir une prime additionnelle de cinq cents ($0.05) l'heure pour tout autre groupe de cinq (5) hommes.

10.00 *Taux majorés de salaires horaires ou hebdomadaires*

10.01 *Taux minima du travail supplémentaire: a) Pour tous les métiers ou occupations sauf le calorifugeur:* Le travail supplémentaire doit être payé à raison du salaire et demi jusqu'à minuit et à raison du salaire double de minuit à sept heures (7.00) a.m., suivant le taux régulier ou le taux effectivement payé lorsque ce dernier est plus élevé.

b) Pour le calorifugeur: Le travail supplémentaire doit être payé à raison de salaire et demi du

9.02 *Greater Advantages:* Every employee living in zone I and working in zones II and III shall be paid the minimum hourly rates specified for zone I. Likewise, every employee living in zone II and working in zone III shall be paid the minimum hourly rates specified for zone II.

9.03 *Bonuses: (a) Work Affected by Tides:* Besides the minimum hourly wage rates stipulated for each trade and occupation and besides various differentials provided for in this section, when applicable, an extra 10¢ shall be paid for each hour worked and spent in such work.

(b) Work on Scaffolds and the Erection of Freight Elevators and Scaffolds: Besides the minimum hourly wage rates stipulated for each trade and occupation and besides various differentials provided for in this section, when applicable, the following bonuses shall be paid for all hours worked:

1. outside, on scaffolds forty-five (45) feet or more above a solid surface: 15¢ an hour;

2. outside, on suspended scaffolds with supports forty-five (45) feet or more above a solid surface; 15¢ an hour;

3. outside, on the erection of freight elevators and scaffolds forty-five (45) feet or more above a solid surfaces: 15¢ an hour.

(c) Work on Double Shifts: Besides the minimum hourly wage rates stipulated for each trade and occupation and besides various differentials provided for in this section, when applicable, a 10¢-an-hour bonus shall be paid to employees on the night shift (midnight to 8:00 a.m.).

(d) Emergency Work: Besides the minimum hourly wage rates stipulated for each trade and occupation and besides various differentials provided for in this section, when applicable, a 10¢-an-hour bonus shall be paid for all hours worked on emergencies, as defined in section 6.00 above.

(e) Crew Leader — Insulator: Besides the minimum hourly wage rates stipulated for each trade and occupation and besides various differentials provided for in this section, when applicable, a 10¢-an-hour bonus shall be paid to each insulator who supervises a 5-man crew. An additional 5¢ an hour shall be paid for each additional 5-man crew.

10.00 *Weekly or Hourly Overtime Rates*

10.01 *Minimum Overtime Rates: (a) All Trades or Occupations Except That of Insulator:* Time and one half up to midnight and double time from midnight to 7:00 a.m. ahall be paid, based on the regular or actual rate, whichever is higher.

(b) Insulator: Time and one half for the first three (3) hours and double time for each subse-

métier pour les trois (3) premières heures et à raison de salaire double du métier par la suite.

10.02 *Taux minima du travail en dehors des limites horaires:* Le travail en dehors des limites horaires doit être payé:

à raison de salaire et demi du métier ou occupation pour tout travail exécuté entre six heures (6.00) p.m. et minuit du lundi au vendredi inclusivement et le samedi;

à raison de salaire double du métier ou occupation de minuit à sept heures (7.00) a.m. du lundi au vendredi inclusivement.

Cependant, la majoration au taux de salaire double du métier après les trois (3) premières heures prévue à l'alinéa « *b* » de 10.01, Section 4, Chapitre Premier, pour le calorifugeur, s'applique ici de la même manière.

En conséquence, aucun employeur ne peut donner de travail à un employé et aucun employé ne peut fournir du travail à quiconque à moins que les taux majorés ci-devant prévus ne soient payés. Toute convention contraire à 10.02, Section 4, Chapitre Premier, accordant des conditions différentes ou moins favorables, est non avenue, inopérante et nulle de nullité absolue.

SECTION 5

Paiement de la rémunération

11.00 *Périodicité et forme*

Le salaire doit être payé en espèces ou par chèque à chaque semaine. Lorsque le paiement est effectué par chèque, il doit être remis à l'employé au plus tard le vendredi soir.

Aucun employeur ne peut retenir plus d'une (1) semaine sur la paie de l'employé. Dans ce cas, si le paiement est fait par chèque, ce dernier doit être remis au plus tard le jeudi soir.

12.00 *Bulletin de paie*

L'employé doit remettre à tout employé avec chaque paiement un bulletin de paie qui comporte les mentions suivantes:

le nom de l'employeur,

les nom et prénoms de l'employé,

la date du paiement et les périodes de travail qui correspondent au paiement,

le nombre d'heures régulières,

le nombre d'heures majorées,

le taux minima horaire de salaire,

le montant du salaire brut,

la nature et le montant des retenues opérées, y compris la retenue syndicale,

le montant du salaire net versé à l'employé.

L'employeur doit remettre à tout employé renvoyé sur un chantier, dans un délai de soixante-douze (72) heures, tout salaire qui lui est dû de même que le livret d'assurance-chômage dudit employé. Cependant, l'employeur dont le bureau est situé dans le champ d'application territorial du présent décret peut remettre le salaire et le livrer à son bureau.

SECTION 6

Vacances et jours chômés

13.00 *Vacances payées*

13.01 *Indemnité:* Tous les employés de la construction ont droit à une (1) semaine de vacances payées. En conséquence, chaque employé a droit à 4% de son salaire hebdomadaire qui lui est payé par son employeur en plus de son salaire hebdomadaire. Cependant, à compter du premier octobre 1967, tous les employés de la construction auront droit à 5% de leur salaire hebdomadaire.

quent hour shall be paid, based on the trade rate.

10.02 *Minimum Rates for Work Performed Outside the Hourly Limits:* Work performed outside the hourly limits shall be paid at the rate of:

time and one half the trade or occupation rate for all work performed between 6:00 p.m. and midnight, Monday through Saturday;

double time the trade or occupation rate for work performed between midnight and 7:00 a.m., Monday through Friday.

However, the overtime rates provided for the insulator in paragraph "*b*" of section 10.01 above likewise apply here.

Consequently, no employer may have an employee work and no employee may work unless the overtime rates stipulated above are paid. Any contradictory agreement granting conditions different from or less favourable than those stipulated in section 10.02 above is null and void.

DIVISION 5

Payment of Wages

11.00 *Pay Period and Payment Method*

Wages shall be paid in cash or by cheque weekly. When payment is made by cheque, it shall be handed to the employee by Friday evening at the latest.

No employer may withhold more than one (1) week's wages from an employee. In such instance, if payment is made by cheque, the cheque shall be handed to the employee by Thursday evening at the latest.

12.00 *Earnings Statement*

With each payment of wages, the employer shall supply the employee with an earnings statement listing:

employer's name;

employee's family and given names;

payment date and work period corresponding thereto;

number of regular hours;

number of overtime hours;

hourly wage rate;

amount of gross earnings;

type and amount of deductions made, including union dues;

take-home pay.

When an employee is dismissed from a construction site, the employer shall remit to the employee all due wages, including his unemployment Insurance book, within seventy-two (72) hours. Should the employer's office be located within the territorial jurisdiction of this decree, he may remit both wages and book at his office.

DIVISION 6

Vacation and General Holidays

13.00 *Vacation With Pay:*

13.01 *Vacation Pay:* All construction industry employees are entitled to one (1) week's vacation with pay. Consequently, every employee is entitled to 4% of his weekly wages which the employer shall grant him besides his weekly wages. From October 1, 1967, all construction industry employees shall be entitled to 5% of their weekly wages.

13.02 *Semaine obligatoire:* Tous les chantiers de construction doivent être fermés pendant une (1) semaine complète à compter de 1967. En 1967, les chantiers seront fermés à partir du 23 juin à minuit jusqu'au 3 juillet à minuit une minute. En 1968, les chantiers seront fermés du 21 juin à minuit au 2 juillet à minuit une minute.

Durant la semaine obligatoire de congés annuels établie dans l'alinéa précédent, tout employeur peut obtenir les services des employés qui y consentent. Celui qui est ainsi appelé à faire des travaux d'urgence durant cette semaine peut prendre sa semaine de congés pendant la semaine entière qui précède ou celle suivant la semaine obligatoire de congés pourvu qu'il en avise l'employeur. Ce dernier doit alors avertir par écrit le Comité Conjoint dans le plus bref délai possible.

L'employeur doit rémunérer lesdits employés appelés à faire des travaux d'urgence à raison de salaire et demi du métier ou de l'occupation de l'employé.

L'employeur doit garantir à cesdits employés une indemnité minimale égale à quatre (4) heures de travail par jour au taux mentionné ci-devant. tout tel travail demeure cependant assujetti aux limites horaires journalière et hebdomadaire prévues à l'article 5.00, Section 3, Chapitre Premier.

Aucune personne (employeur professionnel ou non, salarié, employé, artisan ou autres) ne peut faire exécuter ou exécuter des travaux durant la semaine obligatoire de congés annuels à moins qu'il ne s'agisse d'un cas d'urgence et que le taux du salaire et demi ou du salaire double ne soit payé, conformément au paragraphe 10.02, Section 4, Chapitre Premier.

14.00 *Jours chômés*

Il n'y a pas de travail les dimanches, le premier de l'An, la Noël, le Vendredi-Saint, le jour de la Saint-Jean-Baptiste, le jour de la Confédération et le jour de la Fête du Travail. En cas de nécessité, le travail exécuté ces jours-là doit être rémunéré à raison de salaire double.

13.02 *Compulsory Vacation Week:* Beginning 1967, all construction sites shall be closed for one (1) week. In 1967, the sites shall be closed from midnight June 23rd to 12:01 a.m. July 3rd. In 1968, sites shall be closed from midnight June 21st to 12:01 a.m. July 2nd.

During the compulsory vacation week stipulated in the foregoing paragraph, the employer may keep willing employees on staff. Employees who are called upon to do emergency work during such week may take their week's vacation either the week before or the week after such compulsory vacation week, provided they advise the employer thereof who, in turn, will immediately notify the Joint Committee.

Time and one half the trade or occupational rate shall be paid employees called puon to do emergency work.

The employer shall guarantee such employees at least the equivalent of four (4) hours' pay at the aforementioned rate. Such work nevertheless remains subject to the hourly, daily and weekly limits stipulated in section 5.00 above.

No one (be he professional employer, employee, artisan or other) may work or have work done during the compulsory vacation week, unless the work be classified as "emergency work" and time and one half be paid therefor, as stipulated in subsection 10.02 above.

14.00 *General Holidays*

No work shall be performed on: New Year's Day, Christmas Day, Good Friday, St. John the Baptist Day, Canada Day and Labour Day. Double time shall be paid for all work carried out on such days.

Section 7

Transport et pension

15.00 *Frais de transport et de pension*

15.01 *Règle générale:* Les frais de transport et de pension des employés dans la zone I (sauf le territoire décrit à l'alinéa « *b* » du paragraphe 1.02, Section I, Chapitre Premier) pour l'exécution des travaux en dehors de la cité de Québec sont à la charge de l'employeur; ces frais de transport s'appliquent à partir des limites de la cité de Québec jusqu'au lieu des travaux.

15.02 *Exceptions: a*) Toutefois, cette clause ne s'applique pas dans les cas où l'employé doit voyager pour se rendre au siège social de son employeur ou encore pour les travaux à être exécutés en cours de route de son domicile au siège social de l'employeur.

b) L'employeur qui transporte matin et soir ses employés n'est pas assujetti aux frais de transport et de pension. Tel transport doit se faire dans des voitures convenables afin que les employés soient à l'abri des intempéries et du froid.

15.03 *Poseur de linoléum et de carrelage et poseur de tapis:* En plus des frais de transport prévus ci-devant, le poseur de linoléum et de carrelage et le poseur de tapis ont droit à un montant de quinze cents ($0.15) du mille si l'employeur exige qu'ils utilisent leur automobile,

Division 7

Transportation and Board

15.00 *Transportation and Board Expenses*

15.01 *General Regulation:* The employer shall pay transportation and board expenses for employees in zone I (except the territory outlined in paragraph "*b*", subsection 1.02, section 1.00 above) who work oustide the Québec City limits. Transportation expenses are paid from the Québec City limits to the work area.

15.02 *Exceptions:* (*a*) The above regulation is non-applicable in the event an employee must travel to reach his employer's head office or when work is to be done en route between the employee's home and the employer's head office.

(*b*) Employers who transport their employees both morning and evening are not subject to transportation and board expenses. Transportation should be carried out in adequate vehicles that shelter employees from inclement weather and cold.

15.03 *Linoleum Layer, Tile Setter and Carpet Layer:* Linoleum layers, tile setters and carpet layers are entitled to be paid 15¢ a mile, besides transportation expenses specified above, when using their automobile to transport either materials or other employees. The employer shall also

soit pour le transport de matériaux, soit pour le transport de d'autres employés. L'employeur doit également leur verser quinze cents ($0.15) du mille dans tous les cas où, durant les heures régulières de travail, il assigne tels employés à des travaux qui les obligent à se déplacer d'un chantier à un autre.

15.04 *Calorifugeur:* Le calorifugeur qui est appelé à exécuter des travaux à un endroit qui l'oblige à demeurer en pension a droit, de la part de son employeur, à un montant équivalent à sept (7) jours de pension à l'hôtel ou à ses frais de transport aller et retour plus ses frais de pension pour les jours où il doit réellement demeurer en pension. Cependant, l'employeur qui transporte matin et soir ses employés n'est pas assujetti aux frais de transport et de pension.

Si le calorifugeur est appelé à demeurer en pension sept (7) jours par semaine et si les travaux durent plus de trois (3) mois, cet employé a droit à un voyage aller et retour à son domicile à chaque telle période aux frais de l'employeur et les jours pour lesquels les frais de pension sont payables sont réduits d'autant.

16.00 *Temps et transport*

16.01 *Limite horaire:* Si l'employeur exige que ses employés se rendent sur un chantier en dehors de la cité de Québec, il doit payer le taux minima horaire de salaire pour le temps que ce déplacement occasionne à tout employé pour se rendre ou revenir dudit chantier en dehors des heures de travail sur l'excédent d'une demi-heure à l'aller comme au retour.

16.02 *Limite territoriale:* Cependant, aucun temps de transport n'est payable pour les travaux exécutés à un endroit dont la distance est à vingt-cinq (25) milles ou moins des limites de la cité de Québec.

16.03 *Travaux éloignés:* Pour les travaux exécutés dans les endroits éloignés, si un employé doit voyager pendant les heures régulières de travail, il doit recevoir paiement pour huit (8) heures ou neuf (9) heures par jour, conformément aux limitations prévues dans chaque zone, de façon à ce que son déplacement ne lui occasionne aucune perte de temps.

16.04 *Calorifugeur:* Si un calorifugeur est appelé à changer de chantier ou s'il est requis de se présenter au siège social de son employeur pour attendre une nouvelle assignation de travail, tel changement de chantier ou telle attente d'assignation ne doit lui faire subir aucune perte de temps et l'employeur doit lui payer son salaire au taux régulier pour le temps de tel changement de chantier ou telle attente d'assignation jusqu'au maximum de la limite horaire prévue dans chaque zone.

16.05 *Jours chômés:* Le temps de déplacement d'un employé requis par son employeur pour se rendre au lieu d'un chantier un jour chômé doit être rémunéré au taux minima horaire de salaire jusqu'à concurrence de huit (8) heures ou neuf (9) heures par jour, conformément aux limitations prévues dans chaque zone.

pay 15¢ a mile to all employees he assigns to work that would entail travelling from one site to another during standard working hours.

15.04 *Insulator:* When an insulator is assigned to work in a place that would oblige him to take up board, he may request that his employer pay him the equivalent of seven (7) days' board at hotel rates or travelling expenses both ways and board expenses for all days when he actually did board. However, employers who transport their employees both morning and evening are not subject to transportation and board expenses.

If the insulator must board seven (7) days a week and if work lasts more than three (3) months, the employer shall pay his employee a round trip home every (3) months. Days the employee is away from his place of board are not paid by the employer.

16.00 *Travelling Time*

16.01 *Hourly Limit:* When the employer requests that his employees travel to a site outside Québec City, he shall pay the minimum hourly rate for all travelling time required to and from the site that may exceed one-half hour.

16.02 *Territorial Limit:* No travelling time is paid for work carried out twenty-five (25) miles or less from the Québec City limits.

16.03 *Work in Remote Areas:* When work is carried out in remote areas and the employee has to travel during standard working hours, he shall be paid for either an eight or nine-hour day, according to limitations stipulated for each zone, so that travelling does not entail loss of time.

16.04 *Insulator:* Should an insulator be required to change site or is called to his employer's headquarters for a new assignment, both instances shall not entail a loss of time. The employer shall pay the employee his regular wages for time involved in both instances up to the maximum hourly limits stipulted for each zone.

16.05 *General Holidays:* When an employee is required by his employer to travel to a construction site on a non-working day, the employee shall be paid his regular hourly wage rate for eight (8) or nine (9) hours, according to the hourly limits stipulated for each zone.

SECTION 8

Salariés permanents

17.00 *Définitions*

17.01 *Salariés permanents:* Doit être considéré comme salarié permanent tout ouvrier qualifié ou non qualifié préposé à l'entretien d'édifices publics, tels que définis à l'article 2 du chapitre 170, S.R.Q. 1941, d'un immeuble ou d'un ensem-

DIVISION 8

Permanent Employees

17.00 *Definitions*

17.01 *Permanent Employees:* Every skilled or unskilled worker paid by the month or by the week who does maintenance work in public buildings, as defined in the Public Buildings Safety Act (RSQ 1964, c. 149, s. 2), in a building

ble d'immeubles utilisé comme établissement manufacturier, industriel, commercial, religieux, etc ....., s'il est payé au mois ou à la semaine.

17.02 *Travaux d'entretien: a) Entretien:* Ce terme désigne les réparations mineures assimilées aux réparations locatives prévues par le Code Civil de la province de Québec à tout ou partie d'un édifice public, d'un immeuble ou d'un ensemble d'immeubles utilisé comme établissement manufacturier, industriel, commercial, religieux, etc., pour maintenir l'édifice ou l'immeuble en bon état de conservation.

b) Exceptions: Ne sont pas considérés comme des travaux d'entretien:

1. la nouvelle construction, la reconstruction ou la réinstallation d'une partie d'un édifice ou d'un immeuble ou ensemble d'immeubles;

2. les grosses réparations comme celles des gros murs, les poutres, les fondations, les murs de soutènement ainsi que tous les travaux à une édifice ou à un immeuble dus à la vétusté et qui ne sont pas des réparations mineures telles que ci-haut décrites.

18.00 *Champ d'application professionnel*

Sont assujettis aux présentes dispositions tous les salariés permanents qui sont liés par une entente écrite de travail d'une durée minimum de six (6) mois dont copie doit être transmise au Comité Conjoint.

Toutefois, ne sont pas assujettis au présent décret les salariés permanents préposés à l'entretien qui sont régis par une convention collective particulière ou par un autre décret déterminant leurs taux minimum de salaires et autres conditions de travail.

19.00 *Taux minima hebdomadaires de salaires*

Les taux minima hebdomadaires de salaires pour les salariés permanents sont les suivant:

or building complex used as a manufacturing, industrial, commercial or religious establishment, is considered as a permanent employee.

17.02 *Maintenance Work: (a) Maintenance:* "Maintenance" means minor repairs such as tenant repairs stipulated in the Civil Code of the Province of Québec made to any building, part thereof or building complex used as a manufacturing, industrial or religious establishment, for the upkeep or maintenance of such building(s).

(b) Exceptions: The following shall not be considered as maintenance work:

1. new construction, reconstruction or reinstallation of part of building or building complex;

2. major repairs such as those made to big walls, joists, foundations, sustaining walls and all work performed on a building because of decay which are not minor repairs as described above.

18.00 *Professional Jurisdiction*

All permanent employees who are bound by a written labour agreement for at least six (6) months (copy of such agreement to be filed with the Joint Committee) are covered by the present provisions.

However, permanent employees doing maintenance work who are governed by a private collective agreement or by another decree stipulating their minimum wage rates and other employment conditions, are not subject to this decree.

19.00 *Minimum Weekly Wage Rates*

Minimum weekly wage rates for permanent employees are as follows:

	1/4/67	*1/10/67*	*1/10/68*	*30/3/69*
Ouvrier qualifié:—Skilled workman:				
Zone I	$ 98.00	$106.00	$112.00	$118.00
Zones II et III — Zones II and III	93.00	101.00	107.00	113.00
Manoeuvre:— Labourer:				
Zone I	86.00	94.00	100.00	106.00
Zones II et III — Zones II and III	84.00	92.00	98.00	104.00

20.00 *Durée du travail*

20.01 *Zone I:* La durée du travail est de quarante (40) heures par semaine sans limitation journalière.

20.02 *Zone II:* La durée du travail est de quarante-quatre (44) heures par semaine sans limitation journalière.

20.03 *Zone III:* La durée du travail est de quarante-huit (48) heures par semaine sans limitation journalière.

21.00 *Frais de pension*

Si l'employeur fournit dans son établissement gîte et couvert à tel salarié, il peut déduire de son salaire deux dollars ($2.00) par pièce par semaine dans le premier cas et trente-cinq cents ($0.35) par repas dans le second cas.

22.00 *Congé annuel payé*

Un congé annuel payé d'une durée d'une (1) semaine doit être accordé par l'employeur au salarié permanent qui a été continuellement à son emploi pendant une période d'un (1) an. Après trois (3)années de service, ce congé doit être de deux (2) semaines et, après huit (8) années de service, de trois (3) semaines. Chaque congé doit être donné dans les douze (12) mois de la date à laquelle le droit à tel congé est acquis. Toutefois, l'employeur peut remplacer par une indemnité compensatrice le congé annuel payé si, en raison de circonstances hors de son contrôle, il ne peut donner ledit congé à son salarié permanent.

20.00 *Hours of Work*

20.01 *Zone I:* Forty (40) hours a week without daily limits.

20.02 *Zone II:* Forty-four (44) hours a week without daily limits.

20.03 *Zone III:* Forty-eight (48) hours a week without daily limits.

21.00 *Board Expenses*

If, in his establishment, the employer supplies both room and board, he may deduct two dollars ($2.00) a week for room and thirty-five cents (35¢) a meal from the employee's wages.

22.00 *Annual Vacation With Pay*

Employers shall grant one (1) week's annual vacation with pay to permanent employees who have been in his service for one (1) year. After three (3) yers' service he shall be entitled to two (2) week's annual vacation and after eight (8) years, to three (3) weeks'. Each annual vacation shall be given within twelve (12) months of the date on which vacation entitlement was acquired. Should the employer, because of circumstances beyond his control, be unable to grant such vacation to his employee, he may compensate therefor monetarily.

23.00 *Congé-maladie*

L'employeur doit rémunéré le salarié permanent pour les jours ouvrables pendant lesquels il est absent de son travail pour cause de maladie jusqu'à concurrence de douze (12) jours par année de calendrier. Pour avoir droit à cette rémunération, le salarié doit informer l'employeur de sa maladie le plus rapidement possible et se soumettre à un examen médical par un médecin ou une infirmière choisi et payé par l'employeur si ce dernier le juge à propos. Le salarié doit aussi autoriser son propre médecin à fournir les renseignements nécessaires pour vérifier son état de maladie et le fait qu'elle n'est pas due à son inconduite.

23.00 *Sick-Leave*

The employer shall pay a permanent employee for each working day he is absent from work due to illness, up to a maximum of twelve (12) days per calendar year. To be entitled to payment, the employee shall advise his employer of his illness as soon as possible and undergo a medical examination either by a physician or a Registered Nurse chosen and paid by the employer, should the latter deem it advisable. The employee shall authorize his physician to supply all necessary information to corroborate the fact that the illness is real and not due to loose living.

SECTION 9

Apprentissage

24.00 *Modalités de l'apprentissage*

24.01 *Droit à l'apprentissage:* Aucun jeune homme ne peut commercer son apprentissage dans l'industrie de la construction avant d'avoir seize (16) ans résolus

24.02 *Enregistrement:* Dans les cités, villes et municipalités où le certificat de qualification est obligatoire, tous les apprentis exerçant ou voulant exercer un des métiers visés par le présent décret doivent s'enregistrer au bureau du Comité conjoint où un carner de contrôle d'apprentissage leur est remis.

Aucun employeur ne peut alors, dans le territoire déterminé dans l'alinéa précédant, prendre à son emploi un apprenti si celui-ci ne s'est pas préalablement enregistré au Comité conjoint.

24.03 *Conditions de l'enregistrement:* L'émission du carnet par le Comité conjoint est conditionnelle à une scolarité obligatoire chez l'apprenti, pendant la durée de son apprentissage, d'au moins 60% des cours du soir diffusés, chaque année, par la Commission d'Apprentissage des Métiers de la Construction de Québec ou une fréquentation équivalente des cours de toute autre école reconnue à cette fin par le Comité conjoint. Cette scolarité est obligatoire dans les limites de la zone I du présent décret, sauf dans la cité de Thetford-Mines et la ville de Black Lake.

Cependant, si dans ces deux derniers endroits il existe des écoles techniques ou d'arts et métiers, le Comité Conjoint peut, par résolution, reconnaître telle scolarité après consultation du Conseil des Métiers de la Construction des Syndicats Nationaux de Québec et la Région (C.S.N.) et de l'Association de la Construction de Québec.

24.04 *Certificat annuel:* Pour poursuivre son apprentissage, l'apprenti doit obtenir chaque année de la Commission d'Apprentissage ou de l'école technique ou de l'école d'arts et métiers qu'il fréquente, un certificat attestant de son assiduité et des crédits obtenus, lequel certificat doit être produit au Comité Conjoint.

24.05 *Révocation du carnet:* À défaut de satisfaire aux conditions énumérées aux paragraphes 24.03 et 2404 du présent article, le carnet sera révoqué par le Comité Conjoint à moins qu'un examen subi au Centre d'Apprentissage de ladite Commission et jugé satisfaisant puisse qualifier l'apprenti pour sa continuation de tel apprentissage.

24.06 *Crédits:* Les élèves qui ont suivi des études dans une école régie par la Loi de l'Enseignement spécialisé relevant du Ministère du Bien-Être Social et de la Jeunesse doivent obtenir des crédits d'apprentissage basés sur la durée de leurs études et sur les résultats qu'ils y ont obtenus.

DIVISION 9

Apprenticeship

24.00 *Conditions of Apprenticeship*

24.01 *Right to Apprenticeship:* No youth may begin apprenticeship in the construction industry before his 16th birthday.

24.02 *Registration:* In cities, towns and municipalities where the competency certificate is mandatory, all apprentices wishing to ply or plying one of the trades covered by this decree, shall register with the office of the Joint Committee where an apprenticeship record book will be issued them.

In the localities set forth in the foregoing paragraph, no employer may hire an apprentice who has not complied with the above requirement.

24.03 *Registration Conditions:* The issue of a record book by the Joint Committee is dependent upon compulsory attendance by the apprentice to 60% of day or evening courses given yearly by the Construction Industry Apprenticeship Commission of Québec or attendance at courses given by any other school recognized as such by the Joint Committee. Such schooling is compulsory throughout zone I of this decree, except in the city of Thetford-Mines and the town of Black Lake.

However, should there be technical or trades schools in the above two localities, the Joint Committee may, by resolution, recognize such schooling after consulting with *Le Conseil des Métiers de la Construction des Syndicats Nationaux de Québec et la Région* (C.N.T.U.) and *L'Association des Constructeurs de Québec.*

24.04 *Annual Certificate:* In order to pursue his apprenticeship, the apprentice shall yearly obtain from the Apprenticeship Commission or from the technical or trade school he attends, a certificate reporting on his attendance and credits obtained. Such certificate shall be supplied to the Joint Committee.

24.05 *Record Book Withdrawal:* Should the apprentice fail to adhere to the requirements specified in subsections 24.03 and 24.04 above, his record book shall be withdrawn by the Joint Committee unless an examination taken at the said Commission's Apprenticeship Center should qualify him to continue such apprenticeship.

24.06 *Credits:* Students who have attended a school governed by the Specialized Schools Act which comes under the jurisdiction of the Department of Education, shall be granted apprenticeship credits proportionate to the length of their studies and their examination results.

24.07 *Obligations de l'employeur:* Pour contrôler la durée de l'apprentissage, l'employeur doit inscrire dans un carnet la date d'embauchage et de licenciement de son apprenti et, au moins tous les six (6) mois, y enregistrer la durée du temps de cet apprenti mis à son service.

24.08 *Durée de l'apprentissage:* La durée de l'apprentissage est celle établie par la coutume du métier auquel appartient l'apprenti et ce dernier ne peut travailler que sous la surveillance d'un compagnon du même métier.

Une année d'apprentissage consiste en deux mille (2,000) heures de travail réel.

Sujet à ce qui précède, l'apprentissage pour les divers métiers est le suivant:

Quatre (4) années: Calorifugeur, ferblantier-couvreur, forgeron, poseur de lattis métallique et serrurier de bâtiment.

Trois (3) années: Briqueteur-maçon, carreleur mosaïste, charpentier-menuisier, cimentier-applicateur, granitiste, marbrier de bâtiment, peintre, plâtrier, poseur de linoléum et de carrelane et poseur de tapis.

Deux (2) années: Ferrailleur et tireur de joint de gyproc.

Dix-huit (18) mois: Jointoyeur.

24.09 *Renouvellement du carnet d'apprentissage:* Au début de chaque année d'apprentissage, les apprentis doivent renouveler leur carnet d'apprentissage, lequel identifiera le degré d'apprentissage atteint par l'apprenti. Ce carnet doit porter la date de son émission et tout autre renseignement pertinent. L'apprenti est tenu de garder ce carnet sur lui pour fins d'identification.

24.10 *Qualification de compagnon:* Pour se faire qualifier compagnon, l'apprenti doit produire au Bureau des Examinateurs formé par le Comité Conjoint son carnet lequel établit la durée de l'apprentissage qu'il a servi et qui est nécessaire suivant la coutume du métier auquel il appartient.

24.11 *Préférence d'emploi:* Lorsqu'un employeur a besoin des services d'apprentis, il est recommandé qu'il s'adresse au Centre d'Apprentissage des Métiers de la Construction de Québec afin d'obtenir les services d'apprentis ayant suivi des cours à cette institution.

25.00 *Nombre d'apprentis*

Pour les fins d'application du décret, le nombre des apprentis doit être le suivant:

25.01 *Briqueteur-maçon, plâtrier:* Pour ces métiers, la proportion est d'un (1) apprenti par cinq (5) compagnons. Toutefois, en aucun temps un employeur ne peut avoir plus de huit (8) apprentis à son emploi.

25.02 *Charpentier-menuisier, cimentier-applicateur, granitiste, marbrier de bâtiment, peintre, polisseur-granitiste et tireur de joint de gyproc:* Pour ces métiers, la proportion est d'un (1) apprenti par cinq (5) compagnons ou fraction de ce nombre.

25.03 *Calorifugeur, carreleur mosaïste:* Pour ces métiers, la proportion est d'un (1) apprenti par quatre (4) compagnons ou fraction de ce nombre.

25.04 *Ferblantier-couvreur, forgeron, poseur de lattis métallique et serrurier de bâtiment:* Pour ces métiers, la proportion est d'un (1) apprenti par trois (3) compagnons ou fraction de ce nombre.

Quant au forgeron et au serrurier de bâtiment, dans la zone III en atelier, la proportion est la suivante:

Deux (2) apprentis par compagnon jusqu'au 31 décembre 1967;

24.07 *Employer's Duties:* To control the length of apprenticeship, the employer shall, at least every six (6) months, record the apprentice's hiring and dismissal date and shall also record the length of time the apprentice spent in his service.

24.08 *Length of Apprenticeship:* Length of apprenticeship is determined by the customs of the trade to which the apprentice belongs. The apprentice may work only under the supervision of a journeyman in his trade.

One year's apprenticeship is equivalent to two thousand (2,000) hours of actual work.

Contingent upon the foregoing, apprenticeship in the various trades is as follows:

Four (4) years: Insulator, tinsmith-roofer, blacksmith, metal lather and ornamental iron worker.

Three (3) years: Bricklayer-mason, mosaic tile setter, carpenter-joiner, cement finisher, terrazzo layer, marble layer, painter, plasterer, linoleum layer, tile setter and carpet layer.

Two (2) years: Reinforcing steel erector and Gyproc joint-pointer.

Eighteen (18) months: Joint-pointer.

24.09 *Apprenticeship Record Book Renewal:* At the beginning of each apprenticeship year, apprentices shall renew their apprenticeship record book which will determine the level reached by the apprentice. Such book shall contain the issue date and any other pertinent information. The apprentice shall always carry such book for identification purposes.

24.10 *Journeyman Status:* To qualify as journeyman, the apprentice shall present his record book to the Board of Examiners created by the Joint Committee. Such book shall give details of apprenticeship time served and required by the customs of the trade to which he belongs.

24.11 *Preferential Employment:* When an employer needs the services of apprentices, it is recommended that he apply to the Construction Trades Apprenticeship Centre of Québec in order to obtain apprentices who have take courses thereat.

25.00 *Number of Apprentices*

For the purpose of enforcing the decree, the number of apprentices shall be as follows:

25.01 *Bricklayer-Mason, Plasterer:* For these trades, the ratio is one (1) apprentice for every five (5) journeymen. However, at no time may an employer have more than eight (8) apprentices in his service.

25.02 *Carpenter-Joiner, Cement Finisher, Terrazzo, Layer, Marble Layer, Painter, Terrazzo Polisher and Gyproc Joint-Pointer:* For these trades, the ratio is one (1) apprentice for every five (5) journeymen or fraction thereof.

25.03 *Insulator, Mosaic Tile Setter:* For these trades, the ratio is one (1) apprentice for every four (4) journeymen or fraction thereof.

25.04 *Tinsmith-Roofer, Blacksmith, Metal Lather and Ornamental Iron Worker:* For these trades, the ratio is one (1) apprentice for every three (3) journeymen or fraction thereof.

As regards balcksmiths and ornamental iron workers in a shop in zone III, the ratio is as follows:

up to December 31, 1967: two (2) apprentices per journeyman;

Un (1) apprenti par compagnon jusqu'au 31 décembre 1968;

Un (1) apprenti par deux (2) compagnons du 1er janvier 1969 jusqu'à l'échéance du décret.

25.05 *Poseur de linoleum et de carrelage et poseur de tapis:* Pour ces métiers, la proportion est d'un (1) apprenti par trois (3) compagnons.

25.06 *Jointoyeur:* Pour ce métier, la proportion est d'un (1) apprenti par deux (2) compagnons ou fraction de ce nombre.

25.07 *Ferrailleur:* Pour ce métier, la proportion est d'un (1) apprenti par compagnon.

25.08 *Exception:* Toutefois, pour réussir la relation entre le nombre des apprentis et des compagnons pour chacun des métiers requérant un apprentissage, il ne doit pas être tenu compte des fils de compagnons travaillant comme apprentis dans les différents métiers pourvu que les fils soient employés avec leur père, exception faite pour les ferblantiers-couvreurs où les fils de compagnons doivent être comptés.

26.00 *Taux minima horaires de salaires des apprentis*

Les taux minima horaires de salaires des apprentis sont les suivants:

up to December 31, 1968: one (1) apprentice per journeyman;

from January 1, 1969 to the decree's expiry date: one (1) apprentice for every two (2) journeymen.

25.05 *Linoleum Layer, Tile Setter and Carpet Layer:* For these trades, the ratio is one (1) apprentice for every three (3) journeymen.

25.06 *Joint Pointer:* For this trade, the ratio is one (1) apprentice for every two (2) journeymen or fraction thereof.

25.07 *Reinforcing Steel Erector:* For this trade, the ratio is one (1) apprentice per journeymen.

25.08 *Exception:* To determine the apprentice/journeyman ratio for each trade requiring apprenticeship, sons of journeymen working as apprentices in the different trades shall not be taken into account, provided that such sons work with their fathers. The sons of journeymen tinsmith-roofers shall be taken into account.

26.00 *Apprentices' Minimum Hourly Wage Rates*

Apprentices' minimum hourly wage rates are as follows:

	1/4/67	*1/10/67*	*1/10/68*	*30/3/69*
Calorifugeur et poseur de lattis métallique:— Insulator and Metal Lather:				
1ère année — 1st year	$1.80	$2.05	$2.20	$2.35
2ième année — 2nd year	2.00	2.25	2.40	2.55
3ième année — 3rd year	2.20	2.45	2.60	2.75
4ième année — 4th year	2.55	2.80	2.95	3.10
Ferblantier-couvreur, forgeron et serrurier de bâtiment:— Tinsmith-roofer, blacksmith and ornamental iron worker:				
1ère année — 1st year	1.60	1.80	1.95	2.10
2ième année — 2nd year	1.75	1.95	2.10	2.25
3ième année — 3rd year	1.90	2.10	2.25	2.40
4ième année — 4th year	2.00	2.20	2.35	2.50
Briqueteur-maçon et plâtrier:— Bricklayer-mason and plasterer:				
1ère année — 1st year	1.65	1.85	2.00	2.15
2ième année — 2nd year	1.95	2.15	2.30	2.45
3ième année — 3rd year	2.20	2.40	2.55	2.70
Carreleur mosaïste, charpentier-menuisier, cimentier-applicateur, graniste, marbrier de bâtiment et peintre:— Mosaic tile setter, carpenter-joiner, cement finisher, terrazzo layer, marble layer and painter:				
1ère année — 1st year	1.60	1.80	1.95	2.10
2ième année — 2nd year	1.80	2.00	2.15	2.30
3ième année — 3rd year	2.00	2.20	2.35	2.50
Poseur de linoléum et de carrelage et poseur de tapis:— Linoleum layer, tile setter and carpet layer:				
1ère année — 1st year	1.65	1.85	2.00	2.15
2ième année — 2nd year	1.85	2.05	2.20	2.35
3ième année — 3rd year	2.05	2.25	2.40	2.55
Tireur de joint de gyproc:— Gyproc joint-pointer:				
1ère année — 1st year	1.65	1.85	2.00	2.15
2ième année — 2nd year	2.20	2.40	2.55	2.70
Jointoyeur:— Joint-pointer:				
0 à 18 mois — 0 to 18 months	2.45	2.65	2.80	2.95

Ferrailleur:— Reinforcing steel erector:	*1/4/67*	*1/10/67*	*1/4/68*	*1/10/68*	*30/3/69*
0 à 6 mois — 0 to 6 months	$2.45	$2.55	$2.65	$2.90	$3.05
6 à 12 mois — 6 to 12 months	2.45	2.65	2.75	3.00	3.15
12 à 18 mois — 12 to 18 months	2.45	2.75	2.85	3.10	3.25
18 mois à 2 ans — 18 months to 2 years	2.55	2.85	2.95	3.20	3.35

SECTION 10

Dispositions concernant les cartes de compétence

27.00 *Renouvellement des cartes de compétence émises avant le 1er juin 1958*

Les parties contractantes au présent décret conviennent que tous les employés de l'industrie

DIVISION 10

Provisions Governing Competency Cards

27.00 *Renewal of Competency Cards Issued Prior to June 1, 1958*

The contracting parties to this decree agree that all construction industry employees holding

de la construction détenant une carte de compétence régie par le Comité Conjoint de l'Industrie de la Construction de Québec émise avant le 1er juin 1958 doivent, dans les dix-huit (18) mois suivant l'entrée en vigueur du présent décret, se présenter audit Comité Conjoint pour se procurer une nouvelle carte de compétence. Il incombe à l'employé de prouver son identité. Toutes les cartes de compétence qui n'auront pas été renouvelées dans le délai ci-haut convenu seront nulles et sans valeur à l'exception des cas particuliers qui seront jugés au mérite.

Le Comité Conjoint doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour permettre aux employés de se procurer leur carte et ce, sans frais.

28.00 *Renouvellement des cartes de compétence des métiers ayant une nouvelle appellation*

Tous les employés de l'industrie de la construction détenant une carte de compétence émise par ledit Comité Conjoint pour un métier ayant une nouvelle appellation peuvent se présenter audit Comité Conjoint pour se procurer une nouvelle carte de compétence. Il incombe à l'employé de prouver son identité.

Le Comité Conjoint doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour permettre aux employés de se procurer leur carte et ce, sans frais.

29.00 *Cartes de compétence des nouveaux métiers*

Tous les employés de l'industrie de la construction exerçant un métier nouvellement défini dans le présent décret doivent, dès l'entrée en vigueur du présent décret, se présenter audit Comité Conjoint pour se procurer une carte de compétence. Il incombe à l'employé de prouver son identité. Ledit employé doit alors subir les examens et payer les frais.

30.00 *Contenu de toutes nouvelles cartes de compétence*

Toute carte de compétence émise à compter de l'entrée en vigueur du présent décret devra contenir les renseignements suivants: la photo, le numéro d'assurance sociale, le métier et les généralités de l'employé.

31.00 *Cartes de compétence étrangères*

Les parties contractantes conviennent que tout employé appartenant à un champ d'application territorial autre que celui décrit dans le présent décret doit se soumettre aux normes et règlements du Comité Conjoint de l'Industrie de la Construction de Québec.

32.00 *Normes et règlements du Comité Conjoint*

Les parties contractantes conviennent de demander au Comité Conjoint de l'Industrie de la Construction de Québec de modifier ses normes et règlements pour les rendre conformes aux présentes.

Section 11

Sécurité, bien-être et hygiène

33.00 *Responsabilité et surveillance*

a) L'employeur doit prendre toutes les dispositions nécessaires afin de garantir la sécurité, le bien-être et l'hygiène de ses employés.

b) Les inspecteurs signaleront au Comité Conjoint tout chantier qui présente du danger afin que les autorités compétentes puissent en être informées.

34.00 *Sécurité*

34.01 *Protection des employés:* Sur tout chantier de construction, l'employeur doit suivre les dispositions contenues dans la Loi des établissements industriels et commerciaux (S.R.Q. 1941, chaptre 175 et amendements). (Réglements relatifs aux excavations et tranchées).

a competency card governed and issued by the Joint Committee of the Construction Industry of Québec prior to June 1, 1958, shall, within eighteen (18) months of this decree's effective date, obtain a new competency card from the Joint Committee. The employee is responsible for proving his identity. All competency cards that will not have been renewed within the time limit specified above shall be null and of no value, except certain cases that will be judged according to their merits.

The Joint Committee shall take all necessary measures so that employees may obtain their cards free of charge.

28.00 *Renewal of Competency Cards For Trades Now Known Under Another Name*

All construction industry employees holding a competency card issued by the said Joint Committee for a trade now known under a new name, may obtain a new competency card from the said Joint Committee. Proof of identity is the employee's responsibility.

The Joint Committee shall take all necessary measures so that employees may obtain their cards free of charge.

29.00 *Competency Cards for New Trades*

All construction industry employees plying a trade that has a new definition in this decree shall, from the effective date of this decree, obtain a competency card from the Joint Committee. Proof of identity is the employee's responsibility. The said employee shall sit for an examination and pay all charges.

30.00 *Contents of All New Competency Cards*

All competency cards issued from the effective date of this decree shall contain: the employee's photograph, social insurance number, trade and general description.

31.00 *Foreign Competency Cards*

The contracting parties agree that any employee from a territorial jurisdiction other than that described herein, shall abide by the standards and regulations of the Joint Committee of the Construction Industry of Québec.

32.00 *Joint Committee's Standards and Regulations*

The contracting parties agree to asking the Joint Committee of the Construction Industry of Québec to amend its standards and regulations so that they conform hereto.

Division 11

Safety, Welfare and Health

33.00 *Responsibility and Supervision*

(*a*) Employers shall take all necessary measures to ensure the safety, health and welfare of their employees.

(*b*) So that the proper authorities may be advised thereof, the inspectors shall advise the Joint Committee of any danger on a construction site.

34.00 *Safety*

34.01 *Protection of Employees:* On every construction site, the employer shall abide by the "Regulations Respecting the Protection of Employees Working in Construction Yards and in Trenches" enacted under the Industrial and

tifs à la protection des salariés travaillant sur les chantiers de construction et les tranchées.)

34.02 *Accident: a)* Lorsqu'un employé se blesse au travaille ou alors qu'il est à la disposition de l'employeur, il reçoit son plein salaire pour la journée de son accident.

b) Tous les chantiers doivent au moins être munis de l'équipement de premiers soins requis en vertu de la Loi et des règlements relatifs aux établissements industriels et commerciaux.

34.03 *Échasse:* Tout travail exécuté sur des échasses ou autre appareil similaire est prohibé en tout temps.

35.00 *Bien-être*

35.01 *Période de repos:* Tout employé a droit à une période de repos de quinze (15) minutes dans l'avant-midi entre huit heures (8.00) et dix heures (10.00) à un moment que fixe l'employeur. Pendant cette période, l'employé doit rester sur les lieux et emplacements de son travail.

35.02 *Équipement:* L'employeur doit fournir tout l'équipement nécessaire au travail tel que: vêtements de caoutchouc dans les excavations, tranchées, tunnels et caissons, le casque de sécurité que l'employé doit laisser sur le chantier à son départ.

35.03 *Outils:* L'employeur s'engage à fournir à ses employés tous les outils motorisés. Il ne devra exiger de ses employés que des outils manuels.

36.00 *Hygiène*

L'employeur doit aménager un endroit convenable permettant aux employés de prendre leurs repas dans un endroit chauffé. Il doit aménager une chambre de toilette chauffée et fournir les accessoires nécessaires.

SECTION 12

Dispositions spéciales

37.00 *Nouvelles appellations*

La substitution de nouvelles appellations aux appellations des décrets antérieurs n'a pas pour effet d'affecter les droits acquis et les intérêts en cours, ni en particulier d'empêcher l'application des nouveaux taux minima horaires ou hebdomadaires de salaires pour les métiers ou occupations qui ont une nouvelle appellation dans le présent décret, ni d'entamer la validité des certificats de qualification, des certificats d'apprentis et des certificats d'aptitudes restreintes émis selon les appellations antérieures.

38.00 *Conditions de travail obligatoires*

Quelle que soit la forme ou la nature du contrat individuel de travail intervenu entre un employeur et un employé ce dernier a droit à le rémunération horaire ou hebdomadaire prévue pour son métier ou occupation dans ce décret et également à toutes les autres conditions de travail prévues au présent décret, y compris le Régime de Sécurité Sociale.

39.00 *Travail à forfait ou la pièce*

Toute personne à laquelle est confié du travail à forfait ou à la pièce est un employé pour les fins du décret si elle ne fournit pas lesmatériaux. Celui qui lui confie tel travail est, pour les mêmes fins, son employeur et aussi l'employeur de tous les autres ouvriers embauchés par elle.

40.00 *Période d'attente*

Tout employé se rapportant au travail, qui n'a pas été avisé à l'avance que ses services ne seraient pas requis, a droit à une rémunération

Commercial Establishments Act (RSQ 1964, c. 150).

34.02 *Accident:* (*a*) When an employee sustains injury while on duty or at his employer's disposal, he shall receive full pay for the accident day.

(*b*) Every construction site shall at least have the equipment called for in the Industrial and Commercial Establishments Act.

34.03 *Stilts:* At no time may work be performed on stilts or other similar devices.

35.00 *Welfare*

35.01 *Rest Period:* Every employee is entitled to a 15 minute rest period in the morning between 8:00 a.m. and 10:00 a.m. at a time determined by the employer. During such time, the employee shall remain within the working area.

35.02 *Equipment:* Employers shall supply all necessary working equipment such as: rubber suits and safety helmets in excavations, tranches, tunnels and caissons. When he leaves, the employee shall leave same on the construction site.

35.03 *Tools:* The employer agrees to supply his employees with all power tools. Hand tools shall be supplied by the employees.

36.00 *Health Measures*

Employers shall set up a convenient place so that employees may take their meals in a heated place. Employers shall also arrange for a heated washroom and supply the usual requisites.

DIVISION 12

Special provisions

37.00 *Revised Terminology*

Substitution of new terms for the former ones used in previous decrees does not affect any vested rights or current interests In particular, it does not prevent the application of new minimum hourly or weekly wage rates for trades and occupations which have a new name in this decree ; nor does it alter the validity of competency certificates, apprentice certificates and certificates for handicapped workers issued in accordance with the terms previously in use.

38.00 *Mandatory Employment Conditions*

Regardless of the type of private work contract entered into between an employer and employee, the latter is entitled to the hourly or weekly provided herein for his trade or occupation as well as to all other employment conditions provided for in this decree, including the Social Security Plan.

39.00 *Work on a Contract or Piece-Work Basis*

For the purposes of this decree, anyone who is given work to do on a contract or piece-work basis shall be considered as an employee if such person does not supply the materials. The person giving the work is, for the same purposes, considered as that person's employer and as the employer of all other workers hired by such person.

40.00 *Waiting Time*

Any employee who reports in for work and who has not been notified beforehand that his services would not be required is entitled to at

équivalente à au moins une (1) heure de travail à moins que les travaux soient suspendus à cause de la température ou pour des raisons incontrôlables par l'employeur.

SECTION 13

Dispositions générales

41.00 *Durée du décret*
Le présent décret demeure en vigueur jusqu'au 31 mars 1969.

42.00 *Restrictions concernant le titre II*
Nonobstant l'article 41.00, Section 13, Chapitre Premier, les parties contractantes aux conventions collectives de travail ayant donné naissance aux dispositions qui sont contenues en annexe au Titre II conservent leur privilège de soumettre, à l'expiration de leur convention initiale, une requête en amendement auxdites dispositions ou une requête pour l'extension d'une nouvelle convention.

CHAPITRE DEUXIÈME

Régime de Sécurité Sociale

SECTION 1

Définitions

1.00 Aux fins d'application de ce chapitre, les mots et termes suivants ont la signification qui leur est ci-après donnée.

1.01 *Décret:* Ce mot désigne le décret relatif à l'industrie et aux métiers de la construction de la région de Québec et ses amendements dont le présent chapitre fait partie.

1.02 *Parties contractantes:* Ces mots désignent l'Association de la Construction de Québec et Le Conseil des Métiers de la Construction des Syndicats Nationaux de Québec et la Région (C.S.N.).

1.03 *Champs d'application territorial, professionnel et industriel:* Ces mots désignent les champs d'application territorial, professionnel et industriel tel que défini aux articles 1.00, 2.00 et 3.00 du Chapitre Premier du présent décret.

1.04 *Régime de sécurité sociale:* Ces mots désignent le Régime de Sécurité Sociale de Québec décrit au présent chapitre. Il comprend un régime de rente de retraite et un régime d'assurance-vie collective.

1.05 *Fonds de sécurité sociale:* Ces mots désignent le fonds décrit à l'article 2.00 de la Section 2 (Chapitre Deuxième). Il existe pour les employés de l'industrie de la construction dans les champs d'application territorial, professionnel et industriel du présent décret.

1.06 *Comité de sécurité sociale:* Ces mots désignent le comité décrit à la Section 5 du présent chapitre.

1.07 *Employé:* Ce mot désigne tout employé payé à l'heure tel que défini au Chapitre Premier et tout employé visé dans toute annexe au présent décret s'il y a lieu. Ce mot désigne aussi tout employé qui, normalement régi par le présent décret, désire avec le consentement et la participation de son employeur se soumettre aux obligations et jouir des privilèges établis par le présent chapitre alors qu'il exécute des travaux hors du champ d'application territorial ou industriel, ou les deux à la fois, pourvu que le Comité de Sécurité Sociale accepte cette participation volontaire.

1.08 *Employeur:* Ce mot désigne tout employeur d'employés tel que défini au Chapitre Premier dont les opérations sont dans les champs

least one (1) hour's wages unless work is suspended because of bad weather or for reasons beyond the employer's control.

DIVISION 13

Special provisions

41.00 *Term of the Decree*
This decree remains in force until March 31, 1969.

42.00 *Reservations Pertaining to Part II*
Notwithstanding section 41.00 of Division 13, the contracting parties to the collective labour agreements having given rise to the provisions annexed to Part II retain the privilege of submitting, on the expiry date of the original agreement, a petition to amend the said provisions or a petition for the extension of a new agreement.

CHAPTER TWO

Social Security Plan

DIVISION 1

Definitions

1.00 In this chapter

1.01 "Decree" means the decree respecting the Construction Industry and Trades in the Quebec Region, and amendments, to which this chapter belongs.

1.02 "Contracting parties" means *l'Association de la Construction de Québec* and *Le Conseil des Métiers de la Construction des Syndicats Nationaux de Québec et la Région* (C.N.T.U.).

1.03 "Territorial, professional and industrial jurisdictions" means the territorial, professional and industrial jurisdictions defined in sections 1.00, 2.00 and 3.00 of Chapter One.

1.04 "Social Security Plan" means the Quebec Social Security Plan deszcibed in this chapter. It includes a retirement plan and a group life insurance plan.

1.05 "Social Security Fund" means the fund described in section 2.00, Division 2 (Chapter Two), existing for the construction industry employees in the territorial, professional and industrial jurisdictions of this decree.

1.06 "Social Security Committee" means the committee described in Division 5 of this chapter.

1.07" Employee" means any hourly-paid employee as defined in Chapter One and any employee covered in any possible appendix to this decree. It also means any employee who, with the consent and participation of his employer, wishes to submit himself to the obligations and enjoy the benefits se forth in this chapter while performing work outside the territorial and (or) industrial jurisdiction, provided the social security committee accepts such voluntary participation.

1.08 "Employer" means any employer of employees, as defined in Chapter One, whose operations fall within the territorial, professional

d'application territorial, professionnel et industriel et tout employeur d'employés visé dans toute annexe au présent décret s'il y a lieu. Ce mot désigne aussi tout employeur soumis au présent décret qui, à la demande de son/ses employés, accepte de se soumettre aux obligations établies par le présent chapitre alors que son/ses employés exécutent des travaux hors du champ d'application territorial ou industriel, ou les deux à la fois, pourvu que le Comité de Sécurité Sociale accepte cette participation volontaire.

1.09 *Ancien employé:* Ces mots désignent celui qui, tel que prévu de la Section 11 du présent chapitre, ne possède plus les qualifications d'employé parce qu'il a légalement cessé pendant deux (2) ans de verser des contributions.

1.10 *Représentant des employeurs:* Ces mots désignent toute personne nommée pour représenter les employeurs au Comité de Sécurité Sociale, conformément à l'article 17.00, Section 5, Chapitre Deuxième, et ses successeurs.

1.11 *Représentant des employés:* Ces mots désignent toute personnne nommée pour représenter les employés au Comité de Sécurité Sociale, conformément à l'article 18.00, Section 5, Chapitre Deuxième, et ses successeurs.

1.12 *Régime de rente de retraite:* Ces mots désignent le régime de rente de retraite décrit à la Section 11 du présent chapitre.

1.13 *Caisse de retraite:* Ces mots désignent la caisse de retraite de l'industrie de la construction de la région de Québec tel que décrit à l'article 46.00, Section 11, Chapitre Deuxième, et administrée par une compagnie de fidéicommis conformément à l'acte de fiducie signé par le Comité de Sécurité Sociale et ladite compagnie ou administrée par une compagnie d'assurance-vie conformément au contrat de rente de retraite signé par le Comité de Sécurité Sociale et la compagnie d'assurance-vie.

1.14 *Régime d'assurance-vie collective:* Ces mots désignent le régime d'assurance-vie collective décrit à la Section 12 du présent chapitre et souscrit avec une compagnie d'assurance-vie.

1.15 *Caisse d'assurance-vie collective:* Ces mots désignent la Caisse d'assurance-vie collective de l'industrie de la construction de la région de Québec tel que décrit à l'article 51.00, Section 12, Chapitre Deuxième, et administrée par une compagnie de fidéicommis conformément à l'acte de fiducie signé par le Comité de Sécurité Sociale et ladite compagnie ou administrée par une compagnie d'assurance-vie conformément à la police d'assurance-vie collective signée par le Comité de Sécurité Sociale et la compagnie d'assurance-vie.

1.16 *Prestations de sécurité sociale:* Ces mots désignent les prestations prévues au régime de rente de retraite et au régime d'assurance-vie collective.

1.17 *Prestations de retraite:* Ces mots désignent les prestations de retraite prévues au régime de rente de retraite.

1.18 *Indemnités en cas de décès:* Ces mots désignent le remboursement prévu à la Section 11 du présent chapitre.

1.19 *Indemnités en cas de cessation de qualification d'employé:* Ces mots désignent le remboursement prévu à la Section 11 du présent chapitre.

1.20 *Prestations de décès:* Ces mots désignent les prestations de décès prévues au régime d'assurance-vie collective.

1.21 *Bénéficiaire:* Ce mot signifie toute personne désignée de temps à autre dans un avis écrit au Comité conjoint par l'employé, l'ancien

and industrial jurisdiction, as well as any employer of employees covered in any possible appendix to this decree. It also means any employer subject to this decree who, upon request from his employee(s) accepts to submit himself to the obligations set forth in this chapter while his employee(s) perform work outside the territorial and (or) industrial jurisdiction, provided the social security committee accepts such voluntary participation.

1.09 "Former employee" means one who, as provided for in Division 11 of this chapter, no longer qualifies as employee because he has legally stopped contributing two (2) years ago.

1.10 "Employer representative" means any person and any successor-representative appointed to represent employers on the social security committee, in pursuance of section 17.00, Division 5, Chapter Two.

1.11 "Employee representative" means any person and any successor-representative appointed to represent employees on the social security committee, in pursuance of section 18.00, Division 5, Chapter Two.

1.12 "Retirement annuity plan" means the retirement annuity plan described in Division 11 of this chapter.

1.13 "Retirement fund" means the retirement fund of the construction industry of the Québec region, as described in section 46.00, Division 11, Chapter Two, and administered by a trust company in accordance with a trust agreement signed by the social security committee and the said company or administered by a life insurance company in accordance with the retirement annuity contract signed by the social security committee and the life insurance company.

1.14 "Group life insurance plan" means the group life insurance plan described in Division 12 of this chapter and under written with a life insurance company.

1.15 "Group life insurance fund" means the group life insurance fund of the construction industry of the Québec region, as described in section 51.00, Division 12, Chapter Two, and administered by a trust company in accordance with a trust agreement signed by the social security committee and the said company or administered by a life insurance company in accordance with the group life insurance policy signed by the social security committee and the life insurance company.

1.16 "Social security benefit" means the benefits provided for in the retirement annuity plan and in the group life insurance plan.

1.17 "Retirement benefit" means the benefits provided for in the retirement annuity plan.

1.18 "Death benefit" means the reimbursement provided for in Division 11 of this chapter.

1.19 "Non-qualifying benefit" means the reimbursement provided for in Division 11 of this chapter.

1.20 "Death benefit" means the death benefits provided for in the group life insurance plan.

1.21 "Beneficiary" means any person designated from time to time by written notice to the Joint Committee by the employee, former em-

employé ou le retraité, aux fins de recevoir des indemnités en cas de décès et des prestations de décès ou seulement des indemnités en cas de décès, selon le cas, à l'occasion du décès de l'employé, de l'ancien employé ou du retraité, en vertu du Régime de Sécurité Sociale. Si aucune personne n'est ainsi désignée ou si la personne ainsi désignée est décédée avant, le bénéficiaire est la succession de l'employé, de l'ancien employé ou du retraité. Cependant, le Comité de Sécurité Sociale a le pouvoir de donner des instructions pour que le paiement soit fait à tout parent naturel ou allié du décédé ou à toute personne qui, de l'avis du Comité de Sécurité Sociale, a droit en justice au paiement parce qu'elle a encouru des frais en rapport avec la subsistance, les soins médicaux, les frais de dernière maladie, les frais funéraires et d'enterrement, ou qui réclame une partie de la succession en rapport avec ces frais.

1.22 *Retraite:* Ce mot désigne toute personne recevant des prestations de retraite conformément aux dispositions du régime de rente de retraite.

1.23 *Compagnie de fidéicommis:* Ces mots désignent toute compagnie de fidéicommis détenant dans la province de Québec un certificat d'enregistrement émis par le Ministre des Finances.

1.24 *Compagnie d'assurance-vie ou assureur:* Ces mots désignent toute société ou compagnie d'assurance-vie détenant dans la province de Québec un certificat d'enregistrement et un permis émis par le Ministre des Finances.

1.25 *Comité conjoint:* Ces mots désignent le Conjoint de l'Industrie de la Construction de Québec.

1.26 *Heure de travail:* Ces mots désignent toute heure où l'employé est effectivement au travail sans considération du taux payé. Ils désignent également toute fraction d'heure d'une demi-heure ou plus, laquelle est considérée pour fins du présent chapitre comme une heure complète. Les fractions d'heure ne sont pas cumulatives d'une période de paie à l'autre. Cependant, lorsque la participation est volontaire, les heures de travail de l'employé exécutant des travaux hors du champ d'application territorial sont celles effectivement exécutées sans considération du taux payé. Lorsque la participation volontaire provient du fait que l'employé est hors du champ d'application industriel seulement, ou hors des champs d'application industriel et territorial, les heures de travail sont celles qui sont définies comme étant la semaine régulière de travail au Chapitre Premier du présent décret.

1.27 *Année de participation:* Ces mots désignent l'accumulation de mille quatre cents (1,400) heures effectivement travaillées par l'employé et pour lesquelles des cotisations ont été versées au Fonds de Sécurité Sociale.

1.28 *Contributions:* Ce mot désigne le montant d'argent dû par l'employeur et par l'employé en vue de constituer le Fonds de Sécurité Sociale.

1.29 *Cotisations:* Ce mot désigne le montant d'argent reçu par le Comité conjoint en vue de constituer le Fonds de Sécurité Sociale. Il désigne autant celles de l'employé que celles de l'employeur.

1.30 *Cotisations accumulées d'employé:* Ces mots désignent les cotisations de l'employé au Fonds de Sécurité Sociale plus un intérêt composé établi à trois pour cent (3%) par année. L'intérêt sur chaque cotisation de l'employé est calculé à partir de la fin de l'année civile pour laquelle les cotisations de l'employé ont été reçues jusqu'au premier jour du mois dans lequel un

ployee or pensionner to receive death benefit or only death benefits, as the case may be, in the event of the death of the employee, former employee or pensionner under the social security plan. If no one is so designated or if the person so designated predeceased the designator the beneficiary shall be the estate of the employee, former employee or pensionner. However, the social security committee has the authority to direct that payment be made to any person related by blood or marriage to the deceased who, in the social security committee's opinion, is equitably entitled to payment because of expenses incurred for the upkeep, medical care, last illness, funeral or burial, or who claims part of the estate to cover such expenses.

1.22 "Pensionner" means any person receiving retirement benefits, pursuant to the provisions of the retirement annuity plan.

1.23 "Trust company" means any trust company holding, in the Province of Québec, a registration certificate issued by the Minister of Finance.

1.24 "Life insurance company or insurer" means any life insurance company holding, in the Province of Québec, a registration certificate and permit issued by the Minister of Finance.

1.25 "Joint Committee" means the Joint Committee of the Construction Industry of Québec.

1.26 "Hours of work" means all hours actually worked by the employee, regardless of the wage rate paid. It also means any fraction of an hour equal to or greater than one-half which is considered as a full hour for the purposes of this chapter. Fractions of hours are not cumulative from one pay period to another. However, when participation is voluntary, the hours an employee works outside the territorial jurisdiction are those actually worked regardless of the wage rate paid. When voluntary participation is due to the fact that the employee is outside the industrial and (or) territorial jurisdiction, hours of work are those defined as the standard work week in Chapter One of this decree.

1.27 "Participating year" meana a total of one thousand four hundred (1,400) hours actually worked by the employee and for which assessments were paid to the social security fund.

1.28 "Contributions" means the amount of money due by the employer and employee which make up the social security fund.

1.29 *Assessments:* Means the amount of money received by the Joint Committee to make up the social security fund. It designated employee contributions as well as employer contributions.

1.30 "Accumulated employee assessments" means the employee's assessment to the social security fund plus a three per cent (3%) per annum compound interest rate. Interest on each employee assessment is computed from the end of the calendar year for which employee contributions are received up to the first day of the month in which a reimbursement is made or, in

remboursement est effectué ou, dans le cas d'un retraité, jusqu'à la date du premier paiement mensuel de ses prestations de retraite.

SECTION 2

Fonds de Sécurité Sociale

2.00 *Existence et contenu*

Le Fonds de Sécurité Sociale existe depuis le 1er mai 1964 et continue d'exister en vertu des présentes afin de pourvoir à des prestations de sécurité sociale pour les employés de l'industrie de la construction dans la région de Québec. Ce fonds alimente deux (2) caisses, soit la caisse de retraite et la caisse d'assurance-vie collective.

3.00 *Perception*

Le Comité Conjoint est par la présente désigné comme l'organisme qui reçoit ou perçoit les contributions des employeurs et des employés. Dans l'exercice de ce devoir, le Comité Conjoint est investi de tous les droits, titres et intérêts dans le Fonds de Sécurité Sociale conformément aux usages, obligations et restrictions établis au présent chapitre.

SECTION 3

Contributions, renseignements et cotisations

4.00 *Contributions*

Tout employeur d'employés doit déduire du salaire gagné par chacun de ses employés la somme de cinq cents ($0.05) pour chaque heure de travail accomplie par lesdits employés. Cette déduction constitue la contribution desdits employés au Fonds de Sécurité Sociale. Tout employeur d'employés verse au Fonds de Sécurité Sociale, pour chacun de ses employés, la somme de cinq cents ($0.05) pour chaque heure de travail accomplie par ses employés.

5.00 *Remise des contributions*

Avant le quinzième (15e) jour de chaque mois, tout employeur doit remettre au Comité Conjoint un montant d'argent égal à la somme des contributions déduites du salaire des employés pendant le mois précédent plus le montant de ses propres contributions.

6.00 *Défaut de l'employeur et recours*

Si un employeur, contrairement à l'article 5.00, Section 3, Chapitre Deuxième, fait défaut de remettre les contributions au Comité Conjoint, ce dernier a le droit d'exercer tous recours en justice et de poursuivre ledit employeur pour et au nom des employés intéressés en vue d'obtenir le recouvrement des contributions ainsi que le paiement de toute pénalité encourue par ledit employeur à la suite de son défaut, lesquels recours et poursuites sont exercés conformément à l'article 20 de la Loi des Décrets de Convention Collective.

Le Comité Conjoint doit prendre toutes mesures qu'il juge appropriées afin de percevoir de l'employeur les contributions qui diviendront dues au Fonds de Sécurité Sociale au crédit de l'employé.

Aux fins de l'article 37 de la Loi des Décrets de Convention Collective, la date d'échéance de la remise des contributions, pour chaque employé, est le 1er janvier suivant.

7.00 *Convention nulle*

Aucun employeur ne peut se libérer de son obligation de remettre au Comité Conjoint les contributions stipulées en payant directement lesdites contributions aux employés. Toute convention contraire aux dispositions du présent chapitre accordant à un employé des conditions différentes de celles mentionnées au présent cha-

he case of a pensionner, up to the first monthlyt payment date of his retirement benefits.

DIVISION 2

Social Security Fund

2.00 *Existence and Contents*

The social security fund exists since May 1, 1964 and hereby continues to exist in order to provide social security benefits for the employees of the construction industry of the Québec region. Such fund supplies both the retirement fund and the group life insurance fund.

3.00 *Collection*

The Joint Committee is hereby designated as the body to receive employer and employee contributions. To carry out its mandate, the Joint Committee is vested with all rights, title and interest in and to the social security fund according to the uses, duties and restrictions set forth in this chapter.

DIVISION 3

Contributions, Information and Assessments

4.00 *Contributions*

Every employer of employees shall deduct from the wages earned by each of his employees the sum of five cents (5¢) for each hour worked by the said employees. This deduction shall constitute the employee contributions to the social security fund. Every employer of employees shall contribute to the social security fund the amount of five cents (5¢) for each hour worked by each of his employees.

5.00 *Remitting of Contributions*

Before the fifteenth (15th) of every month, every employer shall pay to the Joint Committee an amount equal to the aggregate of contributions deducted from employees' wages in the previous month, plus the total of his contributions.

6.00 *Default and Appeal*

Should an employer, in violation of section 5.00, Division 3, Chapter Two, fails to remit the contributions to the Joint Committee, the latter shall have the right to use all legal measures and to sue the employer for and on behalf of the employees concerned for the purpose of recovering the contributions together with any penalty incurred by the said employer as a result of his default, such appeal and legal action being instituted in pursuance of section 20 of the Collective Agreement Decrees Act.

The Joint Committee shall take all proper measures to collect from the employer the contributions that become due to the social security fund to the employee's credit.

For the purposes of section 37 of the Collective Agreement Decrees Act, the due date for the remittance of contributions for each employee shall be the following January 1st.

7.00 *Agreement Null and Void*

No employer may acquit himself by any direct payment of money to the employee in lieu of remitting the stipulated contributions to the Joint Committee. Any agreement contrary to the provisions of this chapter that grants employees conditions different from or less favourable than those set forth in this chapter shall

pitre ou qui lui sont moins favorables, est non avenue et nulle de nullité absolue.

8.00 *Enregistrement d'employé*

Tout employé doit déclarer au Comité Conjoint son nom, l'adresse de son domicile, son numéro d'immatriculation d'assurance sociale, sa date de naissance, son métier ou occupation, son état matrimonial, le nombre de ses enfants dépendants âgés de moins de vingt et un (21) ans, le nom, l'adresse et le lien de parenté de son bénéficiaire, s'il y en a un, la date à laquelle il donne ces renseignements et sa signature. Il doit fournir ces renseignements:

a) dès qu'il devient assujetti au Régime de Sécurité Sociale;

b) au début de chaque année civile si des changements à la déclaration originale sont survenus pendant l'année précédente.

9.00 *Formules d'enregistrement d'employé*

Le Comité Conjoint doit fournir gratuitement à tout employeur des formules appropriées, lesquelles doivent être remises par chaque employeur aux employés.

Toutefois, la pénurie de telles formules ne libère pas l'employé de son obligation de s'identifier par écrit auprès du Comité Conjoint.

10.00 *Rapport d'employeur*

Tout employeur doit:

a) indiquer sur chaque liste de paie le montant d'argent déduit du salaire de chacun de ses employés pour les fins du Fonds de Sécurité Sociale pour la période couverte par ladite liste de paie.

b) fournir avec chaque envoi de contributions au Fonds de Sécurité Sociale une déclaration annexée à un extrait ou à une copie de la liste de paie mentionnant:

1. son nom et son adresse;
2. la période de paie couverte par chaque liste;
3. le nom de famille et le ou les prénoms de chaque employé;
4. le numéro d'immatriculation d'assurance sociale de chaque employé;
5. le montant des contributions d'employés au Fonds de Sécurité Sociale accumulées pendant la période couverte par ladite liste de paie en regard de chacun des employés;
6. le total du montant des contributions d'employés et les siennes;
7. une attestation écrite de l'exactitude et de la véracité des renseignements fournis sous sa propre signature ou celle de son représentant autorisé.

11. *Formules de rapport d'employeur*

Le Comité Conjoint doit, sur demande, fournir gratuitement à chaque employeur les formules appropriées sur lesquelles les présents renseignements peuvent être donnés et, si les listes produites par un employeur sont trouvées insuffisantes, le Comité Conjoint peut enjoindre cet employeur d'utiliser les formules spécialement préparées à cet effet et mises à sa disposition.

12.00 *Répartition des cotisations*

Le Comité Conjoint divise toutes les cotisations en deux (2) montants distincts et les remet au Comité de Sécurité Sociale.

Un de ces montants est formé des cotisations de tout employé et des quatre cinquième (4/5) des cotisations des employeurs. Ce montant doit être versé dans la caisse de retraite. L'autre de ces montants, formé d'un cinquième (1/5) des cotisations de tout employeur, est afférent à la caisse d'assurance-vie collective et doit y être versé.

be null and void.

8.00 *Employee Registration*

Every employee shall notify the Joint Committee of his name; the date of his birth; his social insurance number; his home address; his trade or occupation; his marital status; the number of his dependent children under twenty-one (21); the name, address and relation of his beneficiary, if any; the date on which he gives such information and his signature. This information shall be supplied:

(*a*) as soon as he becomes subject to the social security plan;

(*b*) at the beginning of each calendar year, if changes have occurred in the original statement during the previous year.

9.00 *Employee Registration Forms*

The Joint Committee shall make forms available to any employer for this purpose and every employer shall supply such forms to each employee.

However, a shortage of such forms does not relieve the employee of his obligation to identify himself to the Joint Committee in writing.

10.00 *Employer's Report*

Every employer shall:

(*a*) show on each payroll the amount of money deducted for the social security fund from each employee's wages for the period covered by the said payroll;

(*b*) furnish with each payment of contributions to the welfare fund, a statement with an extract from or a duplicate of the actual payroll showing:

1. the name and address of the employer;
2. the pay period covered by the statement;
3. the family name and given name(s) of each employee;
4. the social insurance number of each employee;
5. the amount of the employer's contributions to the social security fund in respect of each employee for the period covered by the said payroll;
6. the aggregate of such amounts.
7. the signature of a authorized representative of the employer or of the employer himself attesting the accuracy of the information so shown.

11.00 *Employer's Report Forms*

The Joint Committee shall, upon request, freely supply forms to each employer for reporting such information. If it deems that the statement produced by the employer is unsatisfactory, the Joint Committee may direct that the employer complete the forms supplied and put at his disposal by the Joint Committee.

12.00 *Division of Assessments*

The Joint Committee divides such assessments into two separate amounts and remits them to the social security committee. One amount represents the entire employee assessments and four fifths (4/5) of the employer assessments. This amount is deposited in the retirement fund. The other amount represents one fifth (1/5) of the employer contributions, belongs to the group life insurance fund and is to be deposited therein.

13.00 *Frais d'enregistrement et de perception*

Toutes les obligations et devoirs du Comité Conjoint quant à l'obtention des renseignements et quant à la perception ou au recouvrement des contributions, lesquels sont définis dans la présente section, sont à la seule charge du Comité Conjoint sans que celui-ci ne puisse prétendre à aucun remboursement, rémunération, honoraires ou autres, tant sur les contributions perçues que sur les cotisations remises au Comité de Sécurité Sociale.

SECTION 4

Dossiers

14.00 *Tenue des dossiers*

Le Comité Conjoint doit: *a*) tenir des dossiers à son bureau principal à Québec mentionnant à l'égard de chaque employé:

1. les renseignements visés à l'article 8.00, Section 3, Chapitre Deuxième, fournis par chaque employé;

2. le nom et l'adresse de l'employeur ou des employeurs qui ont payé des cotisations au nom de chaque employé;

3. le montant de ces cotisations, la date de leur réception et la période de paie pour laquelle elles se sont accumulées;

b) dans les trois (3) premiers mois de chaque année, transmettre à chaque employé un relevé des cotisations enregistrées en son nom pour la période de douze (12) mois se terminant le 31 décembre de l'année précédente.

15.00 *Frais encourus pour la tenue des dossiers*

Tous les frais encourus pour la tenue des dossiers sont à la charge du Comité Conjoint sauf si une entente est intervenue entre le Comité Conjoint et le Comité de Sécurité Sociale à l'effet que ce dernier assume la totalité ou partie de ces frais.

Cependant, il est loisible au Comité de Sécurité Sociale de remplir personnellement et à ses frais toutes les obligations prévues dans la présente section quant à la tenue des dossiers et quant à la transmission des renseignements aux employés à la fin de chaque année. Dans un tel cas, le Comité Conjoint doit lui fournir:

a) les renseignements prévus à l'article 8.00, Section 3, Chapitre Deuxième;

b) le nom et l'adresse de l'employeur ou des employeurs qui ont payé des cotisations au nom de chaque employé;

c) le montant de ces cotisations, la date de leur réception et la période de paie pour laquelle elles se sont accumulées.

SECTION 5

Le Comité de Sécurité Sociale

16.00 *Composition*

Le Comité de Sécurité Sociale est composé de dix (10) membres dont cinq (5) représentants des employeurs et cinq (5) représentants des employés, lesquels sont nommés suivant la procédure établie aux articles 17.00 et 18.00 de la présente section.

17.00 *Nomination des représentants des employeurs*

Chaque représentant des employeurs est nommé de la façon suivante:

a) L'Association de la Construction de Québec doit nommer les cinq (5) représentants des employeurs. Ladite association doit remettre au Comité de Sécurité Sociale un certificat de nomination dûment attesté.

13.00 *Recording and Collection Fees*

All the obligations and duties of the Joint Committee definied in this division and regarding the obtaining of information and the collection and recovery of assessments are Joint Committee's responsibility. The Committee may not claim any re-imbursement, payment, fees or others either from the collected contributions or from the assessments turned over to the social security committee.

DIVISION 4

Records

14.00 *Keeping of Records*

The Joint Committee shall: (*a*) keep records at its head office in Québec, showing in respect of each employee:

1. the information supplied by each employee and mentioned in section 8.00, Division 3, Chapter Two;

2. the name and address of the employer or employers who paid assessments on behalf of each employee;

3. the amount of such assessments, the date received and the pay period from which they accrued;

(*b*) within the first three (3) months of each year, forward to each employee a statement of assessments recorded in his name for the 12-month period ending December 31st of the previous year.

15.00 *Expenses Incurred by the Keeping of Records*

All expenses incurred by the keeping of records are to be borne by the Joint Committee except if an agreement is entered into between the Joint Committee and the Social Security Committee to the effect that the latter assumes such expenses entirely or in part.

However, the social security committee may fulfill and pay for all the duties provided for in this division with regards to the keeping of records and the forwarding of information to employees at the end of each year. In such instance, the Joint Committee shall supply it with:

(*a*) the information provided for in section 8.00, Division 3, Chapter Two;

(*b*) the name and address of employer(s) who have paid assessments on behalf of each employee;

(*c*) the amount of such assessments, the date received and the pay period from which they accrued.

DIVISION 5

The Social Security Committee

16.00 *Formation*

The social security committee is made up of ten (10) members: five (5) shall be employer representatives and five (5) shall be employee representatives. They shall be appointed according to the procedure set forth in sections 17.00 and 18.00 of this division.

17.00 *Appointment of Employer Representatives*

Each employer representative is appointed as follows:

(*a*) *L'Assomption de la Construction de Québec* appoints five (5) employer representatives. The said asssociation shall file a duly-certified certificate of appointment with the social security committee.

b) À l'assemblée ordinaire qui suit immédiatement la réception d'un tel certificat, le secrétaire du Comité de Sécurité Sociale fait part au Comité de Sécurité Sociale des nominations.

c) Chaque représentant nommé entre en fonction à l'assemblée qui suit celle où le Comité de Sécurité Sociale a été avisé des nominations et reçoit une indemnité à titre de compensation pour ses services.

18.00 *Nomination des représentants des employés*

Chaque représentant des employés est nommé de la façon suivante:

a) Le Conseil des Métiers de la Construction des Syndicats Nationaux de Québec et la Région (C.S.N.) doit nommer les cinq (5) représentants des employés. Ledit Conseil des Métiers de la Construction doit remettre au Comité de Sécurité Sociale un certificat de nomination dûment attesté.

b) À l'assemblée ordinaire qui suit immédiatement la réception d'un tel certificat, le secrétaire du Comité de Sécurité Sociale fait part au Comité de Sécurité Sociale des nominations.

c) Chaque représentant nommé entre en fonction à l'assemblée qui suit celle où le Comité de Sécurité Sociale a été avisé des nominations et reçoit une indemnité à titre de compensation pour ses services.

19.00 *Terme d'office des représentants*

Tout représentant et tout successeur d'un représentant doit remplir sa charge jusqu'à la date de sa démission, de son décès, de son incapacité ou de son retrait, tel que prévu ci-après.

20.00 *Démission d'un représentant*

Un représentant peut démissionner et être libéré de toutes obligations futures ou de toute charge prévue aux présentes en remettant un avis écrit de sa démission au Comité de Sécurité Sociale. Une copie de tel avis doit être délivrée à la partie contractante qu'il représente par le secrétaire du Comité de Sécurité Sociale.

21.00 *Remplacement d'un représentant*

Tout représentant des employeurs ou des employés est démis de ses fonctions lorsque la partie contractante qui l'a nommé donne un avis écrit à cet effet au Comité de Sécurité Sociale.

22.00 *Vacance au Comité*

Si un poste devient vacant, un successeur est nommé aussitôt que possible conformément aux dispositions des articles 17.00 ou 18.00, Section 5, Chapitre Deuxième.

Dans l'esprit du présent chapitre, le Comité de Sécurité Sociale doit compter en tout temps un nombre égal de représentants des employés et de représentants des employeurs mais, s'il y a un ou plusieurs postes vacants, les représentants en fonction ont le pouvoir d'agit jusqu'à la nomination d'un ou plusieurs successeurs, selon les dispositions du présent chapitre.

SECTION 6

Les Officiers du Comité de Sécurité Sociale

23.00 *Election des officiers et engagement du secrétaire*

Le Comité de Sécurité Sociale élit entre le 1er et le 15 mars de chaque année un président et un vice-président parmi les représentants. En tout temps, l'une des deux fonctions est occupée par un représentant des employés et l'autre par un représentant des employeurs. L'ordre d'élection est tel que les parties contractantes sont

(*b*) At the regular meeting that follows receipt of such certificate, the secretary of the social security committee shall make the appointments known to the social security committee.

(*c*) Each appointed representative shall take office at the meeting following the one when the social security committee was advised of the appointments and he shall be indemnified for his services.

18.00 *Appointment of Employee Representatives*

Each employee representative is appointed as follows:

(*a*) *Le Conseil des Métiers de la Construction des Syndicats Nationaux de Québec et la Région* (C.N.T.U.) shall appoint five (5) employee representatives. The said council shall file a duly-certified certificate of appointment with the social security committee.

(*b*) At the regular meeting that follows receipt of such certificate, the secretary of the social security committee shall make the appointments known to the social security committee.

(*c*) Each appointed representative shall take office at the meeting following the one when the social security committee was advised of the appointments and he shall be indemnified for his services.

19.00 *Representatives' Term of Office*

Each representative and successor-representative shall serve until the date of his resignation, death, incapacity or retirement as hereinafter provided.

20.00 *Representative's Resignation*

A representative may resign and be discharged from all future duty or responsibility herein provided by filing a written resignation with the social security committee. A copy of such resignation shall be forwarded to the contracting party he represents by the secretary of the social security committee.

21.00 *Replacement of a Representative*

An employer or employee representative may be removed upon written recommendation to the social security committee by the party that appointed him.

22.00 *Vacancy on the Committee*

Should a vacancy occur, a successor shall be immediately appointed in accordance with the provisions of sections 17.00 and 18.00, Division 5, Chapter Two.

It is the intention hereof that the social security committee shall at all times be administered by an equal number of employee and employer representatives. In the event of a vacancy or vacancies, the remaining representatives shall have the power to act until the appointment of one or more representatives, as provided for in the provisions of this chapter.

DIVISION 6

Officers of the Social Security Committee

23.00 *Election of Officers and Hiring of a Secretary*

Between March 1st and 15th of each year, the social security committee shall elect a chairman and vice-chairman from among the representatives. At all times one of the two offices shall be held by an employee representative and the other by an employer representative. The order of election is such that the contracting parties

représentées tour à tour à la présidence et pour des termes égaux d'une (1) année.

Le Comité de Sécurité Sociale engage un secrétaire pour tenir les procès-verbaux de ses assemblées. Celui-ci peut également être en charge du secrétariat.

24.00 *Terme d'office des officiers*

Le terme d'office du président et du vice-président commence à la date de leur élection et se continue à partie de cette date jusqu'à la nomination de leur successeur.

25.00 *Remplacement des officiers*

Si, pendant son terme d'office, le président décède, démissionne ou se retire, son substitut doit être choisi parmi les représentants de la partie contractante que représentait le président remplacé. Dans ce cas, le terme d'office du président substitut dure jusqu'à l'expiration du terme d'office du président remplacé. La même procédure s'applique dans le cas du vice-président.

SECTION 7

Assemblées du Comité de Sécurité Sociale

26.00 *Convocation*

Les assemblées du Comité de Sécurité Sociale doivent être tenues à l'endroit dont peuvent convenir le président et le vice-président. Elles peuvent être convoquées par lesdits président et vice-président par un avis écrit de cinq (5) jours adressé aux autres représentants et peuvent être tenues en tout temps sans cet avis si tous les représentants y consentent par écrit. Trois (3) représentants peuvent ensemble présenter par écrit au président, au vice-président ou au secrétaire, une demande à l'effet de faire convoquer une assemblée et, dans ce das, le président et le vice-président doivent convoquer une assemblée dans les dix (10) jours suivant une telle demande.

27.00 *Quorum*

À toutes les assemblées du Comité de Sécurité Sociale, quatre (4) représentants constituent un quorum pour la transaction des affaires, pourvu qu'il y ait au moins deux (2) représentants des employeurs présents à ces assemblées et au moins deux (2) représentants des employés.

28.00 *Votation*

Toute action qui doit être prise par le Comité de Sécurité Sociale, selon les termes du présent chapitre, doit l'être par vote unanime des représentants présents à l'assemblée.

Il n'y a que deux votes: les représentants des employeurs se partagent un vote entre eux et les représentants des employés se partagent un vote entre eux. Le vote des représentants des employés est donné par la majorité des représentants des employés présents et votant; le vote des représentants des employeurs est donné par la majorité des représentants des employeurs présents et votant.

Si une affaire présentée pour décision ne peut être décidée à cause d'un vote égal, elle demeure dans le « statu quo » pendant l'arbitrage selon la procédure prévue à la section 8 du présent chapitre à moins que, par un vote unanime, on décide de laisser tomber l'affaire.

29.00 *Procès-verbaux*

Toute décision prise par le Comité de Sécurité Sociale doit être inscrite au procès-verbal de la séance où cette décision a été prise. Copie des procès-verbaux doit être transmise aux parties contractantes.

are represented alternately in the presidency for equal one-year terms.

The social security committee shall hire a secretary to take minutes of its meetings. The secretary may also be in charge of the secretarial staff.

24.00 *Officers' Term of Office*

The chairman's and vice-chairman's term of office begins on the date of their election and continues until their successor has been appointed.

25.00 *Replacement of Officers*

If, during his term of office, the chairman dies, resigns or retires, his successor will be chosen from among the representatives of the outgoing chairman's contracting party. In such instance the term of office of the successor-chairman shall last until the expiration of the outgoing chairman's term. The same procedure shall be followed in the case of a vice-chairman.

DIVISION 7

Meetings of the Social Security Committee

26.00 *Notice of Meeting*

Meetings of the social security committee shall be held at such place or places as may be agreed upon by the chairman and vice-chairman and may be called by the said chairman and vice-chairman upon five (5) days' written notice to the other representatives and may by held at any time without such notice if all the representatives consent thereto in writing. Any three (3) representatives may present written request to the chairman, the vice-chairman or the secretary that a meeting be called and in this event the chairman and vice-chairman shall call a meeting within ten (10) days after such request.

27.00 *Quorum*

In all meetings of the social security committee, four (4) representatives shall constitute a quorum for the transaction of business providing there are present at such meetings at least two employers representatives and at least two employees representatives.

28.00 *Vote*

Any action to be taken by the social security committee, pursuant to this chapter, shall be by unanimous vote of the representatives present at a meeting.

There shall be but two votes: the employers representatives shall have one vote among them and the employees representatives shall have one vote among them. The vote of the employees representatives shall be cast by the majority of the said employees representatives present and voting. The vote of the employers representatives shall be cast by a majority of the employers representatives present and voting.

In the event any matter presented for decision cannot be decided because of a tie vote, the matter shall remain in *status quo* pending arbitration as set forth in Division 8 hereof, unless it be decided, by unanimous vote, to dismiss the matter.

29.00 *Minutes*

Any decision taken by the Social Security Sub-Committee shall be entered in the minutes of the meeting during which the decision was taken. Copy of the minutes of the meeting shall be forwarded to the Joint Committee.

SECTION 8

Arbitrage

30.00 *Procédure d'arbitrage et choix de l'arbitre*

Dans l'éventualité où le Comité de Sécurité Sociale ne peut pas décider d'une affaire ou résoudre une dispute à cause d'un vote égal ou dans l'éventualité où les décisions ne peuvent être prises parce que le quorum ne peut être réalisé à deux (2) assemblées successives au Comité de Sécurité Sociale, alors et dans l'une ou l'autre de telles éventualités, la procédure d'arbitrage s'applique et le Comité de Sécurité Sociale choisit un arbitre impartial qui entend et détermine l'affaire, litige ou dispute.

31.00 *Nomination de l'arbitre par la cour*

Si les représentants ne peuvent s'entendre sur le choix d'un arbitre impartial dans les cinq (5) jours de calendrier qui suivent le jour où ils ont tenté de procéder à la sélection, un arbitre impartial est désigné par la Cour Provinciale du district de Québec. Deux (2) représentants peuvent requérir la Cour Provinciale du district de Québec de désigner un arbitre.

32.00 *Audition du litige et sentence arbitrale*

Une audition de l'affaire en litige est conduite dans les dix (10) jours de la date à laquelle l'arbitre a été choisi ou désigné. La décision ou la sentence de l'arbitre doit être par écrit, être finale et lier toutes les parties et toutes les personnes concernées et doit être rendue dans les dix (10) jours ouvrables après que l'arbitre a reçu toute la preuve. L'arbitre, dans sa décision ou sa sentence, est lié par les dispositions du présent chapitre et n'a ni le pouvoir ni l'autorité d'ajouter ou de soustraire au présent chapitre, d'en changer ou d'en modifier les dispositions.

SECTION 9

Limitation de responsabilité

33.00 *Responsabilité du Comité de Sécurité Sociale*

Le Comité de Sécurité Sociale et les représentants des parties contractantes ne peuvent être tenus responsables d'aucune erreur de jugement ni d'aucune perte résultant de tout acte ou de toute omission dans l'administration de la caisse de retraite ou du régime de rente de retraite et de la caisse d'assurance-vie collective ou du régime d'assurance-vie collective et dans l'administration des dossiers, s'il en assume l'obligation, et ils ne sont personnellement responsables d'aucune obligation ou dette du Comité de Sécurité Sociale contractée ou encourue par ce Comité, ni d'aucune autre obligation résultant de l'administration ou de l'existence du Fonds de Sécurité Sociale ou qui y est rattachée.

Cependant, le présent article n'a pas pour effet de soustraire ces représentants à la responsabilité résultant d'obligations ou dettes produites par leur action ou omission accomplie ou subie de mauvaise foi ou par négligence grossière ou inconduite délibérée.

34.00 *Responsabilité du Comité Conjoint*

Le Comité Conjoint et ses représentants ne peuvent être tenus personnellement responsables d'aucune erreur de jugement, ni d'aucune perte résultant de tout acte ou de toute omission concernant la perception ou le recouvrement des contributions, ni de toute autre obligation résultant ou étant attachée à l'administration des dossiers du Fonds de Sécurité Sociale, si tel est le cas. Le Comité Conjoint et ses représentants

DIVISION 8

Arbitration

30.00 *Arbitration Procedure and Choice of Arbitrator*

In the event the social security committee cannot decide any matter or resolve any dispute or in the event decisions cannot be made because of the lack of a quorum at two (2) successive meetings of the social security committee then, and in either of such events, the trustees shall attempt to select an impartial arbitrator to hear and determine the matter, issue or dispute.

31.00 *Court Appointment of Arbitrator*

If the trustees cannot agree on an impartial arbitrator within five (5) days from the day they have attempted to select him, an impartial arbitrator shall be designated by the Provincial Court of the District of Québec. Any two representatives may request the Provincial Court of the District of Québec to designate an arbitrator.

32.00 *Hearing of Dispute and Arbitration Award*

A hearing on the disputed matter shall be held within ten (10) days from the date the arbitrator has been selected or designated. The decision or award of the arbitrator shall be final and binding upon all parties and persons concerned. It shall be handed down in writing within ten (10) working days after the arbitrator receives all the evidence. The arbitrator, in his decision or award, shall be bound by the provisions of this chapter and shall not have the power or authority to add or subtract from this chapter or to change or modify the provisions hereof.

DIVISION 9

Limitation of Liability

33.00 *Responsibility of the Social Security Committee*

Neither the social security committee nor the representatives of the contracting parties shall be liable for any error in judgment or for any loss arising from any act or omission in the administration of the retirement fund or the retirement annuity plan and of the group life insurance fund or the group life insurance plan as well as in the administration of records, should it assume responsibility therefor. They shall not be personally liable for any obligation or debt of the social security committee contracted or incurred by the said committee, nor of any obligation arising from the administration, existence of the social security fund or belonging thereto.

However, this section shall not be construed as exempting such representatives from any liability arising from obligations or debts brought about by their action or omission accomplished or suffered in bad faith or through gross negligence or wilful misconduct.

34.00 *Responsibility of the Joint Committee*

Neither the Joint Committee nor its representatives shall be held personally liable for any error in judgment or for any loss arising from any act or omission in the collection or recovery of assessments, nor of any obligation arising from or connected with the administration of the social security fund records, if such be the case. The Joint Committee and its representatives are in no way liable for any obligation od debt of

ne sont nullement responsables d'aucune obligation ou dette du Comité de Sécurité Sociale contractée ou encourue par cedit Comité, ni d'aucune autre obligation résultant ou étant attachée à l'administration ou à l'existence du Fonds de Sécurité Sociale, de la caisse de retraite et de la caisse d'assurance-vie collective. Toute responsabilité quant à l'administration du Fonds de Sécurité Sociale et quant à l'administration et à l'opération de la caisse de retraite et de la caisse d'assurance-vie collective appartient au Comité de Sécurité Sociale. Cependant, le présent article n'a pas pour effet de soustraire le Comité Conjoint ou ses représentants et aucun d'entre eux à la responsabilité résultant d'obligations ou dettes produites par leur action ou omission accomplie ou subie de mauvaise foi ou par négligence grossière ou inconduite délibérée dans l'exercice de leurs fonctions.

35.00 *Responsabilité des parties contractantes*

Rien dans le présent chapitre ne peut être interprété comme rendant l'Association de la Construction de Québec, Le Conseil des Métiers de la Construction des Syndicats Nationaux de Québec et la Région (C.S.N.) ou leurs représentants responsables du paiement de toute prestation résultant du Régime de Sécurité Sociale.

36.00 *Responsabilité des employeurs*

Aucun employeur n'assume une responsabilité quelconque du fait de l'incapacité du Comité de Sécurité Sociale de procurer les prestations prévues dans le présent chapitre pour tout employé, ancien employé ou bénéficiaire, ou du fait de tout manquement ou de toute négligence du Comité de Sécurité Sociale.

37.00 *Responsabilité eu égard aux documents*

Le Comité de Sécurité Sociale et chacun des représentants sont complètement protégés lorsqu'ils agissent en vertu d'un instrument, certificat ou document, qu'ils croient authentique et qu'ils croient signé ou présenté par la ou les personnes appropriées et ils ne sont nullement obligés de procéder à des enquêtes ou d'autrement vérifier une déclaration quelconque contenue dans de tels documents mais peuvent les accepter comme preuve concluante de la véracité et de l'exactitude des déclarations y contenues.

38.00 *Responsabilité eu égard aux conseillers*

Le Comité de Sécurité Sociale peut de temps à autre consulter des conseillers reconnus et les représentants sont tout à fait protégés s'ils agissent conformément ou à l'encontre des avis des conseillers.

Section 10

Obligations et pouvoirs du Comité de Sécurité Sociale

39.00 *Administration générale*

Le Comité de Sécurité Sociale voit à l'administration et à la bonne marche du régime de rente de retraite et du régime d'assurance-vie collective, de la caisse de retraite et de la caisse d'assurance-vie collective.

40.00 *Obligations du Comité de Sécurité Sociale*

Le Comité de Sécurité Sociale doit: *a*) recevoir du Comité Conjoint le montant des cotisations et le verser, conformément aux présentes, à la caisse de retraite et à la caisse d'assurance-vie collective respectivement;

b) publier et distribuer aux employés une brochure décrivant les principales dispositions du Régime de Sécurité Sociale avec un exposé de leurs droits et devoirs et tout autre renseignement prescrit par la Régie des rentes du Québec.

41.00 *Nouveaux contrats*

the social security committee contracted or incurred by the said committee nor for any other obligation resulting from or connected with the administration or existence of the social security fund, the retirement fund and the group life insurance fund. Any liability in connection with the administration of the social security fund or the administration and operation of the retirement fund and the group life insurance fund belongs to the social security committee. However, this section shall not be construed as exempting such Joint Committee or its representatives, jointly and individually, from any liability arising out of obligations or debts brought about by their action or omission accomplished or suffered in bad faith or through gross negligence or wilful misconduct in the carrying out of their duties.

35.00 *Responsibility of the Contracting Parties*

Nothing in this chapter shall be construed as making *L'Association de la Construction de Québec, Le Conseil des Métiers de la Construction des Syndicats Nationaux de Québec et la Région* (C.N.T.U.) or their representatives liable for the payment of any benefit provided for in the social security plan.

36.00 *Responsibility of Employers*

No employer may be held liable for the failure of the social security committee to provide the benefits stipulated in this chapter for any employee, former employee or beneficiary or for any default or neglect of the social security committee.

37.00 *Responsibility with Regard to Documents*

The social security committee and each of its representatives are fully protected when acting upon a document or certificate believed by them to be authentic, signed and presented by the proper person(s). They shall be under no obligation to investiage or inquire into any statement contained in any such statement but may accept the same as conclusive evidence of the truth and accuracy of the statements therein contained.

38.00 *Responsibility with Regard to Advisers*

The social security committee may from time to time consult knowledgeable advisers. Representatives are fully protected when acting in accordance with or contrary to the advice of such advisers.

Division 10

Duties and Powers of the Social Security Committee

39.00 *General Administration*

The social security committee shall see to the administration and proper operation of the retirement annuity plan, the group life insurance plan, the retirement fund and the group life insurance fund.

40.00 *Duties of the Social Security Committee*

The social security committee shall:

(*a*) receive from the Joint Committee the amount of assessments and remit them, as herein provided for, to the retirement fund and to the group life insurance fund respectively;

(*b*) publish for and distribute to employees pamphlets explaining the main provisions of the social security plan with an exposé of their rights and duties together with any other information requested by the Québec Pension Board.

41.00 *New Contracts*

Le Comité de Sécurité Sociale doit, lorsqu'il s'agit de contracter de nouvelles ententes:

a) faire un appel d'offres à au moins deux compagnies de fidéicommis et deux compagnies d'assurance-vie relativement au régime de rente de retraite visé par les présentes, quant à l'administration de tel régime et au placement des actifs de la caisse de retraite;

b) faire un appel d'offres à au moins deux compagnies de fidéicommis relativement au régime d'assurance-vie collective visé par les présentes, quant à l'administration et au placement des actifs de la caisse d'assurance-vie collective;

c) faire un appel d'offres à au moins deux compagnies d'assurance-vie relativement au régime d'assurance-vie collective visé par les présentes, quant à l'assurance, l'administration et au placement des actifs dudit régime;

d) demander, s'il y a lieu, l'avis de techniciens en fiducie, en placement, en assurance-vie collective, en droit de fiducie ou d'assurance-vie et autres matières, selon le cas;

e) étudier les soumissions reçues. Si elles sont jugées inacceptables, faire un nouvel appel d'offres;

f) après avoir désigné le ou les compagnies de fidéicommis ou la ou les compagnies d'assurance-vie, signer le contrat de fiducie ou le contrat de rente de retraite, selon le cas, et le contrat d'assurance-vie collective;

g) transmettre pour dépôt, sans délai, une copie attestée conforme par les parties contractantes de tout contrat de fiducie ou contrat de rente de retraite et de tout contrat d'assurance-vie collective au Ministère du Travail et à la Régie des rentes du Québec. Après étude, les recommandations du Ministère du Travail et de la Régie des rentes du Québec, s'ils le requièrent, peuvent faire l'objet de modifications à tout contrat ainsi visé.

42.00 *Renouvellement des contrats*

Lorsqu'il s'agit de renouverler le ou les contrats de fiducie ou contrats de rente de retraite, ou le contrat d'assurance-vie collective, le Comité de Sécurité Sociale peut signer tout contrat de fiducie ou contrat de rente de retraite, selon le cas, et tout contrat d'assurance-vie collective et ce, sans être obligé de suivre la procédure décrite à l'article 41.00, Section 10, Chapitre Deuxième.

43.00 *Surveillance de la Régie des rentes*

La Régie des rentes du Québec exerce une surveillance générale de la caisse de retraite et de la caisse d'assurance-vie collective. La Régie des rentes du Québec, ou son représentant, a droit de vérifier en tout temps les livres, comptes et archives du Comité de Sécurité Sociale quant à la caisse de retraite et à la caisse d'assurance-vie collective et, à cette fin, le Comité Conjoint, le Comité de Sécurité Sociale et leurs employés doivent lui donner accès à leurs livres, comptes et archives et lui fournir tout renseignement qu'elle requiert.

Chaque année, et chaque fois que la Régie des rentes du Québec le requiert, le Comité de Sécurité Sociale doit lui faire rapport.

44.00 *Pouvoirs du Comité de Sécurité Sociale*

Le Comité de Sécurité Sociale a le pouvoir: *a*) de déterminer d'une façon finale les droits de tout employé, ancien employé ou retraité et de tout bénéficiaire, à des prestations comme participant au régime de rente de retraite et au régime d'assurance-vie collective;

When entering into new contracts, the social security committee shall:

(*a*) ask at least two trust companies and two life insurance companies for tenders respecting the retirement annuity plan herein provided for, as regards the administration of such plan and the investment of the assets of the retirement fund;

(*b*) ask at least two trust companies for tenders respecting the group life insurance plan herein provided for, as regards the administration and investment of the assets of the group life insurance fund;

(*c*) ask at least two life insurance compagnies for tenders respecting the group life insurance plan herein provided for, as regards the insurance, administration and investment of the assets of the said plan;

(*d*) seek, if need be, the advice of trust, investment, group life insurance, trust or life insurance law technicians or others, as the case may be;

(*e*) study the tenders received. Should they be considered as inacceptable, make a new call for tenders;

(*f*) after having appointed the trust company or companies or the life insurance company or companies, sign the trust contract or the retirement annuity contract, as the case may be, as well as the group life insurance contract;

(*g*) immediately file a copy certified by the contracting parties of any trust contract, any retirement annuity contract, any group life insurance contract with the Department of Labour and the Québec Pension Board. After study, the recommendations of the Department of Labour and of the Québec Pension Board if they so require, may be the object of amendments to any contract herein referred to.

42.00 *Renewal of Contracts*

The social security committee may sign any tenewed trust contract, retirement annuity conrract or group life insurance contract, as the case may be, without having to follow the procedure set forth in section 41.00, Division 10, Chapter Two.

43.00 *Supervision of the Québec Pension Board*

The Québec Pension Board exercises a general supervision over the retirement and group life insurance funds. The Québec Pension Board or its representative may at all times check the books, accounts and records kept by the social security committee relative to the retirement and group life insurance funds. For this purpose, the Joint Committee, the social security committee and their employees shall give him access to their books, accounts and records and shall supply him with any information he may require.

Every year and every time the Québec Pension Board so requests, the social security committee shall report to him.

44.00 *Powers of the Social Security Committee*

The social security committee has the power to: (*a*) determine finally the rights of any employee, former employee, pensioner and beneficiary to benefits as participant to the retirement annuity plan or group life insurance plan;

b) de déterminer la forme et les normes de tout contrat de fiducie ou contrat de rente de retraite, selon le cas, et de déterminer la forme et les termes de tout contrat d'assurance-vie collective de façon à assurer la réalisation du régime de rente de retraite et du régime d'assurance-vie collective;

c) de passer tout contrat et entente en vue de mener à bonne fin les termes des Sections 11, 12 et 13 du présent chapitre, et pour la bonne marche courante de la caisse de retraite, du régime de rente de retraite, de la caisse d'assurance-vie collective et du régime d'assurance-vie collective, y compris tout contrat de fiducie ou contrat de rente de retraite et tout contrat d'assurance-vie collective;

d) de rédiger, après discussion et entente avec tout Comité de Sécurité Sociale ou avec tout Comité Conjoint qui a autorisé sur les métiers de la construction dans la province de Québec, toute convention afin d'assurer aux employés de l'industrie de la construction de la province de Québec la conservation de leurs droits et privilèges, s'il y a lieu, à des prestations de sécurité sociale sur la base de la continuation de leur participation à un autre Régime de Sécurité Sociale à l'égard duquel telle convention est intervenue. Le Comité de Sécurité Sociale peut signer toute convention qui est ainsi acceptée. Une copie de cette convention dûment signée par les parties en cause doit être déposée sans délai au Ministère du Travail et à la Régie des rentes du Québec.

e) d'interpréter toutes les dispositions ou termes ambigus ou douteux du présent chapitre et toute interprétation donnée par le Comité de Sécurité Sociale de bonne foi liera tous les intéressés;

f) d'employer tout agent responsable et conseiller, le personnel d'administration de bureau et de secrétariat et autres employés dont les services peuvent être nécessaires à l'administration courante des deux caisses et à la bonne marche du Régime de Sécurité Sociale ainsi qu'à la tenue des dossiers si tel est le cas;

g) d'autoriser n'importe lequel de ses mandataires à le représenter dans l'exécution de toute tâche qui relève du Comité de Sécurité Sociale;

h) de faire les règlements pour son fonctionnement interne et l'exercice des devoirs, obligations et droits à lui conférés, le tout sujet à la Loi des Décrets de Convention Collective et au présent chapitre;

i) de louer ou d'acheter des bureaux administratifs, de l'ameublement, des fournitures et autres choses essentielles à l'administration du Régime de Sécurité Sociale;

j) d'utiliser les actifs de la caisse de retraite aux fins suivantes:

1. payer les primes à la compagnie d'assurance-vie, s'il y en a, avec laquelle un contrat de rente de retraite est signé, ou payer les prestations de retraite à même la caisse;

2. s'assurer du paiement des prestations prévues aux termes du régime de rente de retraite;

3. payer toutes les dépenses raisonnables et nécessaires encourues par l'établissement et l'organisation de la caisse de retraite et du régime de rente de retraite;

4. payer toutes dépenses raisonnables et nécessaires, y compris les salaires, coûts et honoraires, encourues par le Comité de Sécurité Sociale en raison du maintien et de l'administration de la caisse de retraite et du régime de rente de retraite ainsi que le coût de l'administration

(*b*) determine the form and standards of any trust or retirement annuity contract and determine the form and terms of any group life insurance contract in order to ensure the accomplishment of the retirement annuity and group life insurance plans;

(*c*) enter into any contract and agreement for the purpose of carrying out the provisions of Divisions 11, 12 and 13 of this chapter and for the proper operation of the retirement fund, retirement annuity plan, group life insurance fund and group life insurance plan, including any trust contract, retirement annuity contract and any group life insurance contract;

(*d*) draft, following discussion and agreement with any social security committee or with any joint committee that has jurisdiction over the construction trades in the Province of Québec, any agreement that will ensure employees of the construction industry in Québec the retaining of their rights and privileges to social security benefits on the basis of continued participation in another social security plan and with regards to which such agreement is entered into. The social security committee may sign any agreement that is so accepted. A copy of such agreement, duly signed by the parties involved, shall be filed immediately with the Department of Labour and the Québec Pension Board;

(*e*) interpret all the ambiguous or doubtful provisions or terms of this chapter. Any interpretation given in good faith by the social security committee shall bind all concerned;

(*f*) employ responsible officers and advisers, administration personnel, secretaries and other employees whose services may be required for the administration of the two funds and for the proper operation of the social security plan or the keeping of records, if such be the case;

(*g*) authorize any agent to represent it in the carrying out of any duty under the jurisdiction of the social security committee;

(*h*) enact all by-laws for its internal government and for the carrying out of the duties, obligations and rights conferred upon it, the whole being subject to the Collective Agreement Decrees Act and to the present chapter;

(*i*) rent or buy administrative offices, furniture, equipment and any other essential requisites for the administration of the social security plan.

(*j*) use the assets of the retirement fund for the following purposes:

1. pay the premiums to the life insurance company, if any, with with the retirement annuity contract is signed OR pay retirement benefits from the fund;

2. provide for the payment of benefits provided for in the retirement annuity plan;

3. pay all reasonable and necessary expenses incurred by the establishment and organization of the retirement fund and the retirement annuity plan;

4. pay all reasonable and necessary expenses, including wages, costs and fees incurred by the social security committee in connection with the maintenance and administration of the retirement fund and the retirement annuity plan, as well as the cost of keeping the records required in section

des dossiers exigés en vertu de l'article 14.00, Section 4, Chapitre Deuxième;

5. payer toutes taxes réelles et personnelles, impôts sur le revenu et autres taxes ou cotisations de toutes sortes imposées en vertu des lois existantes ou futures sur la caissse de retraite ou à son sujet;

6. payer aux représentants membres du Comité de Sécurité Sociale une indemnité raisonnable et toutes dépenses encourues par lesdits représentants dans l'accomplissement des tâches qui leur sont imposées par le présent chapitre, pourvu que le paiement de ces déboursés soit approuvé par le Comité de Sécurité Sociale et conforme aux dispositions des articles 17.00 et 18.00, Section 5, Chapitre Deuxième.

k) d'utiliser les actifs de la caisse d'assurance-vie collective aux fins suivantes:

1. payer les primes à la compagnie d'assurance-vie qui assume le risque;

2. s'assurer du paiement des prestations d'assurance-vie collective prévues aux termes du régime d'assurance-vie collective;

3. payer toutes les dépenses raisonnables et nécessaires encourues par l'établissement et l'organisation de la caisse d'assurance-vie collective et du régime d'assurance-vie collective;

4. payer toutes dépenses raisonnables et nécessaires, y compris les salaires, coûts et honoraires, encourues par le Comité de Sécurité Sociale en raison du maintien et de l'administration de la caisse d'assurance-vie collective et du régime d'assurance-vie collective ainsi que le coût de l'administration des dossiers exigés en vertu de l'article 14.00, Section 4, Chapitre Deuxième, s'il y a lieu;

5. payer toutes taxes réelles et personnelles, impôts sur le revenu et autres taxes ou cotisations de toutes sortes imposées en vertu des lois existantes ou futures sur la caisse d'assurance-vie collective ou à son sujet;

6. payer aux représentants membres du Comité de Sécurité Sociale une indemnité raisonnable et toutes dépenses encourues par lesdits représentants dans l'accomplissement des tâches qui leur sont imposées par le présent chapitre, pourvu que le paiement de ces déboursés soit approuvé par le Comité de Sécurité Sociale et conforme aux dispositions des articles 17.00 et 18.00, Section 5, Chapitre Deuxième.

1) de fournir à la compagnie de fidéicommis ou à la compagnie d'assurance-vie, ou aux deux à la fois, tout renseignement et toute formule que pourraient exiger celles-ci à l'égard du paiement des prestations visées dans le Régime de Sécurité Sociale.

45.00 *Amendements des dispositions du Régime de Sécurité Sociale*

Le Comité de Sécurité Sociale a le pouvoir de reviser les dispositions du Régime de Sécurité Sociale de temps à autre et de recommander aux parties contractantes tels changements, modifications et amendements audit régime que le Comité de Sécurité Sociale estime désirables. Toute modification apportée à la contribution ou au montant de prestations de sécurité sociale doit être appuyée par un rapport de l'actuaire quant à la suffisance de la contribution pour assurer le paiement des prestations de sécurité sociale.

SECTION 11

Régime de rente de retraite

46.00 *Caisse de retraite de l'Industrie de la Construction de la Région de Québec*

14.00, Division 4, Chapter Two;

5. pay all real and personal taxes, income tax and other taxes or assessments of all kinds levied or assessed under existing or future laws on or in respect of the retirement fund;

6. pay the representatives members of the social security committee a reasonable compensation and all expenses incurred by the said representatives in the performance of their duties herein stipulated, provided payment of such expenditures be approved by the social security committee and be in compliance with the provisions of sections 17.00 and 18.00, Division 5, Chapter Two.

(*k*) use the assets of the group life insurance fund for the following purposes:

1. pay the premiums to the underwriting life insurance company;

2. provide for the payment of benefits provided for under the group life insurance plan;

3. pay all reasonable and necessary expenses incurred by the establishment and organization of the group life insurance fund and group life insurance plan;

4. pay all reasonable and necessary expenses, including wages, costs and fees incurred by the social security committee in connection with the maintenance and administration of the group life insurance fund and the group life insurance plan, as well as the cost of keeping the records required in section 14.00, Division 4, Chapter Two, if any;

5. pay all real and personal taxes, income tax and other taxes or assessments of all kinds levied under existing or future laws on or in respect of the group life insurance fund;

6. pay the representatives, members of the social security committee, a reasonable compensation and all expenses incurred by the said representatives in the performance of their duties herein stipulated, provided payment of such expenditures be approved by the social security committee and be in compliance with the provisions of sections 17.00 and 18.00, Division, 5, Chapter Two;

(1) supply to the trust company and (or) the life insurance company any information and form they may require in connection with payment of benefits provided for under the social security committee.

45.00 *Amendments to the Provisions of the Social Security Plan*

The social security committee has the authority to revise the provisions of the social security plan from time to time and recommend to the contracting parties such changes, modifications and amendments to the said plan that the social security committee may deem desirable. Any modification in contributions or in the amount of social security benefits shall be vindicated by an actuary's report as to the sufficiency of the contributions to ensure the payment of social security benefits.

DIVISION 11

Retirement Annuity Plan

46.00 *Retirement Fund of the Construction Industry of the Québec Region*

46.01 *But:* La caisse de retraite existe dans le but unique et exclusif de fournir aux employés les prestations définies aux articles 47.00, 48.00 et 49.00 de la présente section.

46.02 *Composition:* La caisse de retraite consiste en tous les montants de cotisations versés en conformité de l'article 12.00, Section 3, Chapitre Deuxième, et en les gains et profits réalisés avec ceux-ci, en les investissements et réalisations desdits investissements et en tous les gains et profits de ces investissements. Les placements de cette caisse doivent être faits conformément aux règlements édictés par la Régie des rentes du Québec.

47.00 *Prestations de retraite*

47.01 *Retraite normale: a) Éligibilité:* À droit de recevoir des prestations de retraite normale celui qui remplit à la fois toutes les conditions suivantes:

1. avoir atteint l'âge de soixante-cinq (65) ans et faire la preuve de son âge à la satisfaction du Comité de Sécurité Sociale;

2. et avoir à son dossier un montant de sept cents dollars ($700.00) ou plus de cotisations d'employé;

3. et avoir déposé par écrit au Comité de Sécurité Sociale une demande de prestations de retraite normale.

b) Montant de la rente de retraite normale: Jusqu'à décision contraire, le montant des prestations mensuelles de retraite normale payable à tout employé lors de sa retraite consiste en une rente de retraite normale de quatre dollars et quarante cents ($4.40) par mois, payable la vie durant, pour chaque tranche de cent dollars $100.00) des cotisations de l'employé.

47.02 *Retraite anticipée: a) Éligibilité:* Celui qui atteint l'âge de cinquante-cinq (55) ans et qui remplit toutes les autres conditions d'admissibilité à une rente de retraite normale, tel que l'établit le paragraphe 47.01 de la présente section, peut, en déposant au Comité de Sécurité Sociale une demande par écrit à cet effet, être admissible à une rente de retraite anticipée.

b) Montant de la rente de retraite anticipée: Les prestations de retraite anticipée consistent dans l'équivalent actuariel des prestations de retraite normale.

Cependant, celui qui opte pour une rente de retraite anticipée et y a droit peut obtenir des prestations de retraite augmentées payables jusqu'à ce qu'il ait droit à la pension de Sécurité de la Vieillesse du Canada et/ou la rente payable en vertu du Régime de rentes du Québec et des prestations de retraite réduites payables par la suite jusqu'à son décès; la différence entre les prestations de retraite augmentées et les prestations de retraite réduites étant égale autant que possible au montant de la pension payable par le gouvernement fédéral et/ou de la rente payable par la Régie des rentes du Québec. Le requérant doit réclamer le montant que représente la différence lorsqu'il demande une rente de retraite en vertu du présent paragraphe sous réserve de l'approbation du Comité de Sécurité Sociale. Le montant d'augmentation aux prestations de retraite sera l'équivalent actuariel du montant de la réduction subséquente aux prestations de retraite.

47.03 *Paiement de prestations de retraite:* La rente de retraite est payée mensuellement. La date d'échéance du premier paiement mensuel de toute rente de retraite est le premier jour du mois suivant le mois dans lequel s'acquiert le droit de recevoir une rente de retraite. La date d'échéance du dernier paiement mensuel est le

46.01 *Purpose*: The retirement fund exists for the sole purpose of providing to employees the benefits set forth in sections 47.00, 48.00 and 49.00 of this division.

46.02 *Contents*: The retirement fund consists of all assessment amounts paid in compliance with section 12.00, Division 3, Chapter Two, of all earnings and profits thereon, of all investments and proceeds on such investments and of all proceeds and profits of such investments. This fund may be invested in accordance with the regulations enacted by the Québec Pension Board.

47.00 *Retirement Benefits*

47.01 *Normal Retirement*: (*a*) *Entitlement*: Anyone who meets the following requirements is entitled to receive normal retirement benefits:

1. be sixty-five (65) years old and prove such age to the satisfaction of the social security committee;

2. have on record an accumulation of at last seven hundred dollars ($700.00) in employee assessments;

3. have on file an application to the social security committee for normal retirement benefits.

(*b*) *Amount of Normal Retirement Annuity*: Until otherwise decided upon, the amount of monthly normal retirement benefits payable to any retiring employee consists of a basic annuity of four dollars and forty cents ($4.40) per month payable for life for each one hundred dollars ($100.00) of employee assessments.

47.02 *Premature Retirement:* (*a*) *Entitlement:* Anyone who has reached age fifty-five (55) and who meets all the requirements for normal retirement benefits specified in subsection 47.01 above, may, by applying to the social security committee, become entitled to a premature retirement annuity.

(*b*) *Amount of Premature Retirement Annuity*: Premature retirement benefits consist of the actuarial equivalent of normal retirement benefits.

However, anyone who chooses a premature retirement annuity and is entitled thereto may obtain supplementary retirement benefits until he becomes eligible for the Canadian Old Age Security pension and (or) the Québec Pension Board pension together with reduced pension benefits payable until death. The difference between the supplementary retirement benefits and the reduced pension benefits shall, as much as possible, be equal to the amount of the pension payable by the Government of Canada and (or) the pension payable by the Québec Pension Board. The claimant shall claim the amount representing the difference when he applies for the retirement annuity hereby provided for, subject to the approval of the social security committee. The supplementary amount to retirement benefits shall be the actuarial equivalent of the amount of the subsequent reduction of retirement benefits.

47.03 *Payment of Retirement Benefits*: The retirement annuity is payable monthly. The due date of the first monthly payment for any retirement annuity is the first of the month following the month during which entitlement to the retirement annuity is acquired. The due of the last monthly payment shall be the first of the

premier jour du mois dans lequel un retraité décède. Aucun paiement de rente de retraite ne sera fait pour cette partie du mois située entre le premier jour du mois dans lequel le retraité décède et la date de sa mort.

47.04 *Contributions d'un retraité:* Les contributions faites par un retraité à l'égard d'heures de travail effectuées à la date d'échéance de son premier versement mensuel de rente de retraite ou après cette date n'ont pour effet ni d'augmenter le montant de la rente de retraite payable à ce retraité ni d'augmenter ses cotisations accumulées d'employé. Toute cotisation ainsi versée devient remboursable à tel retraité à la fin de chaque année civile pour laquelle elle a été versée ou au décès du retraité si cette date survient avant.

47.05 *Insaisissabilité et incessibilité:* Aucune prestation de retraite payable en vertu du présent chapitre ne peut être saisie ou cédée. Aucune partie de la caisse de retraite ne devient la propriété d'un individu quelconque et aucune rente de retraite ou autre prestation payable en vertu de la présente section ne devient due à un individu quelconque ni ne devient la propriété d'individu tant qu'elle ne leur a pas été effectivement payée.

48.00 *Indemnités en cas de décès*

48.01 *Montant de l'indemnité de décès: a) Décès d'un employé:* Lorsqu'un employé décède, un remboursement est payé et ce remboursement doit être égal à ses cotisations accumulées d'employé.

b) Décès d'un ancien employé: Lorsqu'un ancien employé décède, un remboursement est payé et ce remboursement doit être égal à ses cotisations accumulées d'employé ou à la balance de celles-ci parce qu'il a déjà reçu un versement en paiement partiel de la rente différée et qu'à ce moment, ses cotisations accumulées d'employé ont été réduites d'autant.

c) Décès d'un retraité: Lorsqu'un retraité décède, un remboursement est payé et ce remboursement doit être égal à ses cotisations accumulées d'employé ou à la balance de celles-ci parce qu'il a déjà reçu un versement en paiement partiel de la rente différée et qu'à ce moment, ses cotisations accumulées d'employé ont été réduites d'autant, moins, dans les deux cas, les prestations de retraite qu'il a reçu.

48.02 *Paiement de l'indemnité de décès:* Tout remboursement payable au décès d'un employé, d'un ancien employé ou d'un retraité, doit être payé au bénéficiaire sur demande de remboursement produite par écrit au Comité de Sécurité Sociale. Toutefois, ce dernier, en l'absence de demande par écrit, avise les intéressés de leurs droits à la dernière adresse connue du défunt. Cependant, le Comité de Sécurité Sociale a le pouvoir de donner des instructions pour que le paiement soit fait à tout parent naturel ou allié du décédé ou à toute personne qui, de l'avis du Comité de Sécurité Sociale, a droit en justice au paiement parce qu'elle a encouru des frais en rapport avec la subsistance, les soins médicaux, les frais de dernière maladie, les frais funéraires et d'enterrement, ou qui réclamera une partie de la succession en rapport avec ces frais.

48.03 *Droit du réclamant:* Le Comité de Sécurité Sociale a droit de différer le paiement de tout remboursement payable au cas de décès d'un employé, d'un ancien employé ou d'un retraité, à toute personne réclamant un tel paiement jusqu'à ce que le droit du réclamant de recevoir paiement ait été établi à la satisfaction du Comité de Sécurité Sociale.

month in which the pensioner dies. No retirement annuity payment will be made for that portion of the month between the first of the month and the date of his death.

47.04 *Pensioner's Contributions*: Contributions made by a pensioner in respect of hours of work on or after the due date of his first monthly instalment of retirement annuity shall neither increase the amount of the retirement annuity payable to such pensioner nor increase his accumulated employee assessments. All assessments so paid become payable to the pensioner at the end of each calendar year for which they have been paid or on the pensioner's death, whichever should come first.

47.05 *Non-Attachment and Intransferability:* No retirement benefit payable under this chapter may be attached or transferred. No portion of the retirement fund shall become the property of any individual and no retirement annuity or other benefit payable under this division shall become owing to any individual or become the property of any individual until actually paid to him.

48.00 *Death Benefits*

48.01 *Amount of Death Benefits:* (*a*) *Employee's Death:* When an employee passes away, a refund equal to the employee's accumulated assessments shall be paid.

(*b*) *Former Employee's Death:* When a former employee dies, a refund equal to his accumulated employee assessments or the balance thereof shall be paid. If he has already received and instalment in partial payment of the deferred annuity and up to that time his accumulated employee assessments shall be reduced accordingly.

(*c*) *Pensioner's Death:* When a pensioner dies, a refund equal to his accumulated employee assessments or the balance thereof shall be paid. If he has already received an instalment in partial payment of the deferred annuity and up to that time his accumulated employee assessments shall be reduced accordingly, less, in both instances, the retirement benefits he has already received.

48.02 *Payment of Death Benefits:* Any refund payable on the death of an employee, former employee or pensioner shall be paid to the beneficiary upon making a refund application to the social security committee. However, the committee, in the absence of an application, shall notify the interested parties of their rights at the last known address of the deceased. The social security committee has the power to direct that payment be made to any person related to the deceased either by blood or marriage or to any other person who, in the social security committee's opinion, is entitled to payment because of having incurred expenses for the upkeep, medical expenses, last illness, burial or funeral of the deceased, or who claims part of the estate in respect of such expenses.

48.03 *Claimant's Right:* The social security committee has the right to withhold payment of any refund payable as a result of the death of an employee, former employee or pensioner, to any person claiming such payment until the claiman't right to such payment has been established to the satisfaction of the social security committee.

49.00 *Indemnité en cas de cessation de la qualification d'employé*

49.01 *Éligibilité et montant de l'indemnité:* *a*) Si un employé cesse d'être un employé avant d'avoir accompli dix (10) ans de participation au présent Régime et avant d'avoir atteint l'âge de quarante-cinq (45) ans, il a droit sur demande au remboursement de ses cotisations accumulées d'employé et l'acceptation de tel remboursement équivaut à une renonciation totale à tous les droits et privilèges auxquels l'employé peut avoir droit.

b) Si un employé cesse d'être un employé avant d'avoir atteint l'âge de quarante-cinq (45) ans mais après avoir accompli plus de dix (10) ans de participation au présent Régime, il peut, mais il n'y est pas obligé, demander au Comité de Sécurité Sociale le remboursement de ses cotisations accumulées d'employé et ce, avant d'avoir atteint l'âge de quarante-cinq (45) ans, ou il peut choisir de demander une rente de retraite à telle époque où il remplira les conditions énumérées à l'alinéa « *a* » du paragraphe 47.01, Section 11, Chapitre Deuxième, ou les conditions de l'alinéa « *a* » du paragraphe 47.02, Section 11, Chapitre Deuxième.

c) Si un employé cesse d'être un employé après avoir accompli dix (10) ans de participation au présent Régime et après avoir atteint l'âge de quarante-cinq (45) ans, il n'a pas le droit de retirer ses cotisations accumulées d'employé, mais il a droit à la rente de retraite déterminée selon l'alinéa « *b* » du paragraphe 47.01, Section 11, Chapitre Deuxième, à telle époque où il remplira les conditions énumérées à l'alinéa « *a* » du paragraphe 47.01, Section 11, Chapitre Deuxième, ou les conditions de l'alinéa « *a* » du paragraphe 47.02, Section 11, Chapitre Deuxième. Cependant, tout tel employé pourra demander au Comité de Sécurité Sociale le versement en paiement partiel de la rente différée de retraite d'un montant égal à 25% de la valeur actuarielle de la rente de retraite prévue à l'alinéa « *b* » du paragraphe 47.01, Section 11, Chapitre Deuxième, sauf que le versement maximum sera ses cotisations accumulées d'employé et recevoir la balance de la rente différée de retraite à telle époque où il remplira les conditions d'admissibilité de l'alinéa « *a* » du paragraphe 47.01, Section 11, Chapitre Deuxième, ou les conditions d'admissibilité de l'alinéa « *a* » du paragraphe 47.02, Section 11, Chapitre Deuxième.

Aux fins d'application du paragraphe 49.01, Section 11, Chapitre Deuxième, aucun employé n'est considéré comme ayant cessé d'être un employé avant l'expiration de deux (2) années consécutives après sa dernière cotisation au Fonds de Sécurité Sociale.

49.02 *Contribution d'employé âgé de 65 ans et plus:* Toute contribution versée en vertu d'heures de travail effectuées par un employé qui a atteint l'âge de soixante-cinq (65) ans devient remboursable à tel employé à la fin de chaque année civile pour laquelle elle a été versée ou au décès de l'employé si cette date survient avant, sujet aux restrictions énoncées au paragraphe 49.01, Section 11, Chapitre Deuxième.

50.00 *Déclarations*

50.01 *Durée du régime de rente de retraite:* Le régime de rente de retraite demeure en vigueur jusqu'à l'expiration du présent décret et peut être renouvelé de temps à autre par tout décret subséquent.

50.02 *Échéance du régime de rente de retraite:* Attendu que les dispositions du Régime de Sécurité Sociale sont une extension de la conven-

49.00 *Non-Qualifying Benefits*

49.01 *Entitlement and Amount of Benefits:* (*a*) If an employee ceases to be an employee before having contributed for ten (10) years to this plan or before having reached his forty-fifth (45th) birthday, he is entitled to apply for refund of his accumulated employee contributions. Accepting such refund equals a total renunciation of all rights and privileges an employee may be entitled to.

(*b*) If an employee ceases to be an employee before having contributed for ten (10) years to this plan but after having reached his forty-fifth (45th) birthday, he may, but is not compelled to, apply to the social security committee for refund of his accumulated employee contributions. This should be done before reaching his forty-fifth (45th) birthday. Nevertheless, he may choose a retirement annuity whenever he meets the requirements listed in paragraph "*a*", subsection 47.01, Division 11, Chapter Two, or the requirements of paragraph "*a*", subsection 47.02, Division 11, Chapter Two.

(*c*) If an employee ceases to be an employee after having contributed for ten (10) years to this plan and after having reached his forty-fifth (45th) birthday, he is not entitled to withdraw his accumulated employee contributions, but he is entitled to the retirement annuity stipulated in paragraph "*b*", subsection 47.01, Division 11, Chapter Two, whenever he meets the requirements listed in paragraph "*a*", subsection 47.01, Division 11, Chapter Two or the requirements of paragraph "*a*", subsection 47.02, Division 11, Chapter Two. However, any such employee may apply to the social security committee for a partial payment of a deferred retirement annuity equal to 25% of the actuarial value of the retirement benefit provided for in paragraph "*b*", subsection 47.01, Division 11, Chapter Two, except that the maximum payment will consist of his accumulated employee contributions. The balance of the deferred annuity may be paid upon his meeting the elegibility requirements of paragraph "*a*", subsection 47.01, Division 11, Chapter Two or the elegibility requirements set forth in paragraph "*a*", subsection 47.02, Division 11, Chapter Two.

For the purposes of enforcing this section, no employee will be considered as having ceased to be an employee until the expiration of two years after his last contibution to the social security fund.

49.02 *Contribution of Employee Age 65 and Over:* Any contribution, paid by an employee who has reached his sixty-fifth (65th) birthday, in respect of hours of work shall be refunded to such employee at the end of each calendar year for which they have been paid or on the employee's death, whichever should come first, subject to the restrictions set forth in subsection 49.01 above.

50.00 *Statements*

50.01 *Term of the Retirement Annuity Plan:* The retirement annuity plan shall remain in force until the expiration of this decree and may be renewed from time to time by subsequent decrees.

50.02 *Expiration of the Retirement Annuity Plan*: Whereas the provisions of the social security plan are but an extension of the collec-

tion collective de travail intervenue entre l'Association de la Construction de Québec et Le Conseil des Métiers de la Construction des Syndicats Nationaux de Québec et la Région (C.S.N.) et que l'expiration du décret placerait les signataires de ladite convention dans une situation différente de celle des assujettis par décret, les parties conviennent donc que, si le décret n'était pas renouvelé, toutes les dispositions du Régime de Sécurité Sociale relatives au régyme de rente de retraite contenues au présent chapitre et faisant partie de ladite convention collective de travail seraient immédiatement et en même temps échues. Le Comité de Sécurité Sociale devrait alors procéder conformément au paragraphe 50.03 du présent article.

50.03 *Effet de l'échéance du régime de rente de retraite:* Si le présent régime de rente de retraite n'était pas renouvelé tel que mentionné précédemment, alors les contributions audit régime de rente de retraite cesseraient et ledit régime deviendrait échu un (1) an après son non-renouvellement. Dans un tel cas, le Comité de Sécurité Sociale déterminera, sous réserve de l'article 40 de la loi des régimes supplémentaires de rentes, de façon définitive, la quote-part à laquelle chaque employé, ancien employé et retraité a droit en vertu de la présente section. Le Comité de Sécurité Sociale prévoira alors le paiement de la totalité de la caisse de retraite, y inclus tout surplus d'argent, à tous tels employés, anciens employés et retraités. En conséquence, la caisse sera employée pour fournir, premièrement, à chaque retraité, la continuation d'une rente de retraite d'un montant au moins égal à celui auquel il a droit en vertu de la présente section et, deuxièmement, à chaque autre employé ou ancien employé qui a un intérêt quelconque dans la caisse, une partie équitable de la caisse, soit sous forme d'une rente de retraite si possible, soit en argent comptant.

Section 12

Régime d'assurance-vie collective

51.00 *Caisse d'assurance-vie collective de l'Industrie de la Construction de la Région de Québec*

51.01 *But:* La caisse d'assurance-vie collective existe dans le but unique et exclusif de pourvoir à des prestations d'assurance au décès pour les employés. Le Comité de Sécurité Sociale doit souscrire une police d'assurance-vie collective avec une compagnie d'assurance-vie afin de prévoir le versement des prestations de décès mentionnées à la présente section.

51.02 *Composition:* La caisse d'assurance-vie collective consiste en tous les montants de cotisations versés en conformité de l'article 12.00, Section 3, Chapitre Deuxième, et en les gains et profits réalisés avec ceux-ci en les investissements et réalisations desdits investissements et en tous les gains et profits de ces investissements. Les placements de cette caisse doivent être faits conformément aux règlements édictés par la Régie des rentes du Québec.

52.00 *Prestations de décès*

52.01 *Éligibilité à une période d'assurance:* Est éligible à une période d'assurance: *a*) tout employé qui a accumulé au Fonds de Sécurité Sociale un montant minimum de quinze dollars $15.00) de cotisations d'employé au cours de trois (3) mois consécutifs de calendrier: ou

b) tout employé qui a accumulé au Fonds de Sécurité Sociale un montant minimum de trente

tive labour agreement entered into between *l'Association de la Construction de Québec* and *Le Conseil des Métiers de la Construction des Syndicats Nationaux de Québec et la Région* (C.N.T.U.) and that the expiration of the decree would put the signatories of the said agreement in a position different from that of those subject to the decree, the contracting parties therefore agree that, if the decree is not renewed, all the provisions of the social security plan dealing with the retirement annuity plan contained in this chapter and being part of the said collective labour agreement, would at once and at the same time expire. The social security committee should then proceed in accordance with subsection 50.03 of this section.

50.03 *Effects of Non-Renewal of the Retirement Annuity Plan*: In the event this retirement annuity plan was not renewed as aforesaid, contributions to the said plan would cease and the said plan would expire one (1) year after its non-renewal. In such instance, the social security committee shall, in accordance with section 40 of the Supplemental Pension Plans Act, make a final determination of the benefits to which each employee, former employee or pensioner is entitled to under this division. The social security committee shall then provide for the total payment of the retirement fund, including any surplus monies, to such employees, former employees and pensioners. Consequently, the retirement fund shall be used to provide, first, that every pensioner shall continue to receive at least the pension to which he is entitled under this division and, second, that every other employee or former employee who has any interest in the fund shall be entitled to an equitable portion of the fund, either in the form of a retirement benefit, if possible, or in cash.

Division 12

Group Life Insurance Plan

51.00 *Group Life Insurance Fund of the Construction Industry of the Québec Region*

51.01 *Purpose*: The group life insurance fund exists for the sole purpose of providing death insurance benefits for employees. The social security committee shall take a group life insurance policy with a life insurance company that will provide for the payment of the benefits mentioned in this division.

51.02 *Contents*: The group life insurance fund consists of all assessment amounts paid in compliance with sections 12.00, Division 3, Chapter Two, of all earnings and profits thereon, of all investments and proceeds on such investments and of all proceeds and profits on such investments. This fund may be invested in accordance with the regulations enacted by the Québec Pension Board.

52.00 *Death Benefits*

52.01 *Elegibility to a Term of Insurance*: The following are eligible to a term of insurance: (*a*) any employee who has accumulated in the social security fund a minimum of fifteen dollars ($15.00) in employee contributions during three (3) consecutive calendar months: or

(*b*) any employee who has accumulated in the social security fund a minimum of thirty dollars

dollars $30.00) de cotisations d'employé au cours de six (6) mois consécutifs de calendrier: ou

c) tout employé qui a accumulé au Fonds de Sécurité Sociale un montant de soixante dollars ($60.00) de cotisations d'employé au cours de douze (12) mois consécutifs de calendrier.

Aux fins des présentes, les cotisations d'employés doivent toujours être calculées pour la période réelle de travail pour laquelle elles ont été déduites.

52.02 *Période d'assurance:* Une période d'assurance consiste en trois (3) mois consécutifs de calendrier pendant lesquels la vie d'un employé est assurée. La période d'assurance débute le 1er jour du mois où un employé est éligible conformément à l'une ou l'autre des conditions définies au paragraphe 52.01, Section 12, Chapitre Deuxième.

52.03 *Employé invalide: a) Conditions d'éligibilité:* Est considéré comme un employé invalide un employé qui remplit toutes et chacune des conditions suivantes:

1. être frappé d'invalidité totale avant d'avoir atteint l'âge de soixante-cinq (65) ans; et

2. déposer au Comité de Sécurité Sociale une demande écrite aux fins d'être considéré comme un employé invalide; et

3. avoir été un employé éligible à une période d'assurance à une certaine époque pendant les neuf (9) mois précédant immédiatement la date de réception de sa demande écrite par le Comité de Sécurité Sociale; cependant, le Comité de Sécurité Sociale peut, dans certains cas, juger au mérite et étudier une demande de plus de neuf (9) mois; et

4. avoir été continuellement invalide depuis l'époque où il était un employé éligible à une période d'assurance; et

5. faire la preuve de son âge à la satisfaction du Comité de Sécurité Sociale; et

6. faire la preuve de son invalidité totale et, à cet effet, se soumettre à un ou plusieurs examens médicaux devant un ou des médecins désignés par le Comité de Sécurité Sociale ou son représentant; et

7. ne pas être un retraité.

b) *Invalidité totale:* L'invalidité totale n'inclut pas une invalidité résultant d'activité criminelle, d'ivresse habituelle, de mutilation volontaire, de l'usage habituel de narcotiques ou du service militaire.

c) *Continuation de l'invalidité:* Un employé est considéré invalide pendant la continuation de son invalidité pour une période d'une (1) année suivant la date d'approbation de sa demande par le Comité de Sécurité Sociale.

Par la suite, l'employé continue d'être un employé invalide pendant la continuation de son invalidité totale pour des périodes subséquentes d'une (1) année chacune en établissant au début de chaque période la continuation de son invalidité totale à la satisfaction du Comité de Sécurité Sociale.

d) *Cessation de l'invalidité:* Un employé cesse d'être un employé invalide au moment où l'une ou l'autre des conditions suivantes se réalise:

1. lorsqu'il cesse d'être totalement invalide ou ne réussit pas à prouver à la satisfaction du Comité de Sécurité Sociale la continuation de son invalidité totale;

2. lorsqu'il se livre à un emploi rémunéré autre qu'un emploi exercé dans un but de réadaptation et qui ne comporte qu'un salaire minimal;

3. lorsqu'il devient un retraité. Tout employé qui devient retraité et qui a droit à la prestation

($30.00) in employee contributions during six (6) consecutive calendar months; or

(*c*) any employee who has accumulated in the social security fund a minimum of sixty dollars ($60.00) in employee contributions during twelve (12) consecutive calendar months.

For the purposes hereof, employee contributions shall always be computed for an actual working period for which they were deducted.

52.02 *Term of Insurance*: A term of insurance consists of three (3) consecutive calendar months during which an employee's life is insured. The term of insurance begins on the first day of the month the employee becomes eligible in accordance with either of the conditions set forth in subsection 52.01, Division 12, Chapter Two.

52.03 *Disabled Employee*: (*a*) *Elegibility Requirements*: An employee who meets all and each of the following requirements is considered as a disabled employee:

1. become totally disabled before attaining age sixty-five (65); and

2. file with the social security committee a formal application to be considered as a disabled employee; and

3. have been an eligible employee at some time during the nine-month period preceding the date of receipt of his formal application by the social security committee. However, the social security committee may, in special cases, judge the merits of or study an application that is more than nine (9) months old; and

4. have been continuously disabled since he last was an employee eligible to a term of insurance; and

5. prove his age to the satisfaction of the social security committee; and

6. establish his total disability and in so doing, submit to a physical examination or examinations by a doctor or doctors chosen by the social security committee or its representative; and

7. not be a pensioner.

(*b*) *Total Disability:* Total disability shall not include desability suffered as a result of criminal activity, habitual drunkenness, self-inflicted injury, military service or addiction to narcotics.

(*c*) *Continuance of Disability:* An employee shall be considered disabled during the continuance of his total disability for a period of one (1) year following the date of approval of his application by the social security committee.

Thereafter, the disabled employee shall continue to be a disabled employee during the continuance of his total disability for subsequent periods of one (1) year by establishing, at the beginning of each period, the continuance of his total disability to the satisfaction of the social security committee.

(*d*) *Cessation of Disability:* An employee shall cease to be a disabled employee whenever any one of the following conditions is met:

1. he ceases to be totally disabled or fails to prove the continuance of his total disability to the satisfaction of the social security committee;

2. he engages in gainful employment other than for purposes of rehabilitation on a nominal wage basis;

3. he becomes a pensioner. Any employee who becomes a pensioner and is entitled to death

de décès prévue à l'alinéa « *e* » du paragraphe 52.05, Sectiln 12, Chapitre Deuxième, ne peut par la suite avoir droit à la prestation de décès à titre d'employé invalide.

52.04 *Retraite admissible:* Un retraité admissible est celui qui, immédiatement avant d'avoir droit à des prestations de rente de retraite, est soit un employé éligible à une période d'assurance conformément au paragraph 52.01, Section 12, Chapitre Deuxième, soit un employé invalide conformément au paragraphe 52.03, Section 12, Chapitre Deuxième.

Tout retraité comme tel cesse d'être un employé éligible à une période d'assurance.

Tout employé qui devient retraité alors qu'il a droit à une prestation de décès conformément à l'alinéa « *e* » du paragraphe 52.05, Section 12, Chapitre Deuxième, ne peut par la suite devenir un employé éligible à une période d'assurance.

52.05 *Prestations de décès:* Jusqu'à décision contraire, les prestations de décès visées par la présente section sont les suivantes: *a*) une prestation de décès de deux mille dollars ($2,000.00) lorsque l'employé éligible à une période d'assurance décède avant d'avoir atteint l'âge de soixante-cinq (65) ans;

b) une prestation de décès de cinq cents dollars ($500.00) lorsque l'employé éligible à une période d'assurance décède à l'âge de soixante-cinq (65) and et plus;

c) une prestation de décès de deux mille dollars ($2,000.00) lorsque l'employé invalide décède avant d'avoir atteint l'âge de soixante-cinq (65) ans;

d) une prestation de décès de cinq cents dollars ($500.00) lorsque l'employé invalide décède à l'âge de soixante-cinq (65) ans et plus;

e) une prestation de décès de cinq cents dollars ($500.00) lorsqu'un retraité admissible décède.

53.00 *Paiement des prestations de décès*

53.01 *Paiement au bénéficiaire:* Toute prestation de décès payable en vertu de la présente section au décès d'un employé, d'un ancien employé ou d'un retraité, sera versée au bénéficiaire de tel employé, ancien employé ou retraité, sur demande faite par écrit au Comité de Sécurité Sociale.

53.02 *Paiement à toute personne désignée:* Cependant, le Comité de Sécurité Sociale a le pouvoir de donner des instructions pour que le paiement soit fait à tout parent naturel ou allié de l'employé, ancien employé ou retraité décède ou à toute personne qui, de l'avis du Comité de Sécurité Sociale, a droit en justice au paiement parce qu'elle a encouru des frais en rapport avec la subsistance, les soins médicaux, les frais de dernière maladie, les frais funéraires et d'enterrement fournis à l'employé, ancien employé ou retraité, ou qui réclame une partie de la succession en rapport avec ces frais.

53.03 *Paiement différé:* Le Comité de Sécurité Sociale a droit de différer le paiement de toute prestation de décès payable en vertu de la présente section jusqu'à ce que le réclament ait établi son droit de recevoir paiement à la satisfaction du Comité de Sécurité Sociale.

53.04 *Réclamation non avenue:* Aucun employé, ancien employé ou retraité, n'a droit de réclamer un montant d'argent au lieu des prestations de décès prévues par la présente section.

54.00 *Déclarations*

54.01 *Durée du régime d'assurance-vie collective:* Le régime d'assurance-vie collective demeure en vigueur jusqu'à l'expiration du présent décret et peut être renouvelé de temps à autre par tout décret subséquent.

benefits as provided for in paragraph "*e*", subsection 52.05, Division 12, Chapter Two, cannot become entitled to a death benefit as a disabled employee.

52.04 *Eligible Pensioner:* An eligible pensioner is one who, immediately before becoming entitled to retirement annuity benefits, is either an employee eligible to a term of insurance as set forth in subsection 52.01, Division 12, Chapter Two, or is a disabled employee as set forth in subsection 52.03, Division 12, Chapter Two.

Every pensioner as such ceases to be an employee eligible to a term of insurance.

Every employee who becomes a pensioner when being entitled to a death benefit in pursuance of paragraph "*e*", subsection 52.05, Division 12, Chapter Two, cannot thereafter become an employee eligible to a term of insurance.

52.05 *Death Benefits:* Until otherwise determined, death benefits referred to in this division are payable as follows: (*a*) two thousand dollars ($2,000.00) when an employee who is eligible for a term of insurance dies before reaching age sixty-five (65);

(*b*) five hundred dollars ($500.00) when an employee who is eligible for a term of insurance passes away at age sixty-five (65) or more;

(*c*) two thousand dollars ($2,000.00) when a disabled employee dies before reaching age sixty-five (65);

(*d*) five hundred dollars ($500.00) when a disabled employee passes away at age sixty-five (65) or more;

(*e*) five hundred dollars ($500.00) when an eligible pensioner dies.

53.00 *Payment of Death Benefits*

53.01 *Payment to the Beneficiary:* Any death benefit payable under this division on the death of an employee, former employer or pensioner shall be paid to the beneficiary of such employee, former employee or pensioner upon making formal application to the social security committee.

53.02 *Payment to Any Designated Person:* However, the social security committee has the authority to direct that payment be made to anyone related by blood or marrinage to the employee, former employee or pensioner or to any other person who, in the social security committee's opinion, is entitled to payment because of having incurred expenses for the upkeep, medical expenses, last illness, burial or funeral of the deceased, or who claims part of the estate in respect of such expenses.

53.03 *Deferred Payment:* The social security committee has the right to defer the payment of any death benefit payable hereunder until the claimant has established his right to payment to the satisfaction of the social security committee.

53.04 *Illegitimate Claim:* No employee, former employee or pensioner may claim an amount of money in lieu of the death benefits provided herein.

54.00 *Statements*

54.01 *Term of the Group Life Insurance Plan:* The group life insurance plan shall remain in force until the expiration of this decree and may be renewed from time to time by subsequent decrees.

54.02 *Échéance du régime d'assurance-vie collective:* Attendu que les dispositions du Régime de Sécurité Sociale sont une extension de la convention collective de travail intervenue entre l'Association de la Construction de Québec et le Conseil des Métiers de la Construction des Syndicats Nationaux de Québec et la Région (C.S.N.) et que l'expiration du décret placerait les signataires de ladite convention dans une situation différente de celle des assujettis par décret, les parties conviennent donc que, si le décret n'était pas renouvelé, les dispositions du Régime de Sécurité Sociale relatives au régime d'assurance-vie collective contenues au présent chapitre et faisant partie de ladite convention collective, de travail seraient immédiatement et en même temps échues. Le Comité de Sécurité Sociale devrait alors procéder conformément au paragraphe 54.03 du présent article.

54.03 *Effet de l'échéance du régime d'assurance-vie collective:* Si le présent régime d'assurance-vie collective n'était pas renouvelé tel que mentionné précédemment, alors les contributions audit régime d'assurance-vie collective cesseraient et tout l'actif de la caisse d'assurance-vie collective devra d'abord servir à la compagnie d'assurance-vie qui assume à ce moment le risque aux fins de continuer cette assurance au décès le plus longtemps possible dans l'intérêt des vies assurées; après quoi, le régime d'assurance-vie collective sera expiré.

54.02 *Expiration of the Group Life Insurance Plan:* Whereas the provisions of the social security plan are but an extension of the collective labour agreement entered into between *l'Association de la Construction de Québec* and *Le Conseil des Métiers de la Construction des Syndicats Nationaux de Québec et la Région* (C.N.T.U.) and the expiration of the decree would put the signatories of the said agreement in a position different from that of those subject to the decree, the contracting parties therefore agree that, if the decree is not renewed, all the provisions of the social security plan dealing with the group life insurance plan contained in this chapter and being part of the said collective labour agreement, would at once and at the same time expire. The social security committee should then proceed in accordance with subsection 54.03 of this section.

54.03 *Effects of Non-Renewal of the Group Life Insurance Plan:* Should this group life insurance plan not be renewed as aforesaid, contributions to the said plan would cease and the entire assets of the group life insurance fund would first be used by the underwriting life insurance company for the purpose of continuing such death insurance as long as possible in the interest of the lives insured; thereafter, the group life insurance plan would expire.

SECTION 13

Administration de contributions et tenue de dossiers

55.00 *Administration de contributions*

Le Comité de Sécurité Sociale peut accepter l'administration de contributions d'employeurs et d'employés relatives à un Fonds de Sécurité Sociale pour des employeurs et employés assujettis à un autre décret si une requête lui est présentée à cette fin et si les intéressés en conviennent préalablement par une convention écrite.

Ladite convention doit prévoir que les dispositions et stipulations du Chapitre Deuxième intitulé « Régime de Sécurité Sociale » du décret de l'industrie de la construction de la région de Québec et ses amendements, ou tout autre décret qui le remplacerait, seront applicables « *mutatis mutandis* ».

Une telle convention se limitera à l'industrie du bâtiment ou à des industries connexes ou à des industries dont le travail se fait en partie à l'atelier et en partie sur le chantier.

Une copie d'une telle convention doit être déposée chez le Ministre du Travail et à la Régie des Rentes du Québec.

56.00 *Tenue des dossiers*

Le Comité de Sécurité Sociale peut accepter la tenue de dossiers relatifs à un Régime de Sécurité Sociale pour les employeurs et des employés assujettis à un autre décret si une requête lui est présentée à cette fin et si les intéressés en conviennent préalablement par une convention écrite.

Une telle convention se limitera à l'industrie du bâtiment ou à des industries connexes ou à des industries dont le travail se fait en partie à l'atelier et en partie sur le chantier. »

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement.

DIVISION 13

Administration of Assessments and Keeping of Records

55.00 *Administration of Contributions*

The social security committee may accept to administer the employer and employee assessments in respect of the social security fund for employers and employees subject to another decree, if a formal request to this effect is presented to it and if the interested parties previously sign a written agreement.

The said agreement shall make certain that the provisions and stipulations of Chapter Two entitled "Social Security Plan" of the decree respecting the Construction Industry and Trades, as amended, or any other decree superseding it, shall be applicable *mutatis mutandis*.

Such agreement will be to the restricted building industry, to related industries or to industries whose work is carried out partly in the shop and partly on the construction site.

A copy of such agreement shall be filed with the Minister of Labour and the Québec Pension Board.

56.00 *Keeping of Records*

The social security committee may accept to keep records in respect of a social security fund for employers and employees subject to another decree, if a formal request to this effect is submitted to it and if the interested parties previously sign a written agreement.

Such agreement will be restricted to the building industry, to related industries or to industries whose work is carried out partly in the shop and partly on the construction site.

Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding only by an Order in Council, which

L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable ministre du Travail recevra les objections, en double copie si possible, que les intéressés pourront désirer formuler.

Le sous-ministre du Travail,
DONAT QUIMPER.

Ministère du Travail.
Québec, le 30 juin 1967. 20272-o

come into force on the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

During the thirty days following publication of this notice in the *Québec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider objections which interested parties may wish to make; objections should be submitted in duplicate if possible.

DONAT QUIMPER,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, June 30, 1967. 20272

Avis divers

Laurence Etcovitch

Prenez avis que Laurence Etcovitch, écolier, de la cité et du district de Montréal, demeurant à 4307, rue Jean Brillant, a fait application au lieutenant-gouverneur de la province de Québec, et/ou au secrétaire de la province de Québec, en vertu de la Loi du changement de nom, pour pouvoir changer son nom de famille en celui de Etco.

Les Avocats pour le demandeur.
ORENSTEIN, RUBY
20199-25-2-o & MICHELIN.

Joseph-Claude-Gaston Fouré

Avis est par les présentes donné que Joseph-Claude-Gaston Fouré, chef de l'Enseignement Technique, domicilié à 48 Avenue Beverly, Ville Mont-Royal, district de Montréal, fait requête au secrétaire de la province pour changer son nom en celui de: Joseph-Claude-Gason Fauré.

Ce changement affectera le nom de son épouse Lise-Brouillet-Fouré et ceux de leurs enfants mineurs Joseph-Jean-Robert-Guy Fouré et Marie-Laurette-Nicole Fouré.

Montréal, ce sixième jour de juin 1967.

Les Procureurs du requérant,
PINARD, PIGEON, PARÉ.
20200-25-2-o CANTIN & PÉPIN.

Le Conseil St-Jean-Baptiste de Roxton Falls No 3219 des Chevaliers de Colomb de Roxton Falls Inc.

Le Conseil St-Jean-Baptiste de Roxton Falls No 3219 des Chevaliers de Colomb de Roxton Falls Inc., Roxton Falls, donne avis, par les présentes, qu'il possède son siège social à l'adresse susmentionnée et qu'il se prévaut des dispositions de la Loi concernant les Chevaliers de Colomb de la province de Québec (1-2 Elizabeth II, chap. 134) à partir du 21 mai 1967, Roxton Falls, 23 mai 1967.

(Sceau) *Le Grand Chevalier,*
DENIS RICHARD.
Le Secrétaire-archiviste,
20240-o SARTO BRODEUR.

Michael Dick Wool

Avis est donné que Michael Dick Wool, des ville et district de Montréal, province de Québec, domicilié et résidant à 4619, Michel Bibaud, présentera au secrétaire de la province une requête pour changer son nom en celui de « Michael Dick Schwartz ». Tel changement ne bénéficiera qu'à Michael Dick Wool seulement.

Montréal, 13 juin 1967.

Les Procureurs,
20241-26-2 MARKS, SHAPIRO & CYTRYNBAUM.

Miscellaneous Notices

Laurence Etcovitch

Take notice that Laurence Etcovitch, student, of the city and district of Montreal, therein residing at 4307 Jean Brillant Street, has made application to the Lieutenant-Governor in Council of Quebec, and/or the Provincial Secretary of Quebec, in virtue of the change of name Act, whereby his surname might be changed to Etco.

ORENSTEIN, RUBY
& MICHELIN,
20199-25-2-o *Attorneys for the applicant.*

Joseph-Claude-Gaston Fouré

Notice is hereby given that Joseph-Claude-Gaston Fouré, head of Technical Education, domiciled at 48 Beverly Avenue, Town of Mount Royal, district of Montreal, makes a petition to the Provincial Secretary to change his name into that of: "Joseph-Claude-Gason Fauré".

This change will affect the name of his wife Lise-Brouillet-Fouré and that of their children, minors, Joseph-Jean-Robert-Guy Fouré and Marie-Laurette-Nicole Fouré.

Montréal, this sixth day of June, 1967.

PINARD, PIGEON, PARÉ,
CANTIN & PÉPIN,
20200-25-2 *Attorneys for the petitioner.*

Council St-Jean-Baptiste de Roxton Falls No. 3219 of the Knights of Columbus of Roxton Falls Inc.

Council St-Jean-Baptiste de Roxton Falls No. 3219 of the Knights of Columbus of Roxton Falls Inc., Roxton Falls, hereby gives notice that its head office is located at the above mentioned address and that it is availing itself of the provisions of the Act respecting the Knights of Columbus of the Province of Quebec (1-2 Elizabeth II, chap. 134, sec. 2*a*) as from May 21, 1967, Roxton Falls, May 23, 1967.

(Seal) DENIS RICHARD,
Grand Knight.
SARTO BRODEUR,
20240-o *Recorder.*

Michael Dick Wool

Notice is hereby given that Michael Dick Wool of the city and district of Montreal, Province of Quebec, therein domiciled and residing at 4619 Michel Bibaud, will present to the Provincial Secretary an application to change his name to "Michael Dick Schwartz". Such change will benefit Michael Dick Wool alone.

Montreal, June 13, 1967.

MARKS, SHAPIRO & CYTRYNBAUM,
20241-26-2-o *Attorneys.*

Irwin Gordon Wool

Avis est donné que Irwin Gordon Wool, des ville et district de Montréal, province de Québec, domicilié et résidant à 4619, Michel Bibaud, présentera une requête au secrétaire de la province pour changer son nom à « Irwin Gordon Schwartz ». Tel changement ne bénéficiera qu'à Irwin Gordon Wool seulement.

Montréal, 13 juin 1967.

Les Procureurs,
MARKS, SHAPIRO & CYTRYNBAUM.
20241-26-2

Irwin Gordon Wool

Notice is hereby given that Irwin Gordon Wool of the city and district of Montreal, Province of Quebec, therein domiciled and residing at 4619 Michel Bibaud, will present to the Provincial Secretary an application to change his name to "Irwin Gordon Schwartz". Such change will benefit Irwin Gordon Wool alone.

Montreal, June 13, 1967.

MARKS, SHAPIRO & CYTRYNBAUM,
Attorneys.
20241-26-2-o

Robert Steven Kolarik

Avis est donné que Robert Steven Kolarik, contracteur général, domicilié à 458, rue Westminster Nord, Montréal Ouest, dans le district de Montréal, s'adressera au secrétaire de la province aux fins de changer son nom à Robert Irwin Clarke et aussi pour faire bénéficier son épouse Anna Francisca (Frances) Bozik Kolarik, sa fille Debrorah Anne et ses fils Robert Alan et Jeffrey Steven tous de 458 Westminster Nord, dans la ville de Montréal.

Montréal, le 29 mars 1967.

Les Procureurs du demandeur,
HIBBARD, GRIGG,
TERROUX & PYTEL.
20290-26-2-o

Robert Steven Kolarik

Notice is hereby given that Robert Steven Kolarik, general contractor, domiciled at 458 Westminster North, Montreal West, in the district of Montreal, province of Quebec will apply to the Provincial Secretary to change his name to Robert Irwin Clarke and also to benefit his wife Anna Francisca (Frances) Bozik Kolarik, his daughter, Deborah Anne and his sons Robert Alan and Jeffrey Steven of the same address.

Montreal, March 29, 1967.

HIBBARD, GRIGG,
TERROUX & PYTEL,
Attorneys for applicant.
20290-26-2-o

Commission Municipale de Québec

Ville de Pincourt

Avis public est par les présentes donné, tel que prescrit par l'article 39 de la Loi de la Commission municipale (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 170), que la Commission municipale de Québec présentera, conformément aux dispositions de l'article 38 de ladite loi, à un juge de la Cour supérieure siégeant en division de pratique dans et pour le district de Montréal, mardi le 18 juillet 1967, à 10.30 a.m., une requête aux fins de faire déclarer en défaut au sens de la section V de la même loi la corporation de la ville de Pincourt dans la circonscription électorale de Vaudreuil-Soulanges.

Québec, ce 27 juin 1967.

Le Secrétaire,
ROGER DESAULNIERS.
20291-o

Quebec Municipal Commission

Town of Pincourt

Public notice is hereby given, as prescribed by section 39 of the Municipal Commission Act (Revised Statutes of Quebec, 1964, Chapter 170), that the Quebec Municipal Commission will petition, in conformity with section 38 of the said Act, a Judge of the Superior Court sitting in Practice Division in and for the district of Montreal, Tuesday, the 18th day of July 1967, at 10:30 o'clock a.m., to have the Corporation of the Town of Pincourt, in the electoral district of Vaudreuil-Soulanges, declared to be in default within the meaning of division V of said Act.

Quebec, June 27, 1967.

ROGER DESAULNIERS,
Secretary.
20291-o

Compagnies autorisées à faire des affaires

Ben W. Crow & Associates Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies étrangères, la compagnie « Ben W. Crow & Associates Ltd. », a été autorisée à faire affaires dans la province.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie, est Mlle Margaret Peachey, 1110, ouest, rue Sherbrooke, Montréal.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est établi à 2100, rue Drummond, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.
28-67 — 1374-1
20238

Companies Licensed to do Business

Ben W. Crow & Associates Ltd.

Notice is given that, under the Extra-Provincial Companies Act, "Ben W. Crow & Associates Ltd.", has been authorized to carry on business in the Province.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is Miss Margaret Peachey, of 1110 Sherbrooke Street West, Montreal.

The principal office of the company in the Province is at 2100 Drummond Street, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.
28-67 — 1374-1
20238-o

Dring Laminated Structures Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies étrangères, la compagnie « Dring Laminated Structures Ltd. », a été autorisée à faire affaires dans la province.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie, est M. Raynold Langlois, de 3041, avenue Hochelaga, Ste-Foy.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est établi au bureau de Langlois & Langlois, avocats et solliciteurs, 126, rue St-Pierre, Québec, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238 40-67 — 1374-52

Dring Laminated Structures Ltd.

Notice is given that, under the Extra-Provincial Companies Act, "Dring Laminated Structures Ltd.", has been authorized to carry on business in the Province.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is Mr. Raynold Langlois, of 3041 Hochelaga Avenue, Ste-Foy.

The principal office of the company in the Province is at the office of Langlois & Langlois, barristers and solicitors, 126 St. Peter Street, Quebec, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238-o 40-67 — 1374-52

Chartes — Abandon de

Barmac Realty & Investment Inc.

Prenez avis que « Barmac Realty & Investment Inc. », une compagnie incorporée en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social en la Ville de Montréal, demandera au secrétaire de la province de Québec la permission d'abandonner sa charte en vertu de la Loi des compagnies.

Daté à London, Ontario, ce 31e jour de mai 1967.

Le Secrétaire,
20242-o R. M. IVEY.

Flamo inc.

Prenez avis que la compagnie « Flamo inc. », une compagnie incorporée en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social en la ville de St-Bruno-de-Montarville, comté de Chambly, dans le district de Montréal, demandera au secrétaire de la province de Québec la permission d'abandonner sa charte.

Daté à Montréal, ce 20ième jour de juin 1967.

L'Avocat de la compagnie,
20243-o ME JACQUES CANTIN.

Grand Prize Films (Canada) Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Grand Prize Films (Canada) Ltd. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies de Québec, et ayant son siège social en la ville de Montréal, s'adressera au secrétaire de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, Québec, ce 20e jour de juin 1967.

(Sceau) *Le Secrétaire,*
20244 BENJAMIN A. GARSON.

Model Spring & Bedding Inc.

Prenez avis que la compagnie « Model Spring & Bedding Inc. », ayant son siège social à Montréal, demandera au secrétaire de la province, la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Montréal, le 20ième jour de juin 1967.

Le Secrétaire,
20245-o FRED ROSENSWEIG.

Charters — Surrender of

Barmac Realty & Investment Inc.

Notice is hereby given that "Barmac Realty & Investment Inc.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at London, Ontario, this 31st day of May, 1967.

R. M. IVEY,
20242-o *Secretary.*

Flamo inc.

Notice is hereby given that "Flamo inc.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of St-Bruno-de-Montarville, Chambly County, in the district of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 20th day of June, 1967.

MR. JACQUES CANTIN,
20243-o *Attorney for the company.*

Grand Prize Films (Canada) Ltd.

Notice is hereby given that "Grand Prize Films (Canada) Ltd.", a corporation incorporated under the Quebec Companies Act, and having its head office in the City of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Montreal, Quebec, this 20th day of June, 1967.

(Seal) BENJAMIN A. GARSON,
20244-o *Secretary.*

Model Spring & Bedding Inc.

Notice is hereby given that "Model Spring & Bedding Inc.", having its head office at Montreal will apply to the Provincial Secretary for permission to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Montreal, the 20th day of June, 1967.

FRED ROSENSWEIG,
20245-o *Secretary.*

Zem Apartments Inc.

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, la compagnie « Zem Apartments Inc. », s'adressera au secrétaire de la province afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte et son annulation à compter d'une date qu'il lui plaira de fixer.

Montréal, 13 juin 1967.

Zem Apartments Inc.,
Par le Président,
20246 ABRAHAM ZEMEL.

O. Carbonneau inc.

Prenez avis que la compagnie « O. Carbonneau inc. », constituée en vertu de la Loi des Compagnies de Québec, ayant son siège social à L'Isletville dans le district de Montmagny, demandera au secrétaire de la province de Québec, la permission d'abandonner sa charte.

Québec, le 9 juin 1967.

Le Procureur de la compagnie,
20273-o (S) PIERRE JOLI-COEUR.

L. & M. Oil Burners Inc.

Avis est donné que la compagnie « L. & M. Oil Burners Inc. », constituée en corporation en vertu de la loi des Compagnies de Québec ayant son siège social en la cité de Montréal, s'adressera au secrétaire de la province de Québec afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des Compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 21 jour de juin 1967.

Le Secrétaire,
20274-o MARCEL HENRI.

Lakeshore Equipment Limited

Prenez avis que la compagnie « Lakeshore Equipment Limited », demandera au secrétaire de la province la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, le 9 juin 1967.

(Sceau) *Le Secrétaire,*
20275-o ANTOINE DE VITO.

Mohawk Transport Inc.

Avis est par les présentes donné que « Mohawk Transport Inc. », une corporation constituée en vertu de la Loi des Compagnies de Québec et ayant son siège social à Laprairie, dans le district de Montréal, s'adressera au Secrétaire Provincial de la province de Québec, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte selon les dispositions de la Loi des Compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 16e jour de juin 1967.

Le Secrétaire,
20276-o RENÉ LEMAITRE.

Rock Utilities (1963) Limited

Prenez avis que la compagnie « Rock Utilities (1963) Limited », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec et ayant son siège social en la ville de Montréal, demandera au secrétaire de la province de Québec la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 21e jour de juin 1967.

Le Secrétaire,
20278-o ROGER-L. BEAULIEU.

Zem Apartments Inc.

Under the provisions of the Quebec Companies Act, "Zem Apartments Inc.", hereby gives notice that it will make application to the Secretary of the Province for the acceptance of the surrender of its charter and its cancellation as and from a date to be fixed by him.

Montreal, June 13, 1967.

Zem Apartments Inc.,
Per: ABRAHAM ZEMEL,
20246-o *President.*

O. Carbonneau inc.

Take notice that "O. Carbonneau inc.", a company incorporated under the Quebec Companies Act, with head office at L'Isletville in the district of Montmagny, will file a petition with the Secretary of the province of Quebec, to surrender its charter.

Quebec, June 9, 1967.

(S) PIERRE JOLI-COEUR,
20273-o *Attorney for the company.*

L. & M. Oil Burners Inc.

Notice is hereby given that "L. & M. Oil Burners Inc.", a corporation constituted under the Quebec Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Montreal, this 21st day of June, 1967.

MARCEL HENRI,
20274-o *Secretary.*

Lakeshore Equipment Limited

Take notice that "Lakeshore Equipment Limited", will ask the Provincial Secretary the permission to abandon its charter.

Montreal, June 9, 1967.

(Seal) ANTOINE DE VITO,
20275-o *Secretary.*

Mohawk Transport Inc.

Notice is hereby given that "Mohawk Transport Inc.", a Company incorporated under the Quebec Companies Act and having its head office in Laprairie, district of Montreal, will ask the Provincial Secretary of the Province of Quebec to accept the surrender of the charter under the provisions of the Québec Companies' Act.

Dated at Montreal, this 16th day of June 1967.

RENÉ LEMAITRE,
20276-o *Secretary.*

Rock Utilities (1963) Limited

Notice is hereby given that "Rock Utilities (1963) Limited", a coaqoration incorporated under the Part I of the Quebec Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Montreal, this 21st day of June, 1967.

ROGER-L. BEAULIEU,
20278-o *Secretary.*

Ozias Gagnon limitée

Avis est donné, conformément à la Loi des compagnies de Québec, que la compagnie « Ozias Gagnon limitée », demandera la permission d'abandonner sa charte.

Roberval, ce 29 mai 1967.

(Sceau) *Le Secrétaire,*
20277-o RAOUL LAMARCHE.

Ozias Gagnon limitée

Notice is hereby given, in conformity with the Quebec Companies Act, that "Ozias Gagnon limitée", will apply for the permission to surrender its charter.

Roberval, May 29, 1967.

(Seal) RAOUL LAMARCHE,
20277 *Secretary.*

Vinet Parking Inc.

Avis est donné que « Vinet Parking Inc. », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies de Québec et ayant son siège social en la cité de Montréal, s'adressera au secrétaire de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 23e jour de juin 1967.

Vinet Parking Inc.
Les Procureurs
GREENBLATT, GINSBERG, GARDNER
20279-o & GLAZER.

Vinet Parking Inc.

Notice is hereby given that "Vinet Parking Inc.", a corporation incorporated under the Quebec Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Montreal, this 23rd day of June, 1967.

Vinet Parking Inc.
GREENBLATT, GINSBERG, GARDNER
& GLAZER,
20279-o *Attorneys.*

Compagnies dissoutes

Three Star Burner Service Limited

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Three Star Burner Service Limited », constituée en corporation le 22 janvier 1952, à compter du 30 juin 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.
20238-o 2343-52

Steven Realty Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Steven Realty Ltd. », constituée en corporation le 19 septembre 1960, à compter du 30 juin 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.
20238-o 14063-60

Sterling Paper Mills Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Sterling Paper Mills Inc. », constituée en corporation le 12 mai 1952, à compter du 30 juin 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.
20238-o 7054-52

Société Internationale de Finances et de Commerce limitée

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Société Internationale de Finances et de Commerce limitée », constituée en corporation le 11 juillet 1945, à compter du 30 juin 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.
20238-o 4686-45

Murray Brown Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province

Companies Dissolved

Three Star Burner Service Limited

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Three Star Burner Service Limited", incorporated on January 22, 1952, on and from June 30, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.
20238 2343-52

Steven Realty Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Steven Realty Ltd.", incorporated on September 19, 1960, on and from June 30, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.
20238 14063-60

Sterling Paper Mills Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Sterling Paper Mills Inc.", incorporated on May 12, 1952, on and from June 30, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.
20238 7054-52

Société Internationale de Finances et de Commerce limitée

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Société Internationale de Finances et de Commerce limitée", incorporated on July 11, 1945, on and from June 30, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.
20238 4686-45

Murray Brown Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased

d'accepter l'abandon de la charte de « Murray Brown Inc. », constituée en corporation le 23 mars 1964, à compter du 30 juin 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238-o 1290-64

Marcel Mongeau ltée

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Marcel Mongeau ltée », constituée en corporation le 23 avril 1964, à compter du 30 juin 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238-o 1773-64

Markirk Holdings, Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Markirk Holdings, Ltd. », constituée en corporation le 12 décembre 1951, à compter du 30 juin 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238-o 15161-51

MacLachlan-Wood, Limited

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « MacLachlan-Wood, Limited », constituée en corporation le 3 avril 1925, à compter du 30 juin 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238-o 662-25

Laiterie Rigaud inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Laiterie Rigaud inc. », constituée en corporation le 6 avril 1948, à compter du 30 juin 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238-o 3078-48

Jolyn Investments Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Jolyn Investments Ltd. », constituée en corporation le 4 juin 1964, à compter du 30 juin 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238-o 2567-64

Johnston Building Limited

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Johnston Building Limited », constituée en corporation le 19 décembre 1947, à compter du 30 juin 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238-o 7586-47

Iberville Hardware Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Iberville

to accept the surrender of the charter of "Murray Brown Inc.", incorporated on March 23, 1964, on and from June 30, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238 1290-64

Marcel Mongeau ltée

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Marcel Mongeau ltée", incorporated on April 23, 1964, on and from June 30, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238 1773-64

Markirk Holdings, Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Markirk Holdings, Ltd.", incorporated on December 12, 1951, on and from June 30, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238 15161-51

MacLachlan-Wood, Limited

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "MacLachlan-Wood, Limited", incorporated on April 3, 1925, on and from June 30, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238 662-25

Laiterie Rigaud inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Laiterie Rigaud inc.", incorporated on April 6, 1948, on and from June 30, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238 3078-48

Jolyn Investments Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Jolyn Investments Ltd.", incorporated on June 4, 1964, on and from June 30, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238 2567-64

Johnston Building Limited

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Johnston Building Limited", incorporated on December 19, 1947, on and from June 30, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238 7586-47

Iberville Hardware Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Iber-

Hardware Inc. », constituée en corporation le 7 octobre 1963, à compter du 30 juin 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238-o 3535-63

Skyline Realties Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Skyline Realties Inc. », constituée en corporation le 20 avril 1959, à compter du 30 juin 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238-o 12340-59

Service Multivision Dery, ltée

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Service Multivision Dery, ltée », constituée en corporation le 7 avril 1955, à compter du 30 juin 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238-o 10917-55

Rioux Construction ltée
Rioux Construction Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Rioux Construction ltée — Rioux Construction Ltd. », constituée en corporation le 5 juin 1962, à compter du 30 juin 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238-o 11936-62

Nettoyeurs Citadelle Cleaners inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Nettoyeurs Citadelle Cleaners inc. », constituée en corporation le 10 mars 1961, à compter du 30 juin 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238-o 11283-61

Entreprises B. J. inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Entreprises B. J. inc. », constituée en corporation le 13 février 1962, à compter du 30 juin 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238-o 10764-62

Elco Building Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Elco Building Corp. », constituée en corporation le 28 juillet 1958, à compter du 30 juin 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238-o 12377-58

Eklove & Co. Limited

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Eklove

ville Hardware Inc.", incorporated on October 7, 1963, on and from June 30, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238 3535-63

Skyline Realties Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Skyline Realties Inc.", incorporated on April 20, 1959, on and from June 30, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238 12340-59

Service Multivision Dery, ltée

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Service Multivision Dery, ltée", incorporated on April 7, 1955, on and from June 30, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238 10917-55

Rioux Construction ltée
Rioux Construction Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Rioux Construction ltée — Rioux Construction Ltd.", incorporated on June 5, 1962, on and from June 30, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238 11936-62

Nettoyeurs Citadelle Cleaners inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Nettoyeurs Citadelle Cleaners inc.", incorporated on March 10, 1961, on and from June 30, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238 11283-61

Entreprises B. J. inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Entreprises B. J. inc.", incorporated on February 13, 1962, on and from June 30, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238 10764-62

Elco Building Corp.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Elco Building Corp.", incorporated on July 28, 1958, on and from June 30, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238 12377-58

Eklove & Co. Limited

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Eklove

& Co. Limited », constituée en corporation le 23 mai 1956, à compter du 30 juin 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238-o 11599-56

Durelit Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Durelit Corporation », constituée en corporation le 9 novembre 1959, à compter du 30 juin 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238-o 16119-59

Dollard Steel Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Dollard Steel Corporation », constituée en corporation le 31 mai 1963, à compter du 30 juin 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238-o 2391-63

Discount-O-Mart, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Discount-O-Mart, Inc. », constituée en corporation le 4 avril 1962, à compter de 30 juin 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238-o 11239-62

Chauffage Grenier ltée
Grenier Heating Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Chauffage Grenier ltée — Grenier Heating Ltd. », constituée en corporation le 29 avril 1958, à compter du 30 juin 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238-o 11439-58

Buanderie Riendeau limitée

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Buanderie Riendeau limitée », constituée en corporation le 2 février 1949, à compter du 30 juin 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238-o 1471-49

Babbs Kiddies Center Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Babbs Kiddies Center Inc. », constituée en corporation le 19 mai 1961, à compter du 30 juin 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238 12548-61

B & D Jewellers Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « B & D

& Co. Limited", incorporated on May 23, 1956, on and from June 30, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238 11599-56

Durelit Corporation

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Durelit Corporation", incorporated on November 9, 1959, on and from June 30, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238 16119-59

Dollard Steel Corporation

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Dollard Steel Corporation", incorporated on May 31, 1963, on and from June 30, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238 2391-63

Discount-O-Mart, Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provicial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Discount-O-Mart, Inc.", incorporated on April 4, 1962, on and from June 30, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238 11239-62

Chauffage Grenier ltée
Grenier Heating Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Chauffage Grenier ltée — Grenier Heating Ltd.", incorporated on April 29, 1958, on and from June 30, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238 11439-58

Buanderie Riendeau limitée

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Buanderie Riendeau limitée", incorporated on February 2, 1949, on and from June 30, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238 1471-49

Babbs Kiddies Center Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Babbs Kiddies Center Inc.", incorporated on May 19, 1961, on and from June 30, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238 12548-61

B & D Jewellers Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "B & D

Jewellers Inc. », constituée en corporation le 30 mai 1963, à compter du 30 juin 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238-o 2376-63

B & B Construction Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « B & B Construction Ltd. », constituée en corporation le 17 décembre 1962, à compter du 30 juin 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238-o 15093-62

American Garment Company

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « American Garment Company », constituée en corporation le 11 janvier 1939, à compter du 30 juin 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238-o 2805-38

Alpha Pants and Sportwear Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Alpha Pants and Sportwear Inc. », constituée en corporation le 29 septembre 1960, à compter du 30 juin 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238-o 13560-60

Jewellers Inc.", incorporated on May 30, 1963 on and from June 30, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238 2376-63

B & B Construction Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "B & B Construction Ltd.", incorporated on December 17, 1962, on and from June 30, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238 15093-62

American Garment Company

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "American Garment Company", incorporated on January 11, 1939, on and from June 30, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238 2805-38

Alpha Pants and Sportwear Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Alpha Pants and Sportwear Inc.", incorporated on September 29, 1960, on and from June 30, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238 13560-60

Divers

Armstrong Funeral Chapel Inc.

Avis est donné que la compagnie « Armstrong Funeral Chapel Inc. », a porté de 3 à 4 le nombre de ses administrateurs.

Le Secrétaire,
GUY CUILLERIER SPOONER.

20247 8130-53

Arthree Corporation
La Corporation Arthree

Avis est donné que la compagnie « Arthree Corporation — La Corporation Arthree » a diminué de 4 à 3 le nombre de ses administrateurs.

Le Secrétaire,
HYMAN ERIC FEIGELSON.

20248 3403-65

Les Investissements Brillant limitée
Brillant Investments Limited

Avis est donné que la compagnie « Les Investissements Brillant limitée — Brillant Investments Limited » a changé le nombre de ses administrateurs de 5 à 3.

Le Secrétaire-adjoint,
JEAN-MARC TREMBLAY.

20249-o 10460-60

Le Centre d'Hébergement de Tracy

Avis est donné que la corporation « Le Centre d'Hébergement de Tracy », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 7.

Le Secrétaire,
J. B. MILLETTE.

20250-o 1175-67

Miscellaneous

Armstrong Funeral Chapel Inc.

Notice is given that "Armstrong Funeral Chapel Inc.", has changed the number of its directors from 3 to 4.

GUY CUILLERIER SPOONER,
Secretary.

20247-o 8130-53

Arthree Corporation
La Corporation Arthree

Notice is given that "Arthree Corporation — La Corporation Arthree" has changed the number of its directors from 4 to 3.

HYMAN ERIC FEIGELSON,
Secretary.

20248-o 3403-65

Les Investissements Brillant limitée
Brillant Investments Limited

Notice is given that "Les Investissements Brillant limitée — Brillant Investments Limited" has changed the number of its directors from 5 to 3.

JEAN-MARC TREMBLAY,
Assistant-Secretary.

20249 10460-60

Le Centre d'Hébergement de Tracy

Notice is hereby given that "Le Centre d'Hébergement de Tracy" has changed the number of its administrators from 3 to 7.

J. B. MILLETTE,
Secretary.

20250 1175-67

Le Centre d'Hébergement de Tracy

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 19 juin 1967, approuvé les règlements généraux de la corporation « Le Centre d'Hébergement de Tracy », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20250-o 1175-67

Le Centre d'Hébergement de Tracy

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on June 19, 1967, approved the general by-laws of "Le Centre d'Hébergement de Tracy", and such, in pursuance to section 225 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20250 1175-67

Mount Royal Foundations Inc.
Coffrages Mont Royal inc.

Avis est donné que la compagnie « Mount Royal Foundations Inc. — Coffrages Mont Royal inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 4 à 3.

Le Vice-président,
CAROLYN STOBER.

20251 12432-61

Mount Royal Foundations Inc.
Coffrages Mont Royal inc.

Notice is given that "Mount Royal Foundations Inc. — Coffrages Mont Royal inc.", has changed the number of its directors from 4 to 3.

CAROLYN STOBER,
Vice-President.

20251-o 12432-61

De Laval Holdings & Enterprises Ltd.

Avis est donné que la compagnie « De Laval Holdings & Enterprises Ltd. », a porté de 3 à 4 le nombre de ses administrateurs.

Le Président,
A. AMSEL.

20252 5279-63

De Laval Holdings & Enterprises Ltd.

Notice is given that "De Laval Holdings & Enterprises Ltd.", has changed the number of its directors from 3 to 4.

A. AMSEL,
President.

20252-o 5279-63

La Fondation de la Brasserie Dow
Dow Brewery Foundation

Avis est donné que la compagnie « La Fondation de la Brasserie Dow — Dow Brewery Foundation », a porté de 6 à 9 le nombre de ses administrateurs.

Le Secrétaire,
D.-J. ROCHE.

20253 3570-64

La Fondation de la Brasserie Dow
Dow Brewery Foundation

Notice is given that "La Fondation de la Brasserie Dow — Dow Brewery Foundation", has changed the number of its directors from 6 to 9.

D.-J. ROCHE,
Secretary.

20253 3570-64

La Fondation de la Brasserie Dow
Dow Brewery Foundation

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 16 juin 1967, approuvé le règlement Douze de la corporation « La Fondation de la Brasserie Dow — Dow Brewery Foundation », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20253-o 3570-64

La Fondation de la Brasserie Dow
Dow Brewery Foundation

Notice is hereby given that the Provincial Secretary, on June 16, 1967, approved by-law Twelve of "La Fondation de la Brasserie Dow — Dow Brewery Foundation", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20253 3570-64

Flair Fashions Inc.

Avis est donné que la compagnie « Flair Fashions Inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

Le Secrétaire,
OSCAR LUBERT.

20254 1990-67

Flair Fashions Inc.

Notice is given that "Flair Fashions Inc.", has changed the number of its directors from 3 to 4.

OSCAR LUBERT,
Secretary.

20254-o 1990-67

Kanny Investments Corp.

Avis est donné que la compagnie « Kanny Investments Corp. », a porté de 3 à 6 le nombre de ses administrateurs.

Le Secrétaire,
NORMAN NERENBERG.

20255 12441-56

Kanny Investments Corp.

Notice is given that "Kanny Investments Corp.", has changed the number of its directors from 3 to 6.

NORMAN NERENBERG,
Secretary.

20255-o 12441-56

Kraon Holdings Inc.

Avis est donné que la compagnie « Kraon Holdings Inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 6.

Le Secrétaire,
ARNOLD ISSENMAN.

20256 12861-59

Kraon Holdings Inc.

Notice is given that "Kraon Holdings Inc.", has changed the number of its directors from 3 to 6.

ARNOLD ISSENMAN,
Secretary.

20256-o 12861-59

Noark Holdings Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Noark Holdings Ltd. » a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 6.

Le Secrétaire,
KENNETH PERRY.

20257 10091-59

Noark Holdings Ltd.

Notice is given that "Noark Holdings Ltd." has changed the number of its directors from 3 to 6.

KENNETH PERRY,
Secretary.

20257-o 10091-59

Regency Development Limited

Avis est donné que la compagnie « Regency Development Limited » a porté de 3 à 6 le nombre de ses administrateurs.

Le Secrétaire,
KENNETH PERRY.

20258 14465-62

Regency Development Limited

Notice is given that "Regency Development Limited" has changed the number of its directors from 3 to 6.

KENNETH PERRY,
Secretary.

20258-o 14465-62

Select Wholesale Lumber Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Select Wholesale Lumber Ltd. », a diminué de 4 à 3 le nombre de ses administrateurs.

Le Secrétaire,
VICTOR ROSS.

20259 13128-58

Select Wholesale Lumber Ltd.

Notice is given that "Select Wholesale Lumber Ltd.", has changed the number of its directors from 4 to 3.

VICTOR ROSS,
Secretary.

20259-o 13128-58

Ouimet-Gobeille Inc.

Avis est donné que la compagnie « Ouimet-Gobeille Inc. » a diminué de 8 à 7 le nombre de ses administrateurs.

Le Secrétaire,
J. C. NORTHCOTT.

20262 4552-65

Ouimet-Gobeille Inc.

Notice is given that "Ouimet-Gobeille Inc.", has changed the number of its directors from 8 to 7.

J. C. NORTHCOTT,
Secretary.

20262-o 4552-65

Jeune Chambre de Pointe-aux-Trembles

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 9 juin 1967, approuvé les règlements généraux de la corporation « Jeune Chambre de Pointe-aux-Trembles », et ce, en vertu de l'article 8 de la Loi des clubs de récréation et de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20281-o 54-67

Jeune Chambre de Pointe-aux-Trembles

Notice is hereby given that the Provincial Secretary, on June 9, 1967, approved the general by-laws "Jeune Chambre de Pointe-aux-Trembles", and such, pursuant to section 8 of the Amusement Clubs Act and to section 225 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20281 54-67

Casgrain & Compagnie limitée
Casgrain & Company Limited

Avis est donné que « Casgrain & Compagnie limitée — Casgrain & Company Limited » a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

Le Président,
RODOLPHE CASGRAIN.

20284-o 6452-47

Casgrain & Compagnie limitée
Casgrain & Company Limited

Notice is hereby given that "Casgrain & Compagnie limitée — Casgrain & Company Limited" has changed the number of its administrators from 3 to 4.

RODOLPHE CASGRAIN,
President.

20284 6452-47

Sièges sociaux

Les Placements Scrooge inc.

Avis est, par la présente, donné que « Les Placements Scrooge Inc. », incorporée en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, par lettres patentes en date du 4 mars 1965, a transporté son siège social de suite 2601, 1155 ouest, boulevard Dorchester, en la cité de Montréal, à suite 445, édifice IBM, 5 Place Ville-Marie, en ladite cité de Montréal.

Montréal, P.Q., ce 16ième jour de juin 1967.

L'Assistante-secrétaire,
JEAN GLUSHIK.

20260-o 981-65

Head Offices

Scrooge Investments Inc.

Notice is hereby given that "Scrooge Investments Inc.", incorporated under Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated March 4, 1965, has moved its head office from suite 2601, 1155 Dorchester Boulevard West, in the city of Montreal, to suite 445, IBM Building, 5 Place Ville Marie, in the said city of Montreal.

Montreal, P.Q., this 16th day of June, 1967.

JEAN GLUSHIK,
Assistant-Secretary.

20260-o 981-65

Vaco-Lynn Products of Canada Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Vaco-Lynn Products of Canada Ltd. », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 10e jour de janvier 1949, a transporté son siège social de 426, rue McGill, en la ville de Montréal, à 5465 ouest, rue Sherbrooke, en la ville de Montréal.

Montréal, ce 29e jour de mai 1967.

(Sceau) *Le Secrétaire,*
RAYMOND SILVERSTEIN.

20261 1420-49

Alpha Électrique ltée

Avis est donné que la compagnie « Alpha Électrique ltée » constituée en corporation par lettres patentes en date du 31e jour de janvier 1967 et ayant son siège social dans la cité de Trois-Rivières a établi son bureau au numéro 815 de la rue Des Saules.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Trois-Rivières, ce 15e jour de juin 1967.

Le Secrétaire,
JEAN-JACQUES MATHIEU.

20265-o 423-67

Holt, Rinehart et Winston ltée

Qu'il soit décrété et il est par les présentes décrété comme un règlement de la compagnie que

Le siège social de la compagnie soit et il est par les présentes changé de suite 3112, 1155 ouest, boulevard Dorchester, Montréal, à 2120 est, rue Sherbrooke, en la ville de Montréal.

Décrété et passé par les administrateurs et scellé avec le sceau corporatif, ce 21e jour de septembre 1966.

(S.C.) *Le Président,*
(Sceau) GILLES DIONNE.
Le Secrétaire,
20266 WILLIAM J. TRIBE.

Promotions Valmont ltée

Avis est donné que la compagnie « Promotions Valmont ltée », constituée en corporation par lettres patentes du 9 février 1967, et ayant son bureau principal dans Montréal a établi son bureau au numéro 50 Crémazie ouest, suite 1404.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 10 février 1967.

Le Président,
PAUL-ÉMILE CÔTÉ.

20268-o 519-57

Fergico Inc.

Avis est donné que la compagnie « Fergico Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 27 février 1967 et ayant son siège social en la ville de Montréal, a établi son bureau d'affaires à 272 ouest, boulevard Henri-Bourassa, dans ladite ville.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 2 mai 1967.

Le Secrétaire,
JEAN-MARIE COMPAGNA.

20280-o 599-67

Vaco-Lynn Products of Canada Ltd.

Notice is hereby given that "Vaco-Lynn Products of Canada Ltd.", incorporated under Part I of the Quebec Companies Act by letters patent dated the 10th day of January, 1949, has moved its head office from 426 McGill Street in the city of Montreal to 5465 Sherbrooke Street West in the city of Montreal.

Montreal, this 29th day of May, 1967.

(Seal) RAYMOND SILVERSTEIN,
Secretary.

20261-o 1420-49

Alpha Électrique ltée

Notice is hereby given that "Alpha Électrique ltée", incorporated by letters patent dated the 31st day of January, 1967, and having its head office in the city of Trois-Rivières, has established its office at number 815 Des Saules St.

From and after the date of this notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Trois-Rivières this 15th day of June, 1967.

JEAN-JACQUES MATHIEU,
Secretary.

20265 423-67

Holt, Rinehart et Winston ltée

Be it enacted and it is hereby enacted as a by-law of the company that

The location of the head-office of the company be and the same is hereby changed from Room 3112, 1155 Dorchester Blvd. West, Montreal, to 2120 Sherbrooke Street East, in the city of Montreal.

Enacted and passed by the Directors and sealed with the corporate seal, this 21st day of September 1966.

(C.S.) GILLES DIONNE,
(Seal) *President.*
WILLIAM J. TRIBE,
20266-o *Secretary.*

Promotions Valmont ltée

Notice is hereby given that "Promotions Valmont ltée", incorporated by letters patent on February 9, 1967, and having its head office in Montreal, has established its office at number 50 Crémazie West, suite 1404.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this 10th day of February, 1967.

PAUL-ÉMILE CÔTÉ,
President.

20268 519-57

Fergico Inc.

Notice is given that "Fergico Inc.", incorporated by letters patent dated February 27, 1967, and having its head office in the city of Montreal, has catablished its business office at 272 Henri-Bourassa Boulevard, West, in the said city.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, May 2, 1967.

JEAN-MARIE COMPAGNA,
Secretary.

20280 599-67

La Société des Bateaux-Mouches inc.

Avis est donné que « La Société des Bateaux-Mouches inc. », a été constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes datées 5 juin 1967 et que son siège social est situé à 2070, Drummond, à Montréal, province de Québec.

Montréal, le 19 juin 1967.

(Sceau) *Le Président,*
PIERRE LAVAL.

20270-o 2532-67

Maurice Lupien inc.

Avis est donné que la compagnie « Maurice Lupien inc. », constituée en crporation par lettres patentes émises en date du vingt-sept (27) février mil neuf cent soixante-sept (1967), enregistrées le vingt (20) mars mil neuf cent soixante-sept (1967), libro 1360, folio 86, et ayant son bureau principal dans la Province de Québec, à Ste-Adèle, dans le district de Terrebonne, a établi son bureau du numéro 70 de la rue Morin, en la municipalité de Sainte-Adèle, (Ste-Adèle en Bas), dans le comté de Terrebonne.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce dix-neuf (19) juin 1967.

Le Notaire et procureur,
ALAIN VOIZARD.

20267-o 199-67

Red Feather Employers Association Inc.

Avis est donné que « Red Feather Employers Association Inc. », une corporation constituée par lettres patentes de la province de Québec, émises en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies, le 17 mars 1967, et ayant son siège social en la ville de Montréal, Québec, a établi son bureau à 1040, avenue Atwater.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la corporation comme étant son siège social.

Montréal, Québec, ce 14e jour de juin 1967.

(Sceau) *Le Président,*
20269 W. J. C. STIKEMAN.

Jeune Chambre de Pointe-aux-Trembles

Avis est donné que la « Jeune Chambre de Pointe-aux-Trembles », constituée en corporation sous l'autorité de la Loi des Clubs de Récréation, S.R.Q. 1964, chapitre 298, en date du 8 mai 1967, et ayant son siège social dans la ville de Pointe-aux-Trembles a établi son bureau au numéro 14196 du boulevard Dorchester.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la corporation comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 12 juin 1967.

Le Président,
JEAN-PAUL COMEAU.

20281-o Ci-54-67

Simon's Casuals Inc.

Avis est donné que la compagnie « Simon's Casuals Inc. », constituée en corporation selon la partie I de la Loi des compagnies de Québec en date du 1er mai 1967, et ayant son siège social dans ville d'Anjou, a établi son bureau au numéro 8101 du Boulevard Parkway.

La Société des Bateaux-Mouches inc.

Notice is given that "La Société des Bateaux-Mouches inc.", was incorporated in virtue of Part I of the Quebec Companies Act by letters patent dated June 5, 1967, and that its head office is situated at 2070 Drummond, in Montreal, Province of Quebec.

Montreal, June 19, 1967.

(Seal) PIERRE LAVAL,
President.

20270 2532-67

Maurice Lupien inc.

Notice is hereby given that "Maurice Lupien inc.", incorporated by letters patent issued on the twenty-seventh (27) day of February, one thousand nine hundred and sixty-seven (1967) registered on the twentieth (20) day of March, one thousand nine hundred and sixty-seven (1967) libro 1360 folio 86, and having its head office in the province of Quebec, in Ste-Adèle, in the district of Terrebonne, has established its office at number 70 Morin Street, in the municipality of Sainte-Adèle, (Ste-Adèle-en-Bas), in the county of Terrebonne.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this nineteenth (19) day of June 1967.

ALAIN VOIZARD,
Notary and Attorney.

20267 199-67

Red Feather Employers Association Inc.

Notice is hereby given that "Red Feather Employers Association Inc.", a corporation incorporated by letters patent of the Province of Quebec issued under the provisions of Part III of the Companies Act on March 17, 1967 and having its head office at the city of Montreal, Quebec, has established its office at 1040 Atwater Avenue.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the corporation as being the head office of the corporation.

Montreal, Quebec, this 14th day of June, 1967.

W. J. C. STIKEMAN,
President.

20269-o

Jeune Chambre de Pointe-aux-Trembles

Notice is given that the "Jeune Chambre de Pointe-aux-Trembles", incorporated under the authority of the Amusement Clubs Act, R.S.Q. 1964, chapter 298, dated May 8, 1967, and having its head office in the town of Pointe-aux-Trembles, has established its office at number 14196 Dorchester Boulevard.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the corporation as being its head office.

Given at Montreal, this 12th day of June, 1967.

JEAN-PAUL COMEAU,
President.

20281 Ci-54-67

Simon's Casuals Inc.

Notice is hereby given that the "Simon's Casuals Inc.", company incorporated under Part I of the Quebec Companies' Act, on the 1st day of May 1967, and having its office in Ville d'Anjou, has established its office at 8101 Parkway Blvd.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 15e jour de mai, 1967.

(Sceau) *Le Secrétaire-trésorier,*
ROMÉO KOUSSAYA.

20282-o 1884-67

Théâtre du Gésu inc.

Avis est donné que le « Théâtre du Gésu inc. », constitué en corporation par lettres patentes en date du 6 avril 1967, et ayant son siège social dans Montréal a établi son bureau au numéro 1200 de la rue Bleury.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 5 mai 1967.

Le Président,
GATIEN PAYETTE.

20283-o 1494-67

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 15th day of May 1967.

(Seal) ROMÉO KOUSSAYA,
Secretary-Treasurer.

20282-o 1884-67

Théâtre du Gésu inc.

Notice is hereby given that "Théâtre du Gésu inc.", incorporated by letters patent dated April 6, 1967, and having its head office in Montreal, has established its office at 1200 Bleury Street.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, May 5, 1967.

GATIEN PAYETTE,
President.

20283 1494-67

Ministère des Affaires municipales

Sainte-Florence

Le soussigné donne avis que, tel que demandé dans une résolution adoptée le 7 juin 1967 par le conseil municipal de Sainte-Florence, comté de Matapédia et conformément à l'article 130 du Code municipal, il a décrété, en date du 21 juin 1967, que les publications de tout avis public, règlement, résolution ou ordre de la corporation de Sainte-Florence, comté de Matapédia, sauf celles requises dans la *Gazette officielle de Québec*, se feront à l'avenir dans la langue française seulement.

Le présent avis est publié en vertu de l'article 130 du Code municipal.

Québec, le 21 juin 1967.

Le Sous-ministre des Affaires municipales,
20271-o JEAN-LOUIS DOUCET, C.R.

Village de Saint-Grégoire

Le soussigné donne avis que, tel que demandé dans une résolution adoptée le 6 juin 1967 par le conseil municipal du village de Saint-Grégoire, comté d'Iberville et conformément à l'article 130 du Code municipal, il a décrété, en date du 21 juin 1967, que les publications de tout avis public, règlement, résolution ou ordre de la corporation du village de Saint-Grégoire, comté d'Iberville, sauf celles requises dans la *Gazette officielle de Québec*, se feront à l'avenir dans la langue française seulement.

Le présent avis est publié en vertu de l'article 130 du Code municipal.

Québec, le 21 juin 1967.

Le Sous-ministre des Affaires municipales,
20271-o JEAN-LOUIS DOUCET, C.R.

Ville de Saint-Antoine

Canada,
Province de Québec. HUGUES LAPOINTE
[L. S.]

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

Department of Municipal Affairs

Sainte-Florence

The undersigned gives notice, that as requested in a resolution adopted on June 7, 1967 by the Municipal Council of Sainte-Florence, county of Matapédia, and pursuant to section 130 of the municipal Code, he has decreed, on June 21, 1967, that the publication of all public notices, by-laws, resolutions or orders of the corporation of Sainte-Florence, county of Matapédia, save those required in the *Quebec Official Gazette*, shall be made, henceforth, in the French language only.

This notice is published pursuant to section 130 of the Municipal Code.

Quebec, June 21, 1967.

JEAN-LOUIS DOUCET, Q.C.,
20271 *Deputy Minister of Municipal Affairs.*

Village of Saint-Grégoire

The undersigned gives notice, that as requested in a resolution adopted on June 6, 1967 by the Municipal Council of the village of Saint-Grégoire, county of Iberville, and pursuant to section 130 of the Municipal Code, he has decreed, on June 21, 1967, that the publication of all public notices, by-laws, resolutions or orders of the corporation of the village of Saint-Grégoire, county of Iberville, save those required in the *Quebec Official Gazette*, shall be made, henceforth, in the French language only.

This notice is published pursuant to section 130 of the Municipal Code.

Quebec, June 21, 1967.

JEAN-LOUIS DOUCET, Q.C.,
20271 *Deputy Minister of Municipal Affairs.*

Town of Saint-Antoine

Canada,
Province of Quebec. HUGUES LAPOINTE
[L. S.]

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada, and her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the faith.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Lettres patentes

ATTENDU QUE, sous l'autorité de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1964, chapitre 193), le conseil municipal du village de Clermont, dans le comté de Charlevoix-Est, régi par le Code municipal de la province de Québec, Nous a présenté, conformément à une résolution adoptée à sa session du 1er mars 1966, une requête demandant que le territoire de ladite municipalité du village de Clermont, tel que décrit dans la description officielle du ministère des Terres et Forêts, en date du 7 décembre 1966, soit érigé en une municipalité de ville, comprenant un seul quartier représenté par un maire et six échevins;

ATTENDU QU'en vertu des dispositions de l'article 12 de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1964, chapitre 193), le lieutenant-gouverneur en conseil peut ériger, par lettres patentes, le territoire d'une municipalité régie par le Code municipal de la province de Québec en municipalité de ville, s'il contient une population d'au moins deux mille âmes;

ATTENDU QUE la population de la municipalité du village de Clermont est de trois mille cent dix-huit âmes;

ATTENDU QU'il y a lieu de faire droit à cette requête du conseil municipal du village de Clermont.

À CES CAUSES, Sachez que du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 1435, en date du 23 mai 1967, et conformément aux dispositions de la Loi des cités et villes, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons:

QUE le territoire suivant, à savoir:

Le territoire actuel de la municipalité du village de Clermont, comté de Charlevoix-Est, situé partie dans la seigneurie de Murray-Bay et partie dans la seigneurie de Mont-Murray, comprenant, en référence aux cadastres officiels des paroisses de La Malbaie et de Sainte-Agnès, les lots ou parties de lots et leurs subdivisions présentes et futures, ainsi que les chemins, routes, emprises de chemin de fer, cours d'eau ou parties d'iceux, le tout renfermé dans le périmètre ci-après décrit, à savoir:

Partant du point d'intersection de la ligne séparative du rang sud-ouest de la rivière Murray et de la concession du ruisseau des Frênes avec la ligne séparative des lots 248 et 249 du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Agnès; de là, en référence au cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Agnès, les lignes et démarcations suivantes: ladite ligne séparative des lots 248 et 249; la ligne séparant la concession du ruisseau des Frênes d'avec la seconde concession du ruisseau des Frênes; la ligne séparative des lots 254 et 255; une ligne brisée contournant par le sud-est, l'ouest, le nord-ouest et le nord-est le lot 269 et le séparant des lots 255, 256, 257, 258, 259, 260, 261, 294, 292, 290, 289, 288 et 270 jusqu'à la ligne médiane de la rivière Malbaie; la ligne médiane de ladite rivière en remontant son cours et contournant par la gauche les îles les plus rapprochées de la rive droite et par la droite les îles les plus rapprochées de la rive gauche jusqu'au prolongement de l'arrière-ligne de la seigneurie de Mont-Murray; ledit prolongement et ladite arrière-ligne de la seigneurie

To all those to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Letters Patent

WHEREAS under the authority of the Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1964, chapter 193), the municipal Council of the village of Clermont, in the county of Charlevoix-East, governed by the municipal Code of the Province of Quebec, has presented to us, pursuant to a resolution adopted at its meeting of March 1, 1966, a petition asking that the territory of the said municipality of the village of Clermont, such as described in the official description of the Department of Lands and Forests, dated December 7, 1966, be erected into a town municipality, including only one ward represented by a mayor and six aldermen;

WHEREAS pursuant to the provisions of section 12 of the Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1964, chapter 193), the Lieutenant-Governor in Council may erect, by letters patent, the territory of a municipality governed by the Municipal Code of the Province of Quebec, into a town municipality if it has a population of at least two thousand souls;

WHEREAS the population of the municipality of the village of Clermont is three thousand one hundred eighteen souls;

WHEREAS it is expedient to grant this request of the Municipal Council of the village of Clermont.

THEREFORE, KNOW YE that with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 1435, dated May 23, 1967, and pursuant to the provisions of the Cities and Towns Act, We have decreed and ordered and, by the presents, decree and order:

THAT the following territory, to wit:

The actual territory of the municipality of the village of Clermont, county of Charlevoix-East, situated part in the Murray-Bay Seigniorial and part in the Mont-Murray Seigniorial, including, in reference of the official cadastres of the parishes of La Malbaie and Sainte-Agnès, the lots or parts of lots and their subdivisions, present and future, as well as the roads, routes, railroad right of ways, water courses or parts of these, the whole enclosed in the perimeter hereafter described, to wit:

Starting from the intersection point of the separative line of the southwest range of Murray River and the concession of des Frênes Stream with the separative line of lots 248 and 249 of the official cadastre of the parish of Sainte-Agnès; thence, in reference to the official cadastre of the parish of Sainte-Agnès, the following lines and demarcations: the said separative line of lots 248 and 249; the line separating the concession of des Frênes Stream from the second concession of the Frênes Stream; the separative line of lots 254 and 255; a broken line skirting the southeast, west, northwest and northeast lot 269, separating it from lots 255, 256, 257, 258, 259, 260, 261, 294, 292, 290, 289, 288 and 270 up to the median line of the said river flowing up its course and skirting on the left of the islands closest to the right shore and on the right of the islands closest to the left shore up to the prolongation of the backline of the Mont-Murray Seigniorial; the said prolongation and the said back-line of the Mont-Murray Seigniorial up to the prolongation of the northeast line of lot

Mont-Murray jusqu'au prolongement de la ligne nord-est du lot 247 du cadastre officiel de la paroisse de La Malbaie; de là, en référence au susdit cadastre officiel de la paroisse de La Malbaie, ledit prolongement et ladite ligne nord-est du lot 247; une ligne brisée limitant au nord-ouest le rang Fraserville jusqu'à la ligne séparative des lots 270 et 271; les lignes séparatives des lots 270 et 271, des lots 400 et 402 et le prolongement de cette dernière jusqu'à la ligne médiane de la rivière Malbaie; la ligne médiane de ladite rivière en descendant son cours jusqu'au prolongement de la ligne séparative des lots 606 et 607; ledit prolongement et ladite ligne séparative des lots 606 et 607; une ligne brisée séparant le lot 580 des lots 607, 609, 610, 612, 613, 614, 615 et 625 jusqu'à la ligne séparant la concession St-Charles du rang sud-ouest de la rivière Murray; ladite ligne séparant la concession St-Charles et le rang sud-ouest de la rivière Murray et, enfin, la ligne séparant le rang sud-ouest de la rivière Murray et la concession du ruisseau des Frênes jusqu'au point de départ;
soit érigé en une municipalité de ville sous le nom de « ville de Clermont »;

QUE le conseil municipal de cette ville soit composé d'un maire et de six échevins et qu'elle ne comprenne qu'un seul quartier;

QUE l'endroit de la première session générale du conseil de cette municipalité soit le même que celui où se tiennent généralement les assemblées du conseil de la corporation municipale du village de Clermont, comté de Charlevoix-Est.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce sixième jour de juin en l'année mil neuf cent soixante-sept de l'ère chrétienne et de Notre Règne la seizième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

Avis de l'octroi des lettres patentes ci-dessus est donné conformément aux dispositions de l'article 15 de la Loi des cités et villes (S.R.Q., 1964, chapitre 193).

Le Sous-ministre des Affaires municipales,
20271-o JEAN-LOUIS DOUCET, C.R.

247 of the official cadastre of the parish of La Malbaie, thence, in reference to the aforesaid official cadastre of the parish of La Malbaie, the said prolongation and the said northeast line of lot 247; a broken line limiting to the northwest of Fraserville Range up to the separative line of lots 270 and 271; the separative lines of lots 270 and 271, lots 400 and 402 and the prolongation of this latter one up to the median line of Malbaie River; the median line of the said river flowing down its course up to the prolongation of the separative line of lots 606 and 607; the said prolongation and the said separative line of lots 606 and 607; a broken line separating lot 580 from lots 607, 609, 610, 612, 613, 614, 615 and 625 up to the separative line of the St-Charles Concession from the southwest range of Murray River; the said line separating the St-Charles Concession and the southwest range of the Murray River and, finally, the line separating the southwest range of Murray River and the concession of des Frênes Stream up to the point of departure;
be erected into a town municipality under the name of "town of Clermont";

THAT the municipal Council of this town be composed of one mayor and six aldermen and that it comprise only one ward;

THAT the first general meeting of the Council of this municipality be held where the meetings of the Council of the municipal corporation of the village of Clermont, county of Charlevoix-East, were generally held.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved, the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this sixth day of June, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and sixty-seven and in the sixteenth year of Our Reign.

By command,

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

Notice of the granting of the above letters patent is given pursuant to the provisions of section 15 of the Cities and Towns Act (R.S.Q., 1964, chapter 193).

JEAN-LOUIS DOUCET, Q.C.,
20271 *Deputy Minister of Municipal Affairs.*

Ville de L'Épiphanie

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Town of L'Épiphanie

Canada,
Province of Quebec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE-SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the faith.

To all those to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Lettres patentes

ATTENDU QUE, sous l'autorité de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1964, chapitre 193), le conseil municipal du village de L'Épiphanie, dans le comté de L'Assomption, régi par le Code municipal de la province de Québec, Nous a présenté, conformément à une résolution adoptée à sa session du 1er février 1966, une requête demandant que le territoire de ladite municipalité du village de L'Épiphanie, tel que décrit dans la description officielle du ministère des Terres et Forêts, en date du 22 novembre 1966, soit érigé en une municipalité de ville, comprenant un seul quartier représenté par un maire et six échevins;

ATTENDU QU'en vertu des dispositions de l'article 12 de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1964, chapitre 193), le lieutenant-gouverneur en conseil peut ériger, par lettres patentes, le territoire d'une municipalité régie par le Code municipal de la province de Québec en municipalité de ville, s'il contient une population d'au moins deux mille âmes;

ATTENDU QUE la population de la municipalité du village de L'Épiphanie est de deux mille six cent cinquante-cinq âmes;

ATTENDU QU'il y a lieu de faire droit à cette requête du conseil municipal du village de L'Épiphanie.

À CES CAUSES, Sachez que du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 1437, en date du 23 mai 1967, et conformément aux dispositions de la Loi des cités et villes, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons:

QUE le territoire suivant, à savoir:

Le territoire actuel de la municipalité du village de L'Épiphanie, comté de L'Assomption, comprenant, en référence au cadastre officiel de la paroisse de L'Épiphanie, les lots ou parties de lots et leurs subdivisions présentes et futures, chemins, routes, emprises de chemin de fer, îles, cours d'eau ou parties d'iceux, le tout renfermé dans le périmètre ci-après décrit, à savoir:

Partant du point d'intersection de la ligne sud-est du lot 1 avec la rive sud-ouest de la rivière Achigan; de là, successivement, les lignes et démarcations suivantes: partie de ladite ligne sud-est du lot 1, jusqu'à un point sur ladite ligne à une distance de 3 arpents mesurée en allant vers le nord-est le long de la susdite ligne à partir de sa rencontre avec la ligne séparant la seigneurie de St-Sulpice du fief Bayeul; une ligne parallèle à la ligne séparant la seigneurie de St-Sulpice et le fief Bayeul à ladite distance de 3 arpents à travers les lots 1 et 2 et son prolongement jusqu'à la ligne centrale de la rivière Achigan; la ligne centrale de ladite rivière en remontant son cours et en passant au sud-ouest d'une île faisant partie du lot 184 et au sud-est et sud des îles portant les numéros cadastraux 161, 162 et 163 et se continuant jusqu'au prolongement d'une ligne dans le lot 144 parallèle à la ligne nord-est dudit lot 144 à une distance perpendiculaire de 12.78 pieds anglais; ledit prolongement et ladite ligne parallèle jusqu'au côté nord-ouest de la rue Principale; ledit côté nord-ouest de la rue Principale en allant vers le nord-est, jusqu'à la ligne séparant le lot 145 des lots 248 et 249; partie de ladite ligne séparative en allant vers le nord-ouest sur une longueur de 1,997.44 pieds anglais; une ligne faisant un angle intérieur de 90° 35′ avec la précédente à travers les lots 249 à 254 inclusivement et la route José-Jacques;

Letters Patent

WHEREAS under the authority of the Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1964, chapter 193), the municipal Council of the Village of L'Épiphanie, in the county of l'Assomption, governed by the municipal Code of the Province of Quebec, has presented to us, pursuant to a resolution adopted at its meeting on February 1, 1966, a petition asking that the territory of the said municipality of the Village of L'Épiphanie, such as described in the official description of the Department of Lands and Forests, dated November 22, 1966, be erected into a town municipality, comprised of only one ward represented by a mayor and six aldermen;

WHEREAS pursuant to the provisions of section 12 of the Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1964, chapter 193), the Lieutenant-Governor in Council may erect, by letters patent, the territory of a municipality governed by the municipal Code of the Province of Quebec, into a town municipality, if it has a population of at least two thousand souls;

WHEREAS the population of the municipality of the village of L'Épiphanie is two thousand six hundred and fifty-five souls:

WHEREAS it is expedient to grant this request of the municipal council of the Village of L'Épiphanie.

THEREFORE, know ye that with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 1437, dated May 23, 1967, and pursuant to the provisions of the Cities and Towns Act, We have decreed and ordered and, by the presents, decree and order:

THAT the following territory, to wit:

The actual territory of the municipality of the village of L'Épiphanie, county of L'Assomption, including, in reference to the official cadastre of the parish of L'Épighanie, the lots or parts of lots and their subdivisions, present and future, roads, routes, railroad right of ways, islands, water courses or parts of these, the whole enclosed in the perimeter hereafter described, to wit:

Starting from the intersection point of the southeast line of lot 1 with the southwest shore of Achigan River; thence, successively, the following lines and demarcations: part of the said southeast line of lot 1, up to a point on the said line at a distance of 3 arpents measured along the north-east along the above-mentioned line starting from its meeting with the line separating the Seigniorial of St-Sulpice from Bayeul Fief; a line parallel to the line separating the Seigniorial of St-Sulpice and the Bayeul Fief at the said distance of 3 arpents across lots 1 and 2 and its prolongation up to the central line of Achigan River; the central line of the said river flowing up its course and passing on the southwest of an island being part of lot 184 and on the southeast and south of the islands bearing cadastral numbers 161, 162 and 163 and continuing to the prolongation of a line on lot 144 parallel to the northeast line of said lot 144 at a perpendicular distance of 12.78 English feet; the said prolongation and the said line parallel up to the northwest side of Pirincipale Street; the said northwest side of Principale Street, going to the northeast, up to the line separating lot 145 from lots 248 and 249; part of the said separative line and going to the northwest on a length of 1,997.44 English feet, a line making an interior angle of 90°35′ with the preceding one across lots 249 to 254 inclusively and Route José-

la ligne nord-est du lot 254, cette ligne faisant le côté sud-ouest d'une route, sur une longueur approximative de 959.13 pieds anglais soit jusqu'à une autre ligne perpendiculaire à ladite ligne nord-est du lot 254 et originant en un point sur la ligne nord-est du lot 258 à une distance de 3,498.86 pieds anglais à partir du point d'intersection de cette dernière ligne nord-est avec la rive nord-ouest de la rivière Achigan; ladite ligne perpendiculaire à travers une route et les lots 255, 256, 257 et 258; la ligne nord-est du lot 258 en allant vers le sud-est sur la longueur de 3,498.86 pieds anglais, cette ligne traversant l'emprise d'un chemin de fer (lot 465), la rue de la Station et se prolongeant jusqu'à la ligne centrale de la rivière Achigan; la ligne centrale de ladite rivière en descendant son cours jusqu'au prolongement de la ligne sud-est du lot 1 et, enfin, ledit prolongement jusqu'au point de départ;
soit érigé en une municipalité de ville, sous le nom de « ville de L'Épiphanie »;

QUE le conseil municipal de cette ville soit composé d'un maire et de six échevins et qu'elle ne comprenne qu'un seul quartier;

QUE l'endroit de la première session générale du conseil de cette municipalité soit le même que celui où se tiennent généralement les assemblées du conseil de la corporation municipale du village de L'Épiphanie.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce sixième jour de juin en l'année mil neuf cent soixante-sept de l'ère chrétienne et de Notre Règne le seizième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

Avis de l'octroi des lettres patentes ci-dessus est donné conformément aux dispositions de l'article 15 de la Loi des cités et villes (S.R.Q., 1964, chapitre 193).

Le Sous-ministre des Affaires municipales,
20271-o JEAN-LOUIS DOUCET, C.R.

Ville de Clermont

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Lettres patentes

ATTENDU QUE sous l'autorité de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1964, chapitre 193), le conseil municipal du village de Saint-

Jacques; the northeast line of lot 254, this line making the southwest side of a route, by a length of approximatively 959.13 English feet being up to another perpendicular line to the said northeast line of lot 254 and originating at a point on the northeast line of lot 258 at a distance of 3,498.86 English feet starting from the intersection point of this latter northeast line with the northwest shore of Achigan River; the said line perpendicular across a route and lots 255, 256, 257 and 258; the northeast line of lot 258 going to the southeast on a length of 3,498.86 English feet, this line crossing the railroad right of way (lot 465), Station Street and prolongation to the central line of Achigan River; the central line of the said river flowing down its course up to the prolongation of the southeast line of lot 1 and, finally, the said prolongation up to the point of departure;
be erected into a town municipality, under the name of "Town of L'Épiphanie";

THAT the municipal Council of this town be composed of a mayor and six aldermen, and that it comprise only one ward;

THAT the first general meeting of the Council of this municipality be held where the meetings of the Council of the municipal corporation of the Village of L'Épiphanie were generally held.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved, the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this sixth day of June, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and sixty-seven and in the sixteenth year of Our Reign.

By command,

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

Notice of the granting of the above letters patent is given pursuant to the provisions of section 15 of the Cities and Towns Act (R.S.Q., 1964, chapter 193).

JEAN-LOUIS DOUCET, Q.C.,
20271-o *Deputy Minister of Mudicipal Affairs.*

Town of Clermont

Canada,
Province of Quebec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the faith.

To all those to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Letters Patent

WHEREAS under the authority of the Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1964, chapter 193), the municipal Council of the village of

Antoine-des-Laurentides, dans le comté de Terrebonne, régi par le Code municipal de la province de Québec, Nous a présenté, conformément à une résolution adoptée à sa session du 4 juillet 1966, une requête demandant que le territoire de ladite municipalité du village de Saint-Antoine-des-Laurentides, tel que décrit dans la description officielle du ministère des Terres et Forêts, en date du 19 avril 1967, soit érigé en une municipalité de ville, comprenant un seul quartier représenté par un maire et six échevins;

ATTENDU QU'en vertu des dispositions de l'article 12 de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1964, chapitre 193), le lieutenant-gouverneur en conseil peut ériger, par lettres patentes, le territoire d'une municipalité régie par le Code municipal de la province de Québec en municipalité de ville, s'il contient une population d'au moins deux mille âmes;

ATTENDU QUE la population de la municipalité du village de Saint-Antoine-des-Laurentides est de trois mille huit cent quatre-vingt-onze âmes;

ATTENDU QU'il y a lieu de faire droit à cette requête du conseil municipal du village de Saint-Antoine-des-Laurentides.

À CES CAUSES, Sachez que du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 1441, en date du 23 mai 1967, et conformément aux dispositions de la Loi des cités et villes, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons:

QUE le territoire suivant, à savoir:

Le territoire actuel de la municipalité du village de Saint-Antoine-des-Laurentides, comté municipal de Terrebonne, comprenant, en référence au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Jérôme, les lots ou parties de lots et leurs subdivisions présentes et futures, ainsi que les chemins, rues, routes, emprises de chemin de fer, cours d'eau ou parties d'iceux, le tout renfermé dans les limites du territoire ci-après décrites, à savoir:

Partant du sommet de l'angle nord du lot 163; de là, successivement, les lignes et démarcations suivantes: la ligne nord-est du lot 163; le côté nord-ouest de la route No 41 en allant vers le sud-ouest jusqu'au prolongement de la ligne séparative des lots 153 et 154; ledit prolongement et partie de ladite ligne séparative de lots jusqu'au côté nord-ouest de l'emprise de la voie désaffectée du chemin de fer Canadien National; ledit côté nord-ouest de ladite emprise jusqu'à la ligne séparative des lots 150 et 151; ladite ligne séparative des lots 150 et 151 jusqu'à un point à une distance de deux cents pieds (200′) du côté sud-est de la route No 41; une ligne parallèle audit côté sud-est de ladite route sur toute la largeur du lot 150; la ligne séparative des lots 149 et 150 en allant vers l'est jusqu'au côté nord-ouest de l'emprise de la voie désaffectée du chemin de fer Canadien National; le côté nord-ouest de ladite emprise en allant vers le sud-ouest, jusqu'à la ligne séparative des lots 141 et 189; partie de la ligne séparative des lots 141 et 189 en allant vers le sud-est et son prolongement jusqu'à la ligne médiane de la rivière St-Antoine; la ligne médiane de ladite rivière en llant vers l'ouest jusqu'au prolongement de la ligne nord-est du lot 135; ledit prolongement et la ligne nord-est des lots 135 et 136; la ligne sud-est des lots 135, 127, 126, 121, 120, 119, 118, 117 et 116; une ligne brisée séparant le lot 115 des lots 89 et 90; la ligne sud-est des lots 114, 113 et

Saint-Antoine-des-Laurentides, in the county of Terrebonne, governed by the Municipal Code of the Province of Quebec, presented to Us, pursuant to a resolution adopted at its meeting on July 4, 1966, a petition requesting that the territory of the said municipality of the village of Saint-Antoine-des-Laurentides, as described in the official description of the Department of Lands and Forests, dated April 19, 1967, be erected into a town municipality, comprising only one ward, represented by a mayor and six aldermen;

WHEREAS pursuant to the provisions of section 12 of the Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1964, chapter 193), the Lieutenant-Governor in Council may erect, by letters patent, the territory of a municipality governed by the Municipal Code of the Province of Quebec into a town municipality if it has a population of at least two thousand souls;

WHEREAS the population of the municipality of the village of Saint-Antoine-des-Laurentides is three thousand eight hundred and ninety-one souls;

WHEREAS it is expedient to accede to this petition of the Municipal Council of the village of Saint-Antoine-des-Laurentides.

THEREFORE, Know Ye that with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 1441, dated May 23, 1967, and pursuant to the provisions of the Cities and Towns Act, We have decreed and ordered, and do hereby decree and order:

THAT the following territory, to wit:

The present territory of the municipality of the village of Saint-Antoine-des-Laurentides, municipal county of Terrebonne, comprising, in reference to the official cadaster of the parish of Saint-Jérôme, the lots or parts of lots and their present and future subdivisions, as well as the roads, streets, highways, railroad right of ways, watercourses or parts of the same, all enclosed within the boundaries of the territory hereinafter described, to wit:

Starting at the north corner of lot 163; thence, successively, the following lines and demarcations: the northeast line of lot 163; the northwest side of route No. 41 going towards the southwest to the extension of the line separating lots 153 and 154; the said extension and part of the said line separating the lots to the northwest side of the Canadian National Railway right of way which has been put to another use; the said northwest side of the said right of way to the line separating lots 150 and 151; the said line separating lots 150 and 151 as far as a point at a distance of two hundred feet (200′) from the southeast side of route No. 41; a line parallel to the southeast side of the said highway on all the width of lot 150; the line separating lots 149 and 150 going towards the east to the northwest side of the Canadian National Railways right of way which has been put to another use; the northwest side of the said right of way going towards the southwest to the line separating lots 141 and 189; part of the line separating lots 141 and 189 going towards the southeast and its extension to the center-line of the St-Antoine River; the center-line of the said river going towards the west to the extension of the northeast line of lot 135; the said extension and the northeast line of lots 135 and 136; the southeast line of lots 135, 127, 126, 121, 120, 119, 118, 117 and 116; a broken line separating lot 115 from lots 89 and 90; the southeast line of lots 114, 113

112; la ligne sud-ouest du lot 112 et son prolongement jusqu'au centre de la rivière du Nord; la ligne médiane de la rivière du Nord en remontant son cours et en passant à l'est d'une île (lot 652), jusqu'au prolongement de la ligne ouest du lot 194; ledit prolongement et la ligne ouest des lots 194, 195, 196 et partie de la ligne ouest du lot 197 jusqu'au côté nord-est de la rue St-Jovite; le côté nord-est de la rue St-Jovite en allant vers le sud-est jusqu'au côté nord-ouest de la voie d'évitement de la compagnie Canadien du Pacifique; ledit côté nord-ouest de ladite voie en allant vers le nord-est et en suivant une courbe déviant par la gauche jusqu'au côté nord-ouest du lot 653 (emprise de chemin de fer); le côté nord-ouest dudit lot 653 jusqu'au côté nord-est du susdit lot; le côté nord-est du lot 653 sur une longueur approximative de 559 pieds soit jusqu'au côté sud-est du Premier Boulevard; les côtés sud-est et est du Premier Boulevard jusqu'au coin nord-est du lot de subdivision 203-29; la ligne nord du lot de subdivision 203-1 et du lot 203 prolongée jusqu'au centre du ruisseau des Prairies; la ligne médiane dudit ruisseau jusqu'au prolongement de la ligne sud-ouest du lot 182; ledit prolongement et la ligne sud-ouest dudit lot 182 en allant vers le nord-ouest; la ligne nord-ouest du même lot; la ligne sud-ouest du lot 181 en allant vers le nord-ouest; une ligne brisée limitant au nord et à l'ouest les lots 181 et 180; la ligne sud-ouest du lot 179 en allant vers le nord-ouest; la ligne nord-ouest et la ligne nord-est du lot 179 jusqu'au coin ouest du lot 177; une ligne irrégulière limitant vers le nord-ouest le lot 177 jusqu'à la ligne sud-ouest du lot 204; une ligne brisée séparant les lots 204, 205, 206, 207 et 208 des lots 177, 172, 171, 170, 169, 167, 166, 165 et 164 et, enfin, la ligne nord des lots 164 et 163 jusqu'au point de départ;

soit érigé en une municipalité de ville, sous le nom de « ville de Saint-Antoine »;

QUE le conseil municipal de cette ville soit composé d'un maire et de six échevins et qu'elle ne comprenne qu'un seul quartier;

QUE l'endroit de la première session générale du conseil de cette municipalité soit le même que celui où se tienne généralement les assemblées du conseil de la corporation municipale du village de Saint-Antoine-des-Laurentides, comté de Terrebonne.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce sixième jour de juin en l'année mil neuf cent soixante-sept de l'ère chrétienne et de Notre Règne la seizième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

Avis de l'octroi des lettres patentes ci-dessus est donné conformément aux dispositions de l'article 15 de la Loi des cités et villes (S.R.Q., 1964, chapitre 193).

Le Sous-ministre des Affaires municipales,
20271-o JEAN-LOUIS DOUCET, C.R.

and 112; the southwest line of lot 112 and its extension to the center-line of Rivière du Nord; the center-line of Rivière du Nord flowing back along its course and passing to the east of an island (lot 652) to the extension of the west line of lot 194; the said extension and the west line of lots 194, 195, 196 and part of the west line of lot 197 to the northeast side of St-Jovite St.; the northeast side of St-Jovite St. going towards the southeast to the northwest side of the Canadian Pacific siding; the said northwest side of the said siding going towards the northeast, following a curve turning to the left to the northwest side of lot 653 (railroad right of way); the northwest side of said lot 653 to the northeast side of the above-mentioned lot; the northeast side of lot 653 to a distance of approximately 559 feet, that is, to the southeast side of Premier Blvd.; the southeast and east sides of Premier Blvd. to the northeast corner of subdivision lot 203-29; the north line of subdivision lot 203-1 and of lot 203 extended to the center-line of des Prairies brook; the center-line of the said brook to the extension of the southwest line of lot 182; the said extension and the southwest line of said lot 182 going towards the northwest; the northwest line of the same lot; the southwest line of lot 181 going towards the northwest; a broken line bordering on the north and on the west on lots 181 and 180; the southwest line of lot 179 going towards the northwest; the northwest line and the northeast line of lot 179 to the west corner of lot 177; an irregular line bordering on the northwest on lot 177 to the southwest line of lot 204; a broken line separating lots 204, 205, 206, 207 and 208 from lots 177, 172, 171, 170, 169, 167, 166, 165, 164, and, finally, the north line of lots 164 and 163 to the starting point;

be erected into a town municipality, under the name of "Town of Saint-Antoine";

THAT the Municipal Council of this town be composed of a mayor and six aldermen, and that it include only one ward;

THAT the first general meeting of the Council of this municipality be held where the meetings of the Council of the municipal corporation of the village of Saint-Antoine-des-Laurentides, county of Terrebonne are generally held.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our city of Quebec, in Our Province of Quebec, this sixth day of June, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and sixty-seven and in the sixteenth year of Our Reign.

By command,

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

Notice of the granting of the above letters patent is given pursuant to the provisions of section 15 of the Cities and Towns Act (R.S.Q., 1964, chapter 193).

JEAN-LOUIS DOUCET, Q.C.,
20271 *Deputy Minister of Municipal Affairs.*

Ministère de l'Éducation

Low

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil numéro 1558, en date du 14 juin 1967, de changer le nom de la municipalité scolaire de Lowe-Sud, dans le comté de Gatineau, en celui de Low, dans le comté de Gatineau.

Ce changement prend effet huit jours après la publication de cet arrêté en conseil dans la *Gazette officielle de Québec*.

Québec, le 22 juin 1967.

Le Ministre de l'Éducation,
JEAN-JACQUES BERTRAND.

20292-o 128-67

Pabos

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil numéro 1692, en date du 22 juin 1967, d'annexer le territoire ci-dessous décrit non encore organisé au point de vue scolaire à la municipalité scolaire de Pabos, dans le comté de Gaspé-Sud.

Le lot 1 à la Rivière Petit Pabos des rangs III, IV, V et VI du cadastre officiel de la Seigneurie de Pabos.

Ce changement prend effet 15 jours après la date du présent arrêté en conseil.

Québec, le 27 juin 1967.

Le Ministre de l'Éducation,
JEAN-JACQUES BERTRAND.

20292-o 1003-67

Commission scolaire régionale Provencher

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil numéro 1692, en date du 22 juin 1967, d'admettre la commission scolaire de Saint-Jacques-de-Parisville, comté de Lotbinière, dans la commission scolaire régionale Provencher.

Ce changement prend effet à compter du premier juillet 1967.

Québec, le 27 juin 1967.

Le Ministre de l'Éducation,
JEAN-JACQUES BERTRAND.

20292-o 481(2)-61

Saint-Jérôme

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil numéro 1692, en date du 22 juin 1967, de changer le nom de la municipalité scolaire de la cité de Saint-Jérôme, dans le comté de Terrebonne, en celui de Saint-Jérôme, dans le comté de Terrebonne.

Ce changement prend effet 8 jours après la publication de cet arrêté en conseil dans la *Gazette officielle de Québec*.

Québec, le 27 juin 1967.

Le Ministre de l'Éducation,
JEAN-JACQUES BERTRAND.

20292-o 117-67

Commission scolaire régionale Duvernay

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil numéro 1692, en date du 22 juin 1967, d'admettre la commission scolaire de Saint-Joachim, comté de l'Assomption, dans la commission scolaire régionale Duvernay.

Ce changement prend effet à compter du premier juillet 1967.

Québec, le 27 juin 1967.

Le Ministre de l'Éducation,
JEAN-JACQUES BERTRAND.

20292-o 1950-60

Department of Education

Low

The Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council number 1558, dated June 14, 1967, to change the name of the school municipality of Lowe-South, in the county of Gatineau, into that of Low, in the county of Gatineau.

This change takes effect eight days after the publication of this Order in Council in the *Quebec Official Gazette*.

Quebec, June 22, 1967.

JEAN-JACQUES BERTRAND,
Minister of Education.

20292 128-67

Pabos

The Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council number 1692, dated June 22, 1967, to annex the territory hereunder described not yet organized in a school point of view to the School Municipality of Pabos, in the county of Gaspé-South.

Lot 1 at Petit Pabos River of ranges III, IV, V and VI of the official cadaster of the Seigniory of Pabos.

This change takes effect 15 days after the date of the present Order in Council.

Quebec, June 27, 1967.

JEAN-JACQUES BERTRAND,
Minister of Education.

20292 1003-67

Provencher Regional School Board

The Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council number 1692, dated June 22, 1967, to admit the School Commission of Saint-Jacques-de-Parisville, county of Lotbinière, into the Provencher Regional School Commission.

This change takes effect from and after the first of July, 1967.

Quebec, June 27, 1967.

JEAN-JACQUES BERTRAND,
Minister of Education.

20292 481(2)-61

Saint-Jérôme

The Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council number 1692, dated June 22, 1967, to change the name of the School Municipality of the city of Saint-Jérôme, in the county of Terrebonne, to that of Saint-Jérôme, in the county of Terrebonne.

This charge takes effect 8 days after the publication of this Order in Council in the *Quebec Official Gazette*.

Quebec, June 27, 1967.

JEAN-JACQUES BERTRAND,
Minister of Education.

20292 117-67

Duvernay Regional School Board

The Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council number 1692, dated June 22, 1967, to admit the school commission of Saint-Joachim, county of l'Assomption, into the regional school board of Duvernay.

This change takes effect from and after July 1, 1967.

Quebec, June 27, 1967.

JEAN-JACQUES BERTRAND,
Minister of Education.

20292 1950-60

Grand'Mère

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil numéro 1692, en date du 22 juin 1967, d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de Saint-Georges-de-Champlain, dans le comté de Laviolette, au territoire sous la juridiction des commissaires d'écoles de Grand' Mère.

Ce changement prend effet à compter du premier juillet 1967.

Québec, le 27 juin 1967.

Le Ministre de l'Éducation,
JEAN-JACQUES BERTRAND.

20292-o 663-61

Grand'Mère

The Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council number 1692, dated June 22, 1967, to annex the actual territory of the school municipality of Saint-Georges-de-Champlain, in the county of Laviolette, to the territory under the jurisdiction of the school commissioners of Grand'Mère.

This change takes effect from and after July 1, 1967.

Quebec, June 27, 1967.

JEAN-JACQUES BERTRAND,
Minister of Education.

20292 663-61

Ministère des Finances
Assurances

Skandinavia Insurance Company Limited Forsikrings – Aktieselskabet « Skandinavia »

Avis d'annulation de permis et de certificat d'enregistrement

Attendu que « Skandinavia Insurance Company Limited — Forsikrings - Aktieselskabet « Skandinavia », dont le siège social est situé à Copenhague, Danemark, laquelle compagnie était dûment autorisée à faire affaires dans la province de Québec, a réassuré toutes ses affaires dans la province de Québec avec « The Nordisk Reinsurance Company Limited », dont le siège social est situé à Copenhague, Danemark, en vertu d'un contrat de réassurance intervenu entre ces deux compagnies le 31 décembre 1966;

Attendu que « The Nordisk Reinsurance Company Limited » est dûment autorisée à faire affaires dans la province de Québec;

Attendu que « Skandinavia Insurance Company Limited — Forsikrings - Aktieselskabet « Skandinavia » s'est conformée aux dispositions de l'article 103 de la Loi des assurances;

En conséquence, avis est par les présentes donné que le permis et le certificat d'enregistrement de « Skandinavia Insurance Company Limited — Forsikrings - Aktieselskabet « Skandinavia » sont annulés à compter du 30 juin 1967.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 23 juin 1967.

Pour le Ministre des finances de la province,
Le Surintendant des assurances,
20174-25-2-o ROGER-A. CAMARAIRE.

La Compagnie d'Assurance Mutuelle de la Municipalité de la Paroisse de Saint-Denis, comté de Kamouraska

Avis d'annulation de permis et d'enregistrement

Attendu que « La Compagnie d'Assurance Mutuelle de la Municipalité de la Paroisse de Saint-Denis, comté de Kamouraska », a été formée par un règlement du Conseil Municipal, adopté le 9 janvier 1940;

Attendu que le Conseil Municipal a adopté à une séance spéciale tenue le 7 novembre 1966, un règlement abrogeant le règlement qui avait formé ladite compagnie, à laquelle les membres présents de la compagnie ont donné leur approbation;

Attendu que le maire et le secrétaire-trésorier de ladite municipalité ont produit au Service

Department of Finance
Insurance

Skandinavia Insurance Company Limited Forsikrings – Aktieselskabet "Skandinavia"

Notice of Cancellation of License and Certificate of Registration

Whereas "Skandinavia Insurance Company Limited — Forsikrings - Aktieselskabet "Skandinavia", whose head office is situated in Copenhagen, Denmark, which company was duly authorized to do business in the Province of Quebec, has reinsured all its business in the Province of Quebec with "The Nordisk Reinsurance Company Limited", whose head office is situated in Copenhagen, Denmark, according to a reinsurance agreement entered into by these two companies on the 31st of December 1966;

Whereas "The Nordisk Reinsurance Company Limited" is duly authorized to do business in the Province of Quebec;

Whereas "Skandinavia Insurance Company Limited — Forsikrings - Aktieselskabet "Skandinavia" has complied with the provisions of section 103 of the Quebec Insurance Act;

Consequently, notice is hereby given that the license and certificate of registration of "Skandinavia Insurance Company Limited — Forsikrings - Aktieselskabet "Skandinavia", are cancelled as from the 30th of June 1967.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the 23rd of 1967.

For the Minister of Finance of the Province,
ROGER-A. CAMARAIRE,
20174-25-2-o *Superintendent of Insurance.*

La Compagnie d'Assurance Mutuelle de la Municipalité de la Paroisse de Saint-Denis, county of Kamouraska

Notice of Cancellation of License and Registration

Whereas "La Compagnie d'Assurance Mutuelle de la Municipalité de la Paroisse de Saint-Denis, county of Kamouraska", has been incorporated by a Municipal Council By-law on the 0th of January 1940;

Whereas the Municipal Council has adopted at a general meeting held on the 7th of November 1966, a By-law to the effect of repealing the By-law having incorporated the said company to which present members of the company have given their approbation;

Whereas the mayor and the secretary-treasurer of the said Municipality have filed, on the 13th

des assurances, le 13 juin 1967, une déclaration assermentée à l'effet que la compagnie a annulé toutes ses polices, payé toutes ses dettes et distribué son surplus;

En conséquence, avis est par les présentes donné que les permis et certificat d'enregistrement de « La Compagnie d'Assurance Mutuelle de la Municipalité de la Paroisse de Saint-Denis, comté de Kamouraska », sont annulés à compter du 21 juin 1967.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 21 juin 1967.

Pour le Ministre des finances
de la province,
Le Surintendant des assurances,
20264-26-2-o ROGER-A. CAMARAIRE.

of June 1967, with the Insurance Branch, a sworn declaration to the effect that the company had cancelled all its policies, discharged all its debts and distributed its surplus;

Therefore, notice is hereby given that the license and registration of "La Compagnie d'Assurance Mutuelle de la Municipalité de la Paroisse de Saint-Denis, county of Kamouraska" are cancelled as from the 21st of June 1967.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the 21st of June 1967.

For the Minister of Finance
of the Province,
ROGER-A. CAMARAIRE,
20264-26-2-o *Superintendent of Insurance.*

Ministère de l'Industrie et du Commerce

Department of Industry and Commerce

Loi sur les pêcheries

Règlement de pêche du Québec

Avis de pêche aux coques

Vu la décision du Ministre de la Santé Nationale et du Bien-Être Social à l'effet que les coques des régions coquillères situées le long des côtes et des eaux:

G-24.2 région incluant le barachois de Douglastown

ne sont plus toxiques à un point qui les rend dangereuses pour la consommation *à l'état cru.*

À ces causes et conformément à l'article 6, paragraphe 1, du règlement de pêche du Québec, par les présentes, il plaît au Ministre d'ouvrir lesdites régions à la pêche et de permettre à quiconque de pêcher, de prendre ou d'avoir en sa possession des coques provenant desdites régions.

Québec, le 12 juin 1967.

Le Ministre de l'Industrie et Commerce,
20297-o MAURICE BELLEMARE.

Fisheries Act

Quebec Fishery Regulation

Notice of Clam Fishing

In view of the decisionr endered by the Minister of National Health and Welfare to the effect that clams in shellfish areas situated along the shores and waters:

G-24.2 region including the "barachois" of Douglastown

are no longer toxic to a degree unsafe for use *as a raw food.*

Therefore, pursuant to section 6, paragraph 1 of the Quebec Fishery Regulation, the Minister hereby opens the said areas to fishing, and permits whosoever to fish, to take or to have in his possession clams from the said areas.

Quebec, June 12, 1967.

MAURICE BELLEMARE,
20297 *Minister of Industry and Commerce.*

Loi sur les pêcheries

Règlement de pêche du Québec

Avis de pêche aux coques

Vu la décision du Ministre de la Santé Nationale et du Bien-Être Social à l'effet que les coques des régions coquillères situées le long des côtes et des eaux:

N-4.2 région s'étendant de Pointe Orient (en ligne avec le pont de Rivière Laval) – pont de la Rivière Blanche,

N-4.3 région s'étendant du pont de la Rivière Blanche – pont de la Rivière Colombier,

ne sont plus toxiques à un point qui les rend dangereuses pour la consommation *à l'état cru.*

À ces causes et conformément à l'article 6, paragraphe 1, du règlement de pêche du Québec, par les présentes, il plaît au Ministre d'ouvrir lesdites régions à la pêche et de permettre à quiconque de pêcher, de prendre ou d'avoir en sa possession des coques provenant desdites régions.

Québec, le 16 juin 1967.

Le Ministre de l'Industrie et Commerce,
20297-o MAURICE BELLEMARE.

Fisheries Act

Quebec Fishery Regulation

Notice of Clam Fishing

In view of the decision rendered by the Minister of National Health and Welfare to the effect that clams in shellfish areas situated along the shores and waters:

N-4.2 region extending from Pointe Orient (in line with the Bridge of Laval River) bridge of Blanche River.

N-4.3 region extending from the bridge of Blanche River – bridge of Colombier River,

are not longer toxic to a degree unsafe for use *as a raw food.*

Therefore, pursuant to section 6, paragraph 1, of the Quebec Fishery Regulation, the Minister hereby opens the said areas to fishing, and permits whosoever to fish, to take or to have in his possession clams from the said areas.

Quebec, June 16, 1967.

MAURICE BELLEMARE,
20297 *Minister of Industry and Commerce.*

Ministère de la Voirie

Avis

L'ancien chemin du Milieu d'une longueur de 710 pieds, au nord du nouveau chemin, vis-à-vis des jots Nos P. 47 et P. 50, dans la municipalité de la paroisse de St-Marc, comté de Verchères, n'est plus entretenu par le ministère de la Voirie.

Québec, 16 juin 1967.

Le Ministre de la Voirie,
FERNAND-J. LAFONTAINE.

20298-o

Department of Roads

Notice

Former Milieu Road of a length of 710 feet, on the north of the new road, facing lot Nos. P. 47 and P. 50, in the municipality of the parish of St-Marc, county of Verchères, is no longer upkept by the Department of Roads.

Quebec, June 16, 1967.

FERNAND-J. LAFONTAINE,
Minister of Roads.

20298

Nomination

Avis est donné qu'il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil de faire, par commission sous le grand sceau de la province, la nomination suivante:

Québec, le 19 mai 1967.

Dr André Poisson, médecin de Grand'Mère, coroner conjoint pour le district judiciaire de St-Maurice, à compter de la date de son assermentation.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20238-o 21-67

Appointment

Notice is hereby given that the Lieutenant-Governor in Council has been pleased to make, by Commission under the Great Seal of the Province, the following appointment:

Quebec, May 19, 1967.

Dr. André Poisson, doctor of Grand'Mère, joint coroner for the judicial district of St-Maurice, from and after the date of his swearing in.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20238 21-67

Soumissions

La Municipalité scolaire protestante de Richelieu-Valley

Comté de Chambly-Verchères

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné, D. H. Symonds, secrétaire-trésorier, jusqu'à 7 heures p.m., La Municipalité des écoles protestantes de Richelieu-Valley, 248, boulevard Laurier, Beloeil, P.Q., et par après jusqu'à 8 heures p.m., École intermédiaire de Mont Bruno, 20, Des Peupliers, St-Bruno-de-Montarville, comté de Chambly, P.Q., lundi, 17 juillet 1967, pour l'achat de $185,000 d'obligations de la municipalité des écoles protestantes de Richelieu-Valley, comté de Chambly-Verchères, datées du 1er août 1967, remboursables par séries du 1er août 1968 au 1er août 1987 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 6%, et non supérieur à 7%, payable semi-annuellement les 1er février et 1er août de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution en date du 15 juin 1956 — $31,000 — refinancement d'une émission d'obligation; 11 octobre 1966 — $154,000 — extension de l'école élémentaire Cedar Park.

Pour adjudication seulement, le calcul de l'intérêt sera fait à compter du 1er août 1967.

Tableau d'amortissement — $185,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er août 1968	x$45,000
1er août 1969	x 48,500
1er août 1970	5,500
1er août 1971	5,500
1er août 1972	5,500
1er août 1973	6,000
1er août 1974	6,000

Tenders

The Protestant School Municipality of Richelieu-Valley

County of Chambly-Verchères

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned D. H. Symonds, secretary-treasurer, until 7.00 o'clock p.m., The Protestant School Municipality of Richelieu-Valley, 248, Laurier Boulevard, Beloeil, P.Q., and thereafter until 8.00 o'clock p.m., Mount Bruno Intermediate School, 20, Des Peupliers, St-Bruno-de-Montarville, county of Chambly, P.Q., Monday, July 17th, 1967, for the purchase of an issue of $185,000. of bonds of the Protestant School Municipality of Richelieu-Valley, County of Chambly-Verchères, dated August 1st, 1967 and redeemable serially from August 1st, 1968 to August 1st, 1987 inclusively, with interest at a rate not less than 6%, nor more than 7%, payable semi-annually on February 1st and August 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Resolution dated June 15th, 1956 — $31,000 — re-financing of a bond issue; October 11th, 1966 — $154,000 — extension on the Cedar Park Elementary School.

For adjudication only, interest shall be calculated as from August 1st, 1967.

Table of redemption — $185,000 — 20 years

Year	*Capital*
August 1, 1968	x$45,000
August 1, 1969	x 48,500
August 1, 1970	5,500
August 1, 1971	5,500
August 1, 1972	5,500
August 1, 1973	6,000
August 1, 1974	6,000

1er août 1975	$ 7,000
1er août 1976	7,000
1er août 1977	3,000
1er août 1978	3,500
1er août 1979	3,500
1er août 1980	4,000
1er août 1981	4,000
1er août 1982	4,500
1er août 1983	4,500
1er août 1984	5,000
1er août 1985	5,500
1er août 1986	5,500
1er août 1987	6,000

Les « x » indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi de $93,333.34 accordé par le gouvernement provincial et payable en un versement de $46,666.66 et un versement de $46,666.68 pour les années 1968 et 1969, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à la succursale de St-Bruno.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue lundi, 17 juillet 1967, à 8 heures p.m., à l'école intermédiaire de Mont Bruno, 20, Des Peupliers, St-Bruno-de-Montarville, comté de Chambly, P.Q.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Beloeil, (Comté de Chambly-Verchères), ce 19 juin 1967.

Le Secrétaire-trésorier,
M. D. H. Symonds.

La Municipalité des écoles protestantes de Richelieu-Valley, 248, boulevard Laurier, Beloeil, P.Q.
Téléphone: 467-9753, code 514. 20263

August 1, 1975	$ 7,000
August 1, 1976	7,000
August 1, 1977	3,000
August 1, 1978	3,500
August 1, 1979	3,500
August 1, 1980	4,000
August 1, 1981	4,000
August 1, 1982	4,500
August 1, 1983	4,500
August 1, 1984	5,000
August 1, 1985	5,500
August 1, 1986	5,500
August 1, 1987	6,000

The "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of $93,333.34, granted by the Provincial Government and payable in one instalment of $46,666.66 and one instalment of $46,666.68, for the years 1968 and 1969, will be received and applied to the service of this loan.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered for ten-year short-term and fifteen year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tender agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at St-Bruno branch.

Principal and interest are payable at all branches, in the Province of Quebec, of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds shall not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether the interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Monday, July 17th, 1967, at 8:00 o'clock p.m., at Mount Bruno Intermediate School, 20, Des Peupliers, St-Bruno-de-Montarville, County of Chambly, P.Q.

The School Commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Beloeil, (County of Chambly-Verchères), June 19th, 1967.

The Secretary-Treasurer,
Mr. D. H. Symonds.

The Protestant School Municipality of Richelieu-Valley, 248, Laurier Blvd, Beloeil, P.Q.
Telephone: 467-9753, code 514. 20263-o

Commission scolaire catholique de Loretteville

Comté de Chauveau

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Raymond-Marie Tremblay, secrétaire-trésorier, École St-Felix, 184, rue Racine, C.P. 68, Loretteville, comté de Chauveau, P.Q., jusqu'à 7.30 heures du soir, lundi, le 17 juillet 1967, pour l'achat de $333,000 d'obligations de la commission scolaire catholique de Loretteville, comté de Chauveau, datées du 1er août 1967 et remboursables par séries du 1er août 1968 au 1er août 1977 inclusivement, avec intérêt à un

The Catholic School Commission of Loretteville

County of Chauveau

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Raymond-Marie Tremblay, secretary-treasurer, St-Felix School, 184 Racine Street, P.O. Box 68, Loretteville, county of Chauveau, P.Q., until 7:30 o'clock p.m., Monday, July 17, 1967, for the purchase of an issue of $333,000 of bonds for the Catholic School Commission of Loretteville, county of Chauveau, dated August 1, 1967, and redeemable serially from August 1, 1968 to August 1, 1977 inclusively, with interest at a rate not less than

taux non inférieur à 6%, ni supérieur à 7%, payable semi-annuellement les 1er février et 1er août de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution datée du 18 novembre 1966 — $333,000 — construction d'une école élémentaire de 10 classes.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er août 1967.

Tableau d'amortissement — $333,000 — 10 ans

Année		*Capital*
1er août 1968	x	$42,000
1er août 1969	x	45,000
1er août 1970	x	48,000
1er août 1971	x	52,000
1er août 1972	x	55,000
1er août 1973		16,000
1er août 1974		17,000
1er août 1975		18,000
1er août 1976		19,000
1er août 1977		21,000

Les « x » indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de $216,666.67 accordé par le gouvernement provincial et payable en 4 versements de $43,333.33 et 1 versement de $43,333.35, de 1968 à 1972 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

On est prié de noter que les soumissions sont demandées pour des obligations remboursables suivant le tableau ci-dessus seulement, et que les offres qui seront faites pour les obligations à courte échéance ne seront pas prises en considération.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Loretteville.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue lundi, le 17 juillet 1967, à 7.30 heures du soir, École St-Felix, 184, rue Racine, C.P. 68, Loretteville, comté de Chauveau, P.Q.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Loretteville, (Comté de Chauveau), ce 21 juin 1967.

Le Secrétaire-trésorier,
RAYMOND-MARIE TREMBLAY.
École St-Felix, 184, rue Racine, C.P. 68,
Loretteville, (Chauveau), P.Q.
Téléphone: 842-1948, code 418. 20293-o

6%, nor more than 7%, payable semi-annually on February 1st and August 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Resolution dated November 18, 1966 — $333,000 — construction of an elementary school of 10 classes.

For adjudication only, interest shall be calculated as from August 1, 1967.

Table of redemption — $333,000 — 10 years

Year		*Capital*
August 1, 1968	x	$42,000
August 1, 1969	x	45,000
August 1, 1970	x	48,000
August 1, 1971	x	52,000
August 1, 1972	x	55,000
August 1, 1973		16,000
August 1, 1974		17,000
August 1, 1975		18,000
August 1, 1976		19,000
August 1, 1977		21,000

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of $216,666.67 granted by the Provincial Government and payable in four instalments of $43,333.33 and 1 instalment of $43,333.35 from 1968 to 1972 inclusively, will be received and applied to the service of the said loan.

Please note that tenders are called for bonds redeemable according to the above table only, and that offers for short term bonds shall not be taken into cinsideration.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Loretteville.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank whose name is mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Monday, July 17, 1967, at 7:30 o'clock p.m., at St-Félix School, 184 Racine Street, P.O. Box 68, Loretteville, county of Chauveau, P.Q.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Loretteville, (County of Chauveau), June 21, 1967.

RAYMOND-MARIE TREMBLAY,
Secretary-Treasurer.
St-Félix School, 184 Racine Street,
P.O. Box 68, Loretteville, (Chauveau), P.Q.
Telephone: 842-1948, code 418. 20293

Ville de Matane

Comté de Matane

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Olivier Philibert, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 315, rue St-Jérôme, Matane,

Town of Matane

County of Matane

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Olivier Philibert, secretary-treasurer, Town Hall, 315 St-Jérôme St., Matane, county of Matane, P.Q., until 8:00

comté de Matane, P.Q., jusqu'à 8 p.m., heure normale d'Atlantique, mardi, le 18 juillet 1967, pour l'achat de $190,500 d'obligations de la ville de Matane, comté de Matane, datées du 1er juillet 1967 et remboursables par séries du 1er juillet 1968 au 1er juillet 1987 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 6%, ni supérieur à 7%, payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement No 75 — renouvellement de la ci-devant paroisse de St-Jérôme-de-Matane, annexée à la ville de Matane — $190,500.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er août 1967.

Tableau d'amortissement — $190,500 — 20 ans

Année	*Capital*
1er juillet 1968	$ 3,000
1er juillet 1969	3,000
1er juillet 1970	3,500
1er juillet 1971	3,500
1er juillet 1972	3,500
1er juillet 1973	4,000
1er juillet 1974	4,000
1er juillet 1975	4,500
1er juillet 1976	4,500
1er juillet 1977	5,000
1er juillet 1978	5,000
1er juillet 1979	5,500
1er juillet 1980	5,500
1er juillet 1981	6,000
1er juillet 1982	6,500
1er juillet 1983	6,500
1er juillet 1984	7,000
1er juillet 1985	7,500
1er juillet 1986	8,000
1er juillet 1987	94,500

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Matane.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 18 juillet 1967, à 8 heures p.m., heure normale de l'Atlantique, Hôtel de Ville, 315, rue St-Jérôme, Matane, comté de Matane, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Matane, (Comté de Matane), ce 22 juin 1967.

Le Secrétaire-trésorier,
OLIVIER PHILIBERT.
Hôtel de Ville, 315, rue St-Jérôme,
Matane, (Matane), P.Q.
Téléphone: 562-2334, code 418. 20294-o

o'clock p.m., Atlantic Standard Time, Tuesday, July 18, 1967, for the purchase of an issue of $190,500 of bonds for the town of Matane, county of Matane, dated July 1, 1967, and redeemable serially from July 1, 1968 to July 1, 1987 inclusively, with interest at a rate not less than 6%, nor more than 7%, payable semi-annually on January 1st and July 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-law No. 75 — renewal of the aforementioned parish of St-Jérôme-de-Matane, annexed to the town of Matane — $190,500.

For adjudication only, interest shall be calculated as from August 1, 1967.

Table of redemption — $190,500 — 20 years

Year	*Capital*
July 1, 1968	$ 3,000
July 1, 1969	3,000
July 1, 1970	3,500
July 1, 1971	3,500
July 1, 1972	3,500
July 1, 1973	4,000
July 1, 1974	4,000
July 1, 1975	4,500
July 1, 1976	4,500
July 1, 1977	5,000
July 1, 1978	5,000
July 1, 1979	5,500
July 1, 1980	5,500
July 1, 1981	6,000
July 1, 1982	6,500
July 1, 1983	6,500
July 1, 1984	7,000
July 1, 1985	7,500
July 1, 1986	8,000
July 1, 1987	94,500

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Matane.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council, to be held on Tuesday, July 18, 1967, at 8:00 o'clock p.m., Atlantic Standard Time, Town Hall, 315 St-Jérôme St., Matane, county of Matane, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Matane, (County of Matane), June 22, 1967.

OLIVIER PHILIBERT,
Secretary-Treasurer.
Town Hall, 315 St-Jérôme St.,
Matane, (Matane), P.Q.
Telephone: 562-2334, code 418. 20294

Les commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Bruno

Comté de Chambly

Veuillez prendre note que dans l'avis de demande de soumissions paru dans la *Gazette officielle de Québec* du 23 juin 1967 à la page 3870, relativement à une émission de $405,000 d'obligations, les soumissions seront reçues, ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mardi, le 11 juillet 1967 au lieu de lundi, le 10 juillet 1967.

Tous les autres détails contenus dans l'avis de demande de soumissions indiqué ci-haut demeurent inchangés.

St-Bruno, ce 27 juin 1967.

Le Secrétaire-trésorier,
LOUIS-P. FOURNIER.

Bureau du secrétaire-trésorier,
1725, rue Montarville, St-Bruno,
(Chambly), P.Q. 20308-o

The school commissioners for the municipality of Saint-Bruno

County of Chambly

Kindly note that in the notice of call for tenders published on page 3870 of the *Quebec Official Gazette* of June 23rd, 1967 relative to an issue of $405,000 of bonds the date of receipt, opening and consider will be Tuesday, July 11th, 1967 instead of Monday, July 10th, 1967.

All the other details contained in the above mentioned notice of call for the tenders remain unchanged.

St-Bruno, June 27th, 1967.

LOUIS-P. FOURNIER,
Secretary-Treasurer.

Office of Secretary-Treasurer,
1725, Montarville Street, St-Bruno,
(Chambly), P.Q. 20308-o

Syndicats professionnels

Association des Employés de la Crèmerie de St-Grégoire inc. F.C.A.I.

(*Loi des syndicats professionnels*)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Association des Employés de la Crèmerie de St-Grégoire inc. F.C.A.I. », a été autorisée par le Secrétaire de la province le 6 juin 1967.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à 760, boulevard Crèmazie ouest, Montréal 15, district judiciaire de Montréal.

Québec, le 9 juin 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20285-o 46-67

Association des Employés de « Le Meuble Idéal ltée » inc. (F.C.A.I.)

(*Loi des syndicats professionnels*)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Association des Employés de « Le Meuble Idéal ltée » inc. (F.C.A.I.) », a été autorisée par le Secrétaire de la province le 6 juin 1967.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à 760, boulevard Crémazie ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Québec, le 9 juin 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20286-o 47-67

Association des Employés du Transport du Québec inc. F.C.A.I. (Bellechasse Transport inc.)

(*Loi des syndicats professionnels*)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Association des Employés du Transport du Québec inc. F.C.A.I. (Bellechasse Transport inc.) », a été autorisée par le Secrétaire de la province le 6 juin 1967.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à 760, boulevard Crémazie ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Québec, le 9 juin 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20287-o 44-67

Professionals Syndicates

Association des Employés de la Crèmerie de St-Grégoire inc. F.C.A.I.

(*Professional Syndicates Act*)

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "Association des Employés de la Crèmerie de St-Grégoire inc. F.C.A.I.", has been authorized by the Provincial Secretary on June 6, 1967.

The head office of the said professional syndicate is situated at 760 Crémazie Boulevard West, Montreal 15, judicial district of Montreal.

Québec, June 9, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20285 46-67

Association des Employés de "Le Meuble Idéal ltée" inc. (F.C.A.I.)

(*Professional Syndicates' Act*)

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "Association des Employés de "Le Meuble Idéal ltée", inc. (F.C.A.I.), has been authorized by the Provincial Secretary on June 6, 1967.

The head office of the said professional syndicate is situated at 760 Crémazie Boulevard West, Montreal, judicial district of Montreal.

Québec, June 9, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20286 47-67

Association des Employés du Transport du Québec inc. F.C.A.I. (Bellechasse Transport inc.)

(*Professional Syndicates' Act*)

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "Association des Employés du Tranr port du Québec inc. F.C.A.I. (Bellechasse Transport inc.)", has been authorized by the Provsincial Secretary on June 6, 1967.

The head office of the said professional syndicate is situated at 760 Crémazie Boulevard West, Montreal, judicial district of Montreal.

Québec, June 9, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20287 44-67

Ventes par Shérifs

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITEGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

BEAUHARNOIS

De Terris
District de Beauharnois

Cour Supérieure, No 9918. RAOUL SERRE, directeur de funéraille, de Lacolle, district d'Iberville, demandeur, *contre* DAME VVE GÉDÉON WHITE, de Hemmingford, district de Beauharnois, défenderesse, et ILDORI QUESNEL, résidant au 25 rue King, à Huntingdon, en sa qualité de régistrateur pour la division d'enregistrement du comté de Huntingdon, mis-en-cause, a obtenu devant notre Cour Supérieure dans nottre district de Beauharnois, jugement déclarant l'immeuble suivant savoir:

« Un lot de terre ou emplacement situé sur la route de Covey Hill, à Hemmingford, district de Beauharnois, comté de Huntingdon, faisant partie du lot no soixante-deux C (62-C) du deuxième (2ème) Rang des terres concédées aux plan et livre de renvoi officiels de ladite paroisse de Hemmingford, avec bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église de Hemmingford, comté de Huntingdon, le MERCREDI le DEUXIÈME jour d'AOÛT 1967 à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
ERNEST LEBLANC.

Bureau du Shérif,
Palais de Justice,
Valleyfield, ce 23e jour de juin 1967.

20299-o

Sheriffs' Sales

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

BEAUHARNOIS

De Terris
District of Beauharnois

Superior Court, No. 9918. RAOUL SERRE, undertaker, of Lacolle, district of Iberville, plaintiff, *vs* DAME VVE. GÉDÉON WHITE, of Hemmingford, district of Beauharnois, defendant, and ILDORI QUESNEL, residing at 25 King Street, at Huntingdon, in his capacity of registrar for the registration division of the county of Huntingdon, mis-en-cause, has obtained before our Superior Court, in our district of Beauharnois, judgment declaring the following immoveable, to wit:

"A lot of land or emplacement situated on the Covey Hill road, at Hemmingford, district of Beauharnois, county of Huntingdon, being part of lot No. sixty-two C (62-C) of the second (2nd) range of lands granted on the official plan and book of reference of the said parish of Hemmingford, with buildings thereon erected.

To be sold at the church door of Hemmingford, county of Huntingdon, on WEDNESDAY, the SECOND day of AUGUST, 1967, at TEN o'clock in the forenoon.

ERNEST LEBLANC,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Court House,
Valleyfield, this 23rd day of June, 1967.

20299

BONAVENTURE

Canada — Province de Québec
District de Bonaventure

Cour Supérieure, No 7861. WATKINS PRODUCTS INC., Winona, Minnesota, U.S.A., *vs* PHILIPPE ALLARD, Nouvelle Ouest, comté et district de Bonaventure, P.Q.

Description

« Un certain terrain formant partie du lot numéro quatre-A (Ptie 4-A) du cadastre officiel du rang ouest, Rivière Nouvelle, partie du Milieu, du canton Nouvelle, mesurant soixante-quinze pieds de largeur en bordure du chemin public sur la profondeur qu'li y a entre ledit chemin public et la Rivière Nouvelle; borné au Sud par le Chemin public, à l'ouest par le résidu dudit lot, au Nord par la Rivière Nouvelle et à l'est par le lot 3 du même rang avec toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu « en bloc » au bureau d'Enregistrement, Division 2, à Carleton-sur-mer, comté de Bonaventure, le VINGT-SEPTIÈME (27e) jour de JUILLET 1967, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
F. J. LEGRESLEY.

Bureau du Shérif,
Par: FRANCINE GAUTHIER, sec.
New-Carlisle, P.Q.,
District de Bonaventure.

20300

BONAVENTURE

Canada — Province of Quebec
District of Bonaventure

Superior Court, No. 7861. WATKINS PRODUCTS INC., Winona, Minnesota, U.S.A., *vs* PHILIPPE ALLARD, Nouvelle Ouest, county et district of Bonaventure, Quebec.

Description

"A certain land forming part of lot number four-A (Pt. 4-A) of the official cadaster of the west range, Nouvelle River, Middle part, of the Nouvelle township, measuring seventy-five feet in width along the public road by the depth being between the said public road and the Nouvelle River; bounded on the south by the public road, on the west by the residue of the said lot, on the north by the Nouvelle River and on the east by lot number 3 of the same range with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies."

To be sold "en bloc" at the registry office, 2nd Division, at Carleton-sur-mer, county of Bonaventure on the TWENTY-SEVENTH (27th) day of JULY 1967, at TEN o'clock in the forenoon.

F. J. LEGRESLEY,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Per: FRANCINE GAUTHIER, sec.
New Carlisle, P.Q.,
District of Bonaventure.

20300

JOLIETTE

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec
District de Montréal

Cour Provinciale, No 820 628. CLÉMENT JOYAL, gentilhomme, demeurant à 10,964, St-Julien, cité et district de Montréal, demandeur, *vs* A. GIRARD, gentilhomme, demeurant à 5415 Monsable, cité et district de Montréal, défendeur.

« Partie du lot 199, des plan et livre de renvoi du cadastre de la paroisse de Ste-Marie Salomée, comté de Montcalm. »

Avis est par le présent donné que la vente des immeubles saisis dans la présente cause, qui devait avoir lieu à onze heures le mercredi, quatrozième jour du mois de juin 1967, au bureau d'enregistrement de Ste-Julienne, comté de Montcalm, district de Joliette, aura lieu à ONZE heures de l'avant-midi, le DEUXIÈME jour du mois d'AOÛT de l'an 1967, au bureau d'enregistrement de Ste-Julienne, comté de Montcalm, district de Joliette.

Le Shérif.

Bureau du Shérif, CHARLES ÉLÉMENT.
Joliette, ce 20 juin 1967. 20301-o

JOLIETTE

Fieri Facias de Terris

Canada — Province of Quebec
District of Montreal

Provincial Court, No. 820 628. CLÉMENT JOYAL, gentleman, domiciled at 10,964 St-Julien, city and district of Montreal, plaintiff, *vs* A. GIRARD, gentleman, domiciled at 5415 Monsable, city and district of Montreal, defendants.

"Part of lot 199, on plan and book of reference of the cadaster for the parish of Ste-Marie Salomée, county of Montcalm."

Notice is hereby given that the sale of the seized immoveables in the present cause, that was supposed to take place at eleven o'clock on Wednesday, the fourteenth day of the month of June 1967, at the registration office of Ste-Julienne, county of Montcalm, district of Joliette, will take place at ELEVEN o'clock in the forenoon, the SECOND day of the month of AUGUST of year 1967, at the registration office of Ste-Julienne, county of Montcalm, district of Joliette.

CHARLES ÉLÉMENT,
Sheriff's Office, *Sheriff.*
Joliette, June 20, 1967. 20301

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec
District de Joliette

Cour Supérieure, No 22,231. INTERPROVINCIAL BUILDING CREDITS LTD., demanderesse, *vs* JACQUES GEOFFRION, défendeur, et JEAN LOUIS PINEAULT, mis-en-cause.

« Un immeuble situé en la paroisse de St-Henri de Mascouche, connu et désigné au cadastre officiel pour ladite paroisse comme étant le lot numéro cent cinquante et un de la subdivision officielle du lot originaire huit cent treize (813-151);

Un immeuble situé en la paroisse de St-Henri de Mascouche, connu et désigné au cadastre officiel pour ladite paroisse comme étant la partie du lot numéro cent cinquante de la subdivision officielle du lot originaire huit cent treize (813-150), mesurant dix pieds de largeur par cent pieds de profondeur, et borné en front par le chemin public, en arrière par le lot numéro 813-169 d'un côté par le lot 813-151 et de l'autre côté, par le résidu dudit lot numéro 813-150;

Un immeuble situé en la paroisse de St-Henri de Mascouche, connu et désigné au cadastre officiel pour ladite paroisse comme étant partie du lot numéro cent cinquante-deux de la subdivision officielle du lot originaire numéro huit cent treize, mesurant dix pieds de largeur par cent pieds de profondeur, borné en front par le chemin public, en arrière par le lot numéro 813-167, d'un côté par le lot numéro 813-151 et de l'autre côté, par le résidu dudit lot numéro cent cinquante-deux, de la subdivision officielle du lot originaire huit cent treize.

Avec les bâtisses qui y sont érigées, circonstances et dépendances;

Ainsi que le tout se trouve actuellement avec toutes les servitudes actives et passives apparentes ou autres attachées audit emplacement. »

Fieri Facias de Terris

Canada — Province of Quebec
District of Joliette

Superior Court, No. 22,231. INTERPROVINCIAL BUILDING CREDITS LTD., plaintiff, *vs* JACQUES GEOFFRION, defendant, and JEAN LOUIS PINEAULT, mis-en-cause.

"An immovable situated in the parish of St-Henri de Mascouche, known and designated in the official cadaster of the said parish as being lot number one hundred and fifty-one of the official subdivision of original lot eight hundred and thirteen (813-151);

An immovable situated in the parish of St-Henri de Mascouche, known and designated in the official cadaster of the said parish as being a part of lot number one hundred and fifty of the official subdivision of original lot eight hundred and thirteen (813-150), measuring ten feet in width by one hundred feet in depth and bounded in front by the public road, in the rear by lot number 813-169, on one side by lot 813-151 and on the other side by the remainder of said lot number 813-150;

An immovable situated in the parish of St-Henri de Mascouche, known and designated in the official cadaster of the said parish as being a part of lot number one hundred and fifty-two of the official subdivision of original lot number eight hundred and thirteen, measuring ten feet in width by one hundred feet indepth, bounded in front by the public road, in the rear by lot number 813-167, on one side by lot number 813-151, and on the other side by the remainder of said lot number one hundred and fifty-two, of the official subdivision of original lot eight hundred and thirteen.

With all the buildings erected thereon, circumstances and dependencies;

The whole as it is presently to be found with all the active and passive servitudes, apparent or other attached to the said emplacement."

Pour être vendus au bureau d'enregistrement de l'Assomption, sis au no 255 rue St-Étienne, à l'Assomption, comté de l'Assomption, district de Joliette, MERCREDI, le SEIZIÈME jour du mois d'AOÛT de l'an 1967 à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
CHARLES ÉLÉMENT.

Bureau du Shérif,
Joliette, ce 27 juin 1967. 20310-o

To be sold in the registry office of l'Assomption, situated at No. 255 St-Étienne St., in l'Assomption, county of l'Assomption, district of Joliette, on WEDNESDAY, the SIXTEENTH day of the month of AUGUST, in the year 1967 at ELEVEN o'clock in the forenoon.

CHARLES ÉLÉMENT,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Joliette, June 27, 1967. 20310

LABELLE

Fieri Facias
Canada — Province de Québec
District de Labelle
Cour Supérieure, No 8268.

L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corps politique et incorporé, ayant siège social à Québec, demandeur, *vs* OSCAR JOLY, domicilié à 2783 Grand Boulevard, cité Laflèche, comté de Chambly, défendeur.

Avis de vente

« Une terre située dans la paroisse de Ferme-Neuve et comprenant, avec bâtiment y construit:

1° Le lot de terre connu et désigné comme étant le lot numéro quatorze (14) du deuxième rang du canton de Wurtele, suivant les plan et livre de renvoi officiels dudit canton.

2° Tous les droits que l'emprunteur a ou peut avoir dans un morceau de terre faisant partie du lot de terre connu et désigné comme étant le lot numéro quatorze (14 ptie) du premier rang du canton de Wurtele, ce morceau de terre de figure irrégulière étant pris dans l'extrémité est dudit lot. Ce morceau mesure trois arpents de profondeur à partir de la ligne du deuxième rang dans la limite commune des lots treize et quatorze et un arpent dans la ligne commune des lots quatorze et quinze à partir de la ligne du deuxième rang, par toute la largeur dudit lot. Ce morceau se trouve borné: au nord et à l'est par une montée ou chemin public, au sud par partie du lot treize, et à l'ouest par le résidu faisant l'objet d'une vente par monsieur Joseph Legault à monsieur Josaphat Bélanger passée devant le notaire Roméo Ouellette le 7 mai 1954. Ce morceau étant tel qu'actuellement clôturé et délimité. »

Pour être vendu, « en bloc », au bureau d'enregistrement au Palais de Justice, à Mont-Laurier, comté et district de Labelle, MARDI, le PREMIER jour d'AOÛT 1967 à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
JEAN RÉMI MARTIN.

Bureau du Shérif,
Mont-Laurier, ce 23 juin 1967. 20309-o

LABELLE

Fieri Facias
Canada — Province of Quebec
District of Labelle
Superior Court, No. 8268.

QUEBEC FARM CREDIT BUREAU, body politic and corporate, having its head office in Quebec, plaintiff, *vs* OSCAR JOLY, domiciled at 2783 Grand Boulevard, city of Laflèche, county of Chambly, defendant.

Notice of Sale

"A land situated in the parish of Ferme-Neuve and comprising, with building thereon erected:

1. The lot of land known and designated as being lot number fourteen (14) of the second range of the township of Wurtele, according to the official plan and book of reference of the said township.

2. All the rights which the borrower has or may have in a piece of land forming part of the lot of land known and designated as being lot number fourteen (14 pt.) of the first range of the township of Wurtele, this piece of land of irregular form being taken in the extremity of the said lot. This piece measures three arpents in depth from the line of the second range in the common limit of lots thirteen and fourteen and one arpent in the common line of lots fourteen and fifteen from the line of the second range, by the entire width of the said lot. This piece is bounded: on the north and on the east by a slope or public road, on the south by part of lot thriteen, and on the west by the residue being the object of a sale by Mr. Joseph Legault to Mr. Josaphat Bélanger passed before notary Roméo Ouellette on May 7, 1954. This piece being such as presently fenced and delimited."

To be sold "en bloc" at the registry office at the Court House at Mont-Laurier, county and district of Labelle, TUESDAY, the FIRST day of AUGUST, 1967, at TWO o'clock in the afternoon.

JEAN RÉMI MARTIN,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Mont-Laurier, June 23, 1967. 20309

MÉGANTIC

Canada — Province de Québec
District de Mégantic
Cour Supérieure, No 4596.

LES BOISERIES PLESSIS LTÉE, corps légalement constitué ayant son siège social à Plessisville, demanderesse, *vs* LOUIS PHILIPPE CÔTÉ, 1801 rue Michaud, Plessisville, district de Mégantic, défendeur.

« Un emplacement situé en la ville de Plessisville du côté nord-ouest de la rue Michaud, mesurant soixante-trois pieds de largeur (63′) par

MÉGANTIC

Canada — Province of Quebec
District of Mégantic
Superior Court, No. 4596.

LES BOISERIES PLESSIS LTÉE, body legally incorporated, having its head office in Plessisville, plaintiff, *vs* LOUIS PHILIPPE CÔTÉ, 1801 Michaud St., Plessisville, district of Megantic, defendant.

"An emplacement situated in the town of Plessisville on the northwest side of Michaud St., measuring sixty-three feet (63′) in width

cent dix pieds (110′) de profondeur et connu au cadastre (amendé) du village de Plessisville comme étant une partie des subdivisions numéros seize et dix-huit du lot originaire numéro cent quarante-sept (Ptie Nos 147-16 et 147-18) borné en front, au sud-est à la rue Michaud, en arrière, au nord-ouest, à une partie de ladite subdivision numéro dix-huit appartenant à Estelle Houde-Boisvert, du côté sud-ouest, partie à Ulric Guay et partie à Eugène Côté et du côté nord-est, aux lots numéros cent quarante-sept-seize-un et cent quarante-sept-vingt-deux, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Mégantic, division Inverness, situé à Inverness, comté et district judiciaire de Mégantic, le QUINZIÈME jour du mois d'AOÛT, mil neuf cent soixante-sept, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
DENIS GUENETTE.

20302-o

by one hundred and ten feet (110′) in depth, and known in the (amended) cadaster of the Village of Plessisville as being a part of subdivisions numbers sixteen and eighteen of original lot number one hundred and forty-seven (P. Nos. 147-16 and 147-18), bounded in front, on the southeast, by Michaud St., in the rear, on the northwest, by another part of said subdivision number eighteen belonging to Estelle Houde-Boisvert, on the southwest side partly by Ulric Guay and partly by Eugène Côté, and on the the northeast side by lots numbers one hundred and forty-seven-sixteen-one and one hundred and forty-seven-twenty-two, with the buildings constructed thereon, circumstances and dependencies."

To be sold in the registry office of the county of Megantic, division of Inverness, situated in Inverness, county and judicial district of Megantic, on the FIFTEENTH day of the month of AUGUST, one thousand nine hundred and sixty-seven, at TWO o'clock in the afternoon.

DENIS GUENETTE,
Sheriff.

20302

RICHELIEU

Fieri Facias de Terris
District de Richelieu

Cour Supérieure, No 19-031. LA MUTUAL LIFE, compagnie d'assurance de Canada, une corporation ayant son bureau chef en la cité de Waterloo, province d'Ontario, et une place d'affaires à Montréal, province de Québec, district de Montréal, demanderesse, *vs* YVES BILODEAU, arpenteur, demeurant à 75 rue Raymond, McMaster-ville, district de Montréal, défendeur.

« Un emplacement ayant front sur la rue Raymond et le Village de McMasterville, dans le comté de Verchères, connu et désigné comme étant la Subdivision numéro cent deux du lot originaire numéro s ize (16-102) aux plan et livre de renvoi offidiels de la paroisse de St-Mathieu de Belœil, mesurant quatre-vingt-cinq pieds (85′) de largeur, à l'avant et à l'arrière, sur une profondeur de quatre-vingt-dix-huit pieds (98′) des deux cotés mesure anglaise et plus ou moins.

Avec la maison détachée dessus érigée portant le numéro civique 75 de la dite rue Raymond.

Sujet à la servitude en faveur de la compagnie The Telephone Bell of Canada, telle que créée aux termes de l'acte enregistré à Verchères sous le numéro 68893. »

Pour être vendu au bureau d'Enregistrement du comté de Verchères situé au no 108 rue Principale, à Verchères, le ONZIÈME jour d'AOÛT 1967, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
ADÉLARD GOULET.

Bureau du Shérif,
Sorel, le 22 juin 1967.

20303-o

RICHELIEU

Fieri Facias de Terris
District of Richelieu

Superior Court, No. 19-031. THE MUTUAL LIFE, an insurance company of Canada, a corporation having its head office in the City of Waterloo, province of Ontario, and a place of business in Montreal, province of Quebec, district of Montreal, Plaintiff *vs* YVES BILODEAU, land-surveyor, domiciled at 75 Raymond Street, McMasterville, district of Montreal, Defendant.

"An emplacement having front on Raymond Street, and the village of McMasterville, in the county of Verchères, known and designated as being sub-division number one hundred and two of original lot number sixteen (16-102) upon official plan and book of reference of the parish of St-Mathieu de Belœil, measuring eighty-five feet (85′) in width, in front and in arrear, by a depth of ninety-eight feet (98′) on both sides english measure and more or less.

With the detached house thereon erected and bearing civic number 75 of the said Raymond Street.

Subject to the servitude in favor of The Bell Telephone Company of Canada, as created by terms of the deed registered in Verchères, under number 68893."

To be sold at the Registration Office of the county of Verchères situated at No. 108 Main Street, in Verchères, the ELEVENTH day of AUGUST, 1967, at TWO o'clock in the afternoon.

ADÉLARD GOULET,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Sorel, June 22, 1967.

20303

RIMOUSKI

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District de Rimouski

Cour Supérieure, No 32-847. FINANCE LOCALE INC., corporation légalement constituée ayant son siège social à Mont-Joli, district de Rimouski, demanderesse, *vs* MAURICE GAGNON, manoeuvre,

RIMOUSKI

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Rimouski

Superior Court, No. 32-847. FINANCE LOCALE INC., a corporation legally incorporated having its head office in Mont-Joli, district of Rimouski, plaintiff, *vs* MAURICE GAGNON, labourer, of the

de la paroisse de St-Frs. Xavier des Hauteurs, district de Rimouski, maintenant demeurant à Quevillon, défendeur.

1) Partie du lot No cinq (Pte. 5) du cadastre officiel du troisième rang du canton Massé, étant un terrain situé dans la paroisse des Hauteurs, mesurant soixante pieds (60) de front, est ouest, sur cent vingt pieds (120) de profondeur, mesure anglaise, borné au nord au chemin de front, à l'est à Alphonse Michaud, ou représentant, au sud à Alphonse Michaud, ou repréwentant et à l'ouest à Maurice Gagnon, avec bâtisses dessus construites, circonstance et dépendances.

1-A) Partie du lot No cinq (Pte. 5) du troisième rang du cadastre officiel du canton Massé, étant un terrain situé dans la paroisse de St-Frs. Xavier des Hauteurs, mesurant soixante pieds (60) de front, est ouest, sur deux cents pieds (200) de profondeur, nord-sud, le tout mesure anglaise, borné au nord par le chemin de front, à l'est par le terrain en premier lieu désigné, au sud à Gérard Gagnon, et à l'ouest au terrain de la Coopérative Agricole, circonstances et dépendances, sujet ledit terrain à une rente foncière annuelle de vingt et un dollars et cinquante centins ($21.50) payable à Gérard Gagnon.

2) Partie du lot No cinq (Pte. 5) du cadastre officiel du troisième rang du canton Massé, étant un terrain situé dans la paroisse de St-Frs. Xavier des Hauteurs, mesurant cent pieds (100) de front, de l'est à l'ouest, sur cent pieds (100) de profondeur, borné au nord au chemin du rang, et des autres côtés à Gérard Gagnon ou représentant, avec toutes bâtisses dessus construites, circonstances et dépendences, sauf à distraire de cet emplacement la pointe de terrain, de figure triangulaire, cédée à Gérard Gagnon, suivant acte enregistré sous No 113-189, et sujet ledit immeuble à toutes servitudes actives et passives pouvant l'affecter.

3) Les lots numéros quatre et cinq du cadastre officiel du cinquième rang du canton Massé, avec toutes bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus au bureau d'enregistrement, eivision de Rimouski, le TROISIÈME jour d'AOÛT, 1967, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Député-Shérif,
JACQUES MARTIN.

Bureau du Député-Shérif,
Rimouski, 26 juin 1967. 20304-o

parish of St-Frs. Xavier des Hauteurs, district of Rimouski, now residing in Quevillon, defendant.

(1) Part of lot No. five (Pt. 5) of the official cadaster of the third range of the township of Massé, being a terrain situated in the parish of des Hauteurs, measuring sixty feet (60) in front, east west, by one hundred and twenty feet (120) in depth, English measure, bounded on the north by the front road, on the east by Alphonse Michaud, or representative, on the south by Alphonse Michaud, or representative, and on the west by Maurice Gagnin, with buildings thereon constructed, circumstances and dependencies.

(1-A) Part of lot No. five (Pt. 5) of the third range of the official cadaster of the township of Massé, being a terrain situated in the parish of St-Frs. Xavier des Hauteurs, measuring sixty feet (60) in front, east west, by two hundred feet (200) in depth, north-south, the whole English measure, bounded on the north by the front road, on the east by the terrain first designated, on the south by Gérard Gagnon, and on the west by the terrain of the Coopérative Agricole, circumstances and dependencies, subject the said terrain to an annual ground rent of twenty-one dollars and fifty cents ($21.50) payable to Gérard Gagnon.

(2) Part of lot No. five (Pt. 5) of the official cadaster of the third range of the township of Massé, being a terrain situated in the parish of St-Frs. Xavier des Hauteurs, measuring one hundred feet (100) in front, east to west, by one hundred feet (100) in depth, bounded on the north by the range road, and on the other sides by Gérard Gagnon or representative, with all buildings thereon constructed, circumstances and dependencies, save to withdraw from this emplacement the cape of the terrain, of triangular form, sold to Gérard Gagnon, according to registered deed under No. 113-189, and subject the said immoveable to all servitudes active and passive liable to affect it.

(3) Lots numbers four and five of the offiical cadaster of the fifth range of the township of Massé, with all buildings thereon constructed, circumstances and dependencies.

To be sold at the registry office, division of Rimouski, on the THIRD day of AUGUST, 1967, at TWO o'clock in the afternoon.

JACQUES MARTIN,
Deputy-Sheriff.

Deputy-Sheriff's Office,
Rimouski, June 26, 1967. 20304

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec
District de Rimouski

Cour Provinciale, No 16-139. ALEX NAZAIR INC, corporation légalement constituée ayant sa place d'affaires à Matane, district de Rimouski, demandeur, *vs* EDGAR MICHAUD, demeurant au 3ième rang, Petite-Matane, district de Rimouski, défendeur.

Une terre située au 3ième rang Seigneurie de Matane, désigné sous le numéro 478, faisant partie du lot numéro 479 du cadastre officiel de la paroisse de St-Jérôme de Matane, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Une terre située sur le 4ième rang faisant partie du lot numéro 622-621 du cadastre officiel

Fieri Facias de Terris

Canada — Province of Quebec
District of Rimouski

Provincial Court, No. 16-139. ALEX NAZAIR INC, body legally incorporated, having its place of business in Matane, district of Rimouski, plaintiff, *vs* EDGAR MICHAUD, living on the 3rd Range, Petite-Matane, district of Rimouski, defendant.

A farm situated on the 3rd Range, Seigniory of Matane, designated under number 478, forming part of lot number 479 in the official cadaster of the parish of St-Jérôme de Matane, with the buildings constructed thereon, circumstances and dependencies.

A farm situated on the 4th Range, forming part of lot number 622-621 in the official cadaster

de la paroisse de St-Jérôme de Matane, avec bâtisses dessus construites et circonstances et dépendances.

Une autre terre située dans le 4ième rang du canton St-Denis, désignée sous le numéro 333 et 334 du cadastre officiel de la paroisse de Ste-Félicité, avec bâtisses.

Pour être vendu « en bloc » au bureau d'enregistrement division de Matane, le PREMIER jour d'AOÛT, 1967, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Député-Shérif,

Bureau du Député-Shérif, JACQUES MARTIN.
Rimouski, 26 juin 1967. 20305-o

of the parish of St-Jérôme de Matane, with the buildings constructed thereon, circumstances and dependencies.

Another farm situated on the 4th Range in the township of St-Denis, designated under number 333 and 334 in the official cadaster of the parish of Ste-Félicité, with buildings.

To be sold "en bloc" in the Registry Office of the division of Matane, on the FIRST day of AUGUST, 1967, at TWO o'clock in the afternoon.

JACQUES MARTIN,
Deputy-Sheriff's Office, *Deputy-Sheriff.*
Rimouski, June 26, 1967. 20305

TERREBONNE

Canada — Province de Québec
District de Montréal

Cour Supérieure, No 728 159. SOCIÉTÉ CENTRALE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT, une corporation ayant son siège social en la cité d'Ottawa, province d'Ontario, et une place d'affaires à 2350, Manella, dans la ville de Mont-Royal, dans le district de Montréal, province de Québec, demanderesse, *vs* M. ANDRÉ FILS-AIMÉ, charpentier, du district de Terrebonne, dans la province de Québec, et y résidant à 31, rue Vaillancourt, dans la cité de Ste-Thérèse, défendeur.

Avis de vente

L'immeuble ci-après désigné et en la possession du défendeur.

« Un emplacement ayant front sur la rue Vaillancourt, en la cité de Ste-Thérèse, connu et désigné comme étant le lot numéro cent trente-six de la subdivision officielle du lot originaire numéro deux cent six (206-136) au cadastre officiel de la paroisse de Ste-Thérèse de Blainville, mesurant soixante-quinze pieds et quarante-neuf centièmes de pied de largeur en front, dans la ligne sud-est, vingt pieds et quatre-vingt-quatre centièmes de pied dans la ligne sud, quatre-vingt-deux pieds et quarante-cinq centièmes de pied par une profondeur de soixante-quinze pieds dans sa ligne ouest et quatre-vingt-huit pieds et cinquante-quatre centièmes de pied, dans sa ligne nord-est, mesure anglaise, plus ou moins; avec une maison portant le numéro civique 31 rue Vaillancourt, en la cité de Ste-Thérèse. »

Pour être vendu au bureau du Shérif, au Palais de Justice à Saint-Jérôme, JEUDI le TROISIÈME jour d'AOÛT 1967 à DEUX heures de l'après-midi.

Conditions: comptant.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, VILLENEUVE HUOT.
Saint-Jérôme, le 23 juin 1967. 20306-o

TERREBONNE

Canada — Province of Quebec
District of Montreal

Superior Court, No. 728 159. CENTRAL MORTGAGE AND HOUSING CORPORATION, a corporation having its head office in the city of Ottawa, Province of Ontario and a place of business at 2350 Manella in the town of Mount Royal, in the district of Montreal, Province of Quebec, plaintiff, *vs* M. ANDRÉ FILS-AIMÉ, carpenter, of the district of Terrebonne, in the Province of Quebec, and therein residing at 31 Vaillancourt Street, in the city of Ste. Thérèse, defendant.

Notice of Sale

The immoveable hereafter designated and in the possession of the defendant.

"An emplacement fronting on Vaillancourt Street, in the city of Ste-Thérèse, known and designated as being lot number one hundred and thirty-six of the official subdivision of original lot number two hundred and six (206-136) on the official cadaster for the parish of Ste-Thérèse de Blainville, measuring seventy-five feet and forty-nine hundredths of a foot in width in front, in the southeast line, twenty feet and eighty-four hundredths of a foot in its south line, eighty-two feet and forty-five hundredths of a foot by a depth of seventy-five feet in its west line and eighty-eight feet and fifty-four hundredths of a foot in its northeast line, English measure, more or less; with a house bearing civic number 31 Vaillancourt Street, in the city of Ste-Thérèse".

To be sold at the Sheriff's office, at the Court House at Saint-Jérôme, THURSDAY, the THIRD day of AUGUST, 1967, at TWO o'clock in the afternoon.

Conditions: Cash.

VILLENEUVE HUOT,
Sheriff's Office, *Sheriff.*
Saint-Jérôme, June 23, 1967. 20306

Canada — Province de Québec
District de Terrebonne

Cour Supérieure, No 58,110. HARRIS LAUZON, homme d'affaires, domicilié à St-Joseph du Lac, district de Terrebonne, demandeur; *vs* DAME SIMONE LADOUCEUR, veuve non remariée, de Ubald Lavallée, tant personnellement qu'ès-qualité de légataire universelle, demeurant à St-Joseph du Lac, 1239 Chemin d'Oka, district de Terrebonne, défenderesse.

Canada — Province of Quebec
District of Terrebonne

Superior Court, No. 58,110. HARRIS LAUZON, businessman, domiciled at St-Joseph du Lac, district of Terrebonne, plaintiff, *vs* DAME SIMONE LADOUCEUR, widow not remarried of Ubald Lavallée, personnally as well as in his capacity of general legatee, residing in St-Joseph du Lac, 1239 Chemin d'Oka, district of Terrebonne, defendant.

L'Immeuble suivant, en la possession du demandeur Harris Lauzon.

« Un emplacement situé à St-Joseph du Lac, comté des Deux Montagnes connu et désigné comme étant la partie nord des lots centquatorze et cent quinze (Ptes 114 et 115) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Joseph du Lac, cette partie est située au tré-carré desdites terres, et la ligne sud desdites parties, est une ligne parallèle à la ligne nord dudit emplacement, et est située à vingt (20) pieds au nord de la dernière rangée des pommiers existant actuellement et est bornée comme suit: au nord par les lots de terre numéros 127,128 et 131 dudit cadastre; vers l'est par le lot 113 et une partie du lot 112 dudit cadastre; vers l'ouest par une partie du lot 116 et vers le sud par le résidu desdits lots 114 et 115. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté des Deux-Montagnes situé à Ste-Scholastique, MERCREDI, le DEUXIÈME jour d'AOÛT, 1967, à TROIS heures de l'après-midi.

Conditions: comptant.

Le Shérif,
VILLENEUVE HUOT.

Bureau du Shérif,
St-Jérôme, le 19 juin 1967.
20307-o

The following immoveable, in the possession of the plaintiff Harris Lauzon.

"An emplacement situated in St-Joseph du Lac, county of Two Mountains, known and designated as being the north part of lots one hundred and fourteen and one hundred and fifteen (Pts 114 and 115) on the official plan and book of reference of the parish of St-Joseph du Lac, this part is situated on the "tré-carré" of the said lands, and the south line of the said parts, is a parallel line to the north line of the said emplacement, and is situated at twenty (20) feet on the north of the last row of apple-trees existing presently and is bounded as follows: on the north by lots of land numbers 127,128 and 131 of the said cadaster; toward the east by lot 113 and one part of lot 112 of the said cadaster; toward the west by a part of lot 116 and toward the south by the residue of said lots 114 and 115."

To be sold at the registry office of the county of Two Mountains situated at Ste-Scholastique, WEDNESDAY, the SECOND day of AUGUST, 1967, at THREE o'clock in the afternoon.

Conditions: cash.

VILLENEUVE HUOT,
Sheriff.
Sheriff's Office,
St. Jérôme, June 19, 1967.
20307

Ventes pour taxes

Cité de St-Léonard

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, secretaire-trésorier de la susdite municipalité, que les immeubles ci-après décrits seront vendus aux enchères à l'Hôtel de Ville de St-Léonard, 6025 est, boulevard Métropolitain, St-Léonard, MERCREDI, le DEUXIÈME jour du mois d'AOÛT 1967, à DIX heures du matin pour les taxes municipales, avec les intérêts et frais tels que mentionnés ci-après, à moins que lesdites taxes ainsi que les frais ne soient acquittés avant la date de la vente à l'enchère.

Sales for Taxes

City of St-Léonard

Public notice is hereby given by the undersigned, secretary-treasurer of the said municipality, that the properties hereinafter described, will be sold by auction at the office of the council of the city of St. Léonard, 6025 Metropolitain Boulevard east, St-Léonard, on WEDNESDAY, the SECOND day of AUGUST, 1967, at TEN o'clock in the morning, to satisfy the payment of the municipal taxes, plus the costs which shall subsequently be incurred, unless the said taxes, interests and cost, be paid before the sale.

Nom du propriétaire — Name of proprietor	Cadastre — Cadastral	Superficie totale — Total area	Taxes
M.-Mr. Antoine Pigeon	396-140, 396-1672, 396-1673, 396-1674, 396-1675, (avec bâtisse y érigée)-(with building)	9,600 pi. ca.-sq. ft.	$ 884.81

Les immeubles ci-haut mentionnés sont du cadastre de la paroisse du Sault-au-Récollet.

Ladite vente sera en outre faite avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées aux immeubles.

Donné à la cité de St-Léonard, ce 21e jour du mois de juin 1967.

Le Secrétaire-trésorier,
GASTON PION.
20296-26-2-o

The above immoveables are to the official plan and reference book of the parish of Sault-au-Récollet, and situated in the city of St. Léonard.

The said sale will be made with all active and passive servitudes, apparent or occult, attached to the properties.

Given at the city of St. Léonard, this 21st day of June 1967.

GASTON PION,
Secretary-Treasurer.
20296-26-2-o

Cité de Noranda

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, secrétaire-trésorier de la cité de Noranda, que les immeubles ci-dessous désignés seront vendus à l'enchère publique, dans la salle du conseil, Hôtel de Ville, Noranda, P.Q.,

City of Noranda

Public notice is hereby given by the undersigned, Secretary-Treasurer of the city of Noranda, that the hereinafter described immoveables will be sold by public auction, in the council chamber, City Hall, Noranda, P.Q., on

LUNDI le VINGT-QUATRIÈME jour de JUILLET 1967, à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires ainsi que des intérêts courus et des frais à moins que ces taxes, intérêts et frais ne soient payés avant la vente.

MONDAY, the TWENTY-FOURTH day of JULY 1967, at TEN o'clock in the forenoon, to satisfy to the payment of municipal and school taxes with accrued interests and costs incurred thereon, unless the said taxes, interests and costs be paid before the sale.

Nom des propriétaires — Name of owners	Désignation au cadastre officiel — Designation of the official cadastre	Taxes munic. — Munic. taxes	Taxes scol. — School taxes	Total
Denise Boutour, es-qual, et/ou-and/or Marcel Boutour	Lot 677 cité de Noranda	$320.20	$550.22	$ 870.42
Carl Chamberland	Lot 813 cité de Noranda	96.58	116.54	213.12
Nicolas Breukels	Lot 2072 cité de Noranda	196.60	278.80	475.40

Donné en la cité de Noranda, ce 20e jour de juin 1967.
(Sceau) *Le Secrétaire-trésorier,*
20295-26-2-o ANDRÉ BEAUSÉJOUR.

Given at the city of Noranda, this 20th day of June 1967.
(Seal) ANDRÉ BEAUSÉJOUR,
20295-26-2-o *Secretary-Treasurer.*

INDEX No 26

ARRÊTÉS en Conseil — ***ORDERS in Council***

1556 — Négotiation à l'échelle provinciale dans le secteur scolaire ... 3974
1556 — Negotiation on schooling at the provincial level ... 3974
1629 — Réserve de pêche Baillargeon ... 3960
1629 — Fish Reserve of Baillargeon ... 3960
1630 — Réserve de pêche de la rivière Romaine ... 3959
1630 — Fish Reserve of Rivière Romaine ... 3959
1631 — Camping (*Règlements*) ... 3958
1631 — Camping grounds (*Regulations*) ... 3958
1632 — Sanctuaire de pêche de la rivière Puyjalon ... 3957
1632 — Fishing Sanctuary of the Puyjalon River ... 3957
1633 — Réserve de pêche de la rivière Matapédia ... 3956
1633 — Fish Reserve of the Matapédia River ... 3956
1634 — Réserve de chasse et de pêche de la Chûte Saint-Philippe ... 3955
1634 — Game and Fish Reserve of Chûte Saint-Philippe ... 3955
1635 — Animaux à fourrure (saison de chasse) ... 3954
1635 — Fur-bearing animals (Hunting season) ... 3954
1636 — Animaux à fourrure (régions de terrains enregistrés pour fins de chasse) ... 3953
1636 — Fur-bearing animals (Areas of land registered for purposes of hunting) ... 3953
1637 — Réserves à castors (*Règlements*) ... 3952
1637 — Beaver Reserves (*Regulations*) ... 3952
1638 — Castor (Chasse) ... 3951
1638 — Beaver (Hunting) ... 3951
1639 — Castor (Réserves) ... 3950
1639 — Beaver (Réserves) ... 3950
1640 — Castor (Reconnaissance des territoires décrits en appendice comme réserves) ... 3968
1640 — Beaver (Recognition of territories described in the appendix as Beaver Reserves) ... 3968
1641 — Animaux à fourrure (Règlements applicables sur les territoires loués dans les régions de terrains enregistrés pour fins de chasse aux animaux à fourrure) ... 3961
1641 — Fur-bearing animals (Regulations applicable on territories leased in regions of registered trap lines for hunting fur-bearing animals) ... 3961
1642 — Agrès de pêche (Possession des agrès de pêche dans les parcs et réserves) ... 3960
1642 — Fishing tackle (Possession of-fishing tackle in parks and reserves) ... 3960
1643 — Camping (Exploitation des terrains de camping) ... 3962
1643 — Camping grounds (Operating of . . .) ... 3962
1684 — Règlements relatifs aux services externes fournis aux personnes assurées en vertu de la Loi de l'assurance-hospitalisation ... 3975
1684 — Regulations relative to outpation services granted to those insured under the Hospital Insurance Act ... 3975

AVIS divers — ***MISCELLANEOUS Notices***

Chevaliers de Colomb de St-Jean-Baptiste de Roxton Falls inc., Conseil 3219 ... 4020
Etcovitch, Lawrence (*Dem.– Appl.*) ... 4020
Fouré, Joseph-Claude-Gaston (*Dem.– Appl.*) ... 4020
Knights of Columbus of St-Jean-Baptiste de Roxton Falls Inc., Council 3119 ... 4020
Kolarik, Robert Steven (*Dem.–App.*) ... 4021
Wool, Gordon Irwin, (*Drm.–Appl.*) ... 4021
Wool, Michael Dick (*Dem.–Appl.*) ... 4020

COMMISSION MUNICIPALE DE QUÉBEC — ***QUEBEC MUNICIPAL COMMISSION***

Pincourt, ville-town (*En défaut–In default*) 4021

COMPAGNIES AVIS RELATIFS À LA LOI DES AUTORISÉES À FAIRE DES AFFAIRES — ***COMPANIES NOTICES RELATIVE TO THE ACT OF LICENSED TO DO BUSINESS***

Crow (Ben W.) & Associates Ltd. 4021
Dring Laminated Structures Ltd. 4022

Chartes — Abandon de — ***Charters — Surrender of***

Barmac Realty & Investment Inc. 4022
Carbonneau (O.) inc. 4023
Flamo inc. 4022
Gagnon (Ozias) limitée 4024
Grand Prize Fihns (Canada) Ltd. 4022
L. & M. Oil Burners Inc. 4023
Lakeshore Equipment Limited 4023
Model Spring & Bedding Inc. 4022
Mohawk Transport Inc. 4023
Rock Utilities (1963) Limited 4023
Vinet Parking Inc. 4024
Zem Apartments Inc. 4023

Dissoutes — ***Dissolved***

Alpha Pants and Sportwear Inc. 4028
American Garment Company 4028
B & B Construction Ltd. 4028
B & D Jewellers Inc. 4027
Babbs Kiddies Center Inc. 4027
Buanderie Riendeau limitée 4027
Chauffage Grenier ltée 4027
Discount-O-Mart, Inc. 4027
Dollard Steel Corporation 4027
Durelit Corporation 4027
Eklove & Co. Limited 4026
Elco Building Corp. 4026
Entreprises B. J. inc. 4026
Grenier Heating Ltd. 4027
Iberville Hardware 4025
Johnston Building Limited 4025
Jolyn Investments Ltd. 4025
Laiterie Rigaud inc. 4025
MacLachlan-Wood, Limited 4025
Markirk Holdings, Ltd. 4025
Mongeau (Marcel) ltée 4025
Murray Brown Inc. 4024
Nettoyeurs Citadelle Cleaners inc. 4026
Rioux Construction ltée 4026
Rioux Construction Ltd. 4026
Service Multivision Dery, ltée 4026
Skyline Realties Inc. 4026
Société Internationale de Finances et de Commerce limitée 4024
Sterling Paper Mills Inc. 4024
Steven Realty Ltd. 4024
Three Star Burner Service Limited 4024

Divers — ***Miscellaneous***

Armstrong Funeral Chapel Inc. (*Dir.*) 4028
Arthree Corporation 4028
Brillant Investments Limited (*Dir.*) 4028
Casgrain & Compagnie limitée (*Dir.*) 4030
Casgrain & Company Limited (*Dir.*) 4030
Centre d'Hébergement de Tracy (Le) (*Dir.*) 4028
Centre d'Hébergement de Tracy (Le) (*Règl.–By-laws*) 4029
Coffrages Mont Royal inc. (*Dir*) 4029
Corporation Arthree (La) (*Dir.*) 4028
De Laval Holdings & Enterprises Ltd. (*Dir.*) 4029
Dow Brewery Foundation (*Dir. By-law*) 4029
Flair Fashions Inc. (*Dir.*) 4029
Fondation de la Brasserie Dow (La) (*Dir., Règl.*) 4029
Investissements Brillant limitée (Les) (*Dir.*) 4028
Jeune Chambre de Pointe-aux-Trembles (*Règl.–By-laws*) 4030
Kanny Investments Corp. (*Dir.*) 4029
Kraon Holdings Inc. (*Dir.*) 4029
Mount Royal Foundations Inc. (*Dir.*) 4029
Noark Holdings Ltd. (*Dir.*) 4030
Ouimet-Gobeille inc. (*Dir.*) 4030
Regency Development Limited (*Dir.*) 4030
Select Wholesale Lumber Ltd. (*Dir.*) 4030

Lettres patentes — ***Letters Patent***

A. & G. Fashions Inc. 3888
A. & W. Enterprises Inc. 3888
Adminex inc. 3889
Ariel Building Corp. 3889
Association des Employés Civils du Bas St-Laurent inc. (L') 3889
Association des Manufacturiers de chaussures de Chauveau 3890
Association des Propriétaires de Parc RoCo inc. (L') 3890
Ateliers Bodyguard ltée (Les) 3891
Ateliers Morissette inc. (Les) 3891
Auberge Etna inc. 3891
Autodrome Gentilly inc. 3892
Au Vallon inc. 3892
Barrie Marine Enterprises Inc. 3892
Bastien & Murphy inc. 3892
Bérard & Dutil Cie ltée 3893
Bernier Hardware Inc. 3931
Bodyguard Shops Ltd. 3991
Boucher (J. M.) inc. 3893
Bourget Motel Corp. 3893
Boutique Le Patrimoine inc. (La) 3894
Boutique "Pussycat" ltée 3930
Bowling & Billard Ste-Agathe Inc. 3894
Burton Sales Inc. 3894
C. & J. construction inc. 3895
C Y L Inc. 3895
Cadets de l'École St-Philippe inc. (Les) 3895
Cale & Co. Ltd. (L.) 3896
Camaro Building Corp. 3896
Camping St-Edmond inc. 3896
Canadian Ceramic Tile Importers Ltd. 3897
Cartographie Mondiale inc. 3943
Cartorama Ltd. 3897
Cartorama ltée 3897
Cedars Dragway (1967) Ltd. 3897
Centre communautaire Valcartier inc. 3941
Centre d'Analyse médical Coval inc. 3903
Centre d'entraînement de Dactylographie inc. 3898
Centre Martel & frères inc. 3898
Centre social de L'Islet inc. 3898
Chapitre des Chevaliers de Colomb de Montréal inc. (Le) 3899
Chauffage Roger Fortin inc. 3899
Chez Paul Hôtel inc. 3899
Circuit Mont St-André inc. 3900
Circuit St-Eugène inc. 3900
Clinique de Cardiologie de Montréal inc. 3900
Club de Golf de Matagami 3920
Cobra Stables Ltd. 3901
Collinge Holdings Limited 3901
Comb, (P. & D.) Inc. 3901
Comptoir postal La Patelle inc. 3902

Lettres patentes (*suite*) — ***Letters Patent*** (*continued*)

Conseil économique régional de La Mauricie inc. 3902
Construction Quebomont ltée 3902
Coval Medical Test Centre Inc. 3903
Dan-Bar Fine Furs Ltd. 3903
Dancing Waters Quebec Ltd. 3903
Dansereau (G.) construction inc. 3904
Dauphin (Claude) inc. 3904
Delivro inc. 3904
Delson Trailers Home Inc. 3905
Détecteur de faux Argent inc. 3905
Détecteur Global inc. 3905
Distribec (1967) Ltd. 3906
Distribec (1967) ltée 3906
Drolet (J. Guy) ltée 3906
Drummond Flooring Inc. 3928
Eastern Orchards Inc. 3942
Éditions des Deux Mondes, ltée (Les) 3906
Elec Air Service Inc. 3907
Elemec inc. 3907
Entreprises A. & W. inc. (Les) 3888
Entreprises de Grammont inc. (Les) 3907
Entreprises Jasphalt inc. (Les) 3908
Entreprises maritimes Barrie inc. (Les) 3892
Entreprises Raska inc. (Les) 3908
Entreprises R. G. Balc inc. (Les) 3908
Entreprises Ste-Agathe inc. (Les) 3909
Eran Holdings Ltd. 3909
Ernest & Paul (1967), ltée 3909
Étiquettes Herco ltée (Les) 3913
Extra Discount Stores (1967) Ltd. 3910
Farkas & Varga Transport Ltd. 3910
Fédération de Karate du Québec (La) 3910
Films Suprême inc. (Les) 3911
Fortin (J.A.) inc. 3911
G. P. Real Estate Inc. 3915
Gentilly Speedway Inc. 3892
George Steak House (1967) ltée 3911
Geremond inc. 3912
Gilbert & Martineau inc 3912
Global Detector Inc 3905
Gold (Simon) inc. 3912
Goyette Advertising Inc. 3930
Har-Les Restaurant Inc. 3913
Hatin (Simon) Inc. 3913
Herco Label Ltd 3913
Hôpital Notre-Dame-de-Côteau-Landing ltée 3914
Hostellerie du Grand Cerf inc. 3914
Immeubles Bomart inc. (Les) 3914
Immeubles G. P. inc. (Les) 3915
Immeubles Villebon inc. (Les) 3915
Imprimerie Simon limitée 3915
Industrial Research and Consulting Inc. 3916
JMS Forest Products Inc. 3929
J.T. isolation inc 3916
Jeune Chambre d'Hébertville-Station (La) 3916
Labrecque électrique ltée 3917
Laiterie Chalifoux inc. 3917
Larose (Maurice) importateur inc. 3917
Laudi Landscape Ltd 3917
Lefebvre (Jacques) inc 3918
Log Inn Corp. 3918
Loisirs-Danses de Sherbrooke (Les) 3919
Loisirs du Lac Masson inc. 3919
Longueuil aluminium inc 3919
M A O ltée. 3920
M T P Opera Studio Inc 3937
Manor Development Corporation 3920
Marquis (Laval) inc 3918
Matagami Golf and Country Club. 3920
Mel Mart Investments Inc 3921
Metals Reductions (Canada) Limited 3921
Métro Bar Inc. 3921
Métro Surplus Inc. 3922
Millio incorporée 3922
Mi Val Canada Inc. 3922
Mo-Dai-Ry Inc 3923
Modern Style Fashions Inc 3923
Mongeon & fils ltée. 3923
Montreal Knights of Columbus Chapter Inc. (The) 3899
Montville Investments Inc 3924
Morin (Jacques) inc 3924
Murdoch (Bruce) Insurance Limited. 3924
National Laser Products Ltd 3925
Nord Ouest Aviation inc 3925
Norjean construction inc 3925
North Western Airways Inc 3925
Ouellet (Jean-Charles) inc 3926
Parnoi inc. 3926
La Patelle Mail-Order House Inc. 3902
Pentagone Holdings Inc. 3926
Phoney Money Detector Inc. 3905
Piste de courses Ste-Hedwidge ltée 3927
Placements Filabel inc. (Les) 3927
Placements Louis Poulin, ltée. 3927
Placements Micoua inc. (Les). 3927
Planchers Drummond inc 3928
Plumica-Sport inc 3928
Pointe Albert Doyon inc 3928
Productions XXe siècle inc. (Les) 3929
Produits forestiers JMS inc. 3929
Providence Investments Inc 3829
Publicité Goyette inc 3930
Pural inc. 3930
Pussycat Boutique Ltd. 3930
Quebomont Construction Ltd. 3902
Quilles & Billard Ste-Agathe inc 3894
Quincaillerie Bernier inc. 3931
Réal moto inc. 3931
Renaud & Senécal inc 3931
Richard Investment Corp 3932
Roman Investment Corp. 3932
Ro-Po inc 3932
SGA Motel Ltd 3933
S.G.D.B. ltée 3933
Ste-Agathe Enterprises Inc 3909
Simard (Vital) ltée 3933
S A F D E C (Société Américaine Francophone de Développement Économique et Culturel) 3934
Salon d'esthétique Liliane inc 3934
Société Dorval ltée (La) 3934
SoGeRot limitée 3935
Son illimité (de Montréal) inc. 3935
Sotratec inc. 3935
Stakway Inc. 3936
Stationnement St-Paul inc. 3936
Steven Investment Corp. 3936
Studio d'Opéra M T P inc. 3937
Summit International Corp. 3937
Super-Marché L.J.Y. ltée (Le) 3937
Suprême Films Inc. 3911
Tassé & associés, ltée 3937
Taxi Provost inc. 3938
Taylor Craft Products Ltd. 3938
Toupet (Cheveux pour homme) incorporée (Le) 3938
Tourterelles de Maskinongé inc. (Les) 3939
Town & Country Hardware (Ormstown) Inc. 3939
Transport maritime St-Bernard ltée 3940
Trasor inc. 3940
Tuiles céramiques importées (Canada) ltée 3897
Turbide (Lionel) construction inc. 3940
Typewriter Training Center Inc. 3898

Lettres patentes *Letters Patent*
(*suite*) (*continued*)

Uniform World and Sportswear Centre Inc. 3940
V. L. Auto Body Inc. 3941
Valcartier Community Centre Inc. 3941
Vendome Jewellers Ltd. 3941
Verdun Invictus Football Club Inc. 3942
Vergers de l'Est inc. (Les) 3942
Victoria — Delmar Properties Corp. 3942
Vidricaire & Cie ltée 3943
Vidricaire & Co. Ltd. 3943
West End Woodwork Ltd. 3943
World Wide Map Inc. 3943

Lettres patentes supplémentaires *Supplementary Letters Patent*

Alida inc. 3944
Alida inc. 3944
Auberge de Sutton limitée 3944
Bankers Pen Company 3944
Candiac Nurseries Ltd. 3945
Club de Golf du Lac Beauport Inc. (Le) 3945
Coalhurst Construction Inc. 3945
Corporation d'Hypothèques Foncières, inc. 3945
Dissman Radio Ltd. 3946
Duvernay Asphalte et Transport inc. 3946
Dyotte (Albert) inc. 3946
Entreprises J. Lemieux inc. (Les) 3946
Ferronnerie Roland ltée 3946
JEMS Investment (1967) Corp. 3947
J. P. Auto ltée 3947
Lacroix Lumber limitée — Limited 3947
Lallouz Ltd. 3947
Lallouz ltée 3947
Lemieux (J.) Enterprises Inc. 3946
Placements David Lord ltée 3947
Rawmatex Distributors Ltd. 3947
Remembrance Investment Corp. 3948
Segal's Distributors Ltd. 3948
Service d'Autos et Pneus Cap-de-la-Madeleine inc. 3948
Sport Experts inc. 3948
Unic Transport ltée 3948

Sièges sociaux *Head Offices*

Alpha Electrique ltée 4031
Fergico Inc. 4031
Holt, Rinehart et Winston ltée 4031
Jeune Chambre de Pointe-aux-Trembles 4032
Lupien (Maurice) inc. 4032
Placements Scrooge inc. (Les) 4030
Promotions Valmont ltée 4031
Red Feather Employers Association Inc. 4032
Simon's Casuals Inc. 4032
Scrooge Investments Inc. 4030
Société des Bateaux-Mouches inc. (La) 4032
Théâtre du Gésu inc. 4033
Vaco-Lynn Products of Canada Ltd. 4031

DEMANDES à la Législature *APPLICATIONS to Legislature*

Candiac, ville – town 3950
Société Coopérative Fédérée des Agriculteurs de la Province de Québec 3950
Trois-Rivières, cité – city 3949

MINISTÈRES *DEPARTMENTS*

Affaires municipales *Municipal Affairs*

Clermont, ville – town (*L.P.*) 4037
L'Épiphanie, ville – town (*L.P.*) 4035
Saint-Antoine, ville – town (*L.P.*) 4033
Sainte-Florence, (*Publ.*) 4033
Saint-Grégoire, village (*Publ.*) 4033

Éducation *Education*

Municipalité scolaire de: *School Municipality of:*

Duvernay, c.s.r. – r.s.b. (*Acc. – Grant.*) 4040
Grand'Mère (*Acc.-Grant.*) 4041
Low (*Acc. – Grant.*) 4040
Pabos (*Acc. – Grant.*) 4040
Provencher, c.s.r. – r.s.b. (*Acc. – Grant.*) 4040
Saint-Jérôme (*Acc. – Grant.*) 4040

Finances *Finance*

Assurances: *Insurance:*

Compagnie d'Assurance Mutuelle de la municipalité de la paroisse de Saint-Denis, comté de Kamouraska 4041
Skandinavia Insurance Company Limited – Forsikring – Aktieselskabet « Skandinavia » 4041

Industrie et Commerce *Industry and Commerce*

Avis de pêche aux coques 4042
Shell fishing notices 4042

Travail *Labour*

Industrie ou métiers de: *Industry or Trades of:*

Construction, Québec (*Mod. – Amend.*). 3976

Voirie *Roads*

Entretien de routes discontinué 4043
Maintenance of roads discontinued 4043

NOMINATION *APPOINTMENT*

Divers 4043
Miscellaneous 4043

SOUMISSIONS *TENDERS*

Matane, ville – town 4045
Loretteville, c.s.c. 4044
Richelieu-Valley, c.s. prot. – prot. s.c. 4043
Saint-Bruno, c.s. – s.c. (*Correction*) 4046

SYNDICATS Professionnels *SYNDICATES Professional*

Association des Employés de la Crèmerie de St-Grégoire inc. F.C.A.I. (*Const. – Inc.*) 4046
Association des Employés de « Le Meuble Idéal ltée » inc. (F.C.A.I.) *Const. – Inc.*) 4046
Association des Employés du Transport du Québec inc. F.C.A.I. (Bellechasse Transport inc.((*Const. – Inc.*) 4046

VENTES *SALES*

SHÉRIFS *SHERIFFS*

Beauharnois *Beauharnois*

Serré *vs* White 4048

Bonaventure *Bonaventure*

Watkins Products Inc. *vs* Allard 4048

Joliette *Joliette*

Interprovincial Building Credit Ltd. *vs* Pineault Joyal *vs* Girard 4049
Joyal *vs* Girard 4049

Labelle *Labelle*

Office du Crédit Agricole du Québec (L') *vs* Joly 4050
Quebec Farm Credit Bureau (The) *vs* Joly 4050

Mégantic *Megantic*

Boiseries Plessis ltée (Les) *vs* Côté 4050

Richelieu *Richelieu*

Mutual Life (La – The) *vs* Bilodeau ... 4051

Rimouski *Rimouski*

Finance Locale inc. *vs* Gagnon 4051
Nazair (Alex) inc. *vs* Michaud 4052

Terrebonne *Terrebonne*

Central Mortgage and Housing Corporation *vs* Fils-Aimé 4053
Lauzon *vs* Ladouceur 4053
Société Centrale d'Hypothèques et de Logement *vs* Fils-Aimé 4053

Taxes *Taxes*

Noranda, cité–city 4054
St-Léonard, cité–city 4054